

Compte rendu d'exécution
de la programmation quadriennale 2015-2018
de l'Organisation internationale de la Francophonie

Version du 12 septembre 2019

1^{er} juillet 2018 - 31 décembre 2018

TABLE DES MATIERES

LEXIQUE DES TERMES TECHNIQUES DE LA GAR	3
INTRODUCTION	4
1.1.1. COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	5
1.1.2 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	8
1.1.4 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	12
2.1.1 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	15
2.1.2 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	19
2.1.3 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	24
2.1.4 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	27
3.1.1 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	32
3.1.2 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	38
3.1.3 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	44
4.1.1. COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	49
4.1.2. COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	55
4.1.3 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	60
5.1.1 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	65
5.1.2 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	70
5.1.3 I COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018	74
5.1.4 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	78
6.1.1 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	82
6.1.2 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	90
8.1.1 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	110
8.1.2 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	119
9.1.1 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	123
9.1.2 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	127
9.1.3 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018.....	132

LEXIQUE DES TERMES TECHNIQUES DE LA GAR

Effet	Changement escompté ou non, attribuable directement ou indirectement à une action.
Extrant (produit)	Biens, équipements ou services qui résultent de l'action de développement. Le terme peut s'appliquer à des changements induits par l'action qui peuvent conduire à des effets directs.
Réalisation (effet direct)	Ce que l'action doit accomplir ou a accompli à court ou à moyen terme.
Impacts	Effets à long terme, positifs et négatifs, primaires et secondaires, induits par une action de développement, directement ou non, intentionnellement ou non.
Résultat	Extrants (produits), réalisations ou impacts (escomptés ou non, positifs et/ou négatifs) d'une action de développement.
Publics concernés (publics atteints)	Bénéficiaires et autres parties prenantes concernés par une action de développement.
Bénéficiaires	Individus, groupes ou organisations qui bénéficient de l'action de développement, directement ou non, intentionnellement ou non.
Indicateur	Facteur ou variable, de nature quantitative ou qualitative, qui constitue un moyen simple et fiable de mesurer et d'informer des changements liés à l'intervention ou d'aider à apprécier la performance d'un acteur du développement.
Cible	La cible précise une valeur particulière pour un indicateur qu'il faut atteindre avant une date précise ; elle est un objectif que le projet vise à atteindre pendant une certaine période par rapport à l'un de ses résultats escomptés. Les cibles sont établies pour toute la durée de la programmation quadriennale.
Point de référence	Point de départ à partir duquel le changement va être mesuré tout au long du projet. Les données pour le point de référence sont recueillies avant le début de la mise en œuvre du projet ou du programme de façon à (i) documenter la situation actuelle sur le terrain; (ii) être capable de mesurer le changement une fois le projet.

INTRODUCTION

1.1. Contexte

Le présent rapport est le quatrième compte rendu d'exécution du cycle quadriennal 2015-2018. Il couvre la période du 1^{er} juillet 2018 au 31 décembre 2018. Il répond à la double ambition de l'OIF de rendre compte fidèlement et de manière transparente de la mise en œuvre de ses actions de coopération, mais aussi de renforcer le pilotage stratégique de ses programmes, en disposant de données factuelles, à la fois qualitative et quantitative, sur les objectifs atteints et sur les taux d'exécution. Cette démarche s'inscrit pleinement dans la dynamique d'un renforcement de la gestion axée sur les résultats (GAR) que l'OIF a fait sienne depuis plusieurs années.

1.2. Objectif

Ce compte rendu d'exécution se propose de présenter aux Etats et gouvernement membres l'exécution de la programmation de l'OIF, la mise en œuvre des moyens alloués et des résultats atteints. Il constitue une source d'informations précieuses pour l'Organisation en tant qu'outil d'aide à la décision.

Les analyses qui en découlent ainsi que les retours d'expérience sont autant d'éléments qui pourraient nourrir la réflexion autour des inflexions à apporter à la programmation adoptée à Erevan.

1.3. Méthodologie

Les directions de programmes ont été sollicitées au cours du 1^{er} semestre 2019 afin de compléter des rapports narratifs de suivi et de renseigner les indicateurs de résultats qui avaient été identifiés et inscrits dans le cadre de suivi de la programmation.

Les rapports ont ensuite été compilés par la DPDS qui est notamment chargée d'accompagner les directions dans la définition et la conduite de leurs programmes. Les données concernant l'exécution budgétaire des programmes ont été fournies par la Direction « Administration, finances et systèmes d'information » (DAFSI).


Les rapports ont été revus sur la base d'une grille de lecture visant à privilégier la caractérisation des résultats atteints et des changements réalisés plutôt que la description des activités mises en œuvre.

Comme pour l'édition précédente, ce compte rendu est davantage axé sur l'atteinte des résultats et sur les changements obtenus que sur les activités des programmes. Les indicateurs de résultats sont en outre présentés pour chaque programme. Il y a lieu de noter que près de 85 % de ces indicateurs ont été renseignés, ce qui représente une amélioration par rapport à l'année dernière.

La partie introductive met en exergue les éléments stratégiques concernant les publics cibles prioritaires de l'Organisation, la complémentarité et la pérennité des actions ainsi que les principales leçons apprises qui amènent l'Organisation à formuler une série de recommandations. Les réalisations les plus significatives de chaque programme sont décrites dans une deuxième partie.



1.1.1. COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	OS1 - Valoriser l'usage et l'influence de la langue française dans un contexte de diversité linguistique et culturelle
Résultat final	RF1 - L'influence des acteurs francophones est accrue dans un contexte de diversité linguistique et culturelle.
Résultat intermédiaire attendu	RINT1 - La connaissance de la langue française, de sa place dans le monde et des dynamiques culturelles et linguistiques est mieux exploitée.
Intitulé du programme	Programme 111 - Observation de la langue française et de la diversité culturelle et linguistique
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

L'accès à la connaissance sur la langue française et la problématique de la diversité culturelle et linguistique tant sur le plan des identités que des expressions, sont au cœur du projet francophone. La production ainsi que la diffusion de données et d'analyses représentent des contributions majeures à la connaissance. Elles contribuent à l'inclusion des dimensions culturelles et éducatives au développement durable ainsi qu'à l'émancipation des jeunes et des femmes.

Par ailleurs, une meilleure appréhension des grandes tendances culturelles au sein de la Francophonie favorise la définition d'axes de coopération entre les pays membres et les acteurs concernés.

L'OIF est le seul organisme à produire de l'information et des analyses sur les enjeux, la présence et l'usage de la langue française dans un contexte de diversité culturelle et linguistique. Ses publications sont attendues et exploitées et méritent d'être diffusées non seulement auprès des décideurs et des acteurs de la promotion de la langue française mais aussi auprès d'un public plus large dont la sensibilisation aux enjeux culturels et linguistiques est essentielle à la promotion des diversités et de la langue française.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (31 DECEMBRE 2018)

Résultat immédiat 1 : Des données, des analyses et des études sur la langue française et la diversité linguistique sont réalisées et mises à disposition et une réflexion prospective est développée

- L'OIF a réalisé des études pour le rapport 2018 : panorama de l'enseignement du français en Asie dans 13 pays et territoires (août 2017) ; étude sur les outils numériques disponibles en ligne et leurs usages dans les enseignements et apprentissages du/en français (mars-juin 2018) ; étude sur la valeur économique de la langue française et sa place dans les industries culturelles (septembre 2017) ; actualisation des données sur la place de la langue française sur Internet (mars 2018) ; enquêtes sur la perception de l'image de la langue française dans 5 pays d'Afrique (mars 2018) ; enquêtes sur l'employabilité des francophones dans 9 pays avec le BRAO, le BROI, le BRECO et le BRAP (avril 2018).
- Le renouvellement de l'entente OIF/AUF/Gouvernement du Québec/Université Laval (Québec) 2018-2021 pour le partenariat scientifique avec l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF) ainsi que la signature du protocole annuel pour l'estimation du nombre de francophones à paraître dans *La langue française dans le monde 2018* (mai et juin 2018) ont été réalisés.

- Une consultation formalisée pour l'édition 2018 du rapport sur *La langue française dans le monde* remportée par Gallimard a été réalisée (octobre 2017).
- La sélection et le financement de la participation d'un expert du Sud au colloque annuel des organismes de politique et d'aménagement linguistique (OPALE) en novembre 2017 ont été réalisés.
- L'OIF a envoyé aux États et Gouvernements membres et observateurs de l'OIF et aux opérateurs, en lien avec les Représentations permanentes de l'OIF, un questionnaire relatif à la mise en œuvre de la résolution de Madagascar sur le *Vade-mecum relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales* dans le cadre de la publication du 6^e document de suivi du vade-mecum (avril 2018).
- La première partie de l'étude sur la « Découvrabilité et l'accès aux contenus culturels francophones sur Internet : Défis et opportunités » a été lancée en partenariat avec le département de communication sociale et publique et l'observatoire des réseaux et interconnexions de la société numérique (ORISON) de l'Université du Québec à Montréal (Uqam).
- *La langue française dans le monde*, édition 2019 a été réalisée par Gallimard et remis en format numérique à l'OIF en octobre 2018 pour distribution aux délégations lors du Sommet de Erevan. L'ouvrage a ensuite été publié en mars 2019 et diffusé largement par l'Observatoire (UHS, opérateurs, partenaires, médias...)
- Le 6^e Document de suivi du *Vade-mecum relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales* a été mis en ligne et distribué aux délégations officielles lors du Sommet de Erevan.

Résultat immédiat 2 : Les données, analyses et outils d'aide à la décision produits par le dispositif d'observation sont mis à la disposition des directions de programmes et des partenaires

- La 2^e réunion du Comité scientifique de l'Observatoire de la langue française et un séminaire sur les indices de classements des langues dans le monde ont été organisés (juin 2018).
- Le site internet de l'Observatoire de la langue française a été actualisé (juillet 2017 et novembre 2018) et présente notamment la synthèse de *La langue française dans le monde*, édition 2018, traduite en 9 langues, ainsi qu'un film d'animation reprenant les données et résultats principaux de l'ouvrage.
- *La Langue française dans le monde*, édition 2019 et le 6^e Document de suivi du *Vade-mecum relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales* ont été diffusés auprès des collègues du Siège et des UHS.

Résultat immédiat 3 : La Francophonie produit des données et des analyses sur les dynamiques culturelles et linguistiques permettant d'identifier les secteurs à soutenir en priorité et de développer une réflexion prospective sur la diversité culturelle

- La réunion du premier Comité d'orientation du dispositif d'observation des dynamiques culturelles et linguistiques (juillet 2017) a été organisée.
- Les perspectives de réflexion et de recherche et l'ensemble des travaux ont donné lieu à une première publication en novembre 2017.
- Un colloque sur la mobilité des artistes et de leurs œuvres en marge du MASA a été organisé (public touché : 150 personnes) en mars 2018. La publication présentant les interventions, les témoignages et le portrait de professionnels et d'artistes engagés a été mise en ligne sur le site de l'OIF
- Une journée d'études sur « les dynamiques linguistiques et les mondes académiques » a été organisée le 9 juillet 2018 en partenariat avec la Direction Régionale Moyen-Orient de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) et l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.



ACTIVITES SIGNIFICATIVES

L'OIF a mis en place le 10 juillet 2017 le comité d'orientation du dispositif d'observation des dynamiques culturelles. Force de proposition, d'aide à la réflexion et d'accompagnement dans la définition des études à mener en matière de diversité culturelle et linguistique, ce comité est composé d'une dizaine d'experts internationaux, avec des profils différents qui portent une attention particulière pour la culture.

Parution, en novembre 2018, de *La Langue française dans le monde*, édition 2019 (version numérique) et du 6^e Document de suivi du *Vade-mecum relatif à l'usage de la langue française dans les organisations internationales*.



REALISATIONS EN CHIFFRES

Les données sur la langue française dans le monde, produites par l'Observatoire de la langue française, ont été largement reprises dans les médias (cf. indicateurs) et les discours officiels, notamment à l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie 2018 et pour la préparation du Plan d'action de la France en faveur de la langue française et du multilinguisme (mars 2018), ainsi qu'à l'occasion du Sommet de la Francophonie d'Erevan.

111		CREDITS			
		initial	modifié	ordonné	Taux d'exécution
2015	31 déc.	375 000 €	597 135 €	537 650 €	90%
2016	31 déc.	375 000 €	536 300 €	414 822 €	77%
2017	31 déc.	325 000 €	296 517 €	268 956 €	91 %
2018	31 déc.	310 000 €	321 000 €	268 525 €	89%


INDICATEURS							
Résultat intermédiaire P111	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
La connaissance de la langue française, de sa place dans le monde et des dynamiques culturelles et linguistiques est mieux exploitée	nombre de documents institutionnels d'analyse et de prospective faisant référence aux données produites	nombre	5	13	17	18	18
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Des données, des analyses et des études sur la langue française et la diversité linguistique sont réalisées et mises à disposition et une réflexion prospective est développée	proportion d'utilisateurs satisfaits de la pertinence et de la contextualisation des données produites	%	0	-	95%	100% ¹ (a)	100%
Les données, analyses et outils d'aide à la décision produits par le dispositif d'observation sont mis à la disposition des directions de programmes et des partenaires	nombre de notes prospectives sur la langue française produites	nombre	0	1	-	2 ²	1
La Francophonie produit des données et des analyses sur les dynamiques culturelles et linguistiques permettant d'identifier les secteurs à soutenir en priorité et de développer une réflexion prospective sur la diversité culturelle	nombre de mentions dans les médias des données et analyses produites dans le cadre du programme	nombre	10	42	47	55 (b) et 42 (c)	55

¹ (a) source : questionnaire aux États et gouvernements (taux de réponse = 49%) / (b) source : veille médiatique de l'Observatoire (janvier 2018 / mai 2018) / (c) source : veille médiatique de l'Observatoire (octobre 2018 / avril 2019).

² *Perspectives de recherche* (Dispositif d'observation des dynamiques culturelles et linguistiques) et *Mobilité des artistes et de leurs œuvres* (Dispositif d'observation des dynamiques culturelles et linguistiques)



1.1.2 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	OS1 - Valoriser l'usage et l'influence de la langue française dans un contexte de diversité linguistique et culturelle		
Résultat final	RF1 - L'influence des acteurs francophones est accrue dans un contexte de diversité linguistique et culturelle.		
Résultat intermédiaire attendu	RINT2 - Les usages de la langue française aux fins d'insertion professionnelle ou socio-économique sont renforcés et son rayonnement est encouragé		
Intitulé du programme	Programme 212 - Usage et Rayonnement du français		
ODD associés			
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues		



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

La montée en puissance de nouveaux acteurs internationaux et l'émergence d'un monde multipolaire conjugués à l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication ont justifié la mise en œuvre de ce programme. Dans ce contexte, on constate que l'usage du français est en recul notamment dans plusieurs secteurs professionnels ainsi que chez les publics fragilisés et défavorisés. Dès lors, la promotion de la diversité linguistique demeure un enjeu central de la mondialisation et doit prendre le contrepied d'un modèle dominant d'une langue de communication unique.

Dans le domaine des relations internationales, l'usage effectif du français par les différents acteurs de la vie internationale, et en particulier les locuteurs francophones, est en déclin et ce malgré le statut de langue officielle et de travail dont il jouit. Les causes sont, entre autres, d'ordre technique et/ou politique : i) absence ou qualité insuffisante de la médiation en langue française (traduction, interprétation), ii) interlocuteurs peu ou non-francophones et iii) représentations individuelles négatives liées à l'utilisation du français en milieu professionnel. C'est pourquoi, l'OIF poursuit son appui au renforcement des compétences en français des acteurs de la scène internationale (traducteurs/interprètes, diplomates et fonctionnaires nationaux et internationaux, acteurs du monde sportif international), la promotion du multilinguisme et la mise en avant de l'expertise francophone.

Dans le cadre d'une formation tout au long de la vie, l'OIF propose de renforcer les compétences en français et en communication digitale des populations les moins qualifiées afin de favoriser leur insertion socioéconomique et de contribuer, ce faisant, au développement économique de ses pays membres.

La politique d'enseignement massif du français telle que voulue par l'OIF suppose d'explorer et de cibler des domaines professionnels variés (tourisme, culture, entrepreneuriat, artisanat) où de réels besoins en langue française à des fins économiques existent (contenus de formation et renforcement des compétences linguistiques). Cette politique vise également, à travers les associations de professeurs de français, et d'autres acteurs de la société civile, des publics fragilisés par les crises que traverse le monde d'aujourd'hui (crise des migrants notamment).



Résultat immédiat 1 : Les populations cibles ont un meilleur accès à une médiation linguistique de qualité

- Grâce au programme de mobilité dans les universités africaines partenaires, 8 jeunes traducteurs et interprètes ont pu trouver un emploi au sein d'organisations régionales et internationales (OIM, Cour africaine des Droits de l'Homme).
- 2 ateliers de formation à la traduction et l'interprétation ont été mis en œuvre par le REFTIC à l'Union africaine et ont permis d'accréditer 10 nouveaux interprètes.
- Un partenariat avec l'Université d'Al-Azhar a permis de former 10 traducteurs pour renforcer les travaux de l'Observatoire d'Al-Azhar.

Résultat immédiat 2 : Les professionnels dans des secteurs et territoires ciblés ainsi que des acteurs de la société civile ont accès des formations renforçant leur maîtrise massive du français dans leurs activités

- Environ 400 agents non francophones d'organisations internationales africaines ont pu bénéficier de cours de français professionnel et français des relations internationales et 64 agents francophones de l'Union Africaine et de ses Représentations ont participé à des formations techniques en français.
- 2564 fonctionnaires, cadres et experts nationaux ont été formés au français de la diplomatie et des relations internationales dans le cadre de 16 Initiatives francophones nationales (IFN) et 5 d'établissement (IFE).
- 6 séminaires régionaux ont été organisés dans le cadre des IFN & IFE et ont principalement porté sur le partage d'expérience de la Présidence slovaque du Conseil de l'UE, la Diplomatie économique, ou le retour des frontières en Europe.
- Des dispositifs d'apprentissage du français ont été déployés au Liban et en Grèce auprès de plus de 1000 enfants et jeunes bénéficiaires, demandeurs d'asile et réfugiés.
- Une formation, en présentiel, de 90 heures destinée à 22 créateurs a été déployée de septembre 2017 à mai 2018 à Dakar (Sénégal). L'expérimentation, après validation, donnera lieu à un projet pilote qui touchera un plus large public.
- Finalisation du site d'apprentissage du français à distance FAD-FLE élaboré en collaboration avec le CREFAP d'Ho Chi Minh Ville.
- Dans le cadre du Sommet de la Francophonie d'Erevan, organisation d'ateliers linguistiques à destination de 85 policiers et de 62 personnels du secteur du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration (THR).

Résultat immédiat 3 : Les réseaux professionnels et les manifestations qui favorisent les usages et le rayonnement de la langue française sont renforcés

- La formation des responsables d'associations de professeurs de français d'Afrique subsaharienne (12-17 février à Dakar). Les 38 participants sont venus de 5 pays prioritaires : Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad a été réalisée.
- La formation de 10 interprètes coréens en France, dans le cadre du soutien au comité coréen d'organisation des JO (COJOP), a été réalisée.
- La publication du supplément *Francophonies du Sud N°43 « Priorité à la formation »* a été réalisée. Il a été diffusé dans les CLAC et les bureaux régionaux de l'OIF.
- Les appels à projet : initiatives nationales et régionales (INR) pour soutenir les projets des associations des professeurs de français ont été diffusés.
- Une formation d'entraîneurs francophones dans le cadre du soutien à l'AFCNO a été organisée.
- Un soutien à la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) pour l'animation de son réseau d'association d'une part et pour la formation des cadres associatifs d'autre part a été poursuivi.
- Le financement du portail franc-parler.oif.org a été poursuivi.

Résultat immédiat 4 : Les populations et les établissements ciblés disposent d'outils et de contenus de formation innovants et contextualisés

- La plateforme d'apprentissage hybride en français des relations internationales pour les organisations internationales africaines est en cours de modernisation pour permettre sa large diffusion sur le continent. Elle propose actuellement des cours du niveau A1 au niveau B1.
- Un outil de formation ouvert à tous les francophones souhaitant acquérir un niveau de communication orale et écrite de niveau intermédiaire (B2) a été développé sous le nom de FAD-FLE. 3 modules sont en ligne, le 4^e est en cours de finalisation. Cet outil peut être intégré dans un cursus universitaire.
- L'ouvrage *Objectif diplomatie 1* (Nouvelle édition, Hachette FLE- 2017) a été réédité. Il comprend un manuel et CD d'apprentissage à destination des apprenants en français des relations internationales de niveau A1 et A2 et permet la mise en place d'un parcours d'activités d'entraînement en ligne.
- La certification diplôme de français professionnel « relations internationales » pour les niveaux B1, B2 et C1, en partenariat avec l'Académie Diplomatique de Vienne et la Chambre de Commerce de Paris de Paris a été développée.
- L'OIF poursuit la production de magazines et de divers outils d'apprentissage en français des relations internationales en partenariat avec TV5 Monde.
- Le module 3 « Gestion des relations interpersonnelles/interculturelles » a été développé (meilleure manière de les gérer au quotidien, en coopération avec l'IEAP/EIPA).



ACTIVITES SIGNIFICATIVES

Dans le cadre des projets éducatifs et linguistiques pour les réfugiés, on retiendra l'importante publication de l'ouvrage *Réinventer l'Ecole*, enquête et témoignages des activités développées par l'OIF auprès des jeunes réfugiés au Liban et dont les bénéfices des ventes sont utilisés au profit des ONG partenaires. La publication de cet ouvrage a eu bonne presse dans les médias francophones (TV5 Monde et RFI).

Dans le cadre du programme de renforcement du français à l'Union africaine (UA), deux formations ont pu être organisées en 2017 pour un collectif d'interprètes indépendants travaillant dans les organisations internationales à Addis Abeba avec le soutien du REFTIC, de l'ESIT, de l'Ambassade de France et l'UE. Ces formations ont permis l'accréditation de deux interprètes au REFTIC et l'action doit se prolonger en 2018 avec une formation de formateur organisée à l'ESIT afin de former leurs pairs.

Le soutien des associations des enseignants de français en difficulté s'est illustrée par la formation des responsables d'associations de professeurs de français d'Afrique subsaharienne en février à Dakar et par les Initiatives nationales et régionales (INR). Ces deux projets ont redynamisé des associations qui étaient en difficulté et les associations actives souhaitant un soutien pour la réalisation de leurs projets.

Dans le cadre de la formation des fonctionnaires et diplomates au et en français des relations internationales, la mise en place des certifications a permis l'élargissement de la gamme des diplômes en français des relations internationales, de même que la simplification des procédures (format électronique plus pratique, renforcement de la confidentialité des épreuves, raccourcissement des délais d'inscription et de réception des épreuves).

Dans la perspective du prochain quadriennium 2019-2022, 20 coordonnateurs techniques des pays partenaires bénéficiaires des initiatives francophones nationales et d'établissement (IFN & IFE) sont invités à participer à la formation ENA, du 9 au 20 juillet 2018 portant sur la gestion de projet de formation et ingénierie de la formation de manière à optimiser les projets d'IFN et IFE 2019-2022 qu'ils soumettront à l'OIF.

Enfin, sur le plan de la Francophonie sportive, il faut noter la mobilisation, au profit de l'OIF, des partenaires de mobilité des jeunes pour le recrutement de 10 médiateurs linguistiques pour les JO.



REALISATIONS EN CHIFFRES

80% des enfants et jeunes ayant bénéficié des dispositifs d'apprentissage du français dans les camps de réfugiés au Liban ont pu intégrer les écoles publiques.

112		CREDITS			
		initial	modifié	ordonné	Taux d'exécution
2015	31 déc.	2 700 000	2 439 719 €	1 476 532 €	61%
2016	31 déc.	3 010 000	2 263 492 €	1 794 308 €	79%
2017	31 déc.	2 900 000 €	2 795 990 €	2 432 619 €	87%
2018	31 déc.	2 900 000	3 319 000 €	2 543 657 €	83%

		INDICATEURS					
Résultat intermédiaire P112	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Les usages de la langue française aux fins d'insertion professionnelle ou socio-économique sont renforcés et son rayonnement est encouragé	proportion d'acteurs (F/H) concernés des relations internationales, au sein des administrations et/ou institutions ciblées sont davantage en mesure d'utiliser la langue française à des fins professionnelles	%	0	-	-	46%	25%
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Les populations cibles ont un meilleur accès à une médiation linguistique de qualité	proportion de traducteurs et interprètes labellisés par le réseau REFTIC disponibles	nombre	15	-	60	70	100
Les professionnels dans des secteurs et territoires ciblés ainsi que des acteurs de la société civile ont accès des formations renforçant leur maîtrise massive du français dans leurs activités	proportion de cadres et experts nationaux et internationaux formés attestant d'un niveau supérieur ou égal à B1 minimum en français des relations internationales	%	15	-	20	48.5	25
Les réseaux professionnels et les manifestations qui favorisent les usages et le rayonnement de la langue française sont renforcés	nombre de réunions des réseaux sportifs francophones	nombre	10	-	15	20	40



1.1.4 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	OS1 - Valoriser l'usage et l'influence de la langue française dans un contexte de diversité linguistique et culturelle			
Résultat final	RF1 - L'influence des acteurs francophones est accrue dans un contexte de diversité linguistique et culturelle			
Résultat intermédiaire attendu	RINT4 - Les acteurs des pays en développement francophones ciblés agissent davantage pour le développement de la diversité dans la société de l'information mondialisée			
Intitulé du programme	Programme 114 - Diversité dans la société de l'information mondialisée			
ODD associés				
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues			



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Les pays francophones en développement pâtissent à la fois du manque de structuration ou d'existence d'écosystèmes numériques³ nationaux et régionaux, et de la faiblesse des capacités techniques nécessaires, notamment pour la création et l'utilisation de contenus et biens communs numériques⁴. Par ailleurs, la faible insertion de la plupart des pays francophones en développement dans la société de l'information mondialisée contribue à un amoindrissement du rôle et de la place du français dans l'espace numérique. Cette situation a un impact négatif sur le développement de la diversité culturelle.

Le programme 1.1.4 vise à aider les acteurs des pays francophones en développement ciblés à s'insérer dans les débats internationaux sur le numérique et à bénéficier des opportunités offertes par les TIC en renforçant le maillage des réseaux d'expertise numérique francophone pour contribuer à un meilleur partage des ressources et des pratiques en français.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (31 DECEMBRE 2018)

Afin de contribuer à ce que les acteurs des pays en développement francophones ciblés agissent davantage pour le développement de la diversité dans la société de l'information mondialisée, l'OIF a enregistré sur la période du 30 juin 2017 au 31 mai 2018, pour chacun des résultats immédiats visés, les avancées suivantes :

Résultat immédiat 1 : Les acteurs des pays francophones en développement ont accru leurs capacités à construire, consolider et optimiser des écosystèmes numériques nationaux, régionaux et internationaux

- Les capacités techniques de 254 acteurs de pays francophones ont été renforcées en matière de contribution à l'élaboration des politiques publiques de gouvernance internationale et régionale de l'Internet à travers les travaux de l'ICANN (Internet Governance for Assigned Names and Numbers), de l'IGF (Internet Governance Forum) d'AfriNIC (African Network Information Center). De plus, grâce à des actions de lobbying, plusieurs experts francophones ont été élus dans des structures dirigeantes de l'ICANN et de l'AfriNIC. Par exemple, au niveau du Bureau du GAC/ICANN

³ Environnements juridiques, institutionnels et technologiques relatifs au fonctionnement et au développement du numérique.

⁴ Créés et gérés par des communautés d'intérêts, les biens communs numériques sont des ressources et dispositifs numériques ouverts à tous les utilisateurs dans une logique de partage. S'inscrivent notamment dans cette catégorie, les plateformes numériques produisant et diffusant de manière collaborative des contenus ouverts, les documents et données sous leurs divers formats dotés de licences ouvertes telles les ressources éducatives libres (REL). Les biens communs numériques favorisent la mutualisation des moyens et des coûts, l'inclusion et l'autonomisation des acteurs.

(Governmental Advisory Committee/ Conseil consultatif gouvernemental), sont élus comme Présidente Mme Manal Ismaël de l’Egypte et Vice-présidents Cherif Diallo du Sénégal et Ghislain de Sallins de la France.

- Suite à l’appui de l’OIF, l’Assemblée nationale du Bénin a adopté en juin 2017 le code du numérique du Bénin. Plus de 127 députés et sénateurs du Cameroun et 58 personnes du Burkina Faso ont été sensibilisés aux enjeux et défis juridiques, institutionnels et fiscaux de l’adaptation des cadres législatifs de leurs pays aux spécificités de l’économie numérique à travers un séminaire parlementaire sur la cyberlégislation qui s’est tenu à Yaoundé en juillet 2017.
- 31 participants représentant 25 membres du Réseau francophone de la régulation des télécommunications (Fratel) ont été sensibilisés sur les politiques et stratégies de régulation du numérique susceptibles de favoriser le développement des écosystèmes innovants, accessibles et ouverts, favorables à l’émergence de l’économie numérique.
- Plus de 300 acteurs d’Afrique francophones ont été sensibilisés et/ou formés aux mesures à prendre pour faire face aux cyber-menaces et à leurs impacts sur le commerce, la technologie, l’économie, le gouvernement, l’administration, les milieux universitaires, la défense et la diplomatie.

Résultat immédiat 2 : Les milieux professionnels, pouvoirs publics et communautés d’intérêt des pays en développement francophones ciblés ont accru leurs capacités à créer, utiliser et valoriser des contenus et biens communs numériques répondant à leurs réalités

- Plus de 900 bénéficiaires haïtiens et africains ont été formés aux enjeux, pratiques et outils de la cartographie numérique collaborative (OSM) et des données ouvertes dans le cadre d’ateliers nationaux et régionaux organisés au Bénin, Burkina Faso, Côte d’Ivoire, Guinée, Haïti, Mali, Niger, Madagascar, Sénégal, Tchad et Togo.
- Dans le cadre du colloque international RELIF (Tunis, 30 novembre – 2 décembre 2017), 170 décideurs, chercheurs et enseignants originaires de 13 pays ont fait part de leurs expériences respectives et échangé sur les différents aspects de l’éducation ouverte, des ressources éducatives libres (REL) et de l’ingénierie de la formation à l’ère du numérique.
- Les initiatives pilotes NetAdo et VietMath de création de ressources éducatives libres (REL) du et en français menées en partenariat avec le Ministère de l’Éducation du Vietnam ont obtenu des réalisations significatives : création de livrets et contenus numériques multimédias contextualisés utilisés par les élèves du collège, formations de pédagogues/enseignants... S’appuyant notamment sur ses résultats, un atelier pilote de de conception et production de REL a été organisé à Port-Vila (Vanuatu) en octobre 2019 en partenariat avec l’institut de formation des enseignants du Vanuatu (IFEV).
- Des publications contribuant aux renforcements des compétences des francophones dans le domaine des biens communs numériques ont été produites et diffusées, tels le Guide « Comprendre les licences Creative commons 4.0 en français : une analyse commentée à destination des juristes francophones » et le « Référentiel de compétences sur les ressources éducatives libres » (disponible à ce jour en français, anglais, arabe, portugais, vietnamien et roumain).



ACTIVITES SIGNIFICATIVES

- Depuis le mois de juin 2017, les 4/5 des politiques publiques d’allocation des adresses Internet en Afrique sont conçues, élaborées et proposées par des experts qui bénéficient de l’appui de l’OIF.
- L’adoption du Code du numérique par l’Assemblée nationale du Bénin après l’appui apporté par l’OIF.
- La communauté mondiale francophone dispose à présent d’une version officielle en français des licences Creative commons 4.0 et d’un ouvrage de référence sur ce sujet à destination des juristes francophones. Un outil d’autant plus utile que Creative Commons constitue l’un des premiers biens communs numériques d’œuvres en permettant le partage légal de plus de 1,1 milliard de contenus (photos, vidéos, musiques, ressources pédagogiques...) librement accessibles sur Internet.
- Avec l’appui de l’OIF et en partenariat avec le Ministère de l’Éducation et de la Formation du Vietnam, les manuels d’apprentissage du français langue vivante 2 (niveaux 1^{ère} et 2^e années de collège) et leurs compléments numériques en ressources éducatives libres ont été réalisés et intégrés officiellement dans le cursus vietnamien (initiative NetAdo).

- L'expertise francophone africaine dans le domaine de la cartographie numérique collaborative (OSM, écosystème numérique ouvert de création et de partage de données cartographiques au niveau mondial facilitant le développement de cartes et services en ligne géolocalisés à des fins économiques, administratives, éducatives, gestion de crises, développement durable, etc.) s'accroît, se structure et est davantage reconnue auprès notamment des acteurs nationaux et internationaux. Plusieurs bénéficiaires ont mis en pratique leurs nouveaux acquis et un groupe d'experts africains francophones, formateurs de formateurs s'affirme de plus en plus dans ce domaine.

REALISATIONS EN CHIFFRES

- Plus de 770 acteurs des pays francophones en développement ont bénéficié des actions de renforcement de capacités pour construire ou optimiser leurs écosystèmes numériques.
- Sur la période concernée, plus de 1000 bénéficiaires directs ont été sensibilisés et formés à la création, l'usage et la valorisation de biens communs numériques francophones (cartographie numérique collaborative, ressources éducatives libres, licences ouvertes prenant en compte le contexte juridique francophone, etc.). Les bénéficiaires des activités ont été très satisfaits (85% des publics ciblés interrogés bénéficiant d'actions de renforcement de capacités considèrent avoir accru de « beaucoup » leurs compétences/connaissances dans le domaine concerné, 15% « un peu »).




114		CREDITS			
		initial	modifié	ordonnancé	Taux d'exécution
2015	31 déc.	800 000 €	809 919 €	661 256 €	82%
2016	31 déc.	800 000 €	778 200 €	623 314 €	80%
2017	31 déc.	705 000 €	688 393 €	585 727 €	85%
2018	31 déc.	680 000 €	625 350 €	474 168€	76%

Résultat intermédiaire du P114	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Les acteurs des pays en développement francophones ciblés agissent davantage pour le développement de la diversité dans la société de l'information mondialisée	proportion des bénéficiaires ciblés ayant agi davantage pour le développement de la diversité dans la société de l'information mondialisée	%	0	-	50	60	60
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Les acteurs des pays francophones en développement ont accru leurs capacités à construire, consolider et optimiser des écosystèmes numériques nationaux, régionaux et internationaux	proportion des bénéficiaires ciblés ayant acquis et/ou amélioré leurs compétences à construire, consolider et optimiser des écosystèmes numériques	%	0	40	55	82	60
Les milieux professionnels, pouvoirs publics et communautés d'intérêt des pays en développement francophones ciblés ont accru leurs capacités à créer, utiliser et valoriser des contenus et biens communs numériques répondant à leurs réalités	proportion des bénéficiaires ciblés ayant acquis et/ou amélioré leurs capacités à créer et utiliser des contenus et biens numériques francophones	%	0	100	85	85 ⁵	60

⁵ Entre 2017 et 2018, 85% des bénéficiaires ciblés ont acquis et/ou amélioré leurs capacités à créer et utiliser des contenus et biens numériques francophones, soit une moyenne, en décembre 2018, de 90% de l'ensemble des bénéficiaires ciblés depuis le début du quadriennium.



2.1.1 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	OS2 - Renforcer l'ancrage de la culture dans les stratégies de développement et accroître l'engagement des jeunes et des femmes dans la création artistique, culturelle et numérique				
Résultat final	RF2 - La prise en compte de la culture et des enjeux de diversité culturelle est renforcée dans les stratégies de développement durable et la participation des jeunes à l'innovation et à la création artistique, culturelle et numérique est augmentée.				
Résultat intermédiaire attendu	RINT5 - Des conditions favorables à la mise en œuvre de politiques culturelles et linguistiques et au développement des industries culturelles et créatives sont créées.				
Intitulé du programme	Programme 211 - Politiques linguistiques et stratégies de développement culturel				
ODD associés					
Régions de la francophonie concernée	Afrique du Nord et Moyen-Orient	Afrique de l'Ouest	Afrique centrale	Océan indien	Toutes régions confondues



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Face aux dynamiques géopolitiques, géolinguistiques et au processus de mondialisation des échanges, la valorisation des identités culturelles et la promotion du multilinguisme constituent des facteurs déterminants à l'indispensable diversité culturelle et linguistique mondiale. En outre, si l'importance de la dimension culturelle et linguistique du développement est de plus en plus reconnue, il n'en demeure pas moins que son intégration dans les politiques publiques nationales mérite d'être renforcée.

Cette prise en compte ne produira cependant son plein effet que si les États, en particulier ceux du Sud, bénéficient de conditions favorables visant le renforcement de leurs capacités d'élaboration et de mise en œuvre de politiques culturelles et d'aménagement linguistique dynamiques et performantes.

L'OIF possède à cet égard une double valeur ajoutée. En tant qu'acteur des relations internationales, elle a une voix qui fait autorité sur les sujets relatifs à la diversité culturelle et linguistique. En tant qu'organisation de solidarité et de coopération, l'OIF a acquis un savoir-faire unique et des compétences spécifiques dans l'accompagnement des États et des gouvernements, tant au plan régional, national et local pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et stratégies publiques adaptées à différents contextes.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (31 DECEMBRE 2018)

Résultat immédiat 1 : Le niveau d'information et de sensibilisation des décideurs sur les enjeux et problématiques de la diversité culturelle est amélioré

- La 4^e Conférence ministérielle de la Francophonie sur la culture en juillet 2017 en marge des Jeux de la Francophonie. Seize ans après celle de Cotonou en 2001 a été organisée. L'OIF a souhaité mobiliser les ministres dans un contexte qui a profondément changé, tant à l'échelle nationale qu'internationale.
- Un séminaire parlementaire à Antananarivo (Madagascar) a été organisé, en mai 2018, au bénéfice d'une vingtaine de députés et de sénateurs des pays de l'océan Indien membres de la Francophonie (Madagascar, Seychelles, Comores,

Djibouti). Ce séminaire avait pour thème « Investir dans la culture : transformer les sociétés, diversifier les économies et favoriser le dialogue interculturel ».

- 2 ateliers régionaux de formation de journalistes culturels (Afrique de l'ouest et océan Indien), organisés en juin 2017 et décembre 2017, ont permis de transmettre à une quarantaine de journalistes des outils d'analyse critique d'œuvres culturelles afin de renforcer leur travail de médiation auprès des publics tout en renforçant leur expertise sur les enjeux culturels. 9 Pays bénéficiaires en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Togo, Sénégal) et 5 pays bénéficiaires dans l'océan Indien (Madagascar, Maurice, Seychelles, Union des Comores, Djibouti).
- 11 numéros d'un bulletin « Commerce, culture et numérique » ont été publiés, en partenariat avec le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Résultat immédiat 2 : Des coopérations en faveur du renforcement de la gouvernance culturelle et de l'aménagement linguistique sont fédérées et renforcées

- Le suivi de la mise en œuvre de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles en lien avec les activités déployées par l'UNESCO, le Groupe des ambassadeurs francophones, les Coalitions pour la diversité culturelle, etc., et participation aux travaux du 9^{ème} Comité intergouvernemental de la Convention est assuré.
- La collaboration avec la Division Culture de la Commission de l'Union africaine et l'Observatoire des politiques culturelles en Afrique a permis l'organisation en juin 2018 à Maputo (Mozambique) d'un atelier sur la Charte de renaissance culturelle africaine qui a réuni les représentants des pays ayant ratifié la Charte ainsi que l'UNESCO aux fins d'examen d'un avant-projet de guide de mise en œuvre de ladite Charte.
- Le suivi activités des fonds de garantie en Afrique de l'Ouest, au Maroc et en Tunisie se poursuit.
- Un guide méthodologique organisé conjointement par l'UA, l'OPCA et l'OIF a été élaboré ;
- Les activités de l'Observatoire de Politiques Culturelles en Afrique (OPCA) ont été financées ;
- La coopération avec l'Université Senghor d'Alexandrie pour la formation MASTER en Gestion des industries culturelles se poursuit ;
- La troisième édition des États généraux de la Culture à Tiznit (Maroc) – association Racines a été appuyée ;
- Les capacités des organisations de gestion collectives, dans les fonctions de perception et de répartition des redevances du droit d'auteur ont été renforcées en matière de maîtrise des mécanismes de négociation et de concession des licences d'exploitation aux radiodiffuseurs en Afrique– Kigali (Rwanda) ;
- Une formation des acteurs politiques locaux, opérateurs économiques, en charge des droits d'auteurs sur le déploiement des systèmes de rémunération pour copie privée en Afrique a été organisée– Dakar (Sénégal).

Résultat immédiat 3 : Les capacités d'élaboration et de mise en œuvre de politiques culturelles et linguistiques des pays ciblés sont renforcées

Pactes linguistiques :

- Le plan d'action du Pacte linguistique arménien dans ses trois volets : éducatif et jeunesse, français sur objectif spécifique, culture et communication a été finalisé. La réunion de concertation sur l'exécution du plan d'action avec l'ensemble des partenaires du Pacte arménien s'est déroulée le 6 juin 2018.
- Le Pacte linguistique avec le Ghana a été signé et le projet de plan d'action rédigé.

Politiques linguistiques :

- Un appel à projet de coopération pour le renforcement des politiques linguistiques dans l'espace francophone du Sud a été lancé par la DLFCO. Trois projets ont été retenus venant des Comores, du Bénin et de la RDC. Des missions d'expertise et d'évaluation des besoins exprimés sont planifiées en concertation avec les autorités concernées des trois pays.
- Une « étude diagnostic et stratégique en vue du renforcement des politiques linguistiques dans l'espace francophone du Sud ayant le français comme langue officielle, co-officielle et étrangère » a été réalisée par les Professeurs Louis Jean Calvet et Foued Laroussi.

Politiques culturelles :

- Les capacités des cadres de l'Administration haïtienne ont été renforcées à l'occasion d'un atelier de formation ;
- Des mécanismes appropriés de promotion et de diffusion pour une meilleure présence de la musique burkinabé à l'échelle nationale, régionale et internationale ont été identifiés ;
- Un séminaire en vue du renforcement des capacités en matière de diffusion et de promotion au profit des acteurs de la filière musique burkinabé a été organisée ;
- Des mécanismes de lutte contre la pauvreté par le respect des droits de propriété intellectuelle ont été dégagés par les acteurs de la culture (organisations de société civile, leaders coutumiers et religieux, journalistes culturels) ;
- la foire économique régionale et du tourisme responsable communautaire de Louga au profit des populations et particulièrement de la jeunesse a été promue– FESFOP ;
- un cadre de rencontre et d'échanges entre artistes, experts, diffuseurs, promoteurs de spectacles et de médias locaux a été créé.



ACTIVITES SIGNIFICATIVES

La IV^e Conférence des Ministres francophones sur la culture s'est déroulée les 22 et 23 juillet à Abidjan, en marge des VIII^e Jeux de la Francophonie. Seize ans après celle de Cotonou en 2001, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a souhaité mobiliser ces responsables politiques dans un contexte qui a profondément changé, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Pendant deux jours, les ministres ont échangé autour de quatre axes de réflexion : la régulation mondiale des enjeux et défis culturels à l'ère du numérique ; la culture et le développement humain durable ; l'économie de la culture ; la coopération et la solidarité internationale. Ils ont, à l'issue de leurs travaux, adopté une Déclaration et un Plan d'action.

La collaboration avec la Division Culture de la Commission de l'Union africaine et l'Observatoire des politiques culturelles en Afrique a permis l'organisation en juin 2018 à Maputo (Mozambique) d'un Atelier sur la Charte de renaissance culturelle africaine qui a réuni les représentants des pays ayant ratifié la Charte ainsi que l'UNESCO aux fins d'examen d'un avant-projet de guide de mise en œuvre de ladite Charte.

Organisation d'un séminaire parlementaire à Antananarivo (Madagascar) en mai 2018 au bénéfice d'une vingtaine de députés et de sénateurs des pays de l'océan Indien membres de la Francophonie (Madagascar, Seychelles, Comores, Djibouti). Ce séminaire avait pour thème « Investir dans la culture : transformer les sociétés, diversifier les économies et favoriser le dialogue interculturel »



REALISATIONS EN CHIFFRES

211		CREDITS			
		initial	modifié	ordonnancé	Taux d'exécution
2015	31 déc.	1 125 000 €	1 175 000 €	926 301 €	79%
2016	31 déc.	1 125 000 €	1 016 800 €	831 427 €	82%
2017	31 déc.	1 000 000 €	980 000 €	801 050 €	82%
2018	31 déc.	960 000 €	727 000 €	617 416 €	86%


INDICATEURS

Résultat intermédiaire du P211	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Des conditions favorables à la mise en œuvre de politiques culturelles et linguistiques et au développement des industries culturelles et créatives sont créées.	proportion d'acteurs publics soutenus qui mettent en œuvre des politiques culturelles et linguistiques	%	0	100	100	100	100
Résultats immédiats OIF 2015-2018⁶	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Le niveau d'information et de sensibilisation des décideurs sur les enjeux et problématiques de la diversité culturelle est amélioré	nombre d'études réalisées et diffusées auprès des décideurs politiques	nombre	0	3	3	3	4
Des coopérations en faveur du renforcement de la gouvernance culturelle et de l'aménagement linguistique sont fédérées et renforcées	nombre de rencontres internationales organisées ou soutenues consacrées à la diversité culturelle et l'inclusion de la culture dans les stratégies de développement durable	nombre	4	6	6	4	6
Les capacités d'élaboration et de mise en œuvre de politiques culturelles et linguistiques des pays ciblés sont renforcées	nombre de nouveaux pays ayant renforcé leurs instruments de politiques culturelles	nombre	0	4	6	6	4

⁶ Données non disponibles à ce jour



2.1.2 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	OS2 Renforcer l'ancrage de la culture dans les stratégies de développement et l'engagement des jeunes et des femmes dans la création artistique, culturelle et numérique				
Résultat final	RF2 - La prise en compte de la culture et des enjeux de diversité culturelle est renforcée dans les stratégies de développement durable et la participation des jeunes femmes et jeunes hommes à l'innovation et à la création artistique, culturelle et numérique est augmentée				
Résultat intermédiaire attendu	RINT6 - Le soutien à la création artistique et à l'entrepreneuriat culturel ainsi que la valorisation des œuvres rendent possible l'émergence d'une économie créative.				
Intitulé du programme	Programme 212 - Créativité et entrepreneuriat culturel				
ODD associés					
Régions de la francophonie concernée	1. Pays francophones du Sud	2. Europe centrale et orientale	3. Tous pays pour le Prix des cinq continents		



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Cinéma/audiovisuel :

L'action de l'OIF est centrée sur les pays francophones du Sud. Elle vise à soutenir la production et la diffusion d'œuvres de qualité susceptibles de trouver un public sur leur continent d'origine mais aussi sur le marché international.

Spectacle vivant/ arts visuels/ arts du textile :

L'environnement numérique ouvre de nombreuses perspectives. La création de contenus et leur diffusion offrent des perspectives immédiates aux œuvres sur le plan international. Cependant, les préalables reposent essentiellement sur les enjeux suivants :

- ✓ formation professionnelle,
- ✓ création d'un marché sous régional,
- ✓ création de véritables cadres d'expression artistique.

L'action de l'OIF se concentre sur l'émergence de nouveaux talents et le renforcement des espaces culturels.

Littérature/ édition :

Alors que les auteurs francophones du Sud sont de plus en plus reconnus au niveau international, on assiste à une difficile mais indispensable montée en puissance des éditeurs du Sud. La perspective poursuivie est la publicisation et la professionnalisation des professionnels par le soutien à des associations professionnelles (présence d'éditeurs du Sud à la Foire internationale de Francfort, principale foire de cession de droits) et aux organisateurs de manifestations littéraires, ainsi que par l'organisation du prix des cinq continents et le soutien à d'autres prix (Prix du jeune écrivain, Afrilivres, ADELFF, Prix Ivoire, Prix Alioune Diop et Aminata Sow Fall). La présence de contenus numériques en français est assurée par le soutien au réseau des bibliothèques nationales (RFN). Dans un souci de promotion des œuvres lauréates du prix des Cinq continents de la Francophonie, la cérémonie de remise du prix a été organisée le 19 octobre 2018, à Erevan.



Résultat immédiat 1 : La production culturelle des pays francophones du Sud est facilitée et sa qualité renforcée

- **Cinéma/audiovisuel** : en 2017-2018, pour la première fois, deux séries au format 52' et aux budgets supérieurs à 50 000 €/épisode sont entrées en production en Afrique subsaharienne.
- **Spectacle vivant/ Arts visuels** :
En Scène : Soutien à 25 projets de diffusion présentés par des opérateurs culturels de 15 pays francophones.
Accompagnement de 8 artistes lauréats primés par la Francophonie dont 6 médaillés des Jeux de la Francophonie (Fédération Wallonie Bruxelles, Mali, Congo, Sénégal, Cameroun) à travers les 4 axes suivants:
 - une action de promotion et de visibilité d'artistes
 - 3 projets d'appui à la mobilité et à la diffusion internationale des œuvres,
 - 2 dotations décernées dans le cadre de grandes manifestations (Dak'art, Masa)
 - une résidence de création et de production (au Sénégal).
- **Arts du textile et de la Mode** :
Edition Limitée : en 2017-2018, pour l'accompagnement de 9 professionnels, l'OIF a pris en charge :
 - 2 projets impliquant la mobilité internationale
 - 6 experts prenant part à une réunion d'orientation
 - un atelier professionnel mobilisant l'expertise de 4 décideurs du secteur de la Mode (Sénégal, Côte d'Ivoire, Cameroun)
- **Livre/édition** : L'assemblée générale du réseau francophone numérique (RFN, dont l'OIF est membre observateur) a été appuyée par l'OIF et s'est tenue à Tunis en mai 2018. Cette plateforme joue un rôle d'incubateur d'idées et favorise le débat et l'échange d'expertises professionnelles.

Les activités des organisations professionnelles dans le domaine du livre ont été appuyées, parmi lesquelles :

- Le Bureau International de l'Édition Française qui a permis la présence de 20 éditeurs du Sud dans le cadre de la Foire internationale du livre de Francfort, en partenariat avec le CNL (centre national du livre), en octobre 2017 et octobre 2018 ;
- L'Association Internationale des Libraires Francophone pour la production d'un catalogue, la formation de libraires-formateurs et la Caravane du livre ;
- l'Alliance Internationale des Éditeurs Indépendants et Afrilivres pour la mise en œuvre de coéditions et pour la présence d'un représentant à Francfort en 2017 et au Salon du livre de Paris en mars 2018.

Résultat immédiat 2 : Les opportunités de financement et de revenus pour les artistes et les entrepreneurs culturels sont accrues

- **Cinéma/audiovisuel** : 100 heures de programmes remises en circulation grâce à l'OIF ont généré près de 100 000 € de ventes et ont aidé la télévision camerounaise à doubler la part de fictions africaines dans sa grille. Deux séries d'Afrique francophone ont été vendues en France (chaîne France O), une première depuis quinze ans.

Spectacle vivant/ arts visuels : 3 projets valorisant la présence des professionnels des pays du Sud sur les marchés, foire et salons ont été soutenus. Le programme «Contrat de Confiance» a permis de poursuivre l'appui structurel et pluriannuel apporté à 12 structures de 8 pays du Sud.

Résultat immédiat 3 : La diffusion de l'information sur la langue française et la diversité linguistique ainsi que sur les productions culturelles de la Francophonie est renforcée

- **Cinéma/audiovisuel** : une bande-annonce du Fonds Image de la Francophonie a été réalisée et projetée lors d'une dizaine de festivals ou rencontres professionnelles sur trois continents.
- **Spectacle vivant/arts visuels** : Avec 6 manifestations dédiées au spectacle vivant et aux arts visuels tels que les Rencontres Africaines de la Photographie, la Biennale Dak'art, ou encore la Triennale « Danse l'Afrique Danse », l'OIF entend offrir une belle vitrine aux artistes émergents.

Résultat immédiat 4 : Les œuvres créatives et leurs auteurs sont davantage célébrés et valorisés

- **Cinéma/audiovisuel** : parmi les films soutenus par l'OIF, « Weldi », a été présenté à Cannes, « Maki'la » et « Kinshasa Makambo » à la Berlinale. L'affluence aux projections des Trophées francophones du Cinéma a atteint un niveau record fin 2017 à Yaoundé.
- **Spectacle vivant/arts visuels** : réalisation d'une compilation pour contribuer à la promotion et à la visibilité des artistes participant aux Jeux de la Francophonie.
- **Livre/édition** :
 - Pour la 16^e édition du Prix des cinq continents, sur 122 œuvres éligibles, les représentants des 5 Comités de Lecture ont sélectionné 10 ouvrages finalistes avec des auteurs originaires de 9 pays (Belgique, Canada-Québec, France, Guinée, Haïti, Inde, Liban, Tunisie et Vietnam). Le prix a été attribué en octobre 2017 au roman « L'Amas ardent », de Yamen Manai (Editions Elyzad, Tunisie). Pour sa 17^e édition, les 5 comités de lecture devront choisir, en juillet 2018, 10 œuvres finalistes parmi les plus de 130 reçues ; le jury délibèrera le 5 octobre. La cérémonie de remise du prix aura lieu le 9 octobre dans le cadre du Sommet d'Erevan.
 - Pour sa 17^e édition, sur les 130 œuvres éligibles, les représentants des 5 Comités de lecture ont sélectionné 10 œuvres finalistes ont sélectionné 10 ouvrages finalistes représentant 9 pays (Algérie, Canada-Québec, Fédération Wallonie Bruxelles, France-Iran, France-États-Unis, Madagascar, Sénégal, Suisse). Le prix a été attribué en octobre 2018 au roman « La Théo des fleuves » de Jean Marc Turine (Editions Esperluete, Belgique), en marge du sommet d'Erevan.
 - La 3^e commission "Soutien à l'organisation de manifestations littéraires", tenue en février 2018, a retenu 18 projets sur les 55 proposés. Les membres de la commission ont été attentifs à la pertinence des projets, leur impact ainsi qu'à la qualité des autres partenariats trouvés.



ACTIVITES SIGNIFICATIVES

En 2017, l'OIF a apporté une aide à la finition à « Maki'la », premier film de Machérie Ekwa, jeune réalisatrice de 23 ans, originaire de RDC. La carrière de cette jeune femme a connu ainsi un démarrage spectaculaire avec la programmation de son film en 2018 dans la section « Forum » du festival de Berlin, puis au New-York « African Film Festival ». L'OIF a également permis qu'elle soit invitée au Festival de Cannes.

En 2017, l'OIF s'est associée à des structures afin de soutenir la créativité et contribuer au renforcement de compétences des jeunes talents primés dans le cadre des biennales :

- La Halle de Schaerbeek (Bruxelles) a proposé une résidence de formation de 3 mois à Maxime Komenan un jeune technicien de Côte d'Ivoire.
- Vive Voix (Dakar) a reçu l'artiste Sammy Baloji (République Démocratique du Congo) pour une résidence de création.
- L'OIF et le Centre National des Arts ont collaboré pour soutenir la participation de 3 artistes Valérie Cachard (Liban), Madjid Saindou (France) et Abdoul Niane (Sénégal) dans le cadre de la pépinière de projets initiée par la Commission internationale du théâtre francophone au Festival Zone théâtrale (Ottawa).
- En 2017, grâce à l'action de l'OIF, l'artiste Moona (Sénégal) a signé un contrat avec Sony Music Entertainment, un des trois plus grands labels discographiques du monde.

La force de l'OIF et la pertinence de son action repose sur sa capacité à mettre en relation et à valoriser les œuvres des créateurs auprès des décideurs.

Concernant le secteur Littérature/édition, des chercheurs, écrivains, philosophes, politistes, professeurs, etc. ont été invités à reprendre l'initiative théorique et poser un regard pluriel sur les réalités du continent africain et sur les futurs qu'ils se donnent, à partir d'un lieu : l'Afrique à l'occasion de la 2^e édition des Ateliers de la Pensée à Dakar, en octobre 2017.

La transformation du Réseau francophone numérique (RFN) en association internationale marque une évolution majeure allant dans le sens d'une pérennisation. Le nouveau site du RFN bénéficie de la technologie « marque blanche » mise en place par la BnF ainsi que de sessions de formation permettant une meilleure numérisation et une mise à disposition de contenus de la part des membres du Sud. En matière de sauvegarde du patrimoine documentaire francophone, la politique mise en œuvre permet le signalement de corpus documentaires menacés, fragiles ou exceptionnels au regard d'une charte

documentaire commune. Un portail commun permet aux fonds documentaires numérisés de s'articuler les uns aux autres dans. Une bibliothèque numérique moderne telle que la BRFN, à l'infrastructure stable et pérenne, garantit à ses membres un accès en ligne permanent aux fonds documentaires numérisés qu'ils y versent, ainsi que la préservation numérique des fichiers correspondants. Pour certains d'entre eux, il s'agit de l'unique solution de mise en ligne de leurs collections. Ces acquis récents sont fondamentaux pour tous les membres du réseau. Il reste à monter en puissance en termes de volumes.

Dans le cadre de la Foire internationale du livre de Francfort en octobre 2017, 20 éditeurs du Sud ont pu faire connaître leurs œuvres.

Soutien à la 10^e édition de la Rentrée littéraire du Mali, en février 2018, Première initiative du genre en Afrique, événement structurant reconnu, visible et attendu dans l'agenda culturel malien et africain, et qui mobilise l'ensemble des acteurs de la filière du livre et un public de milliers de personnes. A la fois, espace de partage de l'imaginaire et de débats sur les enjeux de société, la Rentrée littéraire célèbre la création littéraire en Afrique en promouvant les auteurs et leurs œuvres.

Soutien à la 11^{ème} édition du Festival FILBLEU, manifestation culturelle, artistique et littéraire annuelle qui vise à rassembler, en marge de la célébration de la Journée Internationale de la Francophonie, les auteurs Français, Africains francophones et non francophones traduits en Français. Festival de proximité, s'inscrivant dans une démarche de décentralisation culturelle et allant vers les jeunes, les femmes et toutes les couches sociales là où ils sont, il se déploie dans des programmations dans les établissements scolaires et universitaires, vers les lieux culturels, voire vers des prisons.

La 2^e édition du Pavillon des Lettres d'Afriques, dédiée à la promotion des littératures africaines francophones, a eu lieu sur 450 m² au Salon du Livre de Paris, en mars 2018 et pour la 1^{ère} fois à la Foire du livre de Bruxelles sur 250 m², l'Afrique étant à l'honneur pour cette édition.

L'OIF a contribué au succès de l'événement "Conakry, capitale mondiale du livre", dont l'ouverture et la clôture (d'avril 2017 à avril 2018), en Guinée.

Par son soutien au centre Ishyo, à l'occasion de deux journées mondiales, celle des réfugiés, le 20 juin et la journée internationale pour la tolérance, le 16 novembre, l'OIF a contribué à offrir au public rwandais une occasion unique de discuter des mouvements migratoires actuels, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Afrique, de la montée de la xénophobie et de l'écho de ces deux phénomènes dans la littérature contemporaine.

Soutien au Parlement des écrivaines francophones : sur proposition de Fawzia Zouari, journaliste et écrivaine tunisienne, lauréate du prix des cinq continents 2016, avec le soutien et la présence de Leïla Slimani et de Sedef Ecer et sous l'égide de l'OIF (Organisation internationale de la Francophonie), la ville d'Orléans a installé la 1^{ère} édition du Parlement des écrivaines francophones en septembre 2018.



REALISATIONS EN CHIFFRES

115 films et séries d'Afrique remis en circulation grâce à l'OIF ont donné lieu à 198 ventes à des télévisions africaines pour un montant total de 96 000 euros.

La télévision camerounaise, en s'appuyant notamment sur ce stock de programmes, a fait passer la proportion d'œuvres africaines parmi les fictions diffusées sur son antenne de 40 à 90 %.

Pour la première fois depuis 15 ans, 2 séries d'Afrique francophone ont été achetées en 2017 par la chaîne française France O. C. Ces deux séries ont été présentées en compétition au Festival de la fiction TV de La Rochelle. Les entrées dans les salles de cinéma françaises des films de réalisateurs francophones du Sud sont passées de 80 000 à 814 000 entre 2016 et 2017. Pour les films soutenus par l'OIF, on est passé de 314 à 177 000 entrées.

Dans le cadre du 3^e appel à projets pour le soutien aux manifestations littéraires, 55 projets ont été présentés, 18 ont été soutenus, dans 14 pays, dont 9 portés par des femmes : 8 en Europe (dont 1 Arménie, 1 Belgique, 4 France, 1 Grèce et 1 Suisse), 2 en Amérique du Nord (Canada), 2 dans l'Océan Indien (1 Maurice et 1 Madagascar), 5 en Afrique (Côte d'Ivoire, 1 Guinée, 1 Mali, 1 Rwanda et 1 Togo) et 1 dans les Caraïbes (Haïti).

Pour la 16^e édition du Prix des cinq continents, sur les 122 œuvres éligibles, les représentants des 5 Comités de Lecture (l'Association Passa Porta de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'Association des écrivains du Sénégal, l'Association du Prix du jeune écrivain de langue française de France, le Collectif des écrivains de Lanaudière de Québec et l'Association Culture Elongo du Congo) ont sélectionné 10 ouvrages finalistes d'auteurs originaires de 9 pays (Belgique, Canada-Québec, France, Guinée, Haïti, Inde, Liban, Tunisie et Vietnam).

Pour sa 17^e édition, sur les 130 œuvres éligibles, les représentants des 5 Comités de lecture ont sélectionné 10 œuvres finalistes ont sélectionné 10 ouvrages finalistes représentant 9 pays (Algérie, Canada-Québec, Fédération Wallonie Bruxelles, France-Iran, France-États-Unis, Madagascar, Sénégal, Suisse). Le prix a été attribué en octobre 2018 au roman « La Théo des fleuves » de Jean Marc Turine (Editions Esperluete, Belgique), en marge du sommet d'Erevan.

212		CREDITS			
		initial	modifié	ordonné	Taux d'exécution
2015	31 déc.	2 050 000 €	2 398 462 €	1 984 365 €	83%
2016	31 déc.	1 990 000 €	2 235 369 €	2 058 549 €	92%
2017	31 déc.	1 731 000 €	2 651 460 €	2 403 381 €	91%
2018	31 déc.	1 730 000 €	2 536 000 €	2 617 679 €	92%

INDICATEURS							
Résultat intermédiaire du P212	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Le soutien à la création artistique et à l'entrepreneuriat culturel ainsi que la valorisation des œuvres rendent possible l'émergence d'une économie créative	nombre de créateurs émergents soutenus présents sur la scène culturelle internationale	nombre	1	-	4	6	8
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
La production culturelle des pays francophones du Sud est facilitée et sa qualité renforcée	nombre de productions culturelles soutenues sélectionnées dans des événements culturels de référence	nombre	3	7	13	19	14
Les opportunités de financement et de revenus pour les artistes et les entrepreneurs culturels sont accrues	nombre de professionnels soutenus ayant eu accès à de nouvelles opportunités de financement	nombre	8	8	16	16	32
La diffusion de l'information sur la langue française et la diversité linguistique ainsi que sur les productions culturelles de la Francophonie est renforcée	nombre de documents numérisés disponibles sur le portail du Réseau francophone numérique	nombre	0	275	700	1509	1300
Les œuvres créatives et leurs auteurs sont davantage célébrés et valorisés	nationalités représentées parmi les créateurs et artistes participant aux événements culturels soutenus	nombre	0	17	17	32	20



2.1.3 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	OS2 - Renforcer l'ancrage de la culture dans les stratégies de développement et l'engagement des jeunes et des femmes dans la création artistique, culturelle et numérique
Résultat final	RF2 - La prise en compte de la culture et des enjeux de diversité culturelle est renforcée dans les stratégies de développement durable et la participation des jeunes femmes et jeunes hommes à l'innovation et à la création artistique, culturelle et numérique est augmentée.
Résultat intermédiaire attendu	RINT7 - L'accès aux savoirs, à l'information et aux loisirs est amélioré pour les populations jeunes et les femmes.
Intitulé du programme	Programme 213 - Promotion de l'accès aux savoirs et aux contenus culturels
ODD associés	    
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

L'accès au savoir, à l'information et le renforcement de la participation citoyenne à la vie culturelle constituent des enjeux majeurs de notre monde contemporain. En inscrivant concrètement l'accès au savoir dans la réalité quotidienne, la lecture publique donne à tout un chacun l'opportunité d'une ouverture sur le monde et, partant, de s'impliquer dans la lutte contre la radicalisation. A ce titre, elle participe pleinement à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 adopté par l'ensemble des pays membres des Nations Unies en septembre 2015.

Active dans le domaine de la lecture publique, depuis plus de 30 ans, l'OIF a acquis une expertise unanimement reconnue et elle est, à ce jour, le seul et unique opérateur à même d'offrir aux pays francophones du Sud un appui institutionnel et structurant en la matière.

Toutefois, l'extension actuelle du programme ne doit pas l'emporter sur sa pérennisation. Afin de rester performant, nos réalisations concrètes (CLAC, Espaces du livre francophone, Bibliomalls) nécessitent un suivi constant sur le renouvellement des dotations en biens culturels, en équipements numériques et en formation continue.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (31 DECEMBRE 2018)

Résultat immédiat 1 : L'offre de lecture publique et d'animation culturelle est améliorée.

Plus de 162 000 ouvrages neufs, reliés et équipés pour le prêt ont permis la réhabilitation complète des collections de 204 centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC) dans plusieurs pays (Mali, au Togo, Sénégal, Haïti, Madagascar, Gabon, Guinée, Niger, Burkina, Burundi, Tchad, Bénin, Maurice). Ces mêmes centres ont bénéficié d'un renouvellement de leurs équipements audio-visuels (sonorisations, projections cinéma,...)

12 nouveaux centres ont été créés à Madagascar (5), en RDC (1), au Niger (1), en République de Djibouti (5) et des études de faisabilité ont été menées en vue de la réhabilitation du réseau du Congo, de la création des réseaux CLAC du Cameroun et du Vanuatu et de la mise en œuvre de 9 Espaces du livre francophone (ELFE) au Vietnam. Une formation sur site dans le réseau de Côte d'Ivoire a permis de former les nouveaux responsables nationaux du Niger, du Bénin, de Djibouti, du Togo, du Cameroun, des Comores et de la Guinée.

L'accès aux ressources documentaires dans les CLAC a connu un fort développement grâce à l'introduction de nouveaux outils numériques qui étendent considérablement les champs de consultation et de partage des contenus numériques même sans accès à internet.

Le système mis en place repose sur un internet local accessible au public et d'une borne wifi qui permet aux utilisateurs de consulter ou de télécharger des livres, films et documents sonores. A ce jour plus de 600 tablettes ont été acquises et sont en cours de diffusion dans les réseaux CLAC. Nous expérimentons actuellement une application permettant l'accès à 550 000 titres sur une centaine de tablettes.

La décentralisation dans les bureaux régionaux des opérations de suivi et d'animation du programme s'est sensiblement renforcée grâce à l'affectation progressive d'agents affectés à cet effet dans chaque unité hors siège. Le modèle retenu s'inspire du dispositif en cours de longue date au BRAO qui dispose d'une équipe dédiée aux 14 réseaux CLAC des 10 pays de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mali, Niger, Burkina Faso, Guinée, Tchad, Togo). C'est ce qui a permis de décentraliser entièrement toutes les opérations liées, dans ces 10 pays, au suivi administratif, budgétaire et financier, au suivi et à l'évaluation régulière du fonctionnement des réseaux, au contrôle et à la mise en place des équipements et des biens culturels destinés aux centres ainsi qu'à la formation des cadres locaux.



ACTIVITES SIGNIFICATIVES

Les efforts entrepris depuis quelques années en faveur du genre (sensibilisation des animateurs, aménagements des horaires d'ouverture, modification des outils de gestion) semblent porter leurs fruits dans de nombreux pays où le lectorat féminin, autrefois sous-représenté, est dorénavant plus présent, voire majoritaire.

Dans les pays pour lesquels les collections d'ouvrages et les équipements ont été renouvelés et installés, la fréquentation des bibliothèques a connu une augmentation de l'ordre de 30%.

Autrefois majoritaire, la contribution annuelle de l'OIF annuelle de l'OIF au bénéfice des réseaux CLAC représente, en moyenne, moins de 20 % des frais de fonctionnement, le solde (80%) étant pris en charge par les Etats et les collectivités bénéficiaires.



REALISATIONS EN CHIFFRES

Les 317 CLAC créés dans 22 pays accueillent majoritairement (80%) des jeunes de moins de 18 ans et une attention particulière est portée sur la fréquentation des centres par les jeunes femmes. Ils répondent à une véritable attente des populations comme en témoigne les relevés de fréquentation annuelle: 3,8 millions de visites, 260 000 abonnés pour 3 millions de prêts d'ouvrages, 24 000 projections de films ou de documentaires pour un public de 900 000 spectateurs, 3 900 spectacles ou conférences pour 435 000 personnes.

213		CREDITS			
		initial	modifié	ordonné	Taux d'exécution
2015	31 déc.	1 800 000 €	1 800 000 €	1 616 036 €	90%
2016	31 déc.	1 800 000 €	2 050 400 €	1 969 524 €	96%
2017	31 déc.	1 600 000 €	933 640 €	905 966 €	97%
2018	31 déc.	1 600 000 €	880 000 €	860 305 €	88%

INDICATEURS

Résultat intermédiaire du P213	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre en 2018
L'accès aux savoirs, à l'information et aux loisirs est amélioré pour les populations jeunes et les femmes	nombre de CLAC rénovés et équipés en outils numériques	nbre	0	-	107	204	235
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre en 2018
L'offre de lecture publique et d'animation culturelle est améliorée	nombres de visites par an dans les bibliothèques des CLAC	nbre	260 000 000	-	360 000 000	3 800 000	3 250 000
Les volets culturel, artistique, numérique et de développement des CLAC sont renforcés	taux d'accroissement de la consultation de l'information culturelle sur internet	%	0	27	-9,1	50	30



2.1.4 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	OS2 - Renforcer l'ancrage de la culture dans les stratégies de développement et accroître l'engagement des jeunes et des femmes dans la création artistique, culturelle et numérique			
Résultat final	RF2-La prise en compte de la culture et des enjeux de diversité culturelle est renforcée dans les stratégies de développement durable et la participation des jeunes femmes et jeunes hommes à l'innovation et à la création artistique, culturelle et numérique est augmentée.			
Résultat intermédiaire attendu	RINT8 - Des conditions favorables au dialogue des cultures et à la promotion de la diversité linguistique sont développées.			
Intitulé du programme	Programme 214 - Dialogue des cultures et promotion de la diversité linguistique			
ODD associés				
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues (l'espace francophone en lien avec les autres aires linguistiques)			



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Le poète-président et l'un des pères fondateurs de la Francophonie, Léopold Sédar Senghor a résumé dans une très belle formule le projet que la Francophonie entend concrétiser : « S'enrichir de nos différences pour converger vers l'universel ».

La diversité culturelle, le multilinguisme et leur mise en dialogue qui caractérisent la Francophonie depuis sa création en 1970 est réaffirmée par son Cadre stratégique, notamment dans ses objectifs stratégiques 1 et 2 : « Valoriser l'usage et l'influence de la langue française dans un contexte de diversité linguistique et culturelle » et « Renforcer l'ancrage de la culture dans les stratégies de développement et l'engagement des jeunes et des femmes dans la création artistique, culturelle et numérique ».

Dans ce programme, l'accès aux savoirs et l'élargissement de la participation à la vie culturelle, la promotion du plurilinguisme et la déconstruction des stéréotypes et des préjugés qui enferment l'Autre dans une identité monolithique ont été mobilisés pour dépasser les clivages linguistiques, ethniques, ou autres, et faire de la diversité une richesse expérimentée au quotidien et un espace harmonieux d'interactions.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (31 DECEMBRE 2018)

Résultat immédiat 1 : Le dialogue politique autour des diversités culturelles et religieuses ainsi que l'alliance entre le français et les langues en usage aux niveaux international, régional, national et local sont approfondis

- Un soutien a été accordé à la mise en place du Festival « Les Francophonies de Sousse », organisé du 8 au 10 mars 2018, à Sousse (Tunisie). Fidèle à la diversité culturelle de la Tunisie et voulant perpétuer la tradition francophone inscrite dans la philosophie et dans les actions de l'OIF, l'Association des Tunisien(ne)s Ami(e)s de la Francophonie (A.T.A.F.), soutenue par un collectif associatif, en partenariat avec la Municipalité et le Gouvernorat de Sousse, ont organisé ce premier festival francophone en Tunisie et en Afrique du Nord, « Les Francophonies de Sousse » sous le haut patronage de son Excellence la Secrétaire Générale de l'OIF.

- Le programme a contribué à l'organisation de la rencontre-colloque des Trois Espaces Linguistiques qui s'est tenue le 1^{er} mars 2018 à Madrid (Espagne), autour du thème « Langues et développement durable » et qui a réuni experts des espaces francophone, lusophone et hispanophone.
- Par ailleurs, un atelier de sensibilisation à l'intercompréhension en langues romanes a été organisé le 9 mai, à l'occasion de la l'escale à Portimao de la frégate Hermione. L'intercompréhension est une forme de communication plurilingue où chacun comprend la langue de l'autre et s'exprime dans la ou les langue(s) qu'il maîtrise, instaurant ainsi une équité dans le dialogue. Ce mode de communication est tout particulièrement adapté entre locuteurs de deux langues d'une même famille. En effet, chaque aire linguistique regroupe des langues parentes, dont les similitudes, plus ou moins importantes, facilitent la compréhension. L'intérêt d'organiser un atelier sur ce thème s'avérait donc particulièrement intéressant dans le contexte portugais.
- L'OIF a également apporté son appui pour l'organisation d'un concert d'échange interculturel « Joindre l'Orient à l'Occident » donné par l'Orchestre Philharmonique du Conservatoire national supérieur de musique du Liban (février 2018) qui a réuni 500 personnes de différentes origines et classes sociales.
- Le programme a également apporté un appui pour une tournée de slam en mars-avril 2018 dans plusieurs écoles de l'Ontario (Canada) dans le but de sensibiliser aux valeurs de liberté et du vivre-ensemble (la campagne Libres Ensemble) ainsi que de célébrer la richesse et les subtilités de la langue française - d'ici et d'ailleurs.

Résultat immédiat 2 : Le dialogue interculturel au niveau des acteurs du terrain est accru et la perception de l'altérité est de plus en plus appréciée

- Un appui à l'organisation de la 10^e édition du Marché des arts du spectacle africain (MASA) qui s'est tenu à Abidjan (Côte d'Ivoire), en mars 2018.
- Un soutien a été accordé à l'organisation de la 7^{ème} édition des Voyages d'intégration africaine (V.I.A) placée sous le thème : « La jeunesse africaine et afro-descendante face au panafricanisme : l'héritage de Kwame Nkrumah » 4 au 14 août à Accra, au Ghana. La 7^e édition a réuni pour la première fois des jeunes africains d'Europe et d'Afrique. Au total 69 y ont participé, dont 46 femmes. Des ateliers pour la conscientisation et la déconstruction des stéréotypes, « Qui est l'autre de qui » ont été programmés et co-organisés par l'OIF, sur les préjugés entre Africains de la diaspora et ceux du continent.
- Un appui à la 9^e et 10^{ème} édition du festival Koom Koom qui se sont tenus en décembre 2017 et décembre 2018 à Ziguinchor (Sénégal). Le festival Koom Koom met à l'honneur le patrimoine traditionnel de la Casamance et celui d'autres régions du Sénégal et de pays de la sous-région (Gambie, Mali, Burkina Faso, etc.), tout en faisant une place à la création artistique contemporaine (danse et musique).
- Un appui a été accordé à la première édition du projet « CITADELLE, une nouvelle Aéropostale de la pensée ». Ce projet a relié 5 pays, 2 continents et plusieurs communautés (France, Espagne, Mauritanie, Maroc et Sénégal). Il a permis de créer du lien, de faire circuler des idées entre plusieurs communautés, et de fédérer des artistes, des acteurs locaux, et le grand public. Des artistes venus des différents pays du projet ont organisé sur les étapes mythiques de l'Aéropostale, des soirées lectures-spectacle sur l'importance du patrimoine culturel immatériel comme élément fondateur de l'identité et comme préliminaire à la rencontre et au dialogue avec d'autres cultures.
- Le livret Dix-moi dix mots 2018-2019 a été réalisé ; cette opération portée par l'ensemble de l'espace francophone qui invite chacun à s'exprimer sous une forme littéraire ou artistique. Dans le cadre de cette opération de sensibilisation à la langue française sont organisés des concours de création littéraire à dimension internationale et des activités orales (contes, chansons, mises en voix, etc.) et écrites (articles, correspondances réelles ou fictives, essais, journaux, scénarios, pièces de théâtre, livrets d'opéra, poèmes, récits de réalité ou de fiction, etc.) sont proposées aux nombreux pays qui s'associent à l'opération.

Résultat immédiat 3 : La richesse des identités plurielles et la polyphonie des langues sont davantage célébrées comme source de créativité et de savoirs

- Dans le cadre de l'activité : Préservation du patrimoine immatériel (recueil et diffusion) et des littératures emblématiques de l'espace francophone, le programme a apporté un appui à la production d'un documentaire de 52', intitulé « Enracinement et ouverture portant sur le patrimoine immatériel en Afrique de l'ouest, particulièrement au Sénégal.

- Dans le cadre de l'activité : Soutien et organisation de festivals, expositions, rencontres traitant de l'altérité, un soutien a été apporté à l'organisation des 3^{ème} et 4^{ème} éditions du festival Karane (août 2017 et août 2018) à Oujda (Maroc) ; festival populaire mêlant les arts traditionnels et modernes, ce festival la population du nord et contribue à renforcer le lien entre les générations.
- Le programme a soutenu plusieurs initiatives d'éditeurs francophones de traduction et de publication, souvent en édition bilingue, d'œuvres littéraires contemporaines dans les différentes langues partenaires de l'espace francophone. L'objectif est de rendre accessibles, aux lecteurs non francophones, des auteurs contemporains représentatifs pour les différents espaces de la Francophonie, d'encourager le mouvement de traduction ainsi que l'édition d'œuvres littéraires de qualité et de renforcer ainsi la circulation transnationale des œuvres. C'est dans cette perspective qu'ont été soutenues plusieurs publications d'auteurs francophones représentatifs ou primés : publication en français - vietnamien de *Congo Inc. Le testament de Bismarck*, de In Koli Jean Bofane, lauréat du Prix des 5 Continents 2015, en français-sérère de *La musique d'une vie* d'Andreï Makine, en français-roumain une Anthologie de poésie de Salah Stétié.
- Un appui a été accordé à l'Université Jinan de Tripoli pour l'organisation du colloque international « La lexicographie au service du traducteur, actualités et perspectives » qui s'est tenu du 24 au 25 mars 2018 à Tripoli, Liban e qui a réuni des représentants de l'Union des traducteurs arabes, l'AUF au Moyen-Orient et l'Institut français du Liban.
- Partenaire associée chaque année à la célébration de la Journée de langue maternelle, l'OIF a contribué à la rencontre sur le thème « La diversité linguistique et le multilinguisme comptent pour le développement durable » organisée à l'Unesco, le 21 février 2018. Le débat d'experts qui s'ensuivit sur le thème « Nos langues, nos atouts » a mis en lumière le lien indissociable entre la langue maternelle et l'ouverture à d'autres langues, comme vecteur de dialogue et d'enrichissement mutuel, facteur essentiel de paix et de stabilité. Proclamée en 1999, sur proposition de la République populaire du Bangladesh, la Journée internationale de la langue maternelle rappelle chaque année le rôle fondamental que jouent toutes les langues, indépendamment de leur portée, dans la constitution de l'identité des peuples et des individus.
- Le programme a soutenu la mise à disposition d'expertise lors du débat « (R)évolutions de la langue française », organisé le 25 janvier, à l'occasion de la troisième édition de « La Nuit des idées », initiative de l'Institut français placée sous le signe de « L'imagination au pouvoir ». D'éminents linguistes et autres spécialistes de la langue française, des écrivains, des artistes, de jeunes informaticiens ont débattu, à grand renfort d'imagination, des différentes mutations que connaît le français, une langue en devenir, une source inépuisable d'innovation, de créativité, d'inventivité, pour les francophones de par le monde...
- L'OIF et l'Organisation Arabe pour l'Éducation, la Culture et les Sciences (ALECSO) ont organisé la 10^e édition du Prix de la traduction Ibn Khaldoun - Léopold Sédar Senghor, consacré aux traductions de l'arabe vers le français et du français vers l'arabe. Le lauréat de l'édition 2017, Mustapha Hijazi (Liban), s'est vu décerner le Prix lors d'une cérémonie qui a eu lieu le 5 décembre 2017, au siège de l'OIF, en présence des membres du jury, des représentants de l'Alecso et de nombreuses personnalités francophones et arabophones. Sa traduction vers l'arabe de l'ouvrage « La psychanalyse : Science, Thérapie et cause » de Moustapha Safouan a été publiée en 2016 sous l'égide de l'Autorité du Royaume du Bahreïn pour la Culture et les Antiquités. La conférence « Traduction et dialogue des cultures » de Mme Awa Ndiaye, ancienne ministre de la Culture du Sénégal a précédé la cérémonie. Cette édition anniversaire était également l'occasion de célébrer le parcours d'un traducteur ayant contribué, par ses travaux, au dialogue entre les espaces linguistiques et culturels francophone et arabophone. Cette mention spéciale est revenue au traducteur égyptien Moghith Anwar.
- A l'occasion de la célébration du mois de la Francophonie et dans le contexte des 50 ans d'indépendance de Maurice, a été organisée une série de conférences au département de français de l'Université de Maurice, en collaboration avec le Ministère des Arts et de la Culture, l'Organisation internationale de la Francophonie et le Campus Numérique Francophone de Réduit. La direction Langue française, culture et diversités a contribué sur le thème *Diversité culturelle et linguistique et développements culturels et leur importance pour les territoires*.
- Le Concert au Zénith à Paris de Viviane Chidid et du Jolof Band, le 10 mars 2018, a été soutenu. Cet événement, véritable temps fort pour la rencontre des cultures, a constitué une occasion de faire connaître au public français, Viviane Chidid, grande chanteuse sénégalaise et 2^e femme africaine à monter sur la scène du Zénith à Paris, qui, outre sa carrière de chanteuse, mène un combat acharné contre la violence faite aux femmes, en sa qualité de d'ambassadrice d'ONU Femmes et du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

- Les 3^e Rencontres Internationales Francophones Abdou Diouf de Louga (RIFAD) ont été organisées en mars 2018. En dehors des activités culturelles, éducatives et festives, une place importante était réservée à la réflexion ; la rencontre s'est voulue un espace de partage sur une problématique qui est au cœur de l'action: le dialogue des cultures et la culture du vivre ensemble comme réponse au radicalisme des jeunes.

Résultat immédiat 4 : La production d'analyses et le partage de connaissances sur la diversité des langues partenaires et le vivre ensemble sont favorisés

- Dans la continuité du cours en ligne ouvert et massif (CLOM) *Enseigner l'intercompréhension en langues romanes à un jeune public*, une nouvelle édition enrichie, intitulée *L'interculturel dans l'intercompréhension en langues romanes* à partir du 30 mai 2017 a été proposée. De nouveaux supports ont été ajoutés aux contenus déjà existants pour mettre en valeur la dimension interculturelle de l'intercompréhension.
- Un soutien à l'APFA (Actions pour promouvoir le français des affaires) pour l'appui à la mise en place d'actions en faveur du français spécialisé a été accordé (organisation du concours *le Mot d'or* dans une dizaine de pays participants).



ACTIVITES SIGNIFICATIVES

Le programme a conçu et contribué à l'animation d'ateliers pour la déconstruction des stéréotypes sur les thèmes suivants : religieux (Abidjan et Yamoussoukro, Côte d'Ivoire), l'étranger (Casamance, Sénégal), les groupes ethnolinguistiques (Casamance, Sénégal et Ouagadougou, Burkina Faso), l'esclavage (Antananarivo, Madagascar), les africains de la diaspora et ceux du continent (Accra, Ghana).

Pour tous ces ateliers les stéréotypes liés au genre et à l'écart intergénérationnel ont été explorés. Des caricatures ont été produites sur toutes les thématiques pour servir d'illustration des principaux préjugés en cours, les mettre en perspective et montrer que l'altérité refusée dans un pays est acceptée par un autre.

La 3^e édition (2017) du CLOM *L'interculturel dans l'intercompréhension en langues romanes* était consacrée aux dimensions à la fois linguistique et interculturelle de l'intercompréhension en langues romanes. Cette dimension interculturelle y était explorée à travers des supports illustrant la richesse et la diversité linguistique et culturelle du monde romanophone et incluant la situation des créoles issus des langues romanes, un nouveau traitement du conte et de sa place dans les ressources en intercompréhension, une méthodologie de la dimension interculturelle ainsi qu'une incursion dans les didacticiels d'interactions à distance les plus récents, étudiés à travers le prisme interculturel.



REALISATIONS EN CHIFFRES

Chaque atelier pour la déconstruction des stéréotypes a réuni de 30 à 60 personnes, selon les pays. Plus de 300 personnes ont pu s'exprimer sur des thèmes tabous et qui ont modifié leur regard sur soi-même et l'autre, selon les évaluations post-atelier. 8 ateliers ont été organisés, 50 caricatures illustrant les préjugés de genre, d'âge, de religion, classe social, ethnique, etc. vont faire l'objet d'une publication et serviront d'outils de sensibilisation.

Dans un pays traversé de conflits et de divisions multiples (économiques, géographiques, nationales, idéologiques etc.) un concert mêlant les sonorités occidentales et orientales, donné par le plus grand orchestre du Liban, a réussi à réunir 500 personnes de différentes origines et classes sociales.

A Oujda, au Maroc, région où l'offre culturelle est insuffisante, le festival Karane qui s'est tenu du 19 au 21 août 2017 a ouvert l'espace de la création artistique moderne et traditionnelle à plus de 80 000 festivaliers durant les trois jours, dont 55 % de jeunes entre 15 et 25 ans et 40 % des femmes.

La tournée de slam en Ontario (Canada) en mars-avril 2018 pour sensibiliser aux valeurs de liberté et du vivre-ensemble (la campagne Libres Ensemble) et célébrer la richesse et les subtilités de la langue française - d'ici et d'ailleurs a concerné directement quelques 2000 personnes (hommes, femmes et jeunes) : les activités dans les six écoles du projet ont touché environ 1300 jeunes, âgés de 12 à 18 ans. Les spectacles « grand-public » et activités parallèles, ont rassemblé environ 1000 personnes ; à quoi il faut ajouter la bonne médiatisation de ce projet.

L'appui apporté par l'OIF 7^e édition des Voyages d'intégration africaine (V.I.A) a contribué à réunir durant dix jours 69 jeunes, dont 46 femmes, sur des thématiques liées à l'intégration africaine et favorisé le développement chez ces jeunes d'une culture de la rencontre, du dialogue interreligieux et interconfessionnel, de l'échange entre peuples et entre nations.

La 3^e session du CLOM a réuni 1 263 participants actifs ont rejoint la plateforme pour la session mai-juin 2017. Les trois sessions du CLOM ont rassemblé plus de 4000 participants sur les 12000 inscrits et ont offert aux lusophones, aux francophones et aux hispanophones des 5 continents un espace d'échange unique sur une thématique jamais explorée, sous cette forme, jusqu'à présent.

214		CREDITS			
		initial	modifié	ordonné	Taux d'exécution
2017	31 déc.	640 000 €	574 000 €	522 246 €	91%
2018	31 déc.	640 000 €	599 000 €	549 703 €	92%

INDICATEURS							
Résultat intermédiaire du P214	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Des conditions favorables au dialogue des cultures et à la promotion de la diversité linguistique sont développées ⁷	nombre d'événements multiculturels et multilingues soutenus qui ont atteint une attractivité satisfaisante.	nombre	0	0	10	10	13

⁷ Les indicateurs de résultats immédiats ne sont pas disponibles car les activités du programme ont débuté au cours de l'année 2017. Il n'y a pas de données significatives disponibles à ce jour.



3.1.1 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	Contribuer au renforcement de la gouvernance démocratique, des droits de l'Homme, de l'État de droit et du rôle de la société civile				
Résultat final	La gouvernance démocratique, le respect des droits de l'Homme et de l'État de droit se sont améliorés dans l'espace francophone				
Résultat intermédiaire attendu	Les capacités des acteurs de la démocratie et le respect des droits de l'Homme sont renforcés				
Intitulé du programme	Démocratie et droits de l'Homme				
ODD associés					
Régions de la francophonie concernée	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, RDC				



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

A l'instar du précédent biennium, force est de constater à la fois la persistance et l'émergence d'importants défis en matière de gouvernance démocratique ; défis auxquels sont confrontés tous les pays de l'espace francophone. En effet, ces dernières années sont caractérisées par des crises de la démocratie conduisant parfois à des ruptures ainsi que par la fragilisation de l'Etat de droit menant, parfois à des atteintes graves aux droits de l'Homme. L'émergence de nouvelles formes de menaces à la démocratie et aux droits de l'Homme (terrorisme, criminalité organisée, corruption, montée de l'intolérance religieuse, etc.) ainsi que l'amplification et l'instrumentalisation de certaines problématiques telles que les Migrations accroît l'urgence du renforcement des institutions et des valeurs dans le cadre d'une approche fondée sur la participation et la sensibilisation du citoyen.

Ce programme se fonde sur le constat que le respect des droits de l'Homme et de l'État de droit et les thématiques du développement suivent des trajectoires de plus en plus convergentes. De fait, stabilité institutionnelle et respect des libertés et des droits fondamentaux constituent des éléments indispensables au développement. L'un des principaux enjeux du programme réside dans la capacité de l'OIF à agir dans un environnement politique particulièrement complexe où la légitimité et la stabilité de l'État et de ses structures doivent être préservées.

Pour ce faire, ce programme promeut notamment une approche singulière et inclusive en matière de coopération francophone, à travers le maillage, l'échange d'expériences et la diffusion des bonnes pratiques, portée par l'ensemble des 16 réseaux institutionnels de la Francophonie. Ce dispositif à la fois de veille, de leviers d'action et d'expertises francophones se situe à un niveau intermédiaire entre la société civile et la sphère étatique, répondant aux enjeux de complémentarité, d'inclusivité et d'effectivité inhérents à la mise en œuvre de ce programme.

De manière plus globale, ce programme vise au soutien des acteurs de l'État et de la société civile agissant dans les domaines de la démocratie et contribuant au respect et à la promotion des droits de l'Homme.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (31 MAI 2018)

Afin de contribuer à ce que les capacités des acteurs de la démocratie et le respect des droits de l'Homme soient renforcés, l'OIF a enregistré, pour les 2 résultats immédiats visés, les principales avancées suivantes :

Résultat immédiat 1 : Les capacités des institutions nationales sont améliorées et les pratiques prennent davantage en compte la culture démocratique

Au cours de la période écoulée [2018], et à la demande des pays, un appui aux réformes constitutionnelles et administratives a été poursuivi en particulier en Guinée, en RDC et au Cameroun. En Guinée, il s'est agi d'une évaluation du dispositif du contentieux des élections locales ainsi que du suivi des recommandations d'un précédent séminaire de renforcement des capacités des agents de la Cour. En RDC, une vingtaine de personnes ont participé au séminaire d'échange d'expériences et de bonnes pratiques dans la gestion du contentieux électoral tandis qu'au Cameroun, ce sont les onze membres du nouveau Conseil constitutionnel qui ont bénéficié de l'accompagnement de l'OIF. Un soutien aux partis politiques est envisagé à travers un séminaire d'appropriation de textes électoraux au Cameroun, avec la participation d'une cinquantaine de personnes.

Sur la même période, et grâce à un partenariat actif et fructueux avec l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, les capacités de parlements cibles ont été modernisées et les travaux parlementaires ont bénéficié d'une meilleure diffusion à travers le programme NORIA. Des séminaires et des stages d'appui parlementaires ont pris place sur les thématiques de protection et de promotion des droits de l'Homme. En particulier, les parlements du Mali, du Bénin et de Madagascar ont bénéficié d'une formation à l'Examen Périodique Universel et aux institutions nationales des droits de l'Homme (INDH) ainsi que sur l'état civil.

Plus généralement, en 2017-2018, ce sont 17 séminaires ou formations parlementaires qui ont été organisés. Elles ont concerné 18 pays et 864 personnes (dont 690 parlementaires).

Par ailleurs, les actions de sensibilisation démocratique en direction de la jeunesse ont été menées à travers le programme des jeunes parlementaires et du Parlement francophone des jeunes. Enfin, les activités du réseau des femmes parlementaires ont permis de renforcer le plaidoyer en faveur d'une plus grande participation des femmes à la vie politique.

L'expertise des réseaux institutionnels a été mobilisée en mai 2018 (OIF, Paris), notamment au travers de la 6ème édition des Journées des réseaux institutionnels de la Francophonie qui ont porté sur le thème « Acteurs et garants des droits et des libertés ». Par ailleurs, à travers les programmes de formation à la bonne gouvernance ou d'échanges de bonnes pratiques, les agents des institutions publiques mobilisées par les réseaux institutionnels ont été formés. Cet engagement s'est traduit dans la double poursuite du développement institutionnel et de la gouvernance démocratique à travers le renforcement des capacités institutionnelles de membres des réseaux du dispositif francophone.

Par ailleurs, les activités en faveur de la modernisation de l'état civil dans l'espace francophone ont été poursuivies à travers le déploiement de missions qui ont permis d'évaluer les besoins ou de mesurer les efforts enregistrés par les autorités nationales (Niger, Guinée, Côte d'Ivoire), l'organisation d'un Séminaire d'experts sur l'état civil au siège et la participation à la 4^{ème} Conférence des Ministres africains en charge de l'Etat civil à Nouakchott – Mauritanie qui a permis à l'OIF de participer pour la première fois à cet exercice international.

Enfin, au second semestre 2018, notre Organisation a poursuivi sa mobilisation notamment par la production et la diffusion d'un grand reportage consacré à la question. Tourné au Sénégal, au Burkina Faso et au Mali, ce film a bénéficié de notre appui intellectuel et financier ainsi que de plusieurs événements de lancement au cours des derniers mois de 2018. Il a par ailleurs été diffusé sur la Chaîne parlementaire française – LCP/Public Sénat. Il est destiné à la sensibilisation des populations à travers une diffusion large par Canal+Afrique.

Résultat immédiat 2 : L'implication des institutions nationales et de la société civile en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'Homme est accrue

Au cours de la période examinée, la DAPG a approfondi son accompagnement des Etats francophones et des autres parties prenantes à l'Examen périodique universel (EPU) en produisant notamment un nouveau Guide sur l'EPU qui propose une version informatique interactive qui permettra une meilleure appropriation et une plus grande autonomisation des acteurs concernés.

Afin de mettre en œuvre le partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (HCDH), la DAPG a organisé 2 activités :

Tout d'abord, le 5ème séminaire francophone sur l'Examen périodique universel a été organisé en juillet 2018 à Dakar (Sénégal), afin de sensibiliser et former des Etats francophones au guide interactif publié en 2017 intitulé « L'Examen périodique universel : relever les défis du 3ème cycle » et en mettant cet outil concret de suivi à disposition des Etats membres de la Francophonie. Ce séminaire a réuni plus de 150 personnes représentant une trentaine d'Etats francophones

ainsi que des Institutions nationales des droits de l'Homme et des ONG et il a débouché sur des recommandations pratiques qui vont être mises en œuvre sous l'égide du HCDH, qui assure le secrétariat de l'EPU.

Par ailleurs, l'OIF a soutenu l'organisation d'un Atelier régional sur « les migrations en Afrique de l'Ouest : Genre, migrations et droits de l'Homme », organisé par le bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest du HCDH, en collaboration avec l'UNESCO et l'ONUDC, les 18 et 19 juillet 2018 à Dakar (Sénégal), qui visait à croiser les analyses et expériences face aux défis sexospécifiques, afin d'élaborer d'un plan d'action régional sur le genre, les droits de l'Homme et les migrations.

Dans le cadre du partenariat et de la feuille de route/mémoire d'entente qui a été signée par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP) en février 2018, la DAPG a pris part à la 63ème session de la CADHP, qui s'est tenue du 23 au 27 octobre 2018. En marge de cette session, la DAPG a soutenu l'organisation, par le HCDH, d'un panel sur les femmes défenseuses, afin d'encourager la CADHP à élaborer des lignes directrices spécifiques aux femmes défenseuses, ainsi qu'un atelier de sensibilisation sur les lignes directrices, sur les rapports des Etats et les principes relatifs aux articles 21 et 24 de la Charte africaine sur les industries extractives et l'environnement.

Dans le cadre de la lutte contre la peine de mort, la DAPG a apporté son soutien et participé au XIe Congrès international des ministres de la Justice, qui s'est tenu du 27 au 29 novembre 2018 à Rome (Italie) et qui a réuni une vingtaine de ministres de la Justice et/ou leurs représentants d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, dont onze États francophones, parmi lesquels 8 ont aboli la peine de mort en droit et 3 États sont abolitionnistes en pratique. Le plaidoyer en faveur de l'abolition de la peine de mort a notamment contribué à l'abolition de la peine capitale dans deux pays francophones (la Guinée et le Burkina Faso) ainsi que le retrait de la peine capitale du Code pénal au Tchad.

Le soutien aux défenseurs des droits de l'Homme s'est diversifié avec le lancement de formations pilotes de défenseurs qui allie une formation à la recherche d'information et de protection des contacts, à la sécurité numérique et aux dispositifs de protection internationaux, régionaux et nationaux.

Dans le domaine de l'éducation aux droits de l'Homme le premier cours en ligne ouvert et massif en français ou CLOM sur l'éducation aux droits de l'Homme a été finalisé et lancé en 2018. La 1ère session de formation du cours en ligne ouvert et massif d'éducation aux droits de l'Homme en français a été lancée le 26 novembre 2018 et animée pendant 8 semaines. Il a permis aux enseignants du primaire et du secondaire et plus largement aux jeunes et à la société civile de s'approprier les principes des droits de l'Homme et d'être mieux outillés pour organiser avec leurs élèves pour débattre sur ces droits. Plus de 2000 apprenants issus de 59 pays, dont 33 pays francophones, se sont inscrits à la première session du CLOM sur l'éducation aux droits de l'Homme.

Les INDH francophones ont bénéficié d'une session pilote sur l'accréditation, la première de ce genre : Djibouti, Madagascar et République démocratique du Congo.

Les INDH de Belgique, du Mali et du Burkina Faso (qui comptent de nouveaux membres) ont pu se familiariser avec ce processus.

Par ailleurs, la DAPG a organisé trois formations initiales des membres des Commissions nationales des droits de l'Homme de Djibouti (du 29 septembre au 3 octobre 2018), du Burkina Faso (du 4 au 8 décembre 2018) et du Bénin (du 4 au 6 décembre 2018), visant à renforcer les capacités de leurs nouveaux membres, en particulier sur les techniques d'enquêtes et le monitoring des droits de l'Homme.

La DAPG a également soutenu l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'Homme (AFCNDH) dans l'élaboration d'un Guide de bonnes pratiques intitulé « Mise en place et fonctionnement d'une institution nationale des droits de l'Homme (INDH) », qui permet aux INDH francophones d'améliorer leur mode de fonctionnement. Il a été présenté en marge de la Conférence biennale de l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'Homme (GANHRI) d'octobre 2018.

Dans le domaine de la prévention et la lutte contre la torture, l'OIF a poursuivi son soutien à travers le renforcement de capacités du Mécanisme National de Prévention (MNP) au Sénégal et un appui dans la désignation de l'INDH comme MNP à Madagascar. La DAPG a également soutenu le projet d'Equitas visant à développer un module de formation à l'attention des policiers pour prévenir la torture dans les commissariats de police. Ce projet a été mené conjointement avec Francopol (Réseau international francophone de Formation policière).

Dans le domaine des droits de l'enfant, à l'instar des activités menées à l'attention des policiers, la DAPG a soutenu un atelier d'experts sur les compétences-clés des magistrats pour une meilleure prise en charge des enfants qui s'est tenu du 11 au 14 septembre 2018 à Ouagadougou (Burkina Faso).

Dans le cadre de son partenariat avec le Conseil de l'Europe, l'OIF a été convié à prendre part au Forum mondial pour la démocratie, qui s'est tenu du 19 au 21 novembre 2018, à Strasbourg, sur la thématique consacrée a été celle de l' « Egalité

entre les hommes et les femmes ». L'OIF a alors soutenu et animé une table ronde francophone sur la thématique « Lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles ».

Concernant l'activité « entreprises et droits de l'Homme », la DAPG a poursuivi la sensibilisation, la diffusion et la promotion des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme, notamment à travers des consultations sur les actions de sensibilisation et de formation dans le domaine des entreprises et des droits de l'Homme, qui ont eu lieu les 28 et 29 août 2018 à Douala (Cameroun). Dans le cadre de l'examen du projet d' « instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'Homme », la DAPG a offert une traduction de courtoisie du projet de traité afin d'outiller les Etats francophones. Une réunion de sensibilisation des conseillers techniques de 17 missions permanentes francophones présentes à Genève a permis d'aborder les enjeux du traité. Parallèlement à la demande de plusieurs INDH francophone, la DAPG organise des réunions téléphoniques régulières visant leur appropriation au processus le renforcement de leurs compétences au niveau technique et en termes de plaidoyer dans ce domaine.

Dans le cadre de la célébration du 70ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH) en décembre 2018 et dans le cadre de ses activités d'éducation aux droits de l'Homme, la DAPG a soutenu l'initiative du Centre d'approches vivantes des langues et des médias (CAVILAM), de l'Alliance française, de Radio France internationale (RFI) et de TV5 Monde intitulée « Regards croisés sur la Déclaration universelle des droits de l'Homme », visant à sensibiliser aux applications de la DUDH dans la vie quotidienne. Parallèlement, une initiative audio a été lancée, afin de permettre le débat sur des problématiques liées aux droits de l'Homme. Par ailleurs, la DAPG, conjointement avec la Représentation permanente de l'OIF à New-York (RPNY) a organisé une série d'activités en décembre 2018 pour célébrer cet important anniversaire : une exposition de sensibilisation aux droits énoncés dans la DUDH, une projection de film et un panel d'experts des droits de l'Homme afin de faire un état des lieux de la situation des droits de l'Homme, 70 ans après la signature de la DUDH, et formulé des recommandations en l'endroit des Etats et de la société civile francophones.



ACTIVITES SIGNIFICATIVES

Résultat immédiat 1 : Les capacités des institutions nationales sont améliorées et les pratiques prennent davantage en compte la culture démocratique

Un séminaire d'experts sur l'Etat civil associant partenaires internationaux et réseaux institutionnels francophones a été organisé au siège de l'OIF à Paris en octobre 2017. Ce séminaire a notamment permis de préparer la première participation de l'OIF à la Conférence des Ministres africains en charge de l'Etat civil qui s'est tenue à Nouakchott en décembre 2017. Par ailleurs, l'OIF a intégré le Groupe régional d'appui au programme pour l'amélioration des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil (APAI-CRVS) en Afrique francophone, aux côtés de la Banque mondiale, de l'Union africaine, de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA) et de l'UNICEF notamment

Par ailleurs, la 6ème édition des Journées des Réseaux institutionnels de la Francophonie s'est tenue au siège de l'OIF à Paris, en mai 2018. Elle a rassemblé, de manière inclusive, les acteurs clés et de haut niveau des institutions de l'Etat de droit de l'espace francophone. Réunis en séance plénières et/ou ateliers thématiques, les Présidents et Secrétaires généraux de ces réseaux, ainsi que les principaux partenaires de l'OIF, organisations internationales ou régionales, organisations de la société civile ont ainsi contribué substantiellement à améliorer le partage d'expériences et de bonnes pratiques entre les institutions des pays francophones sur le renforcement de l'Etat de droit, de la gouvernance démocratique, de la promotion et de la protection des droits de l'Homme.

Dans le cadre du renforcement des capacités des conseils constitutionnels, une vingtaine de personnes ont participé au séminaire d'échange d'expériences et de bonnes pratiques dans la gestion du contentieux électoral organisé en RDC. Au Cameroun, ce sont les onze membres du nouveau Conseil constitutionnel qui ont bénéficié de l'accompagnement de l'OIF. Un soutien aux partis politiques est envisagé à travers un séminaire d'appropriation de textes électoraux au Cameroun, avec la participation d'une cinquantaine de personnes en juillet 2018.

Enfin, dans le cadre de l'appui aux institutions des Médiateurs et Ombudsmans de la Francophonie, l'OIF a pris part activement au Congrès triennal du réseau qui célébrait par ailleurs le 20ème anniversaire de son existence. La contribution apportée à la préparation de la feuille de route de l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (AOMF) pour la période 2019-2022 ainsi que le soutien accordé à la nouvelle présidence marocaine ont permis de renforcer le dynamisme du réseau en faveur des institutions fragiles ou récentes. Plus d'une vingtaine bénéficieront ainsi d'un renforcement de leurs capacités au cours des trois prochaines années.

Résultat immédiat 2 : L'implication des institutions nationales et de la société civile en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'Homme est accrue

Plusieurs **formations pilotes ont été dispensées pour les défenseurs des droits de l'Homme** afin de les sensibiliser aux techniques de recherche et de rédaction, de protection nationale et internationale et de sécurité numérique. Par ailleurs, des **formations ont été dispensées aux Institutions nationales des droits de l'Homme (INDH) francophones** sur la problématique de l'accréditation auprès des Nations unies.

Un nouvel **accord avec la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP)** a été signé en janvier 2018. Cette nouvelle feuille de route est destinée à renforcer les liens de coopération entre l'OIF et la CADHP dans leurs domaines d'intérêt commun, notamment la promotion et la protection des droits de l'Homme, conformément à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, au Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples relatif aux droits des femmes, ainsi qu'à la Déclaration de Bamako.

La réalisation du **nouveau guide sur l'EPU** « L'Examen périodique universel, relever les défis du 3e cycle » qui traite de toutes les étapes de l'EPU : la préparation du rapport national ; l'examen par les États pairs à Genève ; la planification et l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations ; et la préparation du rapport à mi-parcours. Il met en lumière les espaces de dialogue que crée le mécanisme de l'EPU au niveau international et national, y compris avec les INDH et la société civile. Ce guide se présente sous deux formes : un coffret comprenant cinq livrets qui traitent chacun d'un aspect clé du mécanisme de l'EPU ; et une version électronique qui facilite la navigation entre les sections ainsi que le téléchargement des outils qui accompagnent le guide. En tant que tel, ce guide se veut un instrument novateur visant à offrir aux acteurs étatiques un cadre de travail commun et à faciliter, directement sur l'écran, la rédaction des rapports ainsi que du plan de mise en œuvre des recommandations issues de l'EPU. Cet outil devrait avoir pour effet d'assurer une meilleure concertation entre les différents ministères et autres institutions de l'État, d'accroître l'efficacité de leur implication dans ce mécanisme et de renforcer leur contribution à l'objectif premier de l'EPU : améliorer la situation des droits de l'Homme sur le terrain. Le nouveau Guide interactif de l'OIF a commencé à orienter les missions d'accompagnement à la rédaction des rapports nationaux dus par les Etats dans le cadre de l'EPU, et notamment lors d'une mission effectuée en Côte d'Ivoire en septembre 2018, à la demande des autorités ivoiriennes.

L'organisation du **5^e séminaire francophone sur l'Examen périodique universel** à Dakar (Sénégal). Ce séminaire est devenu au fil du temps un espace de concertation unique qui vise à tirer les enseignements de ce mécanisme onusien et à en accroître la pertinence et l'efficacité afin de faire progresser le respect et la promotion des droits de l'Homme sur le terrain.

La **finalisation de la production d'un cours en ligne, ouvert et massif (CLOM)** – le premier en français - consacré à l'éducation aux droits de l'Homme et destiné prioritairement aux enseignants en milieu scolaire. Dans sa volonté de veiller au développement de toutes les actions relatives aux droits de l'Homme, à la démocratie et à la paix, l'OIF a souhaité créer ce cours en ligne ouvert et massif afin d'encourager les enseignantes et enseignants des cycles primaire et secondaire dans la promotion de la culture des droits de l'Homme en milieu scolaire. Elle souhaite réitérer ainsi l'importance à accorder l'éducation et la formation aux droits de l'Homme, indispensables à l'établissement de sociétés libres, tolérantes et démocratiques ainsi qu'à la sensibilisation de la jeunesse francophone à ces enjeux cruciaux. Ce CLOM, réalisé en partenariat avec plusieurs experts de l'AFCDH et l'Université de Poitiers, membre de l'AUF, met l'accent sur quatre thématiques : (i) le droit à l'éducation ; (ii) le principe d'égalité et le droit à la non-discrimination, (iii) la lutte contre les discriminations à l'égard des femmes et les filles, et (iv) la liberté d'opinion et d'expression. Il offre également un accès aux ressources pédagogiques en ligne, un accompagnement pédagogique et une certification aux participants.

Dans le cadre des activités menées par l'OIF en matière d'« entreprises et droits de l'Homme », l'**étude portant sur les enjeux économiques, environnementaux et sociaux des contrats d'investissement dans le secteur extractif des pays francophones**, menée en collaboration avec l'IFDD et la DFEN sera complétée par des recherches effectuées par la clinique juridique de l'Université de Sherbrooke. Un atelier d'experts sera organisé pour présenter les résultats de ces travaux. La DAPG a également poursuivi son soutien au Comité sénégalais des droits de l'Homme.

Enfin, l'OIF a continué son travail en matière de lutte contre la torture. Dans ce cadre en 2017-2018, l'**Organisation a appuyé deux Mécanismes nationaux de prévention (MNP) au Sénégal et en Roumanie et elle participe aux débats pour la mise en place d'un MNP à Madagascar.**

REALISATIONS EN CHIFFRES

En 2017-2018, 17 séminaires ou formations parlementaires ont été organisés. Elles ont concerné 18 pays et 864 personnes dont 690 parlementaires.

La 6^{ème} édition des Journées des Réseaux institutionnels a enregistré un taux de participation élevé des instances des réseaux aux travaux de concertation organisés par l'OIF avec près de 200 participants en séances plénières.

Par ailleurs, 15 INDH ont été renforcées, plus d'une trentaine de membres de ces institutions ont été formés, 3 Etats ont été appuyés dans le cadre de l'EPU et plus de 100 fonctionnaires et représentants de la société civile ont bénéficié de formations sur l'EPU. Un nouveau guide sur l'EPU a été réalisé.

17 ONG soutenu dans le cadre du FFDH (8 en 2017, 9 en 2018), 1^{er} CLOM sur l'Education en droits de l'Homme en français.

311		CREDITS			
		initial	modifié	ordonnancé	Taux d'exécution
2015	31 déc.	2 090 000 €	2 035 500 €	1 646 264 €	81%
2016	31 déc.	2 030 000 €	2 163 800 €	1 910 071 €	88%
2017	31 déc.	1 850 000 €	1 902 909 €	1 741 060 €	91%
2018	31 déc.	1 780 000 €	2 110 496 €	1 858 260 €	88%

Résultat intermédiaire du P311	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Résultat visé à l'horizon 2018: Les capacités des acteurs de la démocratie et le respect des droits de l'Homme sont renforcés	nombre d'acteurs ayant postulé au Fond francophone pour les droits de l'Homme « Martine ANSTETT »	nombre	60	-	70	100	100
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Les capacités des institutions nationales sont améliorées et les pratiques prennent davantage en compte la culture démocratique	proportion (en %) des institutions nationales ciblées mobilisées dans la consolidation du processus démocratique	%	50	65	55	58	60
L'implication des institutions nationales et de la société civile en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'Homme est accrue	nombre d'acteurs institutionnels appuyés dans les pays francophones sérieusement impliqués dans le suivi des actions/recommandations de l'OIF en matière de droits de l'Homme	nombre	15	26	46	24	25



3.1.2 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	Contribuer au renforcement de la gouvernance démocratique, des droits de l'Homme, de l'État de droit et du rôle de la société civile				
Résultat final	La gouvernance démocratique, le respect des droits de l'Homme et de l'État de droit se sont améliorés dans l'espace francophone				
Résultat intermédiaire attendu	Les droits nationaux sont modernisés, le fonctionnement des institutions judiciaires et les expertises nationales sont améliorés				
Intitulé du programme	Droit et justice				
ODD associés					
Régions de la francophonie concernées	Toutes régions confondues	Toutes régions confondues	Toutes régions confondues	Toutes régions confondues	Toutes régions confondues



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Dans le contexte actuel et qui perdure, de crise, de tensions et de remise en cause des acquis démocratiques et de l'État de droit qui affecte la communauté internationale et en particulier l'espace francophone, il revient à l'OIF d'appuyer ses États membres dans leur mission de protection de l'État de droit, de lutte contre l'impunité et les crimes les plus graves, de modernisation du droit et de la justice et de garantie à la mise en œuvre effective des principes qui le sous-tendent. Un accent particulier est mis sur les pays francophones en crise et en sortie de crise, les femmes et les jeunes qui sont à la fois les plus touchés par ces situations et ceux qui sont les plus à même d'être porteurs du renouveau et de la modernisation des institutions et des pratiques sociales, politiques et économiques.

En 2017-2018, le programme a accentué la mise en œuvre effective des inflexions décidées au sommet de Madagascar en matière de lutte contre le terrorisme et de la promotion d'une justice et d'un droit facteurs d'attractivité économique et de développement. Les actions entreprises en 2017-2018 ont eu à prendre en compte et à concilier la continuité des initiatives déployées depuis 2015 dans le cadre de la programmation 2015-2018, la dimension de clôture et de bilan de cette programmation en 2018, et les perspectives de projection sur un nouveau programme quadriennal.

Partenaire reconnu au niveau multilatéral et national, la Francophonie dispose de la confiance de ses membres de par sa capacité à mobiliser une expertise multilatérale de haut niveau, adaptée aux réalités de l'espace francophone, en matière de droit et de justice.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS

Afin de contribuer à ce que les droits nationaux soient modernisés, le fonctionnement des institutions judiciaires et les expertises améliorés, l'OIF a enregistré pour chacun des résultats immédiats visés, les avancées suivantes :

Résultat immédiat 1 : Les institutions judiciaires sont modernisées et les textes juridiques sont disponibles et harmonisés conformément aux standards internationaux

Le Réseau francophone de diffusion du droit (RF2D) a bénéficié du soutien technique et financier de l'OIF dans le cadre d'un atelier de réflexion sur la stratégie de diffusion du droit dans l'espace francophone, les 29 et 30 janvier 2018, à Yaoundé

(Cameroun). Il a bénéficié du soutien de l'OIF pour la tenue de son Assemblée générale extraordinaire, le 28 mai 2018, à Paris (France), ayant permis l'élection d'un nouveau bureau, la révision de ses statuts, l'établissement d'un vivier d'experts et l'élaboration d'un plan d'action 2019 -2023 qui vise à contribuer aux actions de l'OIF en vue de l'accès à l'information juridique ainsi qu'à sa vulgarisation ;

Le Centre d'étude et de formation pour le développement (CEFOD), dans le cadre de son projet « diffusion et de vulgarisation du droit tchadien 2015-2018 » a bénéficié en 2017 d'un financement pour la collecte et la diffusion des textes de lois nationaux, la publication de deux numéros semestriels de la « Revue de droit tchadien » nécessaires à l'appropriation des principes, règles et jurisprudences sur le plan national, et des sessions de formation de juristes et para juristes sur les textes de loi. L'impact du projet a été mesuré avec succès, à N'Djamena (Tchad), du 8 au 13 avril 2018. Le projet est entré, en 2018, dans la dernière phase de son cycle 2015 -2018 ;

L'Association pour la Promotion du Droit en Afrique (APRODA) a bénéficié en 2018 du concours financier de l'OIF pour la publication, en 1 000 exemplaires, de l'ouvrage intitulé « *Les grandes décisions de la jurisprudence pénale camerounaise* » ;

L'OIF a participé, en qualité de partenaire technique et financier aux deux Conseils des Ministres de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) tenus à Conakry (Guinée) en juin et novembre 2017. Elle a, dans ce cadre, en novembre 2017, exposé au Conseil des ministres sa stratégie renouvelée d'appui à l'OHADA, consistant notamment en la vulgarisation du droit OHADA au-delà des zones urbaines. L'OIF a également pris part au Conseil des Ministres de l'OHADA qui s'est tenu en juin 2018 à Libreville (Gabon);

L'OIF a organisé, le 12 décembre 2018, avec le Barreau de Paris, la « 1^{ère} journée OHADA de Paris », consacrée à l'arbitrage en droit OHADA. 150 praticiens du droit y ont pris part ;

La Commission Nationale OHADA (CNO) de Guinée a bénéficié du soutien de l'Organisation pour la tenue d'un séminaire de formation visant au renforcement de l'environnement des affaires. Celui-ci s'est tenu à Conakry (Guinée) en juillet 2018 et a mobilisé 110 praticiens du droit. Au titre de la diffusion du droit, 200 codes OHADA annotés acquis par l'Organisation ont été gracieusement distribués à la CNO et aux étudiants en droit de l'université nationale ;

L'OIF participe depuis décembre 2017 au groupe de travail OHADA institué à Paris (France) et animé par la France. Elle coordonne, par ailleurs et à ce titre, le sous-groupe de travail sur « les voies d'exécution » avec le Barreau de Paris, le Conseil national des barreaux (CNB), la Chambre nationale des huissiers de justice (CNHJ), l'Union internationale des huissiers de justice et l'Association africaine des huissiers de justice ;

L'OIF participe désormais, depuis avril 2018, comme observateur, au groupe de travail n°3 de la Commission des Nations unies pour le droit commercial international (CNUDCI) sur le règlement des différends Investisseurs – États. Elle y anime un cadre de concertation informel des États francophones participants afin de les outiller pour prendre activement part à ce groupe de travail. Deux réunions se sont ainsi tenues à New-York (avril 2018) et Vienne (-octobre/novembre 2018) ;

A l'invitation du ministère des affaires étrangères belge, l'OIF a pris une part active à l'évènement de haut niveau sur la réforme de la protection des investissements. Evènement qui s'est tenu à Bruxelles (Belgique) le 26 novembre 2018, sous la présidence du vice-premier ministre, ministre des affaires étrangères belge. Cette participation a permis une valorisation, par les acteurs internationaux, de l'action mobilisatrice de l'OIF auprès de ses Etats et Gouvernements membres dans le cadre du processus de réforme ;

En suivi des missions d'évaluation des besoins au Niger et à Djibouti, des actions de renforcement institutionnel (équipement et formation) ont été préparées et se tiendront en 2019-2020 dans le cadre de la programmation 2019-2022 auprès des inspections judiciaires nationales ;

L'OIF a aussi appuyé en 2018 l'action de l'Association des hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français (AHJUCAF) pour renforcer ses moyens de diffusion de la jurisprudence de ses hautes juridictions à travers la dynamisation de sa base de données jurisprudentielle (Juricaf).

Résultat immédiat 2 : Les praticiens du droit sont mieux formés et l'expertise francophone est internationalement reconnue

Grâce au soutien de l'OIF, treize procureurs francophones d'Afrique ont pris part au congrès annuel de l'Association Internationale des Procureurs et Poursuivants (AIPP) qui ont eu lieu à Johannesburg (Afrique du Sud) en septembre 2018.

Dix autres procureurs francophones d'Afrique ont participé au congrès annuel de l'Association internationale des procureurs (AIP) et aux travaux scientifiques de l'AIPPF, qui se sont tenus à Pékin (Chine) du 10 au 15 septembre 2017.

L'OIF a par ailleurs financé la participation de deux substituts du procureur d'Haïti à la 5^e conférence régionale « Amériques » de l'AIPP qui s'est tenue à Toronto (Canada) en novembre 2018;

A l'invitation de l'Association des Procureurs Africains (APA), l'OIF a participé pour la 1^{ère} fois à la conférence annuelle de l'Association à Maurice en octobre 2018. Cette 1^{ère} participation a donné lieu, pour l'OIF, à la participation à un panel et à une présentation de notre action dans le cadre de la session plénière ;

Avec le concours de l'OIF, l'AIPPF a signé un accord de coopération avec le Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), en février 2018 avec pour objectifs de faciliter les échanges d'information et d'expertise et à renforcer les capacités des acteurs judiciaires francophones par des programmes de formation spécifiques ;

L'OIF a organisé avec les autorités judiciaires de Djibouti et l'AIPPF sa 5^{ème} Conférence régionale sur le renforcement de la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée en Afrique de l'Est et dans l'Océan indien (Djibouti, les 3 et 4 Décembre 2017) en vue de les doter des outils techniques et de l'expertise nécessaires dans ce domaine en matière de coopération judiciaire, partenariats, poursuites, transfèrements;

Près de 2500 avocats ont été formés, avec le soutien de l'OIF, sur cette période (2017-2018), par le Centre international en Afrique de formation des avocats francophones (CIFAF) lors de ses sessions annuelles 2017 et 2018 de formation initiale (Cotonou) et des sessions annuelles (2017 et 2018) de formation continue régionale (Port-au-Prince, Bamako, Niamey, Lausanne), dans les domaines d'actualité de la profession et des règles de la défense de la défense et droits et libertés ;

L'OIF a soutenu l'organisation des Congrès annuels 2017 et 2018 de la conférence internationale des barreaux de tradition juridique commune (CIB), à Port-au-Prince (Haïti) et Lausanne (Suisse), auxquels elle a participé. Consacrés aux thèmes de « les avocats de l'espace francophone au service du développement économique et social », et de « l'avocat du XXI^e siècle et les modes de résolution des conflits » ils ont fait l'objet d'échanges et de débats entre près de 1000 avocats à chaque fois ;

L'OIF a participé aux congrès annuels de l'UIA (Union internationale des avocats) à Toronto (Canada) en 2017 et à Porto (Portugal) en 2018 ;

L'OIF a soutenu le séminaire sur la justice pénale internationale de l'UIA et du Barreau de Beyrouth (Liban) en 2018, celui du Barreau du Cameroun et de l'UIA (2018) et celui de l'UIA et du Barreau de Kinshasa (RDC) sur les marchés publics (2018) ;

Du 15 au 20 avril 2018, à Yaoundé (Cameroun), l'OIF a financé et participé aux États généraux du jeune avocat des barreaux membres de la CIB, organisés par le Barreau du Cameroun et la CIB. Ils ont réunis près de 100 jeunes avocats venus de plus de trente barreaux nationaux, membres de la CIB, qui ont abordé différentes thématiques destinées à améliorer les conditions et modalités nécessaires pour permettre au jeune avocat de devenir le plus rapidement possible et le plus sereinement possible, un avocat de plein exercice. Il en résulté l'adoption de conclusions et recommandations qui ont été soumises au congrès de la CIB, à Lausanne en décembre 2018 ;

L'OIF a participé et soutenu les conférences de Paris (2017) et La Haye sur « le recouvrement des avoirs » sur « les arrestations : un enjeu clef pour lutter contre l'impunité », de la Co-facilitation de la France et du Sénégal, missionnée par l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, ainsi que la publication de la 2^e édition du « commentaire article par article du statut de Rome de la CPI » par le Centre Thucydide de l'Université Paris II Panthéon-Assas (2018) ;

L'OIF a soutenu financièrement la retraite de haut niveau de la CPI à destination des représentations permanentes des États parties au Statut de Rome, membres de l'Union africaine et de l'OIF, à laquelle elle a participé (novembre 2017, Addis Abeba). Ce rendez-vous annuel est actuellement le seul qui permette à ces deux organisations internationales d'échanger les leur action et leur approche de la justice pénale internationale en Afrique ;

L'OIF a appuyé la 10^e session de formation continue de haut niveau de l'Association africaine des hautes juridictions francophones (AAHJF) à Porto Novo, et la 11^e session en 2018 (Porto Novo) et a aussi soutenu et assisté à ses Assises statutaires annuelles (Cotonou, décembre 2017 et Niamey décembre 2018) ;

L'OIF a financé 5 bourses de formation destinées à des auditeurs francophones (sélectionnés avec le concours des institutions de formation judiciaire nationales d'Afrique francophone) aux session 2017 et 2018 des cours d'été de l'Académie de droit international de La Haye ;

L'OIF a financé les universités d'été de l'Association francophone de justice transitionnelle (AFJT), à Aix-Marseille en 2017 et Saint-Étienne de Baïgorry en 2018 ainsi que les éditions 2017 et 2018 du concours de plaidoirie Jean-Pictet, le concours de plaidoirie du 30^e anniversaire du Barreau du Niger (mars 2018);

L'OIF a soutenu et participé aux activités de sensibilisation et d'information de l'Association des hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français (AHJUCAF), à Bruxelles sur « indépendances des hautes juridictions et leur autonomie financière » (octobre 2017) et du Réseau francophone des conseils de la magistrature judiciaire (RFCMJ) à Dakar (octobre 2017) sur « l'indépendance de la magistrature et les technologies se conjuguent au futur » ;

Dans le cadre de ses actions en faveur la lutte contre le terrorisme l'OIF a appuyé l'élaboration d'un module de formation sur la lutte contre le terrorisme, à destination des auditeurs de justice des institutions nationales de formation, membres du Réseau africain francophone de formation judiciaire (RAFJ) en 2018 ;

Les hautes juridictions des pays du G5 Sahel et du Sénégal ont adopté en mars 2018, à Dakar, « les lignes directrices sur le traitement judiciaire des dossiers de terrorisme » élaborés lors des travaux des quatre activités de formation/sensibilisation (Bamako, octobre 2016, Niamey, mai 2017, Nouakchott, juillet 2017 et Dakar mars 2018) sur leur rôle dans la lutte contre le terrorisme dans le cadre du projet conjoint OIF/ONUJDC/Comité contre le terrorisme des Nations unies/AHJUCAF.



ACTIVITES SIGNIFICATIVES

Résultat immédiat 1 : Les institutions judiciaires sont modernisées et les textes juridiques sont disponibles et harmonisés conformément aux standards internationaux

La poursuite du soutien aux praticiens du droit et aux institutions judiciaires à travers des actions de renforcement de capacités avec des appuis ciblés (Madagascar, Tchad, Guinée, Djibouti, Niger, etc.) et de l'accompagnement des États en faveur de l'harmonisation de leurs droits nationaux et de leur adaptation aux standards internationaux s'est surtout porté vers le soutien au droit OHADA par l'intermédiaire des Commissions nationales ;

La mise en place d'un cadre de concertation francophone, animé par l'OIF, dans le cadre des travaux au groupe de travail n°3 de la Commission des Nations unies pour le droit commercial international (CNUDCI) sur le règlement des différends Investisseurs – États afin de renforcer la participation des délégations francophones et de favoriser les échanges sur les problématiques d'intérêt commun;

La consolidation de la collaboration entre l'OIF/ et la CPI (Bureau du procureur, Greffe et Assemblée des États parties) en faveur du développement de la justice pénale internationale dans l'espace francophone en particulier à travers l'action des réseaux. Celle-ci s'est traduite, en 2018 par la signature de l'Accord de coopération entre le Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale (CPI) et l'Association internationale des procureurs et poursuivants francophones (AIPPF). Cet accord vise à définir et formaliser les conditions de la coopération avec le Bureau du Procureur de la CPI, à faciliter les échanges d'information et d'expertise et à renforcer les capacités des acteurs judiciaires par des programmes de formation. Plus globalement, cette initiative illustre la qualité et l'importance collaboration qui s'est développée depuis plusieurs années entre l'OIF et la CPI, au service de la lutte contre l'impunité et le développement du droit pénal international, mais aussi et surtout de la communauté de vue et le partage des objectifs de ces deux institutions internationales au service de la paix, de la défense et de la promotion des droits de l'Homme et de l'État de droit, qui avait débouché sur la signature de l'accord de partenariat CPI/OIF du 28 septembre 2012 ;

L'adoption de la stratégie de diffusion du droit renouvelé et modernisée qui doit permettre une meilleure coordination autour du Réseau francophone de diffusion du droit (RF2D) des actions conduites par différents porteurs (réseaux institutionnels, partenaires extérieurs et activités de terrain).

Résultat immédiat 2 : Les praticiens du droit sont mieux formés et l'expertise francophone est internationalement reconnue

Le renforcement des activités de formation et leur appropriation nationale par les praticiens du droit de plus en plus effectives à l'exemple du Centre international en Afrique de formation des avocats francophones (CIFAF) qui forme dorénavant plus de 1000 avocats par an. Ces activités s'intègrent naturellement dans les programmes nationaux de formation et de renforcement des capacités. A signaler également le programme de renforcement des capacités de ses institutions membres par l'élaboration et la mise en place de modules de formation pour les auditeurs de justice du Réseau africain francophone de formation judiciaire (RAFJ) ;

L'action et la mobilisation des réseaux institutionnels juridiques et judiciaires en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée : l'AHJUCAF, l'AIPPF, la CIB ; avec comme perspectives le déploiement d'activités communes ;

Le déploiement des actions directes et de coordination du Réseau francophone des conseils de la magistrature judiciaire (RFCM), créé en 2014, en faveur de l'information, de la sensibilisation et de la diffusion des règles et dispositifs de référence en matière d'éthique, de déontologie et de discipline des magistrats ;

Organisation des États généraux du jeune avocat des barreaux membres de la CIB, exercice unique et novateur, qui ont permis un large tour d'horizon et des échanges francs et approfondis dont les conclusions et recommandations doivent constituer le socle d'une stratégie francophone de l'accompagnement des jeunes avocats dans la Francophonie ;

RÉALISATIONS EN CHIFFRES

200 Procureurs généraux, de la République, substituts du procureur, parquetiers formés dans le cadre des activités de l'AIPPF à Toronto (Canada), Johannesburg (Afrique du Sud), Djibouti (Djibouti) et Pékin (Chine) ;

250 praticiens du droit formés au droit OHADA à Paris (France) et Conakry (Guinée) ;

800 professionnels du droit touchés au Tchad (mise à disposition de documents juridiques, formation et sensibilisation) ;

2 500 avocats formés par le CIFAF (formations initiale, formations régionales continues) ;

750 hauts magistrats et procureurs formés ou/et sensibilisés dans les cadre des activités de l'AAHJF et de l'AHJUCAF ;


Près de 100 jeunes avocats représentant plus de 30 barreaux nationaux ont participé aux États généraux du jeune avocat des barreaux membres de la CIB ;

312		CREDITS			
		initial	modifié	ordonné	Taux d'exécution
2015	31 déc.	1 200 000 €	1 140 000 €	916 279 €	80%
2016	31 déc.	1 200 000 €	1 139 200 €	989 911 €	87%
2017	31 déc.	1 050 000 €	1 006 639 €	789 562 €	78%
2018	31 déc.	1 100 000 €	1 042 000 €	842 075 €	81%

INDICATEURS							
Résultat intermédiaire du P312	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Résultat visé à l'horizon 2018: Les droits nationaux sont modernisés, le fonctionnement des institutions judiciaires et les expertises sont améliorés	niveau d'accès des citoyens à la justice dans les pays appuyés est estimé à 2 sur 4	%	0	2	2	4	4
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Les institutions judiciaires sont modernisées et les textes juridiques sont disponibles et harmonisés conformément aux standards internationaux	nombre de pays bien avancés dans l'harmonisation effective du droit OHADA	nombre	10	15	15	15	15
Les praticiens du droit sont mieux formés et l'expertise francophone est internationalement reconnue	nombre de praticiens du droit formés	nombre	0	1000	1200	1800	1800



3.1.3 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	Contribuer au renforcement de la gouvernance démocratique, des droits de l'Homme, de l'État de droit et du rôle de la société civile			
Résultat final	La gouvernance démocratique, le respect des droits de l'Homme et de l'État de droit se sont améliorés dans l'espace francophone			
Résultat intermédiaire attendu	Le pluralisme des médias et la liberté de la presse sont renforcés			
Intitulé du programme	Programme 3.1.3 « Médias et liberté de la presse »			
ODD associés				
Régions de la Francophonie concernées	Toutes régions confondues			



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Au-delà des constats conjoncturels des bouleversements introduits au niveau politique, économique et culturel par l'avènement du numérique dans le secteur des médias, relatés dans le compte-rendu d'exécution 2016-2017, une tendance mondiale s'est avérée particulièrement problématique au cours de la période 2017-2018 : le rôle et l'influence grandissants des réseaux sociaux dans les processus démocratiques et singulièrement les processus électoraux. Dans l'espace francophone, et notamment sur le continent africain, on assiste à un changement de paradigme : les Etats qui étaient jusque-là en capacité de « gérer » l'information à laquelle avaient accès les populations, sont aujourd'hui confrontés à une ouverture sans précédent vers d'autres sources d'informations, par l'intermédiaire des réseaux sociaux, sur lesquels ils n'ont aucune capacité légale d'action. Ce changement de paradigme s'effectue pour le meilleur comme pour le pire : d'une part, les citoyens ont accès à une pluralité d'informations et à de nouvelles formes inédites de débat public et de mobilisation citoyenne ; d'autre part, l'ampleur de la viralité des échanges d'information est en mesure de provoquer des changements de comportements et d'influer sur les processus démocratiques, particulièrement au regard de la circulation de rumeurs ou de nouvelles fallacieuses (fake-news), que celles-ci soient réellement infondées ou dénoncées comme telles lorsqu'une information -pourtant vérifiée- dérange. Ce changement de paradigme engendre ou accentue trois enjeux dans l'espace francophone :

- premièrement, la capacité des Etats et des gouvernements à reconnaître et encourager le journalisme de qualité et à valoriser la production d'information d'intérêt général, sans considération d'intérêts particuliers ;
- deuxièmement, la capacité des Etats et gouvernements à prendre la mesure de ce changement de paradigme et à préserver le droit fondamental d'accès aux réseaux sociaux et à l'internet, reconnu par les Nations-Unies ;
- troisièmement, la capacité de l'OIF à appréhender l'impact des réseaux sociaux dans les processus démocratiques et à considérer, à cet égard, la convergence de certains de ses domaines d'actions et de ses partenaires (gestion des processus électoraux, la régulation des médias et la protection des données personnelles) en vue de développer une approche francophone dans ce domaine, tant au niveau mondial qu'au bénéfice de ses Etats-membres, et que l'OIF pourrait soutenir.

Comme dans de nombreux autres secteurs, les disruptions que rend possibles l'avènement d'une société numérique bousculent les cadres classiques d'appréhension et de réglementation du secteur des médias ainsi que la compréhension du rôle et des responsabilités des autorités de régulation, des médias et des journalistes. Il n'en reste pas moins que les efforts de professionnalisation, de structuration et de consolidation de ces acteurs ainsi que le renforcement de l'État de droit restent des défis essentiels et primordiaux dans de nombreux Etats-membres de la Francophonie. Cela, particulièrement dans ce contexte de convergence des enjeux provoqués par la remise en cause de la capacité des Etats à défendre l'intérêt général face à des intérêts internationaux privés puissants comme les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) et à résister à la tentation récurrente de privilégier l'efficacité des réponses étatiques face aux menaces réelles (le terrorisme) ou supposées (l'ordre public, la sécurité ou la défense des « valeurs » nationales) au détriment de l'Etat de droit et de la liberté d'expression.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS

Résultats atteints : Afin de contribuer à ce que le cadre juridique relatif aux médias soit amélioré, l'indépendance des organes de régulation et d'autorégulation soient renforcés et les médias francophones soient professionnalisés, l'OIF a enregistré pour chacun des résultats immédiats visés, les avancées suivantes :

Résultat immédiat 1 : Le cadre juridique relatif au secteur des médias est amélioré

Mise à disposition d'une expertise auprès du Haut Conseil de la Communication (HCC) de Centrafrique pour la relecture du cadre juridique relatif aux médias centrafricains. Cet accompagnement pour la relecture du cadre juridique relatif aux médias centrafricains s'est matérialisée par la prise en charge de deux experts (un national, un international) et l'organisation d'une première phase d'identification des lacunes (Bangui, novembre 2017) ; d'une seconde phase d'écriture d'un canevas d'avant-projet de loi (début 2018) ; d'une troisième phase de validation de ce canevas par les différentes parties prenantes (Bangui, août 2018), d'une quatrième phase d'adoption du projet de loi (novembre 2018) ; et enfin, d'une cinquième phase de sensibilisation et d'appropriation de ce projet de loi par les parties prenantes (décembre 2018).

Tenue de la 3^e édition du Prix francophone de l'innovation dans les médias fruit d'un partenariat entre l'OIF, RFI et RSF. Ce prix s'adresse à tous les médias (radio, télévision, presse écrite et médias numériques) des 54 États et gouvernements membres de la Francophonie ayant développés des offres innovantes prenant en compte les nouveaux modes de consommation et d'accès à l'information récompense les innovations dans les contenus, dans les usages et dans les modèles économiques et d'organisation qui contribuent à renforcer la liberté de la presse et le droit à l'information des populations, valeurs défendues par les trois partenaires ;

Déploiement et consolidation de la plateforme « Le Médialabo » de renforcement des capacités des jeunes entrepreneurs de médias numériques africains ;

Organisation d'un concours-quizz à travers la plateforme numérique d'accompagnement des jeunes entrepreneurs de médias numériques innovants « Le Médialabo » et ses déclinaisons sur les réseaux sociaux. Ce dernier, qui s'est tenu du 15 au 24 octobre 2018, consistait à répondre à un questionnaire sur différentes thématiques relatives à l'innovation dans les médias numériques ainsi que plusieurs questions ouvertes sur les projets des candidats. A l'issue du concours auquel 170 candidats ont répondu, quatre lauréats (trois du Bénin et un de Côte d'Ivoire) ont été désignés parmi les meilleures réponses. Ils ont ainsi bénéficié d'une prise en charge de leur frais d'inscription, de leur transport et de leur hébergement afin de participer à une formation « Tourner et monter une vidéo de qualité avec un smartphone » qui s'est tenue à Abidjan les 10 et 11 décembre 2018. En outre, les lauréats se sont vu remettre un kit pour le journalisme mobile.

Table-ronde sur l'autorégulation des médias en ligne en Haïti réalisée en collaboration avec la Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL). Elle a été l'occasion pour les professionnels des médias et des juristes de confronter les pratiques en vigueur en Haïti à celles d'autres pays de l'espace francophone grâce à la présence des professionnels venus de Tunisie, de Côte d'Ivoire et de Gambie. A l'issue des travaux, ont été formulées des propositions de recommandations pour la création d'un mécanisme structurel d'autorégulation des médias ;

Réunion d'un comité international d'expert de haut niveau pour la rédaction d'un rapport de l'OIF sur la liberté de la presse dans l'espace francophone dans la perspective de faire l'état des lieux de la liberté de la presse dans l'espace francophone et de produire des recommandations opérationnelles pour son renforcement par l'OIF.

Soutien financier à l'organisation, à Brazzaville (Congo), du 25 au 28 octobre 2018, des Assises de la presse congolaise placées sous le thème : « La presse congolaise, 26 ans après les Etats généraux : bilan, enjeux et perspectives à l'ère du numérique ». Cette rencontre, organisée principalement par l'autorité nationale de régulation, le Conseil supérieur de la

liberté de communication (CSLC), a permis de faire le point sur les évolutions notables et les changements majeurs à opérer afin d'accompagner le développement des médias congolais à l'ère du numérique. Plusieurs recommandations sont issues de ces Assises et devraient permettre au CSLC de mener les réflexions nécessaires quant aux adaptations nécessaires du secteur des médias congolais et de sa régulation. L'OIF y était représentée par le Directeur du Bureau régional pour l'Afrique centrale (BRAC), M. Boubacar NOUMANSANA.

Finalisation et impression du Guide pratique « Lutter contre les discours de haine dans les médias audiovisuels : normes, jurisprudence, bonnes pratiques et études cas ». Il a été présenté officiellement à l'occasion de la Conférence internationale pour le dialogue des cultures et des religions, qui s'est tenue à Fès, au Maroc, du 10 au 12 septembre 2018.

Résultat immédiat 2 : L'indépendance et l'autonomie des organes de régulation et d'autorégulation sont renforcées

Soutien à l'organisation de la 5^e Conférence des Présidents du Réseau francophone des régulateurs des médias (REFRAM), Genève, 24-25 octobre 2017. Dans leurs échanges, les membres du REFRAM ont notamment abordé la question de l'assurance qualité dans le domaine des médias et ont évalué la possibilité de mise en place d'un mécanisme de revue par les pairs inspiré de l'expérience de l'Union européenne de radio-télévision (UER). Lors de la session consacrée à la « vie du réseau », la Présidence sortante du REFRAM, assurée par la Haute autorité de la communication audiovisuelle (HACA) de Côte d'Ivoire, a présenté le bilan de la mise en œuvre de la Feuille de route 2015-2017, et passé les pouvoirs à la nouvelle Présidence, qui sera assurée par l'OFCOM de Suisse durant le biennium 2018-2019. Les Présidents ont également élu la Haute autorité indépendante de la communication (HAICA) de Tunisie à la Vice-présidence du Réseau (qui prendra mécaniquement la Présidence en 2019) et adopté la Feuille de route 2018-2019 qui sera consacrée aux thématiques suivantes : la surveillance des missions des médias de service public ; nouveaux médias et élections ; régulateurs et médias de proximité. Ils ont également décidé de développer des outils de communication et d'expertise pour le REFRAM, par la refonte du site internet du REFRAM et la mise en place d'un mécanisme de revue des processus de travail des autorités de régulation par leurs pairs ;

Organisation d'un séminaire international de renforcement des capacités de la Haute autorité de la communication (HAC) du Mali en matière de régulation des médias en période électorale ;

Soutien à l'organisation de la 10^e Conférence de l'Association des autorités de protection des données personnelles ; en 2017 à Tunis. Centrées sur un ensemble de questions clés liées aux préoccupations actuelles en matière de protection des données, telles que les données biométriques, l'action humanitaire internationale et la protection des données ainsi que l'application extraterritoriale du règlement du GDPR (Règlement général sur la protection des données) de l'Union européenne, les discussions ont permis un riche partage d'information sur des problématiques d'actualité. Par ailleurs, une formation sur les techniques spéciales de contrôle aux autorités de protection des données a pu être dispensée à cette occasion.

Soutien à l'organisation d'une Conférence du REFRAM, les 17 et 18 octobre 2018 à Tunis, sur le thème « les réseaux sociaux, la régulation et les processus électoraux ». Le Réseau a ainsi pu échanger sur les enjeux qui se posent à la régulation en période électorale au regard des usages grandissants des réseaux sociaux pendant la campagne, notamment par les partis politiques et les médias nationaux. Ils ont également débattu sur les évolutions envisagées et souhaitables du périmètre de la régulation afin d'inclure les plateformes numériques et les réseaux sociaux, notamment au regard de la dissémination de contenus de nature politique pendant les campagnes électorales. Les membres du REFRAM ont enfin pu prendre connaissance de plusieurs expériences développées par les régulateurs afin d'appréhender ce nouvel enjeu. Ils sont convenus à l'issue des travaux de la nécessité de réfléchir de manière plus approfondie sur le cadre juridique entourant la régulation des réseaux sociaux mais aussi sur la nécessité d'envisager et renforcer la coopération dans ce domaine avec tous les acteurs du processus électoral, notamment les organismes de gestion des élections.

Soutien à la mise en œuvre des activités, pour l'année 2018, de l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles, et particulièrement l'organisation de la 12^e Assemblée générale et 11^e Conférence du Réseau qui a porté sur la question de la protection des données dans le contexte électoral et plus largement du rôle des réseaux sociaux dans nos démocraties francophones ainsi que sur la portée extraterritoriale du Règlement européen sur la protection des données.

Résultat immédiat 3 : Les médias francophones sont professionnalisés

Soutien aux Assises internationales du journalisme francophone à Tours (mars 2018) qui a rassemblé 50 intervenants. 90 ateliers, débats et proposé 90 espaces de discussions. Ces rencontres professionnelles ont permis de formuler des propositions autour de sujets tels que la lutte contre les fake news, la place des femmes dans les rédactions, le journalisme porteur de solutions... Organisation du Colloque (Journée scientifique) sur Médias et démocratie, rapports de pouvoirs ou batailles des légitimités entre les champs de la communication médiatique et politique et appui au lancement du laboratoire

PeRICOM (politiques et régulation interdisciplinaire en communication) de l'Université du Québec en Outaouais (mai 2018) en marge de l'Organisation d'un Colloque sur le thème « Médias et démocratie, rapports de pouvoirs ou batailles des légitimités entre les champs de la communication médiatique et politique » ;

Soutien aux publications Regard (Roumanie) et Courier d'Erevan (Arménie) dans la cadre du plan spécial d'aide aux journaux francophones édités dans les pays où le français est langue minoritaire ;

Soutien au site d'informations africaines en ligne www.vonews.net, dans la cadre du projet d'appui à la presse francophone innovante. Cette plateforme numérique de l'information en continu et en temps réel contribue à la pluralité de l'information et cible particulièrement la jeunesse ;

Appui à l'Organisation du Colloque international sur la « couverture électorale » le 1^{er} mai 2018 à Yaoundé, organisé par la section camerounaise de l'Union internationale de la Presse Francophone (UPF) et le gouvernement du Cameroun. L'élection étant un des marqueurs essentiels de l'action de la DAPG, depuis plusieurs années, le pôle médias a développé toute une série d'actions structurantes autour de la couverture des élections.

Résultat immédiat 4 : Les associations des journalistes et les médias sont appuyés par l'OIF

Il s'agit d'une aide que l'OIF apporte aux Associations de journalistes telles que l'Union internationale de la presse francophone (UPF), l'Association Albert Londres, l'Association journalisme et citoyenneté, Mondoblog...

Cette aide est concentrée autour de ces Associations, parce qu'elles fédèrent des milliers de journalistes à travers le monde. L'appui à l'UPF touche indirectement près de 3500 journalistes issus de 35 pays à travers le monde. Les Assises de l'UPF, qui se tiennent chaque année dans un pays francophone et une fois l'an dans l'Etat qui accueille le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernements permettent à l'OIF de faire entendre sa voix -à travers notamment la lecture d'un message de la Secrétaire générale et une participation aux tables-rondes- mais aussi de se mettre au rythme des changements de paradigmes dans le domaine des médias. Enfin, les Assises de l'UPF, restent un formidable moyen de mise en réseau pour l'OIF. L'édition de 2017 a eu lieu à Conakry du 23 au 25 novembre 2017 tandis que celles de l'année 2018 s'est tenue du 9 au 12 octobre 2018 en Arménie. L'évènement, qui s'est tenu autour de la thématique « Médias et migrations » et a réuni près de 400 professionnels des médias venant de tout l'espace francophone, qui ont réfléchi à des pistes de réflexions et à des solutions.

Les Associations telles qu'Albert Londres (qui récompense chaque année les meilleurs journalistes-reporters de tout l'espace francophone) ou le projet Mondoblog organisé par Radio France internationale (qui permet de former des jeunes blogueurs aux techniques journalistiques) sont aussi autant de structures qui ouvrent à l'OIF de nouveaux mondes dans le domaine journalistique.

Cette activité vient compléter l'appui de l'OIF aux Médias à travers divers mécanismes, certes anciens, mais sans cesse renouvelés depuis le début du quadriennium. Ici, ce sont les médias innovants qui assurent une qualité éditoriale et garantissent une pérennité sur le long terme qui sont visés en priorité.

En marge de l'Assemblée générale du réseau Théophraste financé par l'OIF, un Colloque a été organisé à l'Université de Laval (Québec) du 10 au 12 octobre 2018, sur le thème « Les enjeux liés aux spécialisations en journalisme à l'ère numérique » ;



ACTIVITES SIGNIFICATIVES

3e Cérémonie du Prix francophone de l'innovation dans les médias qui a récompensé par le 1er Prix la plateforme Habari (RDC). Cette plateforme, qui est un collectif de plus de 100 jeunes blogueurs et activistes web congolais qui utilisent Facebook, Twitter et YouTube pour donner leur avis sur les opinions de jeunes de toute la République Démocratique du Congo, s'est vu décerner par la suite le Prix de l'activisme numérique par l'ONG « Index on censorship » qui défend la liberté d'expression à travers le monde ;

Célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse avec la section camerounaise de l'UPF, le 3 mai 2018, autour de la thématique « *Comment couvrir une élection présidentielle?* » qui a permis de fédérer l'ensemble des acteurs-clés sur les enjeux liés au déroulement du calendrier électoral ;

L'appui de l'OIF aux associations des journalistes et aux médias est à mettre en exergue. Il permet à l'OIF d'assurer, comme elle le fait déjà dans d'autres domaines, une **mise en réseau des médias et journalistes francophone à travers les médias** et de défendre, ainsi, l'usage du français dans certaines parties du monde. Cette réalité est encore plus prégnante

dans le monde arabe et dans les pays d'Europe centrale et orientale au sein desquels les médias de langue française jouent un rôle de premier plan dans la défense de la langue française. Parce qu'elle permet à l'OIF d'avoir accès au public, grâce à ces associations de journalistes et de médias, et de rendre compte des actions de la Francophonie. Parce qu'elle permet des échanges de bonnes pratiques entre médias du Nord et du Sud, notamment dans les domaines du journalisme d'investigation, du reportage, ou dans des domaines pointus comme l'économie, la science... Parce que, enfin, elle assure une présence du français sur la toile, à travers notamment les publications en ligne au moment même où le papier recule dans certaines parties du monde.



REALISATIONS EN CHIFFRES

Sur l'ensemble des réseaux sociaux et des abonnés à la newsletter, 10 000 personnes suivent actuellement la plateforme « Le Médialabo » ;

A travers le soutien apporté aux médias innovants, plus particulièrement le site d'informations africaines www.vonews.net, l'OIF touche des millions d'internautes du continent.

313		CREDITS			
		initial	modifié	ordonné	Taux d'exécution
2015	31 déc.	680 000 €	646 300 €	474 587 €	73%
2016	31 déc.	680 000 €	611 500 €	444 236 €	73%
2017	31 déc.	600 000 €	570 089 €	486 852 €	85%
2018	31 déc.	490 000 €	528 260 €	451 300 €	85%

Résultat intermédiaire du P313	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Le pluralisme des médias et la liberté de la presse sont renforcés	nombre d'états et gouvernements membres et observateurs de l'OIF appuyés où sont appliqués les standards internationaux dans le domaine des médias	nombre	10	-	15	15	20

Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Le cadre juridique relatif au secteur des médias est amélioré	nombre d'états et gouvernements membres et observateurs de l'OIF appuyés où la liberté de la presse est formellement garantie par la loi	nombre	10	-	15	15	20
L'indépendance et l'autonomie des organes de régulation et d'autorégulation sont renforcées	nombre d'états et gouvernements membres et observateurs appuyés où existent des organes de régulation d'autorégulation autonomes et crédibles	nombre	10	15	15	15	20
Les médias francophones sont professionnalisés	proportion (en %) de médias appuyés qui ont renforcé leur professionnalisme	%	10	25	20	30	50



4.1.1. COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	Contribuer à la prévention et à la gestion des conflits, à l'accompagnement des transitions et à la consolidation de la paix		
Résultat final	La Francophonie contribue à l'établissement d'un environnement stable et apaisé dans l'espace francophone		
Résultat intermédiaire attendu	La prévention et la gestion des crises et des conflits ainsi que la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée sont améliorées.		
Intitulé du programme	Prévention et gestion des crises et des conflits		
ODD associés			
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues		



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

La « paix et la sécurité » demeurent une problématique majeure du monde actuel. A la persistance des crises et conflits politiques et institutionnels aux nombreux ressorts (accaparement d'un pouvoir institutionnel et politique, problématiques communautaires, frustrations économiques et sociales, notamment au sein de la jeunesse, etc.), l'espace francophone est également confronté à de nouvelles formes de menaces sécuritaires qui se distinguent par leur caractère asymétrique (terrorisme, piraterie, radicalisation violente, trafics, etc.) et souvent transnational. Au cours de l'exercice écoulé, nombre d'Etats membres (Mali, Tchad, France, Niger, Egypte, Tunisie, Belgique, Canada, Burkina Faso, Cameroun) ont ainsi été considérablement touchés par ces fléaux, affectant, de manière directe ou indirecte, les fondements de la stabilité sociopolitique de la plupart d'entre eux.

Dans ce contexte, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a été constamment sollicitée pour soutenir les efforts nationaux et internationaux de lutte contre les crises, conflits et menaces auxquels s'impliquent de « nouveaux acteurs », y compris non étatiques et illégaux, dont le projet vise à provoquer des situations d'*ingouvernabilité* et de faillite des Etats, à maintenir les populations dans un climat de psychose permanent, à remettre en cause les modèles de société bâtis sur les principes démocratiques, de droits et de libertés ainsi qu'à saper les valeurs et habitudes de coexistence pacifique entre les communautés nationales.

Parallèlement, la problématique migratoire dans l'espace francophone (qui compte à la fois des pays de départ, de transit et d'accueil, et qui est traversé par d'importantes routes migratoires), s'est posé avec encore plus d'acuité, mobilisant un plaidoyer politique de la Secrétaire générale de la Francophonie et des Etats et gouvernements membres, y compris dans la perspective de l'adoption, fin 2018, du Pacte mondial sur les migrations.

Dans ce contexte rendu difficile par la nature imprédictible et transnationale même des crises, conflits ainsi que des menaces asymétriques, l'un des enjeux de ce programme consistait ainsi pour l'OIF à pouvoir garder la capacité à mener de front, les actions d'alerte précoce et de réaction (politique et technique) rapide face aux situations (imminentes ou manifestes) de crises et de conflits à travers notamment des actions de facilitation (Burundi, RCA, RDC, Madagascar, etc.) ;

et les initiatives de sensibilisation, de plaidoyer et de soutien (technique et politique) en faveur d'actions intégrées, concertées et multilatérales de lutte contre le terrorisme et la radicalisation violente. Enfin, s'appuyant sur ses atouts comparatifs, il s'agissait pour l'OIF de poursuivre son travail structurel de renforcement des capacités à la fois des institutions nationales (RCA, Cameroun, Mali, Guinée, Madagascar, RDC), mais aussi des acteurs de la démocratie et de l'Etat de droit (notamment des réseaux institutionnels) et de la société civile, dans une logique de prévention structurelle. Enfin, la prise en compte de l'agenda « Femmes, paix et sécurité » demeure une priorité politique qui a vocation à se traduire encore davantage dans les actions de terrain conduites par l'OIF.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (31 MAI 2018)

Résultats atteints : Afin d'apporter sa contribution à la prévention et à la gestion des crises et des conflits, l'OIF a enregistré, pour les résultats immédiats visés, les principales avancées suivantes :

Résultat immédiat 1 : Les acteurs des crises et des conflits sont rapprochés, s'accordent sur les conditions du dialogue et parviennent à des accords de paix

- Le déploiement d'Envoyés spéciaux, les missions d'expertise de médiation et de facilitation politiques, les missions d'information et de contacts déployées dans de nombreux pays (RCA, Burundi, Cameroun, République démocratique du Congo, Niger, Mali, Guinée, etc.) ont contribué à permettre aux acteurs nationaux d'intérioriser les mécanismes de résolutions pacifiques de leurs différends, limitant ainsi un éclatement ou une aggravation des crises dans ces pays. Dans le cadre de la crise qui touche les régions anglophones du Cameroun, un Envoyé spécial a été désigné et a mené, jusqu'à l'élection présidentielle d'octobre 2018, de nombreuses plusieurs Missions d'information et de contacts conduites, comprenant parfois des parlementaire, ambassadeur et des experts francophones dans le but de contribuer à apaiser le climat sociopolitique préélectoral et de prévenir des conflits postélectoraux ;
- La participation de l'OIF aux concertations internationales sur les situations de crises a contribué à mieux renforcer les capacités des acteurs nationaux (RCA, Mali, RDC, etc.) en matière de gestion apaisée et démocratique de leur processus de sortie de crise ou de consolidation de la paix⁸ ;
- Du 17 au 19 mars 2018, l'OIF, en partenariat avec le Ministère délégué chargé de la Francophonie, a organisé à Bangui une « Retraite interinstitutionnelle sur la stabilité des institutions et le relèvement national de la République centrafricaine ». Cette rencontre a regroupé plus d'une centaine de participants, incluant les plus hautes autorités du pays (Chef de l'Etat, Président de l'Assemblée nationale, Premier ministre), les responsables des institutions nationales, des représentants de la société civile et plusieurs partenaires internationaux. Elle a permis aux participants d'échanger avec les personnalités et experts francophones de haut rang mobilisés par l'OIF, sur des expériences de bonnes pratiques développées dans des contextes similaires en matière d'harmonisation, de cohésion et de stabilité du travail gouvernemental.

Résultat immédiat 2 : La synergie avec les autres organisations internationales est renforcée

- Les initiatives internationales menées auprès ou avec notamment les Nations unies (Conseil de Sécurité), l'Union africaine (UA), les institutions sous-régionales (CEEAC, CEDEAO, G5 Sahel) ont permis à l'OIF de mener un plaidoyer en faveur d'une approche concertée, intégrée et multilatérale en matière de prévention, notamment du terrorisme et de la radicalisation violente ;
- L'OIF a poursuivi le développement d'initiatives concertées avec les partenaires internationaux sur les problématiques de paix, de sécurité, de dialogue et de gouvernance démocratique, (interventions de la Secrétaire générale au Conseil de sécurité des Nations unies - ex : 27 octobre 2017 - débat sur la mise en œuvre de l'agenda « Femmes, paix et sécurité »; Forum international de Dakar sur la paix et sécurité en Afrique, - novembre 2017 et 2018; travail préparatoire pour le renouvellement du mémorandum OIF/UA et rencontre en avril 2018 entre la Secrétaire générale et le Président de la Commission de l'UA pour renforcer la coopération entre les deux organisations dans ces domaines en particulier ; participation au dialogue interactif de haut-niveau des chefs d'organisations multilatérales, 12-13 juin 2018, Greentree Estate (Etats Unis) ; partenariat institutionnel avec le Forum de Paris sur la paix (11-13 novembre 2018, Paris), avec la participation de représentants et d'experts de la Francophonie aux différents temps d'échanges et de débats.

⁸ A l'instar du rôle que l'OIF joue dans le Groupe international de soutien à la République centrafricaine (GIS-RCA), en tant que membre du Panel de Facilitation de la « Feuille de route pour la paix et la réconciliation nationale en RCA »

- En partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'OIF a mené entre mai et septembre 2018, plusieurs activités de renforcement des capacités des institutions et organes électoraux (Ministère de l'Administration territoriale, ELECAM, Conseil constitutionnel, Conseil nationale de la Communication), toujours dans une optique de mieux harmoniser la compréhension par les partenaires camerounais des dispositifs légaux régissant les élections et ainsi réduire les risques de malentendus et de différends ;
- Des actions de valorisation de la coopération entre l'OIF et ses partenaires ont également été menées, en particulier dans le cadre du renouvellement de l'accord-cadre OIF/UA ; des concertations et échanges d'informations en marge de l'Assemblée générale 2018, avec l'ONU, l'UA, l'UE, l'OEA, la CEDEAO, la CEEAC, etc. ; des négociations du Pacte mondial sur les migrations (et réfugiés) ;
- De même, l'OIF a pris part à la 5e édition du Forum international sur la paix et la sécurité en Afrique à Dakar (Sénégal), du 05 au 06 novembre 2018 sur le thème : « Paix et Sécurité en Afrique : enjeux de stabilité & de développement durables. » Cette activité rentre dans le cadre de la participation active de la Francophonie aux réflexions stratégiques internationales visant à ajuster et adapter les réponses de la Communauté internationale aux risques multiformes qui menacent en permanence la paix et la sécurité internationales.
- Dans le prolongement des actions menées dans le domaine des migrations (cf. infra), l'OIF (DAPG, RPGV, en lien avec la RPNY) a pris activement part à la Conférence intergouvernementale de Marrakech (décembre 2018) organisée par les Nations unies qui a donné lieu à l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Dans ce cadre, l'OIF a organisé un panel interactif sur la mise en œuvre du Pacte mondial sur les migrations dans l'espace francophone qui a réuni des intervenants de haut-niveau (OIM, CNUCED, société civile, Etats) devant près de 80 personnes.

Toutes ces activités ont permis à l'OIF d'être présente, de manière active, dans les réflexions stratégiques internationales visant à adapter les réponses de la Communauté internationale aux risques multiformes qui menacent en permanence la paix et la sécurité internationales.

Résultat immédiat 3 : L'approche et les outils francophones en matière de gestion des crises, de prévention des conflits, de la radicalisation violente, et de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée sont valorisés auprès des partenaires internationaux

- La DAPG a organisé, du 09 au 11 mai 2018 à Ottawa (Canada) une Conférence internationale sur « la Déclaration de Saint-Boniface sur la prévention des conflits et la sécurité humaine, 12 ans après » en vue de valoriser cette Déclaration. La Conférence a atteint trois objectifs majeurs : 1) une forte participation des Etats, des partenaires institutionnels et internationaux (ONU, G5 Sahel, UA) ; 2) l'imprégnation par les participants de la dimension mondiale des problématiques portées par cette Déclaration ; 3) des recommandations concrètes sur les voies et moyens de relever les défis à paix et à la sécurité humaine dans l'espace francophone ;
- La poursuite des abonnements aux outils de recueil d'information a permis à l'OIF de maintenir une capacité de suivi des situations-pays dans une perspective d'alerte précoce et de réaction rapide ;
- La poursuite des partenariats avec les centres de recherches et d'analyse francophone (FrancoPaix, IReMMO, Analyse sociétale de l'Afrique - RASS/ASSN) a contribué à doter la DAPG d'informations analytiques de première main sur les situations en matière de paix et de sécurité dans les pays couverts par les chercheurs (Mali, Burundi, Sahel), ainsi que dans une logique prospective et de positionnement stratégique sur certaines régions (Afrique du Nord –Moyen Orient) ;
- Au cours de l'exercice écoulé, la DAPG a élaboré l'édition 2018 du Rapport biennuel sur l'état des pratiques en matière de démocratie, de droits et des libertés sur « Les processus démocratiques dans l'espace francophone ». Cette édition a permis de cerner les dynamiques démocratiques francophones, sous le double angle d'avancées et de reculs, et leurs particularités, mais également de mettre en lumière les initiatives et approches innovantes déployées par l'Organisation ces dernières années en matière de démocratie, de gouvernance, d'Etat de droit et des droits de l'Homme.
- L'OIF a également élaboré un Manuel de procédure sur le Chapitre 5 de la Déclaration de Bamako (2000) afin d'en harmoniser la compréhension et l'interprétation par ses utilisateurs notamment dans un contexte où il serait amené à être mis en œuvre. Celui-ci a été présenté aux Instances de la Francophonie en juillet 2018 et diffusé largement.
- L'OIF a enfin élaboré un rapport intitulé « Migrations dans l'espace francophone : approche, actions et perspectives pour la Francophonie » établissant un état des lieux de la mobilisation de la Francophonie institutionnelle dans ce

domaine et traçant des perspectives sur les axes prioritaires et pertinents ainsi que sur la mise en cohérence des actions de plaidoyer et de coopération menées par les différents acteurs francophones. Ce rapport a été présenté au Sommet d'Erevan (octobre 2018) et diffusé largement, notamment à l'occasion de la Conférence intergouvernementale de Marrakech sur les migrations.

Résultat immédiat 4 : Le renforcement des capacités des institutions et acteurs francophones, en particulier les jeunes et les femmes, leur assure une participation accrue en matière de prévention des crises et de la radicalisation violente, de gestion des conflits et de la lutte contre le terrorisme

- Les actions d'audit de fichiers électoraux (RCA en mars 2018, Mali), de renforcement des capacités des institutions et organes électoraux (RCA de février à mai 2018, Mali, Cameroun, Guinée, Madagascar, RDC) ont contribué résorber, en amont, les litiges électoraux susceptibles de se transformer, à termes, en crises ou conflits ;
- La DAPG a poursuivi l'organisation de formations en matière de prévention et de gestion des crises en particulier en direction de publics féminins et jeunes avec les Écoles politiques (Tunis, Cameroun et Afrique de l'ouest notamment), ou encore dans le cadre d'un partenariat avec le CICR (formation des forces de sécurité tunisiennes aux règles de déontologie).
- L'OIF (DAPG, RPNY et RPG) a accompagné le travail préparatoire des délégations francophones dans le cadre des négociations du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (mise à disposition d'expertise, organisation de concertations informelles, etc.) et a poursuivi ses actions de renforcement des compétences des acteurs impliqués dans la protection des droits des migrants (Réseaux institutionnels et société civile, en partenariat avec l'Institut international de droit humanitaire –octobre 2017 et mai 2018 - et avec le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme – juin 2018). Elle a également soutenu des actions de sensibilisation et de plaidoyer, notamment dans le cadre du programme Hermione-Libres Ensemble (colloque sur les migrations organisé à Marseille, 14 avril 2018).



ACTIVITES SIGNIFICATIVES

- La Retraite institutionnelle de haut niveau sur la « stabilité des institutions et relèvement national de la République centrafricaine » organisée à Bangui du 17 au 19 mars 2018 ;
- Conférence internationale sur « la Déclaration de Saint-Boniface sur la prévention des conflits et la sécurité humaine, 12 ans après », organisée à Ottawa (Canada) du 09 au 11 mai 2018 ;
- Développement avec l'Institut international de droit humanitaire d'une formation en français des acteurs institutionnels (Réseaux institutionnels et administrations) et de la société civile francophone impliqués dans la protection des droits des migrants en 2017 et 2018 = au total près de 100 personnes formées, issues d'une trentaine de pays membres de la Francophonie, dont 35 grâce au soutien direct de l'OIF ;
- Rapport sur l'état des pratiques en matière de démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone ;
- Manuel de procédure sur le Chapitre 5 de la Déclaration de Bamako (2000).
- Rapport sur les migrations dans l'espace francophone et panel interactif sur la mise en œuvre du Pacte mondial sur les migrations dans l'espace francophone.



REALISATIONS EN CHIFFRES

Au cours de la période, ce sont près d'une soixantaine de structures nationales (ministères, institutions de l'Etat de droit, organisations de la société civiles, etc.) de l'espace francophone qui ont bénéficié directement des actions de sensibilisation, de médiation et de renforcement des capacités déployées par l'OIF.

Plus de 500 personnes ont pris part à ces activités dont :

- une centaine de personnes formées à la compréhension du cadre international de protection des droits des migrants développées avec l'Institut international de droit humanitaire ;
- une soixantaine d'acteurs de la vie démocratique en Tunisie (élus, responsables de partis politiques, acteurs de la société civile et du secteur des médias) ont bénéficié de formations, mises en œuvre avec l'Ecole politique de Tunis, portant sur des thématiques telles que communication politique et vie démocratique ; enjeux et défis des élections locales ;

- Environ, 100 personnes responsables des institutions et organes nationaux ont été formés en RCA sur la collaboration dans le cadre du travail gouvernemental. A l'issue de cette formation, l'OIF, à la demande du Président de la République centrafricaine, a mobilisé une expertise de haut niveau pour élaborer un Projet d'instruction générale sur l'organisation du travail gouvernemental. Ce document d'une grande importance a été remis en mars 2019 au Chef de l'Etat centrafricain.
- Plus de trois cents rapports sur les migrations dans l'espace francophone diffusés en version papier et numérique en novembre et décembre 2018.

411		CREDITS			
		initial	modifié	ordonné	Taux d'exécution
2015	31 déc.	845 000 €	835 000 €	582 267 €	70%
2016	31 déc.	845 000 €	749 700 €	636 151 €	85%
2017	31 déc.	740 000 €	624 063 €	560 107 €	90%
2018	31 déc.	710 000 €	690.000 €	552 647 €	83%

Résultat intermédiaire du P411	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
La prévention et la gestion des crises et des conflits ainsi que la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée sont améliorées	proportion (en %) d'Etats membres appuyés en situation de fragilité ayant bénéficié d'un soutien significatif de l'OIF en faveur du rétablissement de la paix, la sécurité et la stabilité de leurs institutions	%	57	100	100	81	75
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Les acteurs des crises et des conflits sont rapprochés, s'accordent sur les conditions du dialogue et parviennent à des accords de paix	proportion (en %) de crises/conflits au sein des États membres pour lesquels des concertations et dialogues ont été initiés et/ou conduits avec l'appui politique de la Francophonie	%	57	100	100	69	70
	proportion (en %) de crises/conflits au sein des États membres pour lesquels des accords de paix et accords politiques ont été conclus avec l'appui politique et/ou technique de la Francophonie.	%	29	25	50	58	60
La synergie avec les autres organisations internationales est renforcée	proportion (en %) de crises/conflits au sein des États membres pour lesquels des initiatives conjointes avec les partenaires internationaux ont été menées	%	57	50	50	67	70
L'approche et les outils francophones en matière de gestion des crises, de prévention des conflits, de la radicalisation violente et de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée sont valorisés auprès des partenaires internationaux	30 publications font référence aux approches et outils de la Francophonie	nombre	25	30	30	43	45
Le renforcement des capacités des institutions et acteurs francophones, en particulier les jeunes et les femmes, leur assure une participation accrue en matière de prévention des crises et de la radicalisation violente, de gestion des conflits et de la lutte contre le terrorisme	nombre de sollicitations de l'expertise francophone en matière de prévention et de gestion des crises et de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée par les partenaires nationaux et internationaux.	nombre	14	20	30	31	30



4.1.2. COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	OS 4 : Contribuer à la prévention et à la gestion des conflits, à l'accompagnement des transitions et à la consolidation de la paix			
Résultat final	La Francophonie contribue à l'établissement d'un environnement stable et apaisé dans l'espace francophone			
Résultat intermédiaire attendu	L'expertise technique et politique de la Francophonie contribue au fonctionnement efficace des institutions de transition et à une meilleure gestion des processus électoraux			
Intitulé du programme	Transitions et processus électoraux			
ODD associés				
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues			



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Partout dans le monde et depuis plusieurs années déjà, on observe les signes d'une fragilisation démocratique, à l'aune de la transition démographique tant en Afrique que dans le monde occidental et du phénomène de globalisation. Fragilisation dont les symptômes inquiétants sont notamment la hausse de l'abstention, l'installation de puissant vote populiste et la fragilisation des Institutions garantes de l'Etat de droit⁹. L'utilité et la légitimité de la valeur du vote, chaînon important d'un processus électoral abouti, est de plus en plus questionné dans son utilité et efficacité.

Néanmoins, dans les pays en sortie de crise, notamment en Afrique, qui ont connu une rupture de la démocratie et qui, du fait de la transition politique consécutive, voient leurs institutions fragilisées, la réhabilitation de l'état de droit, la modernisation de l'état civil permettant de créer les conditions de préparation et de tenue d'élections libres, fiables, inclusives, transparentes et démocratiques constituent un enjeu majeur. Pour l'OIF, la réunion de ces conditions est un vecteur et une garantie d'une vie politique apaisée.

S'agissant des processus électoraux, l'enjeu est, dans plusieurs pays, la stabilisation du cadre juridique électoral, la professionnalisation des organes de gestion des élections, la modernisation de l'état civil dont dépendent la crédibilité des listes électorales et l'établissement des fichiers électoraux biométriques. Près de trente ans après la démocratisation des systèmes politiques, les enjeux y afférents sont encore nombreux et requièrent, de la part des Etats et Gouvernements, une réponse pluridisciplinaire pour y faire face. Ces sont, pour certains, notamment des réponses liées à la gestion des difficultés politiques et techniques des élections. A cet égard, le financement des élections sur fonds nationaux, la professionnalisation et l'indépendance des institutions électorales, l'usage vertueux du numérique et la problématique du caractère inclusif des processus électoraux restent des défis majeurs à relever.

Dans ce contexte, les actions de l'OIF ont visé à renforcer les institutions de l'Etat de droit, à moderniser l'état civil et à créer les conditions de préparation et de tenue d'élections libres, fiables, inclusives, transparentes et démocratiques, conditions nécessaires pour garantir une vie politique apaisée.

L'accompagnement de l'OIF a également contribué à renforcer les capacités de la société civile en vue des campagnes de sensibilisation et d'information à l'intériorisation des principes démocratiques par les citoyens afin de leur permettre de jouer un rôle plus accru dans l'animation de la vie politique. Un accent particulier a été également mis sur la promotion des jeunes et des femmes, catégories sensibles et souvent marginalisées.

⁹ « Où va la démocratie ? » enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique, Plon, 2018



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (31 MAI 2018)

Résultats atteints : Afin d'apporter sa contribution au fonctionnement efficace des institutions de transition et à une meilleure gestion des processus électoraux, l'OIF a enregistré, pour les résultats immédiats visés, les principales avancées suivantes :

Résultat immédiat 1 : Les capacités des acteurs impliqués dans la conduite de la transition sont renforcées en vue de la tenue d'élections inclusives et transparentes

- Le déploiement d'Envoyés spéciaux et les missions d'information et de contacts conduites en vue de médiation et facilitation politiques dans les pays où les préparatifs et la tenue des élections risquent de générer une crise ont contribué à la création de conditions de dialogue et de rétablissement de la confiance entre les acteurs politiques mais également au renforcement du bon fonctionnement des institutions électorales au **Burundi** en décembre 2017 et mai 2018, au **Cameroun** en février 2018, en **République démocratique du Congo** en novembre 2017, au **Niger** en février 2018, au **Mali** en mars 2018, en **Guinée, Guinée Bissau**, etc. ;
- La participation de l'OIF, aux concertations internationales ayant pour objectif de trouver une issue favorable aux crises politique et institutionnelle, a contribué à la valorisation de la position, des outils et de l'expertise francophone, déployée en vue de l'aboutissement des transitions ainsi que de la bonne conduite des processus électoraux dans l'espace francophone. L'Envoyé spécial de la Secrétaire générale de la Francophonie pour la région des Grands Lacs, a pris part aux réunions du Groupe international de contact (GIC) tenues en mai 2017 à Washington, en juin 2017 à Genève et en octobre 2017 à La Haye et à Brazzaville, en février 2018 à Addis-Abeba. L'OIF s'est activement impliquée dans l'accompagnement du processus électoral et la tenue de l'élection présidentielle en juillet et août 2018 au Mali. L'Envoyé spécial de la Secrétaire générale et des experts politiques et électoraux ont effectué plusieurs séjours sur le terrain en vue de renforcer la confiance entre les acteurs et les capacités des organes en charge des élections. Le même accompagnement a été déployé, de mai à décembre 2018, à d'autres pays, notamment à Madagascar, en RDC, au Niger, en RCA, en Guinée ...

Résultat immédiat 2 : Les acteurs des processus électoraux, y compris les femmes et les jeunes, s'approprient durablement les mécanismes relatifs à la gestion des processus électoraux

- L'OIF a renforcé son accompagnement dans des domaines clés (pour l'établissement de fichiers électoraux crédibles, la professionnalisation des organes de gestion des élections, ou encore la gestion équilibrée des contentieux électoraux) et contribuer ainsi à prévenir les crises voire les violences qui peuvent émerger dans ces contextes d'élection. L'OIF a réorienté ses interventions en faveur de l'assistance électorale ; celle-ci étant le seul moyen permettant aux acteurs nationaux (y compris les femmes et les jeunes) de s'approprier durablement le savoir-faire électoral ;

De juin 2017 à mai 2018, l'OIF a déployé près d'une trentaine de missions d'expertise ainsi que des missions d'information et de contacts à l'occasion des élections dans plus d'une dizaine de pays : **Bénin** en 2017, **Cameroun** en septembre 2017, janvier et mars 2018, **République démocratique du Congo** : missions d'appui technique de mai 2017 à mai 2018 puis Missions d'information et de contacts pour les élections présidentielle et législatives du 30 décembre 2018, **Guinée** en juin 2018 pour l'évaluation du contexte global, puis de juillet à septembre 2018 pour l'audit du fichier électoral, **Haïti** juin 2017, **Madagascar** juin, octobre 2017 et janvier 2018, **Mali** en novembre 2017 mars, avril et juin 2018, **Niger** en décembre 2017 février et mai 2018, **République centrafricaine** de février à mai 2018, **Rwanda** en aout 2017 et **Togo** en 2017 ;

- Les actions d'audit de fichiers électoraux (RCA en mars 2018, Mali en avril 2018, RDC en mai 2017 et en mai 2018), de renforcement des capacités des institutions et organes électoraux (RDC, RCA, Madagascar, Mali, Cameroun, Guinée) ont contribué au rétablissement de la confiance entre les acteurs politiques et à résorber ainsi les litiges électoraux susceptibles de se transformer, à termes, en crises ou conflits et enfin de permettre la tenue d'élections ;
- L'OIF a également déployé une mission d'expertise technique auprès du Conseil national des droits de l'Homme d'Egypte à l'occasion de l'élection présidentielle en mars 2018. Elle a ainsi mobilisé un expert en matière d'observation nationale des élections auprès du CNDH durant le scrutin chargé d'observer les pratiques développées par le CNDH en matière de sensibilisation et d'observation nationale et de formuler des recommandations destinées à renforcer le dispositif rassemblées dans un rapport qui a été partagé avec le CNDH de l'Egypte.

Résultat immédiat 3 : L'approche de la Francophonie est prise en compte dans la gestion des transitions

- L'OIF a privilégié la mise en place de synergies utiles devant permettre d'apporter des solutions pour un parachèvement rapide et acceptable des transitions. L'OIF a contribué à la mise en place de cadres de concertation, tout en procédant au renforcement des capacités techniques des acteurs et institutions assurant la gestion des transitions (RCA, RDC, Guinée Bissau, etc...);
- Dans la mise en œuvre de ses actions multiformes, tant sur le plan politique que technique, l'OIF a poursuivi les initiatives concertées avec les acteurs nationaux et internationaux. Ce qui a permis à l'expertise francophone d'être reconnue et respectée par les parties prenantes nationales ainsi que par les partenaires internationaux. L'OIF a organisé une réunion extraordinaire du Groupe international de contact (GIC) sur le processus électoral en RDC, le 7 juillet 2017 à Paris en présence des autorités congolaises et sur la base du rapport de sa mission d'évaluation électorale déployée en mai 2017 ;
- En matière électorale, la Francophonie, par ses réseaux institutionnels a contribué à l'appropriation par les nationaux des mécanismes d'organisation et de contrôle des élections (Séminaires de Cotonou mars 2017 ; Praia décembre 2017 et Madagascar mars 2018)

Résultat immédiat 4 : L'expertise francophone en matière d'accompagnement des transitions et des processus électoraux est renouvelée et renforcée

S'agissant de l'assistance électorale et de l'accompagnement des processus électoraux, l'OIF a contribué au renforcement de la crédibilité des organes de gestion des élections. Elle a œuvré en faveur de la mise en place d'organes de gestion des élections permanents et professionnels. Le Niger s'est ainsi doté d'un tel organe et Haïti aussi est en voie de le faire. Grâce au séminaire d'imprégnation et de croisement d'expériences organisé en juin 2017, l'OIF a permis à la Guinée d'envisager en parfaite connaissance de cause la réforme de la CENI dans le sens de sa professionnalisation et en faveur de la baisse des coûts des élections. S'agissant des fichiers électoraux, et considérant le lien étroit entre l'état civil et la crédibilité des listes électorales, l'OIF s'est engagée pour la modernisation des systèmes de l'état civil, le but étant d'approfondir la réflexion sur les meilleurs procédés de renforcement des capacités des structures qui en assurent la gestion, de manière à faciliter à court, moyen et long terme, l'identification des personnes en âge de voter. Dans cette perspective, et conformément à l'atelier organisé en partenariat avec *International IDEA* à Addis-Abeba (novembre 2016), l'OIF s'est investie dans le renforcement des systèmes d'état civil engagés dans ses Etats membres notamment ceux du Sud par un appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans stratégiques nationaux élaborés à cet effet (Guinée, Niger). Dans la même optique, elle a organisé à Paris, en octobre 2017, en partenariat avec certains de ses réseaux institutionnels (AFAPDP, RECEF, ANF, AIPPF, FRANCOPOL), un séminaire d'échanges destiné notamment à favoriser la mise en cohérence des efforts des partenaires internationaux dans ce domaine et pris part à la 4^{ème} Conférence des Ministres africains en charge de l'état civil qui s'est tenue à Nouakchott du 4 au 8 décembre 2017.



ACTIVITES SIGNIFICATIVES

- Réunion extraordinaire du Groupe international de contact (GIC) sur le processus électoral en RDC organisé par l'OIF, le 7 juillet 2017 à Paris en présence des autorités congolaises et sur la base des résultats de la mission d'évaluation électorale déployée en mai 2017 ;
- Reconnaissance par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) du rôle majeur joué par l'OIF en faveur de l'état civil en l'admettant en 2017 comme membre du « Groupe régional d'appui au Programme africain pour l'amélioration accélérée des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil » (APAI CRVS) ;
- Renforcement de la coopération avec d'autres partenaires internationaux impliqués dans l'appui à la modernisation de l'état civil (UNICEF, Banque mondiale, Union européenne...);
- Actions d'audit de fichiers électoraux (Madagascar en octobre 2017, RCA en mars 2018, Mali en avril 2018, RDC en mai 2017 et en mai 2018) ;
- Publication d'un Manuel sur le contentieux électoral qui se veut un guide pratique pour les juges électoraux francophones ;
- Actualisation du guide des pratiques journalistiques en période électorale.



REALISATIONS EN CHIFFRES




L'OIF est intervenue dans plusieurs pays de l'espace francophone. Elle a contribué à la formation du personnel et au renforcement des capacités des organes impliqués dans les processus électoraux. On peut estimer le nombre de séminaires et d'actions de renforcement de capacités à une trentaine. Ces actions ont touché directement environ 500 personnes. La formation des formateurs peut concerner des milliers de personnes.

412		CREDITS			
		initial	modifié	ordonnancé	Taux d'exécution
2015	31 déc.	2 000 000 €	2 754 968 €	1 432 563 €	52%
2016	31 déc.	1 915 000 €	2 716 811 €	1 609 449 €	59%
2017	31 déc.	1 745 000 €	1 970 841 €	1 206 314 €	61%
2018	31 déc.	1 745 000 €	2 555 817 €	1 907 564 €	75%

Résultat intermédiaire du P412	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
L'expertise technique et politique de la Francophonie contribue au fonctionnement efficace des institutions de la transition et à une meilleure gestion des processus électoraux	proportion (en %) des transitions et des processus électoraux accompagnés par la Francophonie ayant été menés selon les standards identifiés	%	55	100	90	80	80
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Les capacités des acteurs impliqués dans la conduite de la transition sont renforcées en vue de la tenue d'élections inclusives et transparentes	taux de réalisation des objectifs fixés aux acteurs de la transition accompagnés par la Francophonie	%	60	100	90	80	80
Les acteurs des processus électoraux, y compris les femmes et jeunes, s'approprient durablement les mécanismes relatifs à la gestion des processus électoraux	taux de réalisation des objectifs fixés aux acteurs impliqués dans les processus électoraux et accompagnés par la Francophonie	%	75	70	75	82	85
L'approche de la Francophonie est prise en compte dans la gestion des transitions	proportion (en %) d'initiatives conjointes avec les partenaires internationaux dans le cadre des transitions accompagnés par la Francophonie	%	60	80	80	75	70
L'expertise francophone en matière d'accompagnement des transitions et des processus électoraux est renouvelée et renforcée	nombre de sollicitations de l'expertise francophone dans le cadre des transitions et des processus électoraux	nombre	7	-	10	10	10



4.1.3 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	Contribuer à la prévention et à la gestion des conflits, à l'accompagnement des transitions et à la consolidation de la paix		
Résultat final	La Francophonie contribue à l'établissement d'un environnement stable et apaisé dans l'espace francophone		
Résultat intermédiaire attendu	La participation des Etats et personnels francophones aux opérations de paix est accrue, les institutions issues de la transition sont durablement consolidées et les systèmes de sécurité sont renforcés, notamment dans le cadre de la lutte contre le terrorisme		
Intitulé du programme	Maintien et consolidation de la paix		
ODD associés			
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues		



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Le programme 4.1.3 « Maintien et consolidation de la paix » entend répondre aux objectifs généraux de l'OIF d'appuyer les processus de transition démocratique, la réforme du secteur de la sécurité, la promotion des droits de l'homme et de l'Etat de droit ainsi que la lutte contre l'impunité, en favorisant en particulier une contribution de qualité des Etats membres de l'OIF aux opérations de paix des Nations unies et en déployant des actions de terrain qui visent à consolider la paix, à lutter contre le terrorisme et à prévenir la radicalisation violente dans l'espace francophone.

Entre 2017 et 2018, la moitié des missions de maintien de la paix onusiennes étaient déployées sur des théâtres francophones : dans ce contexte, pouvoir et savoir interagir en français est indispensable pour une meilleure communication au sein même des Etats-majors multinationaux et pour l'efficacité de la conduite et la réussite des mandats, notamment celui relevant de la protection des civils.

Par ailleurs, en raison de la complexité du contexte nouveau marqué par les menaces asymétriques (en particulier *terrorisme et radicalisation violente*), les Nations unies ont adapté les mandats et les moyens des opérations de maintien de la paix (OMP) avec l'émergence des missions multidimensionnelles qui concourent à l'instauration d'un environnement stable et sécurisé, en accompagnant le renforcement ou le rétablissement des institutions nationales, symboles de la vitalité démocratique, de l'Etat de droit et du respect des droits de l'Homme.

Outre la nécessité de renforcer le multilinguisme à travers l'usage concret du français dans les missions onusiennes déployées dans l'espace francophone, les Nations unies tout comme l'OIF ont manifesté la volonté d'encourager la participation de personnels féminins, notamment en les confiant des postes de responsabilité et de commandement au plus haut niveau. Dans ce contexte où évoluent les actions de proximité des unités onusiennes, il est capital d'établir un lien de confiance avec les populations et les autorités locales (prise en compte des spécificités locales et des problématiques liées au Genre).

Il est donc important pour l'OIF de renforcer son rôle majeur dans la mobilisation effective des Etats et personnels francophones en faveur d'un engagement subséquent au sein des missions de paix, en particulier celles en cours dans

l'espace francophone, dans la consolidation des institutions issues de la transition, et dans le renforcement des systèmes de sécurité, notamment dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (31 MAI 2018)

Afin d'apporter sa contribution à l'accroissement de la participation des pays **francophones aux OMP, à la prévention du terrorisme et à la lutte contre la radicalisation**, l'OIF a enregistré, pour les résultats immédiats visés, les principales avancées suivantes :

Résultat immédiat 1 : Les Etats francophones sont sensibilisés à la nécessité de participer aux opérations de paix

- A travers l'**Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix**, lancé en mars 2017 en partenariat avec la France, le Canada et la Belgique, un séminaire a été organisé et accueilli à la Représentation de l'OIF auprès des Nations unies (RPNY), du 4 au 6 octobre 2017, sur la « Génération de force » (prérequis et planification de l'engagement dans une opération de paix onusienne). Dans le même cadre de l'Observatoire, l'OIF, en partenariat avec le Département de l'Appui aux Missions (DAM) des Nations unies, a organisé les 29 et 30 novembre 2017 à Paris, une seconde session de formation sur les procédures de recrutement des experts pour le maintien de la paix. Celle-ci a bénéficié à des points focaux désignés par les Ministres des Affaires étrangères des États et gouvernements membres de la Francophonie et en charge de la promotion et de la coordination du recrutement d'experts civils francophones au sein des OMP.
- Le 27 octobre 2017, la Secrétaire générale a pu plaider devant le Conseil de sécurité en faveur des droits et de la protection des femmes, ainsi que leur apport inestimable dans les opérations de médiation et de paix. Cette intervention a été réalisée dans le cadre du **débat public sur la mise en œuvre de l'agenda « femmes, paix et sécurité »** organisé par la présidence française.
- La Secrétaire générale de la Francophonie a également participé à la **réunion des ministres de la Défense sur le maintien de la paix**, organisée par les Nations unies et le Canada, et regroupant les Etats déployant du personnel dans le cadre des OMP. Celle-ci s'est tenue à Vancouver, les 14 et 15 novembre 2017, et a été l'occasion pour l'OIF de mettre l'accent sur l'importance des contributions francophones et de la participation des femmes au sein des OMP.
- L'OIF a apporté son appui à la participation de stagiaires d'Afrique subsaharienne et d'Afrique du Nord à la session 2017 du **Cours supérieur international (CSI)** organisé, du 4 septembre au 8 décembre 2017, par l'Ecole d'application des officiers de la Gendarmerie roumaine de Rosu.
- Soutien de l'OIF à l'organisation d'une **Formation de conseillers militaires et d'experts sur les procédures de remboursement**, par l'ONU, des Matériels appartenant aux contingents (M.A.C) et aux Unités de Police constituées des Nations unies (N'Djaména, Tchad, du 23 au 26 octobre 2017).
- Appui à l'organisation du 19 février au 2 mars 2018 à Rueil-Malmaison (France), par la France, en coopération avec les Nations unies, **d'une formation de formateurs d'officiers supérieurs francophones** (45 stagiaires militaires et policiers, issus de 28 pays francophones) qui vise à garantir une unicité de formation aux contingents d'origines diverses et à faciliter l'engagement des pays ciblés dans les missions de maintien de la paix.
- L'OIF s'est associée à l'ONU (Division de la Police) et à l'Union Africaine pour organiser, du 9 au 14 mai 2018 à Dakar (Sénégal), le premier **Cours préparatoire francophone destiné aux femmes officiers supérieurs de la Police et de la Gendarmerie pour les postes de commandement dans les OMP**.
- En collaboration avec la Division Police de l'ONU, l'OIF a soutenu l'organisation, par le Réseau international francophone de formation policière (FRANCOPOL), **d'une formation de formateurs au processus de recrutement des policiers et gendarmes individuels au sein des OMP ou au Secrétariat des Nations unies**. Tenue à Paris du 11 au 13 juin 2018, la formation a bénéficié à 24 formateurs (policiers, gendarmes, et diplomates) en provenance de 12 Etats francophones contributeurs aux OMP.
- Un projet d'élaboration de la première édition d'un **Guide pratique des pays contributeurs francophones aux OMP** est initié, dès septembre 2018, par le Ministère des Armées de la France, en étroite collaboration avec l'OIF (DAPG).
- Avec le soutien de l'OIF et de la mission de coopération de défense française au Cambodge, **un stage d'observateurs militaires ONU** s'est tenu, du 15 octobre au 2 novembre 2018, au Centre national des forces de

maintien de la paix, de déminage et de gestion des déchets de guerre – NPMEC (Oudong, Cambodge). Le stage a été l'occasion pour des experts de l'Ecole de maintien de la Paix (EMP) de Bamako de partager leurs connaissances et savoir-faire dans le domaine des opérations de la paix auprès de 27 officiers des Forces armées royales khmères (FARK) dont 6 femmes. L'objectif était de préparer les participants à un déploiement opérationnel et de leur permettre de maîtriser les tâches dévolues aux observateurs militaires en mission dans un contexte multinational.

- Avec le concours financier de l'OIF, **FRANCOPOL a pu décentraliser son 5^{ème} Congrès international à Dakar au Sénégal**. Coïncidant avec le 10^{ème} anniversaire du réseau, la rencontre s'est déroulée du 17 au 19 octobre 2018 et a constitué le premier Congrès du réseau organisé en Afrique. Ce dernier a porté sur la thématique « Gestion des risques et des nouvelles menaces » dans l'espace francophone, et a regroupé près de deux cents participants issus de plus de 20 pays membres de l'OIF.
- Grâce au soutien de l'OIF et du ministère des Armées de la France, l'Observatoire Boutros Ghali du maintien de la paix a organisé, le 25 octobre 2018 au siège des Nations unies à New York, **un séminaire consacré à la mise en œuvre de l'initiative « Actions pour le maintien de la paix »** portée par le Secrétaire général de l'ONU en vue de renforcer l'efficacité des OMP onusiennes. Traitant plus particulièrement des défis des partenariats et de la performance, l'événement a réuni une soixantaine d'experts et de représentants d'Etats francophones membres de l'ONU ainsi que des fonctionnaires onusiens.
- **Un colloque sur « l'interculturalité au prisme des actions militaires »**, organisé par l'Etat-major spécialisé pour l'outre-mer et l'étranger (EMSOME) de la France avec le soutien et la coprésidence de l'OIF, s'est tenu le 28 novembre 2018 à Paris. L'événement a vu notamment la participation de M. Parfait Onanga-Anyanga, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en Centrafrique et Chef de la MINUSCA.

Résultat immédiat 2 : La langue française et l'expertise francophone sont valorisées dans les opérations de paix

- Le **Tome 3 de la Méthode « En avant ! »** (méthode d'apprentissage du français sur objectifs militaires) a été publié et la version internationale du Tome 2, dont la rédaction a démarré en 2017, a été finalisée et diffusée. .
- Avec le soutien de l'OIF, l'Université Senghor à Alexandrie a entamé, en partenariat avec des experts francophones, l'élaboration du **CLOM (cours en ligne ouvert et massif), en langue française, «Paix et sécurité en Afrique francophone»**, dont le but est d'étudier et de proposer des réponses aux crises en cours sur le continent africain.

Résultat immédiat 3 : Les capacités des acteurs nationaux œuvrant dans le domaine de la réforme des systèmes de sécurité (RSS) sont renforcées, y compris dans le domaine de la lutte contre le terrorisme (et la prévention de la radicalisation violente)

- Organisation, les 15 et 16 octobre 2017 à Bamako (Mali), d'un **séminaire intitulé : « Renforcer les capacités d'analyse et de réflexion stratégique des Etats membres du G5 Sahel »**, qui répond à l'objectif de l'OIF de développer des outils d'analyse préventive et de prospective pour renforcer les capacités d'anticipation des risques et des menaces à la paix et à la sécurité des 5 Etats du G5 Sahel.
- Appui à l'élaboration et à la publication en 2018 par FRANCOPOL **du Guide sur « La gestion négociée des événements et des rassemblements publics »**. Son objectif est d'inspirer les principaux acteurs engagés et impliqués dans la gestion de l'espace public et des manifestations à travers la mise en lumière des principes régissant cette problématique sur le plan opérationnel (formation et équipement).
- Organisation à Ottawa du 9 au 11 mai 2018 de la **Conférence internationale « Déclaration de Saint-Boniface, douze ans après »**, en partenariat avec le ministère des Affaires mondiales du Canada et l'Université d'Ottawa. Le but était de redynamiser l'approche et les outils de l'OIF en matière de prévention des conflits et de sécurité humaine.
- La mise en place par l'OIF, le 7 septembre 2018, du premier **Réseau francophone de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents pouvant conduire au terrorisme (FrancoPREV)** permet de fédérer, autour de cet enjeu, des experts issus d'institutions publiques, de la recherche et de la société civile. Le réseau repose sur quatre axes d'intervention : diffusion des recherches et partage des connaissances ; plaidoyer, sensibilisation, dialogue et échange ; formation, notamment en matière de contre-discours et de discours alternatifs ; renforcement des capacités et mobilisation de la société civile. A la suite de son lancement, FrancoPREV a tenu sa conférence inaugurale à Bruxelles le 13 décembre 2018, en collaboration avec la Fédération Wallonie-Bruxelles. Celle-ci a rassemblé une soixantaine d'experts et de représentants d'Etats et de gouvernements de la Francophonie autour des problématiques actuelles de

prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents, avec un accent sur la lutte contre les discours de haine et de propagande favorable à la violence. Au terme de la rencontre, FrancoPREV a lancé sa plateforme de communication.

- Un soutien de l'OIF a permis la participation des pays francophones (en particulier ceux du continent africain) à la dixième **Conférence internationale des institutions de médiation des forces armées (ICOAF)**, organisée par le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF) à Johannesburg (Afrique du Sud) du 28 au 30 octobre 2018 sur le thème : « Evolutions des rôles et responsabilités des forces armées et leurs implications pour les institutions de médiation ».
- Dans le prolongement des actions menées afin de renforcer les capacités d'analyse et de réflexion stratégique des Etats membres du G5 Sahel (cf. ci-dessus), l'OIF et le Secrétariat permanent du G5 Sahel ont procédé à la signature à Nouakchott (Mauritanie), le 6 décembre 2018, d'un **Mémoire d'entente**. Celui-ci constitue un cadre pour la coopération dans les domaines de la justice, des droits de l'Homme, de la bonne gouvernance, de la promotion du vivre ensemble, et de la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents pouvant conduire au terrorisme.

Résultat immédiat 4 : Les capacités des nouvelles institutions issues de la transition sont renforcées

- Une **expertise multiforme (juridique, technique et politique) a été mise à disposition des nouvelles autorités centrafricaines (RCA)**, contribuant ainsi au renforcement du dialogue entre institutions et acteurs nationaux dans le cadre de la transition.



ACTIVITES SIGNIFICATIVES

Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix. Le **30 mars 2017**, l'Observatoire est officiellement lancé par l'OIF, la France (ministère des Armées), le Canada (ministère des Affaires mondiales) et la Belgique (Service public fédéral des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement) dans le but de favoriser une meilleure appropriation, par les Etats francophones contributeurs de personnels, des sujets liés au maintien de la paix dans toutes ses dimensions, renforcer le dialogue triangulaire entre les Etats engagés dans le maintien de la paix, le Conseil de sécurité et le Secrétariat des Nations unies, et accompagner les Etats francophones dans leurs démarches visant à mieux préparer leur participation dans les missions de paix.

Séminaire francophone « Renforcer les capacités d'analyse et de réflexion stratégique des Etats membres du G5 Sahel ». En partenariat avec le Réseau de réflexion stratégique sur la Sécurité au Sahel (2r3s) et la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS), l'OIF a organisé, à Bamako les 15 et 16 octobre 2017, un atelier de renforcement des capacités des centres d'études stratégiques des 5 Etats du G5 Sahel. Ce séminaire s'inscrit dans l'objectif de l'OIF d'accompagner des Etats et gouvernements membres du G5 Sahel mais également du Secrétariat permanent du G5 Sahel, à travers la mise en place d'outils d'analyse préventive et de prospective dans le but de renforcer leurs capacités d'anticipation des risques et des menaces à la paix et à la sécurité dans le bassin sahélo-saharien.

Evolution de la méthode d'apprentissage du français sur objectifs militaires, lancée par la France et l'OIF en 2011. Celle-ci intéresse de plus en plus de pays, non francophones, contributeurs de personnels dans les opérations de paix onusiennes.

La Conférence internationale « Déclaration de Saint-Boniface, douze ans après », organisée à Ottawa du 9 au 11 mai 2018, a permis de favoriser, au moyen de recommandations, l'enrichissement de l'éventail des modalités d'intervention francophones dans les domaines de la prévention des conflits et de la sécurité humaine.

Durant l'année 2018, l'OIF a participé aux **consultations pour l'élaboration de la Déclaration d'engagements communs concernant le maintien de la paix des Nations unies**. Grâce notamment aux efforts de plaidoyer menés par l'OIF, les lignes directrices qui sont développées dans la *Déclaration* reprennent un langage plus inclusif sur les organisations internationales partenaires et mentionnent spécifiquement les compétences linguistiques dont doit disposer le personnel des OMP. Cette *Déclaration* a été au centre d'une réunion de haut niveau sur l'action en faveur du maintien de la paix, organisée lors de la 73^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2018, et au cours de laquelle la Secrétaire générale de la Francophonie est intervenue.

Lancement, le 7 septembre 2018 à Paris, du premier Réseau francophone de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents pouvant conduire au terrorisme (FRANCOPREV).

Signature, le 6 décembre 2018 à Nouakchott (Mauritanie), du **Mémoire d'entente entre l'OIF et le Secrétariat permanent du G5 Sahel**.


REALISATIONS EN CHIFFRES


- ✓ Les actions de renforcement de capacités (formation, sensibilisation...) au maintien de la paix ont touché plus de **300 personnes issues d'une quarantaine de pays** et relevant de domaines professionnels variés (militaires, policiers, gendarmes, experts civils, etc.).
- ✓ La conférence « Déclaration de Saint-Boniface, douze ans après » a mobilisé la participation **d'une centaine de personnes**.
- ✓ **23 500 exemplaires** d'« En Avant ! » (méthode d'apprentissage du français sur objectifs militaires) ont été diffusés.
- ✓ Dans le cadre de FrancoPREV, **une soixantaine d'experts et de représentants d'Etats et de gouvernements membres de la Francophonie** ont été réunis pour partager des expériences et bonnes pratiques autour de la problématique de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents pouvant conduire au terrorisme.

413		CREDITS			
		initial	modifié	ordonnancé	Taux d'exécution
2015	31 déc.	800 000 €	720 000 €	516 305 €	72%
2016	31 déc.	800 000 €	753 400 €	498 832 €	66%
2017	31 déc.	700 000 €	583 226 €	423 404 €	73%
2018	31 déc.	690 000 €	800 717€	514 830 €	64%

Résultat intermédiaire du P413	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
La participation des Etats et personnels francophones aux opérations de paix est accrue, les institutions issues de la transition sont durablement consolidées et les systèmes de sécurité sont renforcés, notamment dans le cadre de la lutte contre le terrorisme	proportion de personnels issus d'Etats francophones prenant part aux opérations de paix menées au sein de l'espace francophone	%	25	36	38	37.9	40
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Les Etats francophones sont sensibilisés à la nécessité de participer aux opérations de paix	nombre de formations dispensés dans les centres francophones de formation aux opérations de paix disposant de la labellisation des Nations unies	nombre	12	15	16	19	20
La langue française et l'expertise francophone sont valorisées dans les opérations de paix	nombre d'Etats ou d'organismes non-francophones ayant demandé un accès à la Méthode d'enseignement du français pour les forces de défense et de sécurité	nombre	102	120	130	135	150
Les capacités des acteurs nationaux œuvrant dans le domaine de la réforme des systèmes de sécurité (RSS) sont renforcées, y compris dans le domaine de la lutte contre le terrorisme (et la prévention de la radicalisation violente)	proportion de recommandations formulées dans les rapports d'évaluation RSS réalisés avec le soutien de la Francophonie, qui sont mises en application	%	20	20	25	21	50
Les capacités des nouvelles institutions issues de la transition sont renforcées	nombre de textes fondamentaux rédigés avec le soutien de la Francophonie qui reprennent des dispositions des accords politiques de transition	nombre	2	2	3	2	3



5.1.1 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	OS5 – Contribuer à renforcer l'accès des filles et des garçons à une éducation et à une formation de qualité en vue de l'insertion professionnelle et citoyenne
Résultat final	Tous les enfants (filles et garçons) et les jeunes (femmes et hommes) bénéficient respectivement d'une éducation de base et d'une formation professionnelle et technique de qualité dans l'espace francophone.
Résultat intermédiaire attendu	Les pays appuyés ont adopté et mis en œuvre des innovations et réformes éducatives visant à réduire les décrochages scolaires et à assurer la réussite des élèves, en particulier en matière d'apprentissage du français.
Intitulé du programme	Programme 511 - Appui aux innovations et aux réformes éducatives à l'apprentissage massif et à l'enseignement du français (PAIRE).
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	<ol style="list-style-type: none"> 1. Afrique de l'ouest 2. Océan indien 3. Afrique centrale



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Les disparités entre filles et garçons dans l'accès à l'éducation, en particulier au niveau primaire et secondaire, sont toujours très importantes. Les discriminations fondées sur le genre se cumulent souvent avec les difficultés que rencontrent les plus vulnérables. C'est en Afrique, notamment dans des pays membres de la Francophonie, que les retards les plus significatifs persistent. Selon l'UNESCO, environ 22 millions d'adolescent(e)s n'y sont pas scolarisés et 44% d'enfants n'atteignent pas la dernière année du primaire.

Le cadre d'action Education 2030, élaboré à l'issue du Forum mondial sur l'Education (Incheon - mai 2015) et le programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté lors du Sommet des Nations Unies (COP 21) à Paris, ont rappelé les objectifs fondamentaux pour l'amélioration de la qualité de l'éducation.

Sur cette base, la Francophonie, dont l'accès à une l'éducation de qualité a toujours été un thème de prédilection, se doit de jouer un rôle de premier plan pour relever les défis de la qualité et de l'équité face au droit à l'éducation, en particulier dans les pays francophones d'Afrique. C'est en ce sens qu'a été défini le Cadre stratégique de la Francophonie (2015-2022), dans lequel le présent programme s'inscrit parfaitement, notamment dans le cadre de l'objectif stratégique 5 qui vise à « Renforcer l'accès des filles et des garçons à une éducation et à une formation de qualité en vue de l'insertion professionnelle et citoyenne ».

Ce programme a pour objectif d'appuyer les pays qui le souhaitent à adopter des innovations et à mener des réformes nécessaires, selon les contextes, en vue de mettre en place une école de qualité pour tous (EQPT), adaptée aux besoins actuels et futurs. Ce programme a ouvert de grands chantiers dans les secteurs de l'alphabétisation et l'éducation non formelle depuis 2017. Il s'inscrit également dans une approche de continuum éducatif.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (AU 31 DECEMBRE 2018)

Résultat immédiat 1 : les politiques éducatives sont reformées pour réduire les décrochages scolaires, améliorer la qualité de l'éducation et favoriser la réussite des élèves, notamment en ce qui concerne l'apprentissage massif et l'enseignement du français

- **A Madagascar, le programme poursuit son soutien au gouvernement malgache dans le cadre des réformes du système éducatif** à travers la mise en œuvre de plans d'action notamment la réduction des redoublements, le décrochage scolaire, ainsi que la réforme des curricula et des contenus d'enseignement. Nous apportons notre soutien à la mise en place d'un observatoire national et de cinq observatoires régionaux de bonnes pratiques en matière d'accès et de rétention scolaire.
- **Au Benin, Mali, Côte d'Ivoire, Sénégal, Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, République démocratique du Congo - RDC, Niger, Togo, Maroc et au Tchad, 12 études de cas sur les référentiels nationaux en collaboration avec l'UIL -UNESCO** ont été réalisées afin de renforcer les capacités des équipes nationales dans la mesure des impacts des programmes d'alphabétisation. Ce travail a débouché sur la validation d'un référentiel de compétences harmonisé.
- **Atelier de consultation sur l'alphabétisation et l'éducation non formelle** (10 pays francophones présents). Elaboration d'une stratégie et d'un plan d'action innovants dans le domaine de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle afin de mieux orienter les actions de l'IFEF pour le quadriennium 2019-2022. (Dakar, Sénégal, Juillet 2018).
- **En Côte d'Ivoire, le programme poursuit son soutien au gouvernement dans le cadre de la réforme du système éducatif** notamment pour intégrer l'éducation à l'entrepreneuriat. Des mesures ont été prises par le gouvernement ivoirien pour intégrer l'éducation à l'entrepreneuriat dans le système éducatif ivoirien notamment à travers une communication adoptée en Conseil des ministres et validée par une attestation du gouvernement. Au niveau du Ministère de l'éducation des heures pour l'enseignement à l'éducation à l'entrepreneuriat ont été intégrées dans les emplois du temps du primaire et du secondaire. Cette approche est intégrée désormais au programme national de développement de la Côte d'Ivoire (PND). Il a été également retenu pour bénéficier des financements du programme d'investissement public en 2018.
- **Au Gabon, le programme poursuit son soutien** dans le cadre de la réforme du collège. La réforme du collège est inscrite dans la politique éducative du Gabon. En effet, cet projet permet de créer des liens dans le système éducatif gabonais, de réduire les ruptures qui existent à tous les niveaux et de bâtir un véritable système qui soit cohérent. Le programme a apporté un appui technique à travers la mobilisation d'expertise internationale et nationale. La première phase des travaux du socle commun de connaissances et de compétences notamment la production des outils de la 6^{ème} année du collège et le profil de sortie de la 6^{ème} année du collège a été finalisée et un accent particulier a été mis sur la communication orale et écrite en français ainsi que d'autres disciplines dites transversales. Un accord-cadre entre le gouvernement gabonais et l'OIF est en cours de finalisation.
- **Conformément au projet de résolution adopté lors du sommet des chefs d'État de la Francophonie à Madagascar en 2016 et également dans le cadre du lancement de l'appel francophone d'Erevan en 2018**, l'OIF à travers l'IFEF en collaboration avec l'UNESCO Dakar a organisé un atelier de renforcement des capacités des formateurs sur la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation. L'objectif en 2019 est de travailler conjointement en vue de l'introduction de cette problématique dans les systèmes éducatifs et par conséquent d'inscrire dans les plans stratégiques d'éducation des pays.

Résultat immédiat 2 : Des réformes curriculaires sont adoptées et des outils innovants sont développés et utilisés

- **Au Sénégal**, appui à la réalisation des activités préparatoires pour l'ouverture de 30 classes passerelles dans la région de Matam notamment la révision du curriculum des classes passerelles notamment la production de plusieurs outils:
 - les guides des classes passerelles étapes 1 et 2 ;
 - les outils de suivi et de gestion ;
 - le manuel de procédures pour les classes passerelles ;
 - les modules sur la formation pratique ;
 - le référentiel de formation des facilitateurs et des superviseurs ;
 - l'emploi du temps de la formation initiale et complémentaire des facilitateurs et des superviseurs.
- ✓ la formation de 88 enseignants (facilitateurs) et superviseurs ainsi que l'acquisition de tablettes pour

les enseignants (facilitateurs) et superviseurs.

- **Au Gabon**, un profil de sortie des élèves s'inscrivant dans la dynamique de la vocation industrielle du Gabon a été élaboré à travers la production du socle de l'année 6, pour chaque discipline, comportant :
 - le profil de sortie dans la discipline ;
 - les compétences de l'année ;
 - les paliers de compétences (correspondant à un trimestre) ;
 - 3 situations d'intégration relatives à chaque palier ;
 - les principales ressources (savoirs et savoir-faire) à développer et une planification des apprentissages pour chaque palier.
- ✓ Organisation d'un atelier de formation des cadres du ministère (inspecteurs, conseillers, directeurs régionaux des académies) à l'approche pédagogique adoptée dans le socle commun de connaissances et de compétences et aux techniques de l'expérimentation du socle en novembre 2018.
- ✓ Elaboration d'un module de formation des formateurs d'enseignants expérimentateurs en décembre 2018 pour la mise en place du socle dans les écoles de l'échantillon.
- **En Côte d'Ivoire**, le programme a appuyé le ministère de l'Education nationale afin d'intégrer, dans les programmes scolaires, de nouveaux contenus liés à l'entrepreneuriat. Le développement de l'entrepreneuriat dans le système éducatif du pays est une mesure d'accompagnement à la politique de l'Ecole obligatoire. Cette approche se présente comme une stratégie innovante qui contribuera à renforcer les acquis dans le domaine socioéducatif et coopératif chez les apprenants et à donner une réponse efficace au décrochage scolaire et à l'employabilité des diplômés. Depuis 2017, de nouveaux contenus et des outils liés à l'entrepreneuriat ont été produits entre autres :
 - l'élaboration d'une boîte à outils des qualités et des valeurs entrepreneuriales ;
 - l'élaboration d'une boîte à outils des compétences ;
 - l'élaboration du programme d'animation ;
- ✓ **de 161 écoles pilotes pratiquant l'éducation à l'entrepreneuriat en 2016 à 2500 écoles en 2017 et à environ 10 000 écoles en 2018.**
- **Education au développement durable**, une deuxième étude a été menée en 2018 en complément à la première. Elle consiste à réaliser un état des lieux de l'enseignement des contenus liés à l'«éducation au développement durable». Cette deuxième étude a visé davantage de pays. Elle a permis d'identifier les connaissances et les compétences qui sont enseignées, aux niveaux primaire, secondaire et universitaire ainsi que les lacunes qui restent à combler dans ce domaine.
L'objectif est de permettre aux Etats qui souhaitent d'intégrer l'éducation au développement durable dans les programmes scolaires.

Résultat immédiat 3 : Les technologies de l'information et de la communication sont mieux intégrées dans les systèmes éducatifs des pays ciblés

- ✓ **A Madagascar**, dans le cadre du Projet d'Appui à la Redéfinition de la Politique Educative à Madagascar (ARPEM), devenue depuis 2016 Appui à la Réforme de l'éducation à Madagascar (AREM), un appui en vue à la fois de réduire le décrochage scolaire, les redoublements et favoriser l'intégration du numérique est également apporté au pays en 2018, il s'agit de la mise en place :
 - d'un cadrage juridique et institutionnel de la Politique TICE ;
 - d'un Observatoire national et 5 Observatoires régionaux de bonnes pratiques en matière d'accès et de rétention scolaire;
 - d'une politique d'insertion, de réinsertion et de rétention scolaire ;
 - du renforcement de la communication institutionnelle sur la rétention scolaire.
- ✓ **En Côte d'Ivoire**, le programme a permis au Ministère de l'éducation nationale de prendre en compte de nouveaux contenus liés au numérique depuis le mois de décembre 2017. Il s'agit notamment de développement d'application, de développement de site web dynamique éducatif, de développement de logiciel libre et professionnel. De nombreuses applications ont été produites par les élèves du collège et du lycée dans le cadre

du concours Web Arts Creativity ainsi que le forum d'éducation à l'entrepreneuriat. Ci-dessous quelques réalisations faites par les élèves dans la langue française :

- une plateforme pour promouvoir l'entrepreneuriat scolaire ;
 - une plateforme pour promouvoir la vente en ligne de nourriture saine pour les élèves;
 - une plateforme pour la mise en ligne des livres et annales pour la préparation des examens
 - une plateforme de soutien scolaire en ligne etc..
- ✓ **Au Sénégal, des tablettes ont été octroyés aux enseignants facilitateurs** pour la gestion des classes et la préparation des cours. Les enseignants facilitateurs seront également formés en 2019 dans **la production de ressources numériques en français afin d'améliorer les pratiques pédagogiques.**
 - ✓ **Au Gabon, une plateforme numérique** a été mise en place en vue d'assurer la continuité du travail accompli, elle permet aux différents d'échanger et de mutualiser les ressources produites lors des différentes sessions de travail. **Le numérique a été intégré dans le curriculum du collège en tant que discipline à part entière** mais aussi en tant que discipline transversale.
 - ✓ **Une plateforme numérique a été élaborée dans le cadre de notre collaboration avec l'UNESCO sur la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation (PEV-E).** Elle intègre désormais la dimension de l'éducation à la citoyenneté mondiale qui englobe les aspects de la PEV-E et de l'éducation au développement durable.

ACTIVITES SIGNIFICATIVES

Le programme intervient sur le volet éducation et entrepreneuriat depuis deux ans dans le cadre de la réforme curriculaire en Côte d'Ivoire a fait l'objet de mutualisation de bonnes pratiques et d'échanges d'expériences avec le Gabon en 2018. **Cette approche est désormais intégrée dans le curriculum du collège au niveau de la 6^{ème} année au Gabon.**

Les financements de l'OIF à travers l'IFEF ont permis en 2018 au Ministère de l'Education de la Côte d'Ivoire de réaliser un progrès considérable dans **l'étape de généralisation de l'éducation entrepreneuriale.** Les formations dans les CAFOP, à l'école normale supérieure, la formation des responsables des établissements ont également permis de disposer d'un ensemble de cadres capables de restituer et de faire le suivi autant en région qu' au plan local.

Dans le secteur de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle, le programme a appuyé la réalisation des activités préparatoires pour l'ouverture de 30 classes passerelles dans la région de Matam au Sénégal. **Les outils produits par le programme dans le cadre de ces activités sont utilisés par les autres partenaires techniques et financiers qui travaillent sur la problématique notamment l'UNICEF.**

Dans le cadre de notre collaboration avec l'UNESCO sur la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation (PEV-E), nous avons finalisé la production de la plateforme (avec les pays) issue des recommandations des pays. Elle intègre désormais la dimension de l'éducation à la citoyenneté mondiale qui englobe les aspects de la PEV-E et de l'éducation au développement durable. **L'objectif en 2019, est de travailler conjointement avec l'UNESCO dans la contextualisation des outils de l'OIF et de l'UNESCO dans les pays qui nous sollicitent.**

Validation d'un référentiel de compétences harmonisé pour 12 pays francophones dans le cadre du programme de Recherche Action : « Mesure des apprentissages des bénéficiaires des programmes d'alphabétisation – RAMAA » en collaboration avec l'UIL – UNESCO

REALISATIONS EN CHIFFRES


- 126 directeurs régionaux et départementaux, secrétaires généraux coordonnateurs, régionaux, et formateurs relais accompagnateurs ont été formés à l'éducation à l'entrepreneuriat en Côte d'Ivoire.
- + de 1 000 000 d'élèves formés pratiquent des activités entrepreneuriales dans les classes du préscolaires, primaires et secondaires.
- + de 15 000 enseignants accompagnateurs suivent les élèves dans le cadre de l'enseignement de l'éducation à l'entrepreneuriat.
- + de 140 inspecteurs, conseillers pédagogiques et formateurs de formateurs sont formés au Gabon à l'APC dans le cadre de la réforme du collège.
- + de 10 outils pédagogiques et de gestion ont été élaborés pour les classes passerelles au Sénégal.

511		CREDITS			
		initial	Modifié	ordonnancé	Taux d'exécution
2015	31 déc.	300 000 €	300 000 €	219 611 €	73%
2016	31 déc.	300 000 €	278 200 €	238 402 €	77%
2017	31 déc.	250 000 €	253 579 €	242 786 €	96%
2018	31 déc.	240 000 €	544 000 €	492 049 €	90%

Résultat intermédiaire du P511	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Les pays appuyés ont adopté et mis en œuvre des innovations et réformes éducatives visant à réduire les décrochages scolaires et à assurer la réussite des élèves, en particulier en matière d'apprentissage du français	nombre de réformes éducatives adoptées favorisant la qualité de l'apprentissage du français	Nombre	0	2	4	4	3
RÉSULTATS IMMÉDIATS							
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
511.1 Les politiques éducatives sont réformées pour réduire les décrochages scolaires, améliorer la qualité de l'éducation et favoriser la réussite des élèves, notamment en ce qui concerne l'apprentissage massif et l'enseignement du français	proportion de pays appuyés ayant mis en place une plateforme de concertation et de suivi de la mise en œuvre des normes de qualité et d'équité dans les établissements privés et publics	%	0	50	80	100	100
511.2 Des réformes curriculaires sont adoptées et des outils innovants sont développés et utilisés, notamment pour l'enseignement et l'apprentissage massif du français en contexte plurilingue	proportion de programmes appuyés réformés	%	0	50	80	100	100
511.3 Des normes de qualité et d'équité sont établies et mises en œuvre sous l'égide de l'État afin d'éliminer toute discrimination dans l'accès à une éducation de qualité	proportion de pays appuyés dans lesquels les documents de politiques éducatives faisant consensus parmi les principaux acteurs de l'éducation sont adoptés	%	0	50	80	100	100
511.4 Les pays ciblés intègrent l'utilisation des langues nationales dans leur système d'enseignement et leur politique éducative	proportion de pays appuyés ayant intégré des langues nationales dans l'enseignement	%	0	0	50	50	100
511.5 Les technologies de l'information et de la communication sont mieux intégrées dans les systèmes éducatifs des pays ciblés, notamment en vue de promouvoir l'enseignement et l'apprentissage massifs du français	nombre de pays ayant élaboré un document de politique d'intégration des TIC dans le système éducatif	Nombre	0	2	2	3	2



5.1.2 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	Renforcer l'accès des filles et des garçons à une éducation et une formation de qualité tout au long de la vie, pour un meilleur apprentissage et une insertion professionnelle
Résultat final	Les filles et les garçons ainsi que toutes et tous les jeunes (femmes et hommes) ont accès respectivement à une éducation et une formation de qualité et à une insertion professionnelle
Résultat intermédiaire attendu	Les systèmes éducatifs nationaux dans les aires linguistiques ciblées prennent en compte et/ou renforcent l'enseignement bilingue dans les cycles préscolaire et primaire.
Intitulé du programme	Programme 512 - Ecole et langues nationales
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	Afrique subsaharienne



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Pour rappel, le programme Ecole et langues nationales (ELAN) accompagne les pays membres de la Francophonie dans leur choix de faire de l'éducation bilingue « français-langues premières des apprenants » un vecteur d'amélioration de la qualité de l'éducation au cycle primaire. Aussi, et dans le prolongement des activités de la phase 1 (2012-2016) de l'Initiative ELAN-Afrique, les activités programmées au cours des années 2017 et 2018 visent d'une part des activités transversales de renforcement de capacités des cadres des ministères de l'éducation nationale des pays partenaires (12 pays d'Afrique subsaharienne) dans les différents domaines de l'éducation bilingue, et d'autre part, l'appui à la mise en œuvre d'un plan d'action national pour chacun des pays. L'ambition forte de cette seconde phase (2017-2020) est d'accompagner les Etats qui en ont fait le choix dans l'extension/généralisation de l'éducation bilingue après des années d'expérimentation. Les autres objectifs de cette phase 2 sont de créer un cadre de mutualisation dans le domaine de la lecture-écriture, et de prendre en compte la dimension non linguistique (dont les mathématiques) dans ce programme.

En outre, la recherche d'une synergie d'actions entre les différents programmes de l'IFEF confirme la volonté affichée par l'Institut à travailler à la mutualisation des compétences pour asseoir un socle d'expertises à même de favoriser des changements qualitatifs à grande échelle dans les pays membres. La création du réseau francophone LECTURE s'inscrit en droite ligne de cette ambition de capitalisation des pratiques pédagogiques porteuses au profit des élèves.

Par ailleurs, le programme ELAN a pour mission de contribuer à la promotion des langues partenaires du français, à travers l'appui à des initiatives d'autres acteurs comme les Organisations non gouvernementales, ou parfois en relation avec d'autres institutions nationales ou internationales comme l'UNESCO.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (AU 31 DECEMBRE 2018)

Afin de contribuer à ce que les systèmes éducatifs nationaux dans les aires linguistiques ciblées prennent en compte et/ou renforcent l'enseignement bilingue dans les cycles préscolaire et primaire, l'IFEF a enregistré pour chacun des résultats immédiats visés, les avancées suivantes :

Réalisations transversales (aux deux résultats immédiats) de renforcement des capacités des acteurs des pays partenaires

- Atelier de renforcement de capacités en conception de manuels de lecture bilingues pour les élèves du primaire, 5ème année, 14 participants

- Atelier de production de lexiques spécialisés pour l'enseignement des mathématiques (français-langues nationales) : 21 participants
- Atelier de renforcement de capacités des formateurs ELAN pour la formation des enseignants de 2ème année : 16 participants
- Atelier de renforcement de capacités en transfert de compétences dans le contexte de l'enseignement bilingue français-langues africaines : 33 participants
- Atelier de formation au suivi pédagogique et à l'évaluation formative en contexte bilingue : 22 participants
- Atelier constitutif du réseau francophone LECTURE, avec comme noyau les pays partenaires de l'Initiative ELAN-Afrique : 20 participants
- Atelier sur l'enseignement des disciplines non linguistiques en contexte bilingue : programme, approches pédagogiques et outils : 20 participants.
- Formation régionale des formateurs nationaux à l'approche ELAN de l'enseignement-apprentissage de la lecture-écriture pour la 3ème année du primaire : 11 participants
- Réunion du groupe d'experts ELAN et rencontre sur le transfert de compétences : 23 participants
- Atelier d'état des lieux des besoins nationaux pour la planification de l'extension de l'enseignement bilingue : 25 participants

Résultat immédiat 1 : Les politiques linguistiques éducatives des pays ciblés intègrent davantage l'enseignement bilingue dans les cycles préscolaire et primaire

Travaux d'expertises dédiés à l'élaboration ou à la révision d'outils de références pour l'enseignement bilingue au primaire :

- Révision des guides d'orientation élaborés au cours de la phase 1
- Elaboration d'un référentiel de compétences élèves pour les niveaux 4, 5 et 6 du primaire
- Elaboration d'un guide d'orientation pour l'enseignement des mathématiques en contexte bilingue
- Elaboration de fiches pédagogiques pour le transfert de compétences linguistiques
- Elaboration d'un guide à l'utilisation des fiches pédagogiques élaborées pour le transfert de compétences linguistiques :
- Etude de faisabilité d'un programme d'enseignement bilingue au préscolaire dans trois pays ELAN : Côte d'Ivoire, Sénégal et Togo
- Appui de Madagascar pour définir les profils de sortie et les seuils de performance des élèves du sous-cycle 1 en lecture en malagasy
- Elaboration d'une feuille de route des experts dans le cadre de la réorientation stratégique du programme.

Activités dans le cadre de la synergie ELAN-IFADEM

- Plusieurs séminaires de conception de dispositifs de FAD pour les plans de développement de l'enseignement bilingue ont été organisés ainsi que des rencontres inter-pays qui ont débouchées sur la production de 3 modules d'enseignements.

Autres développements de synergie

- Organisation à Paris d'un atelier pour la finalisation de documents co-construits avec l'UNESCO : finalisation du paquet de ressources dans le cadre du Programme de formation pour les formateurs de l'éducation bilingue (ProFEB).
- Organisation avec l'UNESCO d'un atelier de formation sur l'enseignement des STIM sensible au genre
- Participation à des ateliers communs et échanges avec le programme LPT de l'USAID au Sénégal sur le bilinguisme au Sénégal
- Echanges avec le programme SIRA de l'USAID au Mali dans le cadre du plan d'action national d'enseignement bilingue
- Mission de contact avec EDM (Enfants du Monde) pour apporter l'expertise d'ELAN au PROQEB (Programme pour la promotion de la qualité de l'éducation de base) du Tchad, coordonné par EDM

Résultat immédiat 2. Les enseignants (femmes et hommes) et les agents de l'éducation (femmes et hommes) ont intégré dans leurs pratiques professionnelles l'approche de l'enseignement bilingue

Missions de suivi pédagogique : elles visent à accompagner les activités pays, notamment les activités de classe. Missions de suivi pédagogique en RD Congo, Bénin, Mali, Niger, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Togo, Sénégal, Cameroun

Missions de finalisation et de validation des plans d'action pays : ces missions ont été conduites essentiellement au cours du premier semestre de l'année 2018. Les plans d'action pays finalisés, qui sont pour certains en faveur de l'extension/généralisation de l'enseignement bilingue (plus de langues, plus d'écoles) permettent la mise à disposition des subventions.

Formation nationale des enseignants, directeurs d'école et encadreurs pédagogiques de la zone expérimentale (Kindia) de Guinée à l'approche ELAN de l'enseignement-apprentissage de la lecture-écriture, 26 participants.

Productions de nouveaux films de sensibilisation à l'enseignement bilingue.

Promotion des langues partenaires du français :

- Célébration de la journée internationale de la langue maternelle dans les pays partenaires de l'Initiative
- Appui à des structures de promotion des langues nationales, partenaires du français.



ACTIVITES SIGNIFICATIVES

Avec un processus d'adhésion de plus de 2 ans, la Guinée a finalement rejoint le pays partenaires du programme à partir d'octobre 2017. Le plan d'action a été validé en avril 2018 et la formation des enseignants, directeurs d'école et encadreurs pédagogiques de la zone expérimentale à l'approche ELAN de l'enseignement-apprentissage de la lecture-écriture a eu lieu en août 2018.

En rapport avec l'appui aux pays qui souhaitent passer à l'extension/généralisation de l'enseignement bilingue, ELAN et IFADEM ont travaillé au cours de deux années (2017 et 2018) à élaborer des outils pour une formation à distance d'effectifs importants d'enseignants de quatre pays (Madagascar, Mali, Niger et RDCongo). Il s'agit de modules et de livrets dont les thèmes ont été retenus à la suite d'une analyse des besoins exprimés par les responsables de la formation de ces quatre pays.

L'une des principales difficultés que rencontrent les enseignants qui tiennent les classes bilingues est la gestion pédagogique et didactique du passage au français, après que les premiers enseignements-apprentissages aient été faits en langues premières des apprenants. Aussi, et à la suite de trois rencontres, des fiches pédagogiques ainsi qu'un guide à l'exploitation de ces fiches ont été élaborés et seront bientôt mis à la disposition des équipes pays en charge de la formation des enseignants.

L'éducation bilingue a jusqu'ici fait une place de choix aux questions d'enseignement-apprentissage de la langue à travers l'enseignement de la lecture-écriture. Très rarement traitée, l'enseignement des disciplines non linguistiques, en particulier celui des mathématiques en langues nationales. Le programme ELAN a élaboré au cours de ces deux dernières années un guide pour l'enseignement des mathématiques en contexte bilingue. Bien plus, une rencontre sur l'enseignement des disciplines non linguistiques (mathématiques, SVT, histoire-géographie....) a permis d'apprécier l'expérience des pays partenaires dans ce domaine.

Enfin, une étude de faisabilité a permis d'apprécier l'intérêt de trois pays pour la mise en place d'un programme d'enseignement bilingue (français-langues nationales africaines) au préscolaire. Le rapport d'étude est disponible.



REALISATIONS EN CHIFFRES

- près de 2500 écoles bilingues
- plus de 3500 classes bilingues
- 6000 enseignants
- Plus de 225 000 élèves
- 35 langues d'enseignement, en plus du français

Documents de référence produits au bénéfice des acteurs des douze pays au cours des années 2017 et 2018 :

- Guide d'orientation à l'approche bi-plurilingue de l'enseignement des langues africaines et du français & Guide d'orientation à l'approche bi-plurilingue ELAN de l'enseignement du français», nouvelles versions ;
- Guide d'orientation à l'enseignement des mathématiques en contexte bilingue ;
- Guide pour l'exploitation des fiches pédagogiques pour le transfert de compétences ;
- Fiches pédagogiques pour le transfert de compétences linguistiques langues africaines-français, pour dix langues africaines ;
- Référentiel de compétences élèves en lecture pour les niveaux 4, 5 et 6 en contexte bilingue au primaire.


512 ¹⁰		CREDITS			
		initial	modifié	ordonnancé	Taux d'exécution
2015	31 déc.	1 125 000 €	2 695 997 €	1 282 276 €	48%
2016	31 déc.	1 080 000 €	4 817 900 €	1 271 165 €	26%
2017	31 déc.	1 000 000 €	3 971 984 €	1 176 090 €	45%
2018	31 déc.	960 000 €	3 225 081 €	2 073 150 €	64%

Résultat intermédiaire du P512	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Les systèmes éducatifs nationaux dans les aires linguistiques ciblées prennent en compte et/ou renforcent l'enseignement bilingue dans les cycles préscolaire et primaire	proportion de pays ciblés dont les curricula intègrent l'enseignement bilingue	%	27	27	28	33	38
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
512.1 Les politiques linguistiques éducatives des pays ciblés intègrent davantage l'enseignement bilingue dans les cycles préscolaire et primaire en lien avec le programme 511	proportion de pays ciblés ayant adopté au moins un texte politique, législatif ou réglementaire en faveur de l'enseignement bilingue	%	16	17	20	25	27
512.2 Les enseignants femmes et hommes) et les agents de l'éducation (femmes et hommes) ont intégré dans leurs pratiques professionnelles l'approche de l'enseignement bilingue	proportion des enseignants F/H ayant intégré de façon satisfaisante l'approche bilingue dans leur pratique professionnelle	%	50	52	55	55	60

¹⁰ Les crédits du programme 5.1.2 comprennent des fonds FMU et des fonds extra budgétaires. Les fonds extrabudgétaires ne sont pas consommés annuellement mais pluri-annuellement.



5.1.3 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	Renforcer l'accès des filles et des garçons à une éducation et à une formation de qualité en vue de l'insertion professionnelle et citoyenne				
Résultat final	Tous les enfants (filles et garçons) et les jeunes (femmes et hommes) bénéficient respectivement d'une éducation de base et d'une formation professionnelle et technique de qualité dans l'espace francophone				
Résultat intermédiaire attendu	Les enseignantes et enseignants de l'éducation de base délivrent un enseignement du et en français de qualité.				
Intitulé du programme	Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres				
ODD associés					
Régions de la francophonie concernée	1. Afrique	2. Caraïbes	3. Moyen Orient	4. Océanie	Toutes régions confondues



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Dans la poursuite des efforts engagés lors de la période précédente, IFADEM s'est fixé plusieurs objectifs, répondant à plusieurs enjeux majeurs auxquels sont confrontés les Etats et gouvernements de la Francophonie. Parmi ces objectifs, on relève:

- L'évolution de l'Initiative vers le second cycle de l'école de base, dans le cadre des réformes en cours visant à installer l'école obligatoire de 6 à 16 ans;
- La massification de la formation, de manière à toucher, grâce à un dispositif hybride et hautement contextualisé, le plus grand nombre d'enseignants et personnels éducatifs;
- L'appropriation de la formation par les structures en charge de sa mise en œuvre et plus généralement par les Ministères de l'éducation par l'intégration d'IFADEM dans leurs plans/stratégiques nationaux de formation continue;
- La pérennisation de l'équipe en place au sein du Comité de Coordination à l'IFEF afin de garantir la qualité et la pérennité de l'Initiative en tant que telle.

C'est dans ce sens, et avec ces objectifs en tête, que le programme a déployé ses actions au cours de la période concernée, obtenant des résultats significatifs, détaillés et chiffrés ci-dessous.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (31 MAI 2018)

Afin de contribuer à ce que les enseignantes et enseignants de l'éducation de base délivrent un enseignement du et en français de qualité, l'OIF a enregistré pour chacun des résultats immédiats visés, les avancées suivantes :

Résultat immédiat 1 : Les capacités des institutions et des personnels en charge de la formation continue, des enseignantes et enseignants de l'éducation de base, sont renforcées

- Aux Comores, formation de 15 concepteurs de contenus à la production d'outils d'auto-formation et de 90 tuteurs à l'accompagnement et à l'encadrement du dispositif de formation, ainsi qu'à la création d'outils de suivi/évaluation;

- Au Mali, formation de 16 référents pédagogiques (conseillers pédagogiques et professeurs d'IFM) pour la formation des directeurs d'école; formation de 403 directeurs d'école au dispositif IFADEM et à l'accompagnement de sa mise en œuvre par les enseignants dans les classes ;
- En Haïti, formation de 27 cadres en charge de la gestion et du pilotage de la formation des enseignants, de 120 encadreurs pédagogiques et de 15 animateurs/ responsables des espaces ou ponts numériques ;
- Au Togo, formation de 12 concepteurs à la production des outils d'auto-formation, de 16 et 21 tuteurs formés à l'accompagnement des enseignants ;
- Au Burkina Faso, formation de 46 concepteurs à la conception des livrets, à l'ingénierie de la FAD et l'intégration des TICE, 110 tuteurs et 67 responsables des structures déconcentrées formés au suivi, encadrement et évaluation d'un dispositif hybride de formation. 16 cadres du ministère ont suivi une FAD à l'université de Rouen sur la gestion et le pilotage d'un dispositif hybride et 7 autres ont été formés à la pédagogie et à la création d'un environnement scolaire sensible au genre grâce à un partenariat établi avec l'UNESCO ;
- Au Tchad, 80 tuteurs (inspecteurs et animateurs pédagogiques des Centre de Formation Continue des Enseignants), 41 inspecteurs de l'enseignement primaire, 11 inspecteurs de l'enseignement départemental et de la promotion civique et 3 délégués régionaux de l'éducation nationale et de la jeunesse ont été formés à l'élaboration d'outils de suivi et d'évaluation du dispositif de tutorat IFADEM, l'utilisation des outils informatique et internet et l'encadrement à distance. 16 cadres de l'administration centrale du ministère ont reçu une formation certifiant sur la gestion et le pilotage d'un dispositif de formation à distance grâce à un partenariat établi avec l'Université de Rouen. 5 autres ont bénéficié d'une formation des formateurs à la prise en compte du genre organisée en partenariat avec l'UNESCO ;
- En Côte d'Ivoire (septembre 2017 à mars 2018): mission de collecte de données auprès de 150 directeurs d'écoles primaires publiques dans les régions de Abengourou, Dabou, Korhogo, Man et Yamoussoukro. Cette mission a permis d'identifier les besoins de formation prioritaires de cette composante lors d'un atelier organisé sur la même période ;
 - Finalisation du référentiel des compétences du Directeur d'école et élaboration des termes de référence pour la formation de 1373 chefs d'établissement ;
 - Finalisation des 2 livrets pour les D.E.P sur les thématiques portant sur l'accompagnement pédagogique et le management des activités scolaires ;
 - Le référentiel métier et le référentiel de formation du D.E.P sont validés et intégrés au document de la DRH intitulé «*Référentiel des métiers de l'administration scolaire* ».
- En République démocratique du Congo (RDC): 99 inspecteurs, conseillers d'enseignements des provinces éducationnelles du Haut-Katanga, Lualaba, Haut-Lomami et Tanganyika ont été formés au contenu des livrets pendant les vacances d'été 2018 pour assurer l'encadrement des enseignants dans les réseaux d'écoles de proximité.

Résultat immédiat 2 : Les capacités des enseignantes et enseignants, pour l'enseignement du et en français, prioritairement en zones rurales, sont renforcées

- Au Mali : fin en septembre 2017, du parcours de formation des 2000 enseignants débuté en décembre 2016 et évaluation finale;
- Aux Comores : 3957 enseignants du primaire ont été formés pendant 5 mois et évalués en décembre 2018 sur 4 modules ainsi que sur leur pratique de classe. On relève un taux de réussite d'un peu plus de 52%, ce qui est un chiffre très encourageant dans la mesure où le dispositif ciblait l'ensemble des enseignants de l'archipel, dont certains suivaient une formation pour la première fois. ;
- Au Togo, 600 enseignants ont suivi le dispositif de formation autour de 5 livrets entre janvier 2017. Une évaluation a été organisée au terme du parcours de formation. La certification équivaut à une réussite au concours national d'écrit du CAP (certificat d'aptitude pédagogique) ;
- En Haïti, 1637 enseignants ont suivi le parcours de formation établi sur 9 mois. Une évaluation sur l'appropriation des contenus des livrets et le transfert des acquis dans les pratiques a été organisé sous forme d'inspection pédagogique en juin 2017. 87, 3% ont été certifiés ;

- Au Burkina Faso, le dispositif de formation pour 2000 enseignants dont 200 du post primaire a été lancé en mars 2018. Le parcours de formation établi sur 8 mois s'est poursuivi en auto-formation avec l'accompagnement des tuteurs. Le second regroupement des a été organisé pendant la première quinzaine du mois de décembre 2018;
- Au Tchad : La formation de 2000 enseignants encadrés par 80 tuteurs a été lancée le 18 janvier 2018. Le 1er regroupement de trois jours a été organisé simultanément dans les régions de l'Ouaddaï, du Guéra et du Mayo Kébi Est. À mi-parcours une évaluation du dispositif par les acteurs nationaux a permis de corriger quelques insuffisances et d'améliorer la qualité de prestations de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des activités. Le deuxième regroupement a eu lieu pendant la seconde quinzaine du mois de décembre 2018.
- En RDC, les 2 073 enseignants des provinces éducationnelles du Haut-Katanga, Lualaba, Haut-Lomami et Tanganyika sont inscrits dans le cycle de formation IFADEM 2018-2019

Résultat immédiat 3 : Les méthodes d'enseignement sont améliorées à la faveur de pratiques innovantes, de l'emploi de nouveaux outils didactiques et de nouvelles méthodes pédagogiques

- Aux Comores : réhabilitation de 24 salles ayant vocation à accueillir un point d'accès au numérique, composé en fonction des localités et de leurs fréquentations, d'une moyenne de 5 ordinateurs connectés à internet, d'un vidéoprojecteur et d'une imprimante multifonctions. Ces points permettent un maillage complet de l'ensemble des trois îles et l'accès facile de tous les acteurs (enseignants et encadreurs) à l'outil informatique et à l'internet.
- Au Mali : installation, au sein de 4 instituts de formation des maîtres, de Centres Virtuels de Formation, composés chacun d'une moyenne de 10 ordinateurs connectés à internet et visant à l'organisation de formation informatique et internet pour les enseignants de la formation initiale et continue des zones concernées.
- En Haïti, tenant compte des difficultés énergétiques et d'accès aux espaces numériques aménagés aux chefs-lieux des départements, un dispositif de classe numérique mobile a été déployé. Au total, 15 points d'accès à Internet dont 12 classes numériques mobiles et 3 espaces numériques ont été aménagés et connectés à Internet. A partir de 2018, une plateforme de FAD a été développée et des contenus revus pour en accès en ligne.
- Au Togo, une dotation de 40 téléphones portables destinés aux tuteurs et encadreurs pédagogiques ainsi qu'un lot de 12 ordinateurs de bureau, 4 ordinateurs portables, 4 vidéo projecteurs et 4 imprimantes destinés à la direction de la formation continue et aux 3 ENI partenaires ont été mis à disposition. Ce matériel devrait faciliter la mise en œuvre du dispositif et la formation à l'intégration des TIC dans l'éducation.
- Au Burkina Faso, 140 tablettes ont été distribuées aux tuteurs et encadreurs pédagogiques, 30 ordinateurs mis à la disposition des concepteurs de contenus et 4 espaces numériques aménagés respectivement à la direction générale de l'Encadrement pédagogique et de la formation Initiale et continue, à la direction régionale de l'enseignement provincial secondaire de Manga et dans les écoles nationales des enseignants du primaire de Loubila et de Koudougou.
- Au Tchad, 3 espaces numériques ont été entièrement rénovés et équipés de matériels informatiques et connectés à internet. Les salles sont alimentées par une source d'énergie solaire dans les écoles normales d'instituteurs (ENI) des villes d'Abéché, Bongor et Mongo. La Direction de la formation des enseignants aura le privilège de bénéficier d'une construction neuve qui devra abriter un espace numérique.
- En RDC, dans l'optique de créer une communauté d'échange, les tuteurs et concepteurs (97) ont été équipés chacun, d'un ordinateur portable et d'une connexion Internet.

ACTIVITES SIGNIFICATIVES

Sur demande du Ministère de l'éducation nationale comorien, un appui a été mis en place pour accompagner le Ministère dans l'élaboration de sa stratégie nationale de formation continue des personnels de l'éducation. Deux experts sont mobilisés pour ce faire. Ils ont d'abord réalisé un état des lieux qui a été présenté au niveau national en octobre 2018 et vont poursuivre leurs travaux jusqu'à la proposition d'une stratégie à adopter au Ministre au cours de l'année 2019.

La phase pilote au Burkina ouvre des perspectives d'élargissement du dispositif à l'ensemble du cycle fondamental. parmi les 2000 enseignants en formation, 200 sont du post primaire. Sur demande du Ministre en charge de l'éducation nationale

et de l'Alphabétisation, une élaboration des livrets additionnels est lancée pour les enseignants du préscolaire et l'enseignement des sciences physiques.

REALISATIONS EN CHIFFRES

Sur la période concernée (2017-décembre 2018), IFADEM se traduit par:



- 36 200 enseignants et près de 2000 formateurs et encadreurs formés dans 7 pays ;
- Plus de 2000 ouvrages et dotations pédagogiques distribués ;
- 60 espaces et points d'accès internet aménagés ;
- Environ 200 000 élèves touchés.

513		CREDITS			
		initial	modifié	ordonnancé	Taux d'exécution
2015	31 déc.	1 275 000 €	2 963 991 €	1 239 167 €	42%
2016	31 déc.	1 225 000 €	2 601 419 €	2 218 815 €	85%
2017	31 déc.	1 150 000 €	3 971 984 €	1 776 090 €	45%
2018	31 déc.	1 100 000 €	2 713 309 €	2 246 406 €	83%

INDICATEURS							
Résultat intermédiaire du P513	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Les enseignantes et enseignants de l'éducation de base délivrent un enseignement du et en français de qualité	taux d'accroissement des enseignants certifiés dans le cadre d'IFADEM	%	0	15,3	175	220	144
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
513.1 Les capacités des institutions et des personnels en charge de la formation continue, des enseignantes et enseignants de l'éducation de base, sont renforcées	nombre de cadres (pédagogiques et administratifs) des ministères de l'Éducation formés	nombre	800	840	1459	3241	2 400
513.2 Les capacités des enseignantes et enseignants, pour l'enseignement du et en français, prioritairement en zones rurales, sont renforcées	proportion d'enseignants et enseignantes formés achevant et validant la formation IFADEM (taux de réussite à la certification)	%	0	88.5	86.2	83.7	85
513.3 Les méthodes d'enseignement sont améliorées à la faveur de pratiques innovantes, de l'emploi de nouveaux outils didactiques et de nouvelles méthodes pédagogiques	nombre d'expérimentations TICE menées	nombre	5	7	9	17	15



5.1.4 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	OS5 – Contribuer à renforcer l'accès des filles et des garçons à une éducation et à une formation de qualité en vue de l'insertion professionnelle et citoyenne		
Résultat final	Tous les enfants (filles et garçons) et les jeunes (femmes et hommes) bénéficient respectivement d'une éducation de base et d'une formation professionnelle et technique de qualité dans l'espace francophone		
Résultat intermédiaire attendu	L'insertion professionnelle des jeunes femmes et hommes s'est accrue dans les filières stratégiques pour la Francophonie et les pays ciblés		
Intitulé du programme	Formation et insertion professionnelle des jeunes (FIJ)		
ODD associés			
Régions de la francophonie concernée	<ol style="list-style-type: none"> 1. Afrique de l'ouest 2. Océan indien 3. Afrique centrale 4. Asie du sud-est 		



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Le programme a pour objectif d'améliorer l'insertion professionnelle des jeunes en vue de lutter contre le chômage et le sous-emploi en assurant une adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail. L'accent est porté sur l'élaboration d'une offre de formation professionnelle en partenariat avec les représentants de l'économie et l'apprentissage d'un métier par l'acquisition de compétences.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (31 DECEMBRE 2018)

Afin de contribuer à l'accroissement de l'insertion professionnelle des jeunes femmes et hommes dans les filières stratégiques pour la Francophonie et les pays ciblés, l'OIF a enregistré pour chacun des résultats immédiats visés, les avancées suivantes :

Résultat immédiat 1 - Des stratégies sectorielles de formation professionnelle et technique efficaces dans les filières stratégiques pour la Francophonie et les pays sont élaborées et mises en œuvre pour répondre davantage aux besoins des pays ciblés

- **Guinée** : le programme cadre de « l'offre de formation professionnelle pour le secteur de l'artisanat » qui concerne 300 000 jeunes et apprentis a été adopté en Conseil des Ministres. Il a inclus la formation de 25 cadres du Ministère en charge de la FPT, du Ministère de l'artisanat et de la Fédération guinéenne des artisans aux outils de planification (outils d'analyse des emplois, d'élaboration d'un cadre de dépense à moyen terme, d'un diagnostic de la formation existante, d'outils d'évaluation interne et externe, de la planification et de la gestion axée sur les résultats et d'élaboration de cadre de qualification orienté sur les métiers de l'artisanat) ;
- **Mauritanie** : des outils sur la veille des emplois et un dispositif pour la Validation des acquis d'expérience (VAE) dans les secteurs de pêche, de l'agro-alimentaire et du BTP dans 3 régions en Mauritanie et 2 régions au Burkina Faso ont été mis en place en partenariat avec la Plateforme d'expertise pour la formation professionnelle (PEFOP) du Pôle de Dakar (IIEP-UNESCO) ;

- **Madagascar** : En partenariat avec l'AFD, les textes réglementaires visant à instaurer la formation par apprentissage en partenariat avec les entreprises des secteurs formels et informels de l'économie dans 6 secteurs économiques prioritaires (agriculture, artisanat, BTP, textile, tourisme et TIC) ont été élaborés et validés par le Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle et par les représentants des secteurs économiques.
- Les apprentis se chiffrent à environ 500 000 jeunes âgés de 14 à 25 ans.
- **Sénégal** : maîtrise de la planification budgétaire sur 3 ans grâce à une formation à l'utilisation du logiciel SYMAP développé par l'OIF/IFEF de 15 cadres du Ministère de l'enseignement technique et professionnel, de l'apprentissage et de l'artisanat. Cette formation anticipe les compétences dont auront besoin les cadres lorsque la Loi LOLF sur la réforme financière de l'UEMOA sera en vigueur (prévue en 2019)

Résultat immédiat 2 - Les enseignants et les cadres des Ministères et des centres de formation délivrent des formations professionnelles et techniques fondées sur l'approche par compétences (APC)

- **Mali, Guinée** : Formation-action de 25 cadres et enseignants aux étapes de la mise en œuvre de l'approche par les compétences (APC) avec l'expertise du Maroc et du Québec pour le métier de soudure aluminium (Mali) et en partenariat avec le Nouveau-Brunswick pour le métier de mécanique-auto (Guinée). Dans ces deux pays, l'APC est le choix pédagogique retenu pour la réforme de l'ensemble des programmes de FPT et concerne 30 000 apprenants au Mali et 50 000 en Guinée.
- **Sénégal** : La réforme du Bac technologique en Gestion (STEG) est aboutie avec l'introduction de l'APC et implantée dans 12 Lycées technique. Elle concerne 40 000 jeunes.
- **Cameroun** : En partenariat avec le Réseau des écoles francophones de pêche (REPF), la réforme avec l'APC de 5 cursus universitaires dans le secteur de la pêche et de l'halieutique est implantée à l'Université Douala-Yabassi. 300 jeunes sont concernés annuellement.
- **Vietnam** : Les livrets de formation à distance et en présentiel concernant la pédagogie APC destinée à l'ensemble des enseignants de FPT du Vietnam ont été adoptés par les enseignants et les directeurs de 25 établissements.
- **Burundi** : démarrage de la formation de 25 conseillers pédagogiques en ingénierie APC. Cette formation permettra la révision et l'implantation de l'ensemble des programmes APC développés par la Coopération belge et touche l'ensemble des 6 000 inscrits dans l'enseignement technique.
- **Cap-Vert** : pour répondre à la demande des entreprises hôtelières et touristiques face à l'augmentation du tourisme francophone au Cap Vert, un référentiel de formation du français fonctionnel a été élaboré. Il vise la formation des 12 enseignants de l'école publique de l'hôtellerie et du tourisme de manière à ce qu'ils puissent enseigner une partie de la formation initiale en français (classes bilingues). 100 jeunes seront inscrits dans les classes bilingues chaque année.

Résultat immédiat 3 - La coordination entre les politiques dédiées à la jeunesse et l'insertion sur le marché du travail notamment par la création d'entreprises est améliorée

- **IFEF** : La conférence des Ministres en charge de la FPT et les représentants du patronat de 21 pays africains (octobre 2017, Dakar, Sénégal) ont élaborés des recommandations à l'IFEF visant à prioriser son action dans le prochain quadriennium 2019-2022.
- **Conférence sur les pratiques de Partenariat Public Privé (PPP)** : en partenariat avec la PEFOP (IIEP/UNESCO), l'UNESCO et la coopération du Luxembourg (LuxDev), un atelier réunissant 90 représentants publics et privés de 18 pays d'Afrique francophone a permis de présenter les outils de PPP ayant été des succès, de présenter les PPP et leur niveau d'implantation au niveau central (les Ministères), et décentralisé (régionaux ou des établissements).
- **Partenariat signé avec l'association qui regroupe l'ensemble des établissements salésiens Don Bosco (DBTA)**, présents sur l'ensemble du continent africain. L'appui de l'IFEF a permis de participer à une étude sur l'emploi dans le secteur de l'artisanat dans 30 pays dont 7 pays francophones, de communiquer sur ces résultats et d'en tenir compte pour le choix des filières à privilégier dans l'offre de formation.

- **Publication** francophone diffusée, élaborée en partenariat avec la Plateforme d'expertise pour la formation professionnelle (PEFOP) du Pôle de Dakar (IIEP-UNESCO) : « **Faire des partenariats publics-privés dans la formation professionnelle un levier fort de l'émergence économique en Afrique** ».

ACTIVITES SIGNIFICATIVES

Le programme-cadre sur l'offre de formation professionnelle dans le secteur de l'artisanat en Guinée et l'élaboration des textes réglementaires pour l'apprentissage à Madagascar ont été entérinés dans les dispositifs de la FPT de ces deux pays. La réforme qu'ils induisent améliore la qualité de l'apprentissage de plusieurs dizaines de milliers d'apprentis dans chaque pays.

Les formations de 14 conseillers pédagogiques en APC ont permis de réviser et d'élaborer 45 programmes de formation à Madagascar avec les entreprises des secteurs de l'agriculture, du tourisme, de l'artisanat, du textile, des TIC et du bâtiment augmentant la qualité de la formation professionnelle et son adéquation avec l'emploi. Les formations des conseillers pédagogiques et des formateurs en Guinée, au Mali, au Cap Vert, au Sénégal, au Cameroun et au Vietnam ont un effet sur l'ensemble des jeunes inscrits dans la formation initiale professionnelle.

De ces deux champs, les jeunes en FPT touchés par l'action de l'IFEFF ont été multiplié par 10 et se compte en plusieurs milliers.

Les partenariats financiers et techniques se sont diversifiés augmentant l'effet de levier de l'action de l'IFEFF : les partenariats avec l'AFD et le CCNB, se sont ajoutés ceux avec le Pôle de Dakar (UNESCO), la coopération du Luxembourg, l'association des écoles Don Bosco.

REALISATIONS EN CHIFFRES




- 60 000 jeunes apprennent un métier avec des programmes révisés avec les entreprises à Madagascar dans 6 secteurs économiques
- 1500 enseignants techniques sont formés à la pédagogie APC au Vietnam
- 50 cadres et enseignants sont formés au Mali et en Guinée sur les étapes de l'APC

514		CREDITS			
		initial	modifié	ordonné	Taux d'exécution
2015	31 déc.	1 275 000€	825 000 €	660 244 €	80%
2016	31 déc.	825 000 €	770 000 €	688 139 €	89%
2017	31 déc.	800 000 €	730 000€	678 502€	93%
2018	31 déc.	800 000 €	820 000 €	755 942 €	92%

INDICATEURS							
Résultat intermédiaire du P514	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
L'insertion professionnelle des jeunes femmes et hommes s'est accrue dans les filières stratégiques pour la Francophonie et les pays ciblés	taux d'insertion professionnelle des diplômés de la FPT appuyés par le programme	%	0	50	60	80	80
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
514.1 Des stratégies sectorielles de formation professionnelle et technique efficaces dans les filières stratégiques pour la Francophonie et les pays sont élaborées et mises en œuvre pour répondre davantage aux besoins des pays ciblés	proportion des pays soutenus par l'OIF ayant élaborés une stratégie pour la FPT appliquant les principes de la Gestion Axée sur les résultats	%	40	80	90	90	90
514.2 Les enseignants et les cadres des Ministères et des centres de formation délivrent des formations professionnelles et techniques fondées sur l'approche par compétences	proportion des formations APC enseignées qui sont soutenues par l'OIF	%	50	80	80	80	80
514.3 La coordination entre les politiques dédiées à la jeunesse et l'insertion sur le marché du travail notamment par la création d'entreprises est améliorée	proportion des jeunes satisfaits quant à l'impact sur leur vie professionnelle des événements/outils développés par l'OIF	%	0	-	-	80	80



6.1.1 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	OS 6 Faciliter la circulation des savoirs, l'innovation et la mobilité des jeunes étudiants, chercheurs, créateurs et entrepreneurs
Résultat final	Les opportunités d'échanges, d'apprentissage et de partage des compétences et des connaissances des jeunes femmes et hommes sont accrues
Résultat intermédiaire attendu	Les capacités des jeunes et des acteurs des dispositifs jeunesse au sein de l'espace francophone sont renforcés
Intitulé du programme	6.1.1. Mobilité et renforcement des capacités des jeunes
ODD associés	  
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie jeunesse adoptée lors du XV^e Sommet de la Francophonie, l'OIF a reçu le mandat d'appuyer le développement de politiques publiques de jeunesse intersectorielles et inclusives, en conformité avec les aspirations des jeunes, et de les accompagner pour assurer leur pleine participation à la vie démocratique, politique, économique et citoyenne de leur pays.

L'action de l'OIF en faveur des jeunes porte essentiellement sur trois axes : (i) la mobilité des jeunes et les échanges d'expériences, comme moyens de promouvoir la solidarité et le dialogue interculturel, de soutenir leur employabilité et de faciliter leur insertion sociale et professionnelle ; ii) le renforcement des capacités des jeunes et des organisations de jeunesse et sur l'accompagnement de leurs projets dans divers domaines, tout en mettant l'accent sur la responsabilisation des jeunes et le développement d'un environnement favorable à un rôle plus actif des jeunes et des organisations de jeunesse dans la définition des politiques publiques ; iii) le renforcement des capacités des Etats et des gouvernements membres par un appui technique et financier pour concourir au développement et à la mise en œuvre des politiques publiques de jeunesse.

Le déploiement opérationnel de l'Initiative Libres Ensemble, comme alternative positive aux discours de haine chez les jeunes, s'est intensifiée au cours de l'année 2018 par l'organisation de séminaires régionaux dans le but de faire progresser au niveau des pays membres les processus de prise en compte des phénomènes liés à la radicalisation et à l'extrémisme violent dans les politiques nationales de jeunesse (PNJ) ainsi que la production d'études thématiques. L'initiative a également été renforcée à travers la finalisation d'outils pédagogiques et la formation d'un noyau de formateurs à travers l'espace francophone.

Parallèlement, le projet Hermione, lancé avec le concours de l'Association Hermione Lafayette à l'été 2017, s'est achevé en juin 2018 et a atteint ses objectifs en termes de promotion de la mobilité et du renforcement des capacités des jeunes, notamment sur le vivre ensemble. Le projet a également permis de développer la notoriété de la Francophonie auprès de publics jeunes, et à accroître sa visibilité auprès du grand public et des médias, à travers plus de 32 activités (conférences, formations, séminaires, expositions, etc.) organisées par l'OIF et ses partenaires tout au long du parcours de la frégate.



Résultat immédiat 1 : Les jeunes francophones ont davantage accès à une expérience de mobilité nationale et internationale

Volontariat de la Francophonie

52 jeunes volontaires de la promotion 2018, composée de **20 nationalités**, dont 50 % de femmes et 50 % d'hommes, ont vécu une expérience de mobilité internationale et interculturelle. D'une moyenne d'âge de **28 ans**, ils ont partagé leur savoir, savoir-faire et savoir être au bénéfice des structures francophones partenaires réparties dans 29 Etats et gouvernements membres. Toujours davantage de jeunes adressent leur candidature pour participer aux programmes de la Direction (dont celui de volontariat international de la Francophonie avec près de **4100** dossiers réceptionnés).

Un atelier de réflexion a également été organisé sur l'avenir du programme de Volontariat afin de dégager des pistes d'amélioration des dispositifs, identifier et créer une articulation avec les ODD.

Journée internationale des volontaires 2018

A la faveur de la journée internationale des volontaires, **célébrée le 5 décembre de chaque année**, l'OIF a organisé une activité en décembre 2018. Cette activité qui a réuni l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (CONFEJES), l'Agence française du service civique (ASV), la Fédération Wallonie-Bruxelles - Bureau international jeunesse (BIJ), l'Office franco-québécois de la jeunesse (OFQJ-section France), l'association France volontaires, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), des structures d'accueil et référents de poste des volontaires internationaux de la Francophonie, avait pour thème : « Les volontaires pour bâtir des communautés résilientes ». La Direction de l'Education et de la Jeunesse a réuni à cette occasion des volontaires francophones de la promotion 2017 en poste à Paris. Les échanges ont permis de revenir sur les expériences vécues au sein de différentes structures d'accueil francophones, mais également d'évoquer l'après-volontariat, notamment en termes de débouchés professionnels.

Lors de cette journée, en plus de l'organisation d'un atelier sur le thème « volontariat et développement durable : quelle contribution des volontaires au développement, à la paix, à la promotion et au rayonnement de la Francophonie ? », il a été procédé au **lancement de l'appel à candidature pour la labellisation des dispositifs de volontariat de l'espace francophone**, ainsi que de **l'appel à candidatures de la promotion 2019 des volontaires internationaux de la francophonie**.

Autres formes de mobilité

• **Parcours numérique francophone**

D'autres actions visant à soutenir la mobilité des jeunes sont en cours d'expérimentation et ont été déployées en partenariat avec des acteurs de la mobilité, dans le cadre du « Parcours numérique francophone ». Ainsi, pendant la période susvisée, **cinq jeunes** ont été pris en charge par la DEJ pour participer au Kikk Festival de Namur et de l'Africa Web Festival en Côte d'Ivoire, qui leur ont offert de nombreuses opportunités de réseautage, de partage d'expériences et de connaissance.

Créé en marge de la 34^e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie, le 25 novembre 2017, par des acteurs francophones de la mobilité jeunesse et des organisateurs francophones d'événements liés au digital, le « Parcours numérique francophone » est une initiative qui vise à accroître la mobilité des jeunes entrepreneurs et professionnels francophones à l'occasion d'événements internationaux centrés sur l'innovation numérique et les nouvelles technologies.

• **Hermione**

111 jeunes ont été formés à la navigation et au vivre ensemble lors de sessions de formation à Rochefort (France) en préparation au lancement du projet Hermione. Parmi eux, **78 jeunes francophones** issus de 34 Etats et gouvernements Francophones ont participé au voyage Hermione en qualité de gabiers lors d'un parcours maritime de 4 mois et demi entre l'Atlantique et la Méditerranée à travers 11 escales en France, au Maroc, au Portugal et en Espagne.

Résultat immédiat 2 : Les capacités des structures nationales et acteurs de la jeunesse à développer et à mettre en œuvre des politiques multisectorielles et inclusives de la jeunesse, notamment en matière de mobilité et de volontariat, sont renforcées au sein de l'espace francophone

Appui au développement et à la mise en place de politiques nationales de jeunesse

- A la faveur de la révision de la programmation, ce programme intègre désormais une nouvelle dimension : celle de sensibiliser les jeunes francophones et de les prémunir contre l'extrémisme violent et les discours haineux, en les aidant à développer leurs habiletés à promouvoir une culture de la paix. Ainsi, l'OIF s'est employée à accompagner ses Etats et gouvernements pour qu'ils puissent prendre en compte les mécanismes de la radicalisation dans la définition de leurs politiques publiques à travers une série de séminaires régionaux. Le troisième séminaire qui portait sur le thème "**Les politiques publiques de jeunesse et la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent chez les jeunes**" s'est déroulé les 27, 28 et 29 Juin 2018, en collaboration avec le **Ministère de la Jeunesse et des Sports de Madagascar, à Antananarivo**. Cinq pays membres de l'OIF et un département Français de l'Océan Indien ont pris part à ces travaux : les Comores, Djibouti, Maurice, Seychelles, la Réunion et Madagascar. Les participants ont pu améliorer leurs connaissances sur la radicalisation chez les jeunes, ainsi que sur les contextes et enjeux régionaux et nationaux de ce phénomène. Ils ont identifié les possibilités que peuvent déployer les instruments de politiques publiques pour adresser les questions liées à la radicalisation chez les jeunes, et partagé des expériences et pratiques prometteuses en matière de prévention de la radicalisation. Ils ont proposé des stratégies, lignes d'action et pistes de collaboration possibles à mettre en œuvre dans les cinq pays. Les recommandations formulées ont porté entre autres, sur la nécessité, par les pays, de prendre en compte les phénomènes liés à la radicalisation et l'extrémisme violent dans les politiques nationales de jeunesse (PNJ). En amont, **un état des lieux du phénomène de radicalisation et d'extrémisme violent chez les jeunes de l'Océan indien a été produit**.
- La DEJ a accompagné la **RDC dans le renouvellement du Plan stratégique de son ministère de la jeunesse et de la nouvelle citoyenneté 2019-2022**. Cet accompagnement a permis aux autorités concernées d'identifier les enjeux et les axes que devraient couvrir le nouveau plan stratégique afin de mieux répondre aux multiples besoins de la jeunesse congolaise.
- La DEJ a encouragé l'instauration d'un dialogue politique entre les décideurs, les partis politiques et les jeunes à Madagascar et en RDC. Ce dialogue a été matérialisé par la signature d'un **Pacte en faveur de la Jeunesse à Antananarivo en septembre 2018** et d'une **amorce d'activités en faveur du développement du Pacte national pour la Jeunesse en RDC**. Ainsi, il est prévu la production d'un rapport sur la situation des jeunes en RDC, rapport qui permettra d'identifier les axes prioritaires devant servir de base de travail pour le Pacte.
- Dans le cadre du projet de « **Développement de l'expertise en matière de politiques jeunesse dans l'espace francophone** », mené conjointement par l'OIF, la CONFESJES et le gouvernement du Québec (par l'entremise de son Secrétariat à la jeunesse), une pré-enquête avait été lancée en mai 2016 en vue de dresser un état des lieux détaillé des politiques publiques de jeunesse dans les pays de l'espace francophone. A l'issue de celle-ci, un questionnaire final a été adopté et administré entre les mois de juin et août 2018, avec l'appui de quatre experts régionaux en PPJ, recrutés pour coordonner la collecte au niveau des pays. Ainsi, les données auprès des États et gouvernements membres et associés et des documents de référence tels que les Politiques Nationales de Jeunesse et les textes juridiques y afférents, ont été recueillies. Par la suite, la phase de traitement et d'analyse des données a été initiée et s'achèvera en 2019.

Appui aux Etats pour la mise en place et le renforcement des dispositifs nationaux de volontariat et le développement de stratégies et politiques nationales axées sur le volontariat

A la demande de plusieurs États, l'OIF a réalisé ou contribué à la réalisation d'activités en lien avec la création, le renforcement ou le développement de programmes nationaux de volontariat. Au **Burkina Faso**, pendant la période susvisée, il s'est agi de réaliser une étude de faisabilité relative à la mise en place d'une stratégie nationale de volontariat. En **Côte d'Ivoire**, l'appui concernait la restructuration du programme national de volontariat pour l'après 2019 qui marquera le désengagement des partenaires. Quant à l'appui au gouvernement du **Bénin**, il s'est poursuivi au second semestre 2018 autour de l'étude de faisabilité, par la mise à disposition d'un expert OIF sur place.

Veille, prospective, études thématiques

La troisième édition du rapport biennal sur la situation des jeunes dans l'espace francophone (édition 2018) a été éditée et diffusée à l'occasion du XVII^e Sommet de la Francophonie, de même **qu'un état des lieux sur la scolarisation des filles dans l'espace francophone**, afin de poursuivre la mission de veille dévolue à l'OIF à travers la Stratégie jeunesse de la Francophonie.

Résultat immédiat 3 : Les capacités des organisations de jeunes et les compétences des jeunes sont renforcées

Forum international Jeunesse et Emplois verts (FIJEV)

La première édition régionale du **Forum international Jeunesse et Emplois verts (FIJEV)** pour les pays de l'Europe centrale et orientale (PECO) s'est tenue du 20 au 24 juin 2018 à Tulcea, dans le Delta du Danube (Roumanie). Organisé par

l'OIF, en partenariat avec les autorités roumaines, ce forum a permis à **66 jeunes** de présenter des projets susceptibles de générer des emplois dans le domaine de l'économie verte.

Les jeunes qui ont pris part à la première édition régionale du FIJEV-PECO sont venus principalement d'Albanie, d'Arménie, de Bulgarie, de l'Ex-république yougoslave de Macédoine, de France, de Moldavie, de Roumanie, de l'Ukraine mais aussi de quelques pays lointains comme le Cameroun, Haïti et la République Démocratique du Congo.

A l'issue de ce FIJEV régional, plusieurs projets ont été primés par un jury composé de trois experts (dix lauréats au total) :

- **deux lauréats ont été sélectionnés et récompensés par le Grand Prix (1000 euros)** : la jeune entrepreneure Ludmila GALBURA (Moldavie) a été choisie pour son projet sur la production de sacs et verres en papier et le jeune entrepreneur Gevorg BAGHDASARYAN (Arménie) a été choisi pour son projet « une maison, un panneau » développé à partir de l'idée ambitieuse d'équiper toutes les maisons d'Arménie avec des panneaux photovoltaïques ;
- **deux jeunes porteurs de projets ont reçu le deuxième prix**, d'un montant de 500 euros ;
- **deux jeunes porteurs de projets ont remporté le troisième prix**, d'une valeur de 500 euros ;
- enfin, **quatre jeunes porteurs de projets ont reçu un prix d'encouragement** (tablette numérique).

Hermione

Durant les escales du navire Hermione plus de 32 activités ont été organisées par l'OIF et ses partenaires auxquelles plus de **2 600 personnes ont directement pris part**. L'OIF a déployé des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités autour des thématiques suivantes :

- La Rochelle : la mobilité des jeunes ;
- Tanger : l'innovation numérique et les 2 ans de Libres Ensemble ;
- Marseille : Les migrations ;
- Nice : Le vivre-ensemble et l'initiative Libres Ensemble ;
- Portimao : la diversité linguistique ;
- Bordeaux : L'entreprenariat francophone et Libres Ensemble.

Libres Ensemble

- **Une boîte à outils pédagogiques Libres Ensemble** a été finalisée et présentée officiellement lors du XVII^e Sommet de la Francophonie à Erevan. Elle a fait ensuite l'objet d'une large diffusion numérique auprès des associations jeunesse et des jeunes. Une version en langue arménienne a été finalisée pour permettre une large diffusion de l'initiative en amont, en marge et après le sommet d'Erevan qui portait sur le vivre ensemble.
- Le déploiement de l'initiative Libres Ensemble s'est poursuivi au plus près du terrain à travers des sessions de formation de formateurs qui se sont déroulées à Bruxelles (juin 2018) et Erevan (août 2018) et qui ont permis à plus de **37 jeunes** francophones relais de maîtriser les outils pédagogiques Libres Ensemble pour pouvoir les réutiliser auprès de leurs communautés et de leurs réseaux.
- Un **atelier de sensibilisation à l'initiative Libres Ensemble s'est déroulé à Moncton** (Nouveau-Brunswick, Canada) en novembre 2018 auprès d'une **vingtaine de jeunes** dans le cadre d'un événement international dont l'OIF était partenaire, le Festival international de slam/de poésie en Acadie.

Conférence internationale sur le dialogue des cultures et des religions – Fès, Maroc (10-12 septembre 2018)

À l'occasion de la Conférence internationale sur le dialogue des cultures et des religions qui s'est tenue à Fès, Maroc, du 10 au 12 septembre 2018, **une délégation de 8 jeunes francophones** a été mobilisée par la DEJ. Issus du Maroc, du Mali, de Centrafrique, de France, de Belgique, de Roumanie et de Bulgarie, ces jeunes ont contribué à nourrir les ateliers de la conférence composés de panels de haut niveau sur des thématiques afférentes au dialogue des cultures et des religions. Ainsi ils font entendre la voix de la jeunesse de l'espace francophone dans toute sa diversité, à l'aune de leurs engagements quotidiens dans des domaines aussi divers que la lutte contre la radicalisation, la diplomatie économique, la communication, la linguistique, l'engagement citoyen ou encore l'éducation à la paix.

Conférence internationale des jeunes francophones (17-19 septembre 2018)

La seconde édition de la Conférence internationale des jeunes francophones s'est tenue les 17, 18 et 19 septembre 2018 au Palais des Nations, à Genève, en prélude au XVII^e Sommet de la Francophonie. Elle a été l'occasion pour les 191 participant-e-s (97 femmes, 94 hommes) de réfléchir et d'échanger non seulement sur le thème du Sommet « Vivre ensemble dans la solidarité, le partage des valeurs humanistes et le respect de la diversité : source de paix et de prospérité pour l'espace francophone », mais également sur les voies et moyens de soutenir « l'inclusion économique et financière des jeunes », thématique choisie pour cette seconde édition.

Les capacités et connaissances des jeunes participants ont été renforcées à travers une série de tables-rondes (5) et d'ateliers (14) en vue de faciliter la concrétisation de leurs projets et leur insertion socio-économique et professionnelle. Voici, à titre d'exemple, les intitulés d'ateliers auxquels les jeunes ont pris part :

- Promouvoir son projet grâce au pocket film ;

- Révélez le LEADER qui est en vous !
- Initiation à la création de contenus radiophoniques sur le vivre ensemble ;
- Fake news et désinformation : comprendre les mécanismes et y faire face ;
- Valeurs entrepreneuriales et vivre ensemble : quels ponts ?
- De l'idéation à la création d'une entreprise du numérique.

Chaque journée s'est terminée par une session en plénière intitulée « Paroles de jeunes » qui a permis aux participants de s'exprimer et de partager leurs expériences sur différents aspects des thématiques liées au vivre ensemble et à l'inclusion économique et financière. Cette rencontre a été marquée par la remise du Prix du Forum international jeunesse et emplois verts (FIJEV) par Mme la Secrétaire générale et a abouti à l'adoption de la **Déclaration des jeunes francophones** (qui a été présentée aux Chefs d'Etat et de Gouvernement réunis au Sommet d'Erevan).

Participation de la délégation des Jeunes francophones aux instances d'Erevan (7-12 octobre 2018)

24 jeunes francophones représentant les 9 sous-régions de la Francophonie ont été sélectionnés pour participer au XVII^e Sommet de la Francophonie. Certains de ces jeunes ont d'abord pris part aux travaux de la Conférence Ministérielle de la Francophonie (CMF) et aux activités organisées au pavillon de la Francophonie, notamment le 9 octobre, journée consacrée à la jeunesse. Dans le but de leur donner un aperçu d'initiatives locales innovantes ou des liens existants entre la Francophonie et l'Arménie, ils ont en outre bénéficié de visites guidées à l'Université française d'Arménie et à l'Ecole Tumo, un centre gratuit d'apprentissage des médias numériques et des technologies créatives situé à Erevan. Enfin, ils ont assisté à la cérémonie solennelle d'ouverture officielle du Sommet au cours de laquelle la Déclaration adoptée à la Conférence internationale des jeunes à Genève a été présentée aux Chefs d'Etat et de Gouvernement, dans la continuité des efforts déployés par la DEJ pour favoriser l'implication des jeunes dans les instances de la Francophonie.

Prix Jeune entrepreneur(e) francophone 2018 (10 octobre 2018)

La remise du Prix Jeune entrepreneur(e) organisée en marge du Forum économique, a été un fait marquant des activités organisées par la Direction de l'Education et de la Jeunesse dans le sillage du Sommet de la Francophonie à Erevan. Cette seconde édition s'est tenue le 10 octobre 2018, en présence de l'Administrateur de l'OIF, M. Adama OUANE et d'Hélène BOUCHARD, Sous-ministre, représentante personnelle du Premier ministre du Nouveau-Brunswick auprès de l'OIF.

Les deux lauréats de l'année 2018 sont la Nigérienne Aissatou ADAMOUM NOMA, dirigeante de l'entreprise Ana Pate D'Arachide, et le Togolais KOKU KLUTSE, dirigeant de l'entreprise Jony Group. Ils ont reçu chacun une dotation de 10 000 € et ont bénéficié d'un suivi promotionnel. Au total, ce sont plus de **400** jeunes femmes et hommes chefs d'entreprise provenant des cinq continents, représentant 33 pays de la Francophonie qui ont candidaté et dont les projets ont témoigné d'une pertinence et d'une variété soulignées par les membres du Jury. Pour rappel, l'objectif du PJE est de soutenir les initiatives entrepreneuriales des jeunes, de leur donner de la visibilité et de les encourager à persévérer. Pour l'OIF et ses partenaires, les idées novatrices des jeunes doivent être mises à profit dans tout l'espace francophone. Leur énergie entrepreneuriale permet d'apporter des solutions aux défis actuels et de contribuer à un développement économique durable et responsable de leurs communautés.

Journée Jeunesse en marge du XVII^e Sommet de la Francophonie

Une journée dédiée à la jeunesse Francophone a été organisée par la DEJ au Pavillon de la Francophonie à Erevan, Arménie, le 9 octobre 2018.

De nombreuses activités à destination des jeunes ont eu lieu tout au long de la journée :

- Ateliers Libres Ensemble en langue française et arménienne (plus de **37 participants** y ont pris part)
- Table ronde sur l'employabilité des jeunes
- Lancement du nouveau site Libres Ensemble
- Lancement de la boîte à outils pédagogique Libres Ensemble
- Lancement officiel par les autorités du pays de l'initiative Libres Ensemble en Arménie
- Présentation de l'édition 2018 du rapport sur la situation des jeunes de l'espace francophone
- Lancement d'un appel à candidatures pour l'attribution du label Volontariat international des jeunes en Francophonie (VIJEF)
- Témoignages et retours d'expérience du voyage Hermione.

Participation d'une délégation de jeunes Francophones aux célébrations du 70^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (14 décembre 2018)

Six jeunes francophones ont été mobilisés par la Direction de l'Education et de la Jeunesse de l'OIF pour participer à la Commémoration du 70^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme organisée le 14 décembre par la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) à Cascais, au Portugal. Cet événement a été l'occasion, pour ces jeunes francophones, de témoigner de leurs engagements en faveur des droits de l'Homme ainsi que de leurs diverses participations et contributions aux projets de l'OIF en faveur de la jeunesse, notamment à la 2^{ème} Conférence internationale des jeunes francophones à Genève, au XVII^e Sommet de la Francophonie à Erevan ainsi qu'au mouvement Libres Ensemble. Venus du Tchad, de Belgique, de France, d'Haïti, d'Arménie et de Tunisie, ces jeunes ont pu échanger et

débattre sur des thématiques d'intérêt commun avec d'autres délégations de jeunes issus de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) et du Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB).

Lors d'un panel qui portait sur l'actualisation de la Déclaration universelle des droits de l'Homme « Et si c'était aujourd'hui, quelle déclaration aurions-nous ? » deux jeunes Francophones, Mme Rym GRIQUI (Tunisie) et Mme Madjire DOUDJI HAPSITA (Tchad), ont participé au débat en réinvestissant les thématiques mises en avant dans la déclaration des jeunes francophones adoptée lors de la 2^{ème} Conférence internationale des jeunes francophones et présentée aux Chefs d'Etats et de gouvernements à d'Erevan. Lors de travaux en atelier, les jeunes de chaque espace linguistique ont ensuite formulé des recommandations relatives à un article de la déclaration qu'ils ont choisi. Les trois groupes de jeunes se sont focalisés sur l'article 23 de la DUDH qui porte sur le droit au travail, exprimant ainsi leur forte préoccupation quant à leur inclusion économique et à leur insertion sociale par-delà les frontières.

Résultat immédiat 4 : Les technologies numériques sont davantage utilisées pour la production, le partage et la diffusion des connaissances entre les jeunes

Visibilité

Pendant le 2^e semestre 2018, le **Portail jeunesse** (www.jeunesse.francophonie.org), qui est la porte d'entrée de plusieurs initiatives de la DEJ, a enregistré environ 2 500 visites/jour en moyenne. Les pages Facebook de l'OIF dédiées à la jeunesse « OIF Jeunesse » et son réseau jeunesse de l'OIF comptabilisent plus de 35 000 abonnés.

Lancement de nouveaux outils numériques

L'OIF a lancé le 17 octobre 2018 **une nouvelle plateforme**, accessible depuis le Portail jeunesse, destinée à accueillir des podcasts. Les jeunes âgés de 15 à 34 ans issus de l'espace francophone, qu'ils soient journalistes ou non, y sont invités à partager leurs réalisations. L'objectif de la plateforme est de donner la parole aux jeunes Francophones ainsi que de favoriser leur mise en réseau en leur offrant l'occasion de communiquer sur leurs projets afin de contribuer à la promotion de la diversité culturelle et linguistique.

Le **nouveau site « Libres Ensemble »** ainsi qu'une **boîte à outils pédagogique en ligne** pour en permettre l'appropriation par un plus grand nombre de jeunes ont également été lancés en octobre 2018.



REALISATIONS EN CHIFFRES

- 52 jeunes volontaires de 20 nationalités (50 % de femmes et 50 % d'hommes), d'une moyenne d'âge de 28 ans, ont vécu une expérience de mobilité internationale et interculturelle dans 29 Etats et gouvernements membres.
- Environ 350 jeunes gabiers âgés de 21 à 34 ans, dont 78 ressortissants de 34 États et gouvernements membres soutenus par la Francophonie, ont eu l'opportunité de vivre une expérience concrète du vivre-ensemble à bord de la frégate *Hermione*. lors d'un parcours maritime de 4 mois et demi entre l'Atlantique et la Méditerranée à travers 11 escales en France, au Maroc, au Portugal et en Espagne.
- 32 activités ont été organisées par l'OIF et ses partenaires sur le parcours de la Frégate Hermione auxquelles plus de 2 600 personnes ont directement pris part.
- 94 jeunes ont été sensibilisés aux valeurs de l'Initiative *Libres ensemble* et aux techniques de production de contre-discours et de messages positifs, au cours de 4 temps forts entre juin et décembre 2018. Une quarantaine d'entre eux sont devenus « formateurs Libres ensemble » après avoir reçu une formation plus approfondie.
- Dans le cadre du Prix Jeune entrepreneur(e) francophone 2018, plus de 400 jeunes femmes et hommes chefs d'entreprises, provenant des cinq continents et représentant 33 pays de la Francophonie, ont soumis leur candidature à un comité d'experts. Deux d'entre eux ont été primés et ont reçu une dotation de 10 000 €.
- La 1^{ère} édition régionale du Forum Jeunesse et Emplois verts (FIJEV) pour les pays de l'Europe centrale et orientale (PECO) a permis à 66 jeunes de présenter des projets susceptibles de générer des emplois dans le domaine de l'économie verte, et à 10 porteurs de projets d'être récompensés (dont 2 du Grand Prix).
- Environ 200 jeunes ont participé à la seconde édition de la Conférence internationale des jeunes francophones, et ont bénéficié d'un renforcement de capacités à travers 5 tables rondes et 14 ateliers.

- 24 jeunes francophones représentant les 9 sous-régions de la Francophonie ont participé au XVII^e Sommet de la Francophonie, avec le soutien de l'OIF et de certains Etats membres, et ont présenté les points saillants de la déclaration des Jeunes Francophones lors de la cérémonie d'ouverture.
- Entre juillet et décembre 2018, 3 Etats membres, le Burkina Faso, le Bénin, et la Côte d'Ivoire, ont reçu un appui technique et/ou financier pour des projets de création ou de développement de programmes nationaux de volontariat.
- Sur la même période, l'OIF a accompagné un Etat membre pour l'élaboration de son nouveau plan stratégique jeunesse 2019-2024 (RDC).
- Un pacte national en faveur de la jeunesse a été signé à Madagascar entre le gouvernement et les jeunes en vue de l'amélioration du dialogue politique, et des activités préparatoires au développement d'un pacte similaire en RDC ont été amorcées.
- Cinq pays membres de l'OIF et un département Français de l'Océan Indien ont bénéficié d'un accompagnement technique de l'OIF pour les aider à intégrer les phénomènes de radicalisation et d'extrémisme violent dans leurs PNJ.
- 2500 visiteurs/jour en moyenne sur le portail www.jeunesse.francophonie.org, plus de 35 000 abonnés sur la page Facebook OIF Jeunesse et membres sur le groupe Facebook OIF Jeunesse.

611		CREDITS			
		initial	modifié	ordonné	Taux d'exécution
2015	31 déc.	1 775 000 €	1 775 000 €	1 426 311 €	80%
2016	31 déc.	1 775 000 €	2 152 034 €	1 914 719 €	89%
2017	31 déc.	1 500 000 €	2 025 563 €	1 714 153 €	85%
2018	31 déc.	1 480 000 €	2 108 032 €	1 940 245 €	92%

INDICATEURS								
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	valeur atteinte en 2018	Valeur atteinte au 31 déc. 2018	Cible à atteindre fin 2018
611.1 Les jeunes francophones ont davantage accès à une expérience de mobilité nationale et internationale	nombre de jeunes ayant eu accès à une expérience de volontaire international de la Francophonie	nombre	240	293 (+53)	344 (+51)	402	479 (+78 gabiers + 52 VIF + 5 PNF)	440
611.2 Les capacités des structures nationales et acteurs de la jeunesse à développer et à mettre en œuvre des politiques multisectorielles et inclusives de la jeunesse, notamment en matière de mobilité et de volontariat, sont renforcées au sein de l'espace francophone	nombre de structures nationales/acteurs de la Jeunesse ciblés ayant développé un cadre national de politique jeunesse	nombre	0	39	52	61 (+9)	62 (+1)	10
611.3 Les capacités des organisations de jeunes et les compétences des jeunes sont renforcés	nombre de bénéficiaires (organisations de jeunes et jeunes) qui ont amélioré leurs capacités et compétences en matière de gestion	nombre	0	388	755	-	1078 (94 + 8 + 6 + 24 + 191)	630

611.4 Les technologies numériques sont davantage utilisées pour la production, le partage et la diffusion des connaissances entre les jeunes	nombre de visiteurs /jour sur le portail www.jeunesse.francophonie.org	nombre	2 000	2 500	2 500	2 500	2500	3 000
---	--	--------	-------	-------	-------	--------------	-------------	--------------



6.1.2 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	Faciliter la circulation des savoirs, l'innovation et la mobilité des jeunes étudiants, chercheurs, créateurs et entrepreneurs				
Résultat final	Les opportunités d'échanges, d'apprentissage et de partage des compétences et des connaissances des jeunes femmes et hommes sont accrues.				
Résultat intermédiaire attendu	Les Jeux de la Francophonie rassemblent et mobilisent davantage les jeunes femmes et les jeunes hommes autour des valeurs de solidarité, de diversité et d'excellence.				
Intitulé du programme	Jeux de la Francophonie				
ODD associés					
					
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues				



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Tous les 4 ans durant l'année post-olympique, les Jeux de la Francophonie réunissent plus de 3000 jeunes talents ayant la langue française en partage. Les Jeux de la Francophonie, sous l'égide de l'Organisation internationale de la Francophonie, relèvent d'un concept original unique au monde qui rassemble la jeunesse francophone autour des arts et du sport tout en visant à renforcer les valeurs de la Francophonie et la promotion de la langue française. Ces Jeux, qui promeuvent la solidarité, la diversité et l'excellence se déroulent alternativement dans les pays du Nord et les pays du Sud.

Ils ont servi de tremplin à de jeunes talents vers une carrière internationale. Parmi eux, citons l'ancien judoka français David Douillet, la gabonaise Mélanie Engoang, ou encore le groupe nigérien Mamar Kassef en chanson. Evènement révélateur de talent, les Jeux de la Francophonie mettent sous les feux des projecteurs les vedettes de demain. Des noms comme Kareyce Fotso (Cameroun), Ben Youssef Meité (Côte d'Ivoire), Akil Gjakova (Kosovo), y ont connu leurs premières victoires dans une compétition internationale.

Les Jeux représentent le plus grand évènement sportif et culturel de la Francophonie dédié à la jeunesse.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (31 MAI 2018)

Succès éclatant des VIIIe Jeux de la Francophonie

Ces VIII^e Jeux de la Francophonie se sont déroulés du 21 au 30 juillet 2017, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, avec beaucoup de succès confirmé par le rapport d'évaluation technique et financier conformément aux statuts et règles des Jeux.

43 délégations engagées et 4000 jeunes talents artistes et sportifs ont été soutenus pour participer à cette 8^e édition. Il y a eu une forte mobilisation de la population ivoirienne et les sites de compétitions sportives et de concours culturels étaient pleins. Les athlètes et artistes ont été de très hauts niveaux grâce notamment à la qualité des processus de sélections culturelles et de qualifications sportives. L'organisation de l'évènement, de façon générale, fût une réussite.

Près de 500 millions de téléspectateurs ont été enregistrés ce qui a permis d'offrir à la Francophonie et au pays hôte une très large visibilité au niveau mondial et une forte promotion de la langue française.

A cet effet les résultats immédiats de la programmation des Jeux ont été atteints :

- Le dispositif organisationnel des Jeux a été amélioré ;
- La visibilité offerte aux Jeux, au pays hôte et à la Francophonie a été accrue.



ACTIVITES SIGNIFICATIVES

En ce qui concerne la tenue des 8^{es} Jeux 2017 :

Les VIII^e Jeux de la Francophonie se sont déroulés du 21 au 30 juillet 2017 en Côte d'Ivoire à Abidjan, cette édition a été un véritable succès en termes de mobilisation, de participation, de qualité d'organisation, de médiatisation et de legs.

En ce qui concerne l'après Jeux 2017 et la préparation des IX^e Jeux de la Francophonie sur la période d'août 2017 à mai 2018, plusieurs activités de la programmation ont été réalisées :

- réalisation d'un film résumé de 5mn des 8es Jeux 2017 ;
- tenue des réunions techniques d'évaluation du 7 au 9 Mars 2018;
- réalisation du rapport de synthèse de l'évaluation des 8es jeux 2017 ;
- réalisation du catalogue des artistes des 8es Jeux 2017.- tenue de la réunion du conseil d'orientation du CIJF ;
- déroulement de missions d'expertise à Moncton-Dieppe pour préparer le cahier des charges ;
- démarrage de la rédaction du guide des inscriptions des 9es jeux 2021 ;
- démarrage de la rédaction de la réglementation des 9es jeux 2021 ;
- démarrage de la réflexion sur les Jeux 2025 ;
- démarrage de la conception du visuel des 9es jeux 2021 ;



REALISATIONS EN CHIFFRES

Les 8^e Jeux en quelques chiffres :

- 4000 participants ;
- 43 Etats et gouvernements représentés ;
- 8 chefs d'Etats présents à la cérémonie d'ouverture ;
- 60 heures de programme d'images en haute définition ;
- 4 satellites couvrant les 5 continents ;
- 9 télédiffuseurs et plus de 30 chaînes tv du nord et du sud ;
- plus de 541 millions de téléspectateurs ;
- 900 journalistes accrédités dont 300 internationaux ;
- 200 000 visites sur le site des Jeux durant l'évènement sportif ;
- plus de 7000 articles de presse ;
- 1,7 milliards de lecteurs atteints sur la presse en ligne.







612		CREDITS			
		initial	modifié	ordonnancé	Taux d'exécution
2015	31 déc.	745 000 €	771 000 €	690 537 €	90%
2016	31 déc.	705 000 €	1 018 554 €	916 690 €	90%
2017	31 déc.	650 000 €	1 174 591 €	1 027 602 €	87%
2018	31 déc.	595 000 €	640 000 €	457 648 €	73%

INDICATEURS							
Résultat intermédiaire du P612	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	Cible à atteindre fin 2018
Les Jeux de la Francophonie rassemblent et mobilisent davantage les jeunes femmes et hommes autour des valeurs de solidarité, de diversité et d'excellence	proportion des critères du cahier des charges qui sont respectés	%	0	18	95	100	100
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible 2018
612.1 L'organisation des Jeux de la Francophonie est améliorée	niveau de qualité du dispositif organisationnel dans chaque secteur organisationnel (sport, culture, cérémonies, hébergement, restauration, transport, etc.)	%	0	120	150	150	150
612.2 La visibilité des Jeux de la Francophonie, du pays hôte et de la Francophonie est accrue	niveau d'impact médiatique des jeux	%	0	130	200	200	200



COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

7.1.1

Objectif stratégique : OS7	<i>Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015 et des Objectifs de développement durable</i>						
Résultat final	<i>Les pays ciblés intègrent davantage les enjeux et Objectifs de développement durable (ODD) dans les politiques nationales et locales</i>						
Résultat intermédiaire attendu	<i>Les capacités des pays ciblés à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies régionales nationales et locales de développement durable, inclusives, participatives et axées sur les résultats, sont accrues aux niveaux régional, national et local</i>						
Intitulé du programme	7.1.1. - Intégration des Objectifs de développement durable						
ODD associés	<i>Tous les ODD mais particulièrement les ODD 7, 12, 14, 15, 16 et 17</i>						
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues						

PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Les principaux enjeux du Programme «7.1.1. : Intégration des ODD » pour l'année 2018 demeurent (i) l'accompagnement des pays pour l'opérationnalisation des ODD et du Programme 2030 des Nations Unies, (ii) l'appui à des politiques énergétiques favorisant la transition énergétique ainsi qu'une transition vers l'économie verte et, (iii) le renforcement des capacités de diverses catégories d'acteurs à la maîtrise des outils de gestion de l'environnement. A cet effet, l'institut a consacré l'année 2018 à (i) développer et diffuser des outils d'opérationnalisation des ODD ou de mise en œuvre des Accords Multilatéraux sur l'Environnement, (ii) dispenser des formations pour l'opérationnalisation des principaux accords adoptés en 2015 (le Programme 2030 des Nations Unies et l'Accord de Paris sur le Climat notamment) en mettant l'accent sur la maîtrise des outils de gestion de l'environnement, d'un système d'information énergétique et d'analyse systémique de la durabilité, (iii) appuyer des initiatives novatrices en matière d'environnement, de transition énergétique et de développement durable et (iv) favoriser le partage d'expériences de divers acteurs. Les principaux résultats atteints sont résumés ci-après :

BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (31 DECEMBRE 2018)

Résultat immédiat 1 : Les outils de planification à l'échelle locale, nationale et régionale des pays ciblés sont adaptés aux nouvelles exigences de programmation, de suivi et d'évaluation des stratégies, des programmes et des projets de développement durable, au titre des ODD

Deux outils d'analyse systémique de la durabilité (ASD) ont été adaptés à l'échelle locale :

- ✓ Grille de priorisation des cibles des ODD et
- ✓ Grille d'analyse du développement durable) ainsi qu'
- ✓ un guide d'accompagnement des collectivités locales.

Deux outils ASD on été retenus par les Nations Unies dans leur mallette à outils accélérateurs de la mise en œuvre des ODD :

- ✓ la grille d'analyse du développement durable et
- ✓ la fiche de gouvernance du développement durable et
- ✓ La plateforme <https://undg.org/2030-agenda/sdg-acceleration-toolkit/> a été lancée en juillet 2017 en marge des travaux du Forum Politique de Haut Niveau pour leur diffusion.

Pour contribuer à une mise en œuvre efficace des politiques publiques de développement durable ont été développés :

- ✓ **17 fiches d'indicateurs juridiques du droit de l'environnement**
- ✓ **un manuel de formation pour les écoles judiciaires**
- ✓ **un guide méthodologique pour l'évaluation de l'effectivité du droit de l'environnement**
- ✓ **deux guides sur le tourisme durable** respectivement sur l'élaboration des politiques et stratégies et sur le montage de projets bancables adaptés aux petits États insulaires en développement
- ✓ **deux manuels de formation** portant sur les systèmes de management de l'énergie et pratiques du diagnostic énergétique Industrie & Bâtiment (SME-PDE I&B) - octobre 2018 et les défis de la transition énergétique pour les professionnels du secteur de l'aménagement urbain, de la construction et du bâtiment – octobre 2018
- ✓ **une cartographie analytique francophone de l'évaluation environnementale dans l'espace francophone, qui** a permis la réalisation d'un diagnostic global de l'évaluation environnementale et sociale (EES), avec l'implication de 25 États et gouvernements membres volontaires, pour mettre en perspective les dispositifs institutionnels, le cadre juridique, le contenu technique, les pratiques et les avancées, mais aussi, et surtout, les défis majeurs pour renouveler et rendre encore plus performante l'EES. Ce travail a permis d'établir une cartographie participative, originale et très instructive capable d'alimenter les législations, politiques, démarches et pratiques de préservation de l'environnement, tout en relevant concomitamment la qualité de vie de toutes et tous.

Le dispositif d'opération des systèmes d'information énergétique de la région de l'UEMOA a été lancé à travers huit ateliers nationaux. Cet outil a été réadapté pour prendre en compte des questions environnementales et de développement durable notamment à travers les indicateurs de Traitement de l'Information pour des Politiques Énergétiques favorisant l'Écodéveloppement (TIPEE). De même l'outil de planification énergétique LEAP (Long-range Energy Alternatives Planning System) a été mis à disposition des États avec une mise à niveau des utilisateurs.

Dans le cadre du Programme d'efficacité énergétique UEMOA-OIF/EE couvrant les 8 pays de cet espace économique, **divers outils ont été réalisés, édités et mis à dispositions des pays cibles** essentiellement de la région de l'UEMOA. Il s'agit de :

- i. une directive régionale et une norme régionale sur l'étiquetage énergétique des lampes et des appareils électroménagers neufs, validées par les acteurs régionaux de l'efficacité énergétique de l'espace UEMOA,
- ii. une directive régionale et un code régional modèle de l'efficacité énergétique des bâtiments neufs, validés par les acteurs régionaux de l'espace UEMOA et
- iii. le modèle de zonage climatique appliqué au Sénégal pour le Code d'efficacité énergétique ;
- iv. cinq laboratoires de l'espace UEMOA sont présélectionnés pour bénéficier d'un protocole de dons d'équipements d'essai des performances énergétiques

9 fiches PRISME ont été éditées portant sur :

- i. la gestion des réseaux électriques dans un contexte de sources énergétiques variables,
- ii. l'accès à l'électricité à travers les partenariats public-privé,
- iii. l'éclairage public,
- iv. la complémentarité des politiques d'efficacité énergétique, énergies renouvelables et accès à l'énergie et
- v. les projets phares d'énergies renouvelables raccordés au réseau en Afrique de l'Ouest - mai 2018
- vi. la promotion des marchés des chauffe-eau solaires (CES), juin 2018
- vii. les énergies marines, juillet 2018
- viii. l'industrie agroalimentaire, novembre 2018
- ix. le système d'information énergétique de l'UEMOA, décembre 2018

4 numéros de la revue Liaison Énergie-Francophonie (LEF) ont été produits et diffusés portant respectivement sur les thématiques de :

- i. Énergies durables en Afrique : La transition énergétique vers un modèle plus durable, résilient et inclusif,
- ii. Énergies durables en Afrique : La transition énergétique – les stratégies de soutien et d'accélération de l'accès à l'énergie,
- iii. Les jeunes francophones en action - Faire des emplois verts une aubaine et
- iv. Désertification et système terre - De la (re)connaissance à l'action sur les thèmes des emplois verts et de l'énergie durable en Afrique.

2 ouvrages points de repères ont également été publiés sur les thèmes de :

- i. « Un secteur minier responsable : Une dynamique sectorielle émergente en Afrique francophone » et

- ii. « L'industrie minière et le développement durable. Une perspective internationale francophone ».

54 fiches nationales de gouvernance du développement ont été renseignées et validées par les pays concernés. Elles donnent un aperçu complet sur les mécanismes institutionnels de la mise en œuvre des ODD dans l'espace francophone.

Les Guides Global Reporting Initiative (GRI) sur la responsabilité sociétale des entreprises ont été traduits en français et mis en ligne dans le cadre de l'initiative de la Francophonie sur la responsabilité sociétale dans les industries minières.

Résultat immédiat 2 : Les connaissances des acteurs et les capacités institutionnelles des pays ciblés, d'appropriation des ODD et de suivi de leur mise en œuvre sont renforcées aux niveaux régional, national et local

Diverses formations tant régionales que nationales et locales ont été menées dans une vingtaine de pays de diverses régions d'**Afrique et d'Europe centrale et orientale** au profit de **2 000 acteurs** sur les enjeux des ODD pour les collectivités territoriales et de **500 cadres de l'Administration publique, des collectivités locales, des ONG ou du secteur privé** sur les outils ASD et l'intégration des ODD dans les politiques de développement à tous les échelons.

- i. **outils ASD : 25 bénéficiaires de 3 pays** (Bulgarie, Moldavie et Arménie) lors d'une formation régionale qui a offert l'opportunité d'élargir la coopération de l'institut dans cette zone sur les questions du développement durable et **20 bénéficiaires** dans le cadre du programme court de second cycle sur l'Analyse systémique de la durabilité dispensé par l'Université du Québec à Chicoutimi. Les étudiants ont alors été également initiés aux concepts du développement durable, à l'historique des négociations internationales du développement durable et à l'évolution des concepts qui lui sont associés
- ii. **outils de maîtrise de l'environnement : environ 110 bénéficiaires** (universitaires, juristes, experts environnementalistes, etc.) provenant d'une vingtaine de pays lors de divers ateliers d'échanges et de formation
- iii. **formations en présentiel sur les thématiques de la transition énergétique auprès de plus de 600 bénéficiaires (dont 85 décideurs et professionnels du secteur de l'énergie) |**
 - a. la politique et l'économie de l'énergie,
 - b. les systèmes d'information énergétiques,
 - c. les systèmes de management de l'énergie et pratique du diagnostic énergétique dans l'industrie,
 - d. les facteurs de banquabilité des projets de mini-réseaux utilisant les énergies renouvelables en Afrique de l'Ouest
 - e. l'aménagement urbain, de la construction et du bâtiment face aux défis de la transition énergétique, Lomé (Togo), juillet 2018,
 - f. la tarification de l'électricité, Abidjan (Côte d'Ivoire), mai 2018,
 - g. la gestion de l'énergie durable en entreprises, Douala (Cameroun), juin 2018,
 - h. la réglementation économique et financière de l'industrie électrique, Montréal (Canada), juillet 2018 et
 - i. la planification, la politique et l'économie de l'énergie, Djibouti (Djibouti), octobre 2018.
- iv. **10 formations en ligne** sur des thématiques variées de l'énergie auprès de **5 400 bénéficiaires**
 - a. les partenariats public-privé (PPP) pour l'accès à l'électricité durable (12 juillet 2018),
 - b. les chauffe-eau solaires, un marché prometteur (26 juillet 2018),
 - c. les bonnes pratiques d'efficacité énergétique dans l'industrie (9 août 2018),
 - d. les contrôles des factures d'électricité dans le secteur public (20 septembre 2018),
 - e. l'efficacité énergétique, énergies renouvelables et accès : quels poids dans l'énergie durable ?, (27 septembre 2018),
 - f. la transition énergétique en milieu urbain : de la formation à la mise en pratique (11 octobre 2018),
 - g. la transition énergétique en milieu urbain : initiatives à répliquer (25 octobre 2018) et,
 - h. les matériaux biosourcés : opportunités et vertus pour la construction (15 novembre 2018).

Ces séminaires marquent un tournant technologique des formations de l'institut et sont de plus en plus populaires.

Dans le domaine de l'environnement, 4 évènements en présentiel en faveur de 200 experts francophones ont été organisés notamment :

- i. **un symposium sur l'éducation judiciaire et l'effectivité du droit de l'environnement en Afrique francophone** au Cameroun (février 2018) qui a réuni une **soixantaine d'universitaires et de juristes** issus de 17 pays

francophones. Ce symposium a permis de valider un guide méthodologique pour l'évaluation de l'effectivité du droit de l'environnement et un manuel de formation pour les écoles judiciaires d'Afrique francophone,

- ii. **un atelier francophone de formation et d'échanges sur les catastrophes naturelles** tenu à Moroni, aux Comores (avril 2018), pour **une cinquantaine d'experts**, principalement issus des petits États insulaires de l'Océan indien, ainsi que les représentants des partenaires au développement,
- iii. **les 1ères Assises francophones de l'évaluation environnementale et sociale**, tenues à Casablanca, au Maroc (mai 2018) en partenariat avec le Secrétariat d'État chargé du Développement Durable du Royaume du Maroc. **Une cinquantaine de participants venant de 21 pays francophones** y ont pris part et ont validé la cartographie analytique des cadres juridiques et des pratiques de l'évaluation environnementale et sociale dans l'espace francophone, tout en définissant un programme multiforme de développement de capacité en évaluation environnementale,
- iv. **un atelier de formation sur le concept, les politiques et l'intégration de l'économie de l'environnement dans les cursus de formation**, en collaboration avec la Fondation Mava, l'Institut des Sciences de l'Environnement (ISE) de la Faculté des Sciences et Techniques de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar a été organisé en novembre 2018. Il a réuni **trente-huit participants** issus de plusieurs universités et centres de recherche du Sénégal.

Un manuel sur la thématique « Comprendre et analyser des enjeux et des actions du développement durable » a été édité et diffusé en 150 exemplaires, et accessible au lien : <https://bit.ly/2kSLnj0>

Un ouvrage portant sur le « Cours et tribunaux de l'environnement : guide à l'usage des décideurs » (<https://lnkd.in/eAUisibz>) a été traduit pour informer les décideurs et spécialistes juridiques des pays francophones d'un état des lieux, des leçons à en tirer et des options disponibles pour promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable.

Résultat immédiat 3 : Un accompagnement des acteurs dans la mise en pratique des outils et connaissances acquises est assuré

Deux pays ont bénéficié d'un appui spécifique sur la priorisation des cibles des ODD. Les pays membres de l'UEMOA ont été les principaux bénéficiaires d'un accompagnement pour la mise en œuvre des SIE. Au niveau des initiatives sur l'utilisation durable de l'énergie, un pays (Madagascar) a été appuyé pour la production du charbon écologique, tandis que deux initiatives ont été lancées sur la promotion de chauffe-eau solaires et d'exemplarité énergétique du secteur privé. Elles sont essentiellement privées (7 groupements d'entreprises) et néanmoins endossées par 7 pays. L'Initiative « ville durable » s'est poursuivie avec la commune pilote de Bassam via le financement d'activités de démonstration (lampadaires solaires) ainsi que l'élaboration d'un Agenda 21 local.

10 jeunes entreprises dans le secteur de l'énergie durable (JEED) ont bénéficié de séminaires de formation sur les thèmes suivants :

- i. bonification du modèle des affaires,
- ii. amélioration du plan d'affaires,
- iii. familiarisation avec les leviers de l'écosystème local.

Trois JEED ont été sélectionnées et primées lors de la 14e Assemblée générale de l'Association Africaine pour l'électrification rurale (Club-ER), en décembre 2018 à Cotonou (Bénin) et bénéficieront d'un accompagnement de six mois au sein d'un incubateur local (Lomé, Togo).

8 ateliers nationaux ont permis le lancement officiel des activités nationales du Programme SIE-UEMOA marquant un tournant décisif dans la mise en œuvre de ce dernier par son appropriation par les équipes nationales mises en place et formées aux outils développés. Cela est de nature à consolider le partenariat stratégique entre l'IFDD et l'UEMOA.

Le programme régional d'efficacité énergétique UEMOA-OIF/EE couvrant les 8 pays de cet espace économique a été mis en œuvre à travers

- i. la mise en place de son Comité de pilotage pour la validation des textes et outils normatifs,
- ii. l'appel d'offres international pour l'acquisition d'équipements de test de performance énergétique de réfrigérateurs, lampes et matériaux de construction et
- iii. le lancement des enquêtes de consommation spécifique des bâtiments.

Au plan environnemental, une cinquantaine de participants venant de 21 pays francophones, ainsi que des représentants d'institutions partenaires, ont pris part à des travaux de validation de la cartographie analytique des cadres juridiques et des pratiques de l'évaluation environnementale et sociale dans l'espace francophone, tout en définissant un

programme multiforme de développement de capacité en évaluation environnementale. Des pistes prometteuses de collaboration Sud/Sud sont aussi ressorties. Une collaboration de 36 mois en faveur de la gestion durable de l'environnement en Afrique francophone a été initiée entre l'IFDD et la **Fondation MAVA** permettant la réalisation d'une **évaluation de l'économie de l'environnement dans l'espace francophone**, en collaboration avec une équipe pluridisciplinaire de Dual Citizen LLC afin de collecter des données relatives à la fois à l'indice de performance en économie verte, aux indicateurs en lien avec le capital naturel et les services écosystémiques et à l'indice de la performance environnementale, avec pour objectif de fournir les données pour la production du **premier Atlas francophone de l'économie de l'environnement**.

50 cadres du ministère de l'Environnement et du Développement durable de la **Côte-d'Ivoire** ont été formés aux outils d'Analyse systémique de la durabilité. Cette formation s'inscrivait dans le cadre d'une feuille de route de la direction générale de l'environnement et du développement durable en 5 étapes pour l'élaboration du PNDD de la Côte d'Ivoire notamment :

- i. la sensibilisation de toutes les catégories d'acteurs sur les ODD et l'agenda 2030,
- ii. la formation aux outils ASD,
- iii. la mise à jour du Plan national de Développement 2018-2020,
- iv. la mise à jour de la stratégie nationale de développement durable (SNDD),
- v. l'élaboration du rapport national volontaire au Forum Politique de Haut Niveau de 2019.

L'Union des Comores a été accompagnée pour l'élaboration de sa **politique de Tourisme durable à travers la mise à disposition d'expertise internationale et nationale sur le diagnostic du secteur ainsi que le financement d'un atelier national de validation de sa politique. Une quarantaine d'experts nationaux y ont pris part et validé une feuille de route financée par la suite par la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement.**

La mesure de l'effectivité du droit de l'environnement s'est traduite par un soutien à une meilleure reconnaissance de l'apport du droit de l'environnement dans les progrès ou les reculs de la biodiversité et des sources de pollution, à travers la création innovante et la diffusion de **17 fiches d'indicateurs** juridiques, simples et lisibles par tous, qui donneront une valeur ajoutée majeure aux nombreux rapports nationaux et internationaux sur « l'état de l'environnement ». Ces rapports permettront aux décideurs politiques d'orienter leurs décisions, tout en donnant au droit une visibilité qui ne pourrait que renforcer son effectivité.

Enfin, le **ministère togolais de l'Environnement et des Ressources forestières (MERF)** a été soutenu dans son processus d'**élaboration des normes environnementales** par la réalisation de trois études préliminaires respectivement sur

- i. l'évaluation de l'état des lieux des textes juridiques et du cadre institutionnel en vue de la proposition des normes environnementales du Togo,
- ii. la détermination et étude cartographique des éléments et sites sensibles et/ou vulnérables en vue de l'élaboration des normes environnementales du Togo et,
- iii. la proposition de normes environnementales pour le Togo.

Elles ont permis de formuler des suggestions pour améliorer durablement le processus d'élaboration et de mise en œuvre des normes afin qu'il ne se limite pas uniquement à la production d'un texte.

Résultat immédiat 4 : L'expérience et les spécificités francophones dans la mise en œuvre des ODD sont valorisées et mutualisées dans l'espace francophone et dans le cadre international du Programme de développement des Nations Unies pour l'après 2015

Une trentaine de points focaux développement durable d'une trentaine de pays se sont réunis à la fin du mois de juin à Lomé (Togo) pour échanger leurs expériences sur les examens nationaux volontaires au Forum Politique de Haut Niveau, la priorisation des cibles des ODD et leur intégration dans des politiques et stratégies nationales ainsi que leurs actions respectives d'adaptation institutionnelle et d'appropriation des ODD. Cette rencontre a été précédée d'une **réunion d'un groupe d'experts ès-qualité en charge de l'édition du premier Rapport de la Secrétaire générale de la Francophonie** sur les bonnes pratiques et innovations majeures en matière de développement durable au sein de la Francophonie.

Elle a débouché sur :

- i. l'instauration d'une rencontre des points focaux DD de la Francophonie,
- ii. la validation et l'institutionnalisation des fiches de gouvernance du DD,
- iii. l'adoption du principe de l'élaboration d'un rapport DD de la Secrétaire Générale de la Francophonie et
- iv. l'adoption du principe d'instauration d'une semaine francophone du développement durable lancée par la Secrétaire Générale.

Ces diverses expériences ont été partagées au Forum Politique de Haut niveau de juillet 2017 lors d'un événement parallèle.

5 expériences de planifications locales ont également été partagées et un symposium Afrique sur la Gouvernance du Développement durable co-organisé avec le système des Nations Unies organisé.

Des jeunes professionnels des Seychelles, Comores, Haïti et Madagascar ont été appuyés pour participer au premier Salon ÉCORISMO pour l'Amérique du Nord en 2018 sur le thème de « Agir par un tourisme qui protège la planète, qui bénéficie à tous et qui est un moteur de croissance soutenue ». Ce salon a été une excellente opportunité de partage d'expériences pour les PEID dans ce secteur clé de leurs économies.

La Principauté de Monaco a renouvelé son soutien financier à l'initiative de la Francophonie pour les PEID pour 120 000 euros sur 4 ans ; ce qui a permis de soutenir des projets de terrain comme celui de l'association SYAH- Seychelles. Ce projet a permis de former une dizaine de femmes en situation de vulnérabilité – *victimes de grossesses précoces* - sur la confection de sacs de tissu réutilisables et leur a permis d'avoir un revenu décent à travers la commercialisation de ces sacs.

La fondation Mava a apporté son soutien financier aux activités portant sur les outils de gestion de l'environnement à hauteur de 360 000 euros sur 3 ans, ce qui a permis de générer des données sur la performance environnementale dans les **88 États et gouvernements** membres de la Francophonie tout en expérimentant une démarche locale de gestion de l'environnement dans une collectivité territoriale, notamment par l'appui au développement de la filière durable de la pêche artisanale dans les îles Saloum (Sénégal). <https://www.francophonie.org/collaboration-IFDD-fondation-MAVA-gestion-environnement-48777.html>

Dans une démarche de **recherche-action**, **10 innovations sur la prévention et la gestion de catastrophes naturelles** ont été sélectionnées. **67 innovateurs issus de 17 pays francophones** ont ainsi proposé des solutions innovantes dans les secteurs de la gestion de l'eau, de l'engagement citoyen, de la lutte contre la sécheresse, de la pollution, de la gestion des sinistres, des technologies de l'information et de la communication, de la gestion des déchets, de l'agriculture, de l'énergie, du reboisement, des brigades anti-catastrophes, de la gestion des sols et de la protection du patrimoine historique. Pour plus d'informations: <https://bit.ly/2RYs7yN>.

L'IFDD a contribué à l'animation d'événements parallèles en marge de **la 4e édition du Forum international Jeunesse et emplois verts à Niamey au Niger**, mars 2019. Cette rencontre a connu un franc succès avec plus de **1 000 jeunes sensibilisés** (présents à l'ouverture) et **200 jeunes participants**, issus d'une **trentaine d'États et de gouvernements membres**, formés à la création d'entreprises d'économie verte.

Un événement parallèle de la Francophonie a été organisé en marge de **la 24e édition de la Conférence de Montréal du Forum économique international des Amériques (FEIA)**, sur le thème « Une nouvelle mondialisation, gérer l'incertitude », juin 2018, Montréal, Canada. L'objectif de cet événement qui a connu **la participation d'une trentaine de personnes** était de démontrer les opportunités économiques, environnementales et sociales de l'utilisation du matériau bois dans les bâtiments pour l'espace francophone et de discuter du rôle de la Francophonie pour l'accompagnement de ses États et gouvernements membres dans ce secteur.

Le financement d'un projet d'électrification solaire de la mairie de Ouahigouya, Burkina-Faso avec un budget de **115 684 Euros dont 20 000 euros obtenus de la Principauté d'Andorre** a débuté le 1er février 2018 et s'étendra jusqu'en décembre 2019. 100% des besoins en énergie électrique de la mairie, incluant la climatisation, l'éclairage, l'informatique, etc., seront comblés par l'énergie solaire, en remplacement de sources non renouvelables. L'énergie produite est directement consommée. Les bénéficiaires de ce projet sont les acteurs locaux, les administrations publiques, et dans une plus large mesure, la population de Ouahigouya (**171 090 bénéficiaires directs et indirects**).

La participation de l'IFDD au 86e Colloque de l'ACFAS, un des plus grands rassemblements des scientifiques francophones, a permis de présenter les outils ASD développés par la Francophonie en collaboration avec l'Université du Québec à Chicoutimi.

Un événement parallèle a été organisé en marge des travaux du **Forum Politique de haut Niveau** sur les examens nationaux volontaires dans l'espace francophone. Il a réuni une **cinquantaine de participants d'une trentaine de pays**.

Une participation de l'IFDD à la **1ère Conférence Mondiale sur l'économie bleue** a permis d'identifier quelques pistes d'action comme (i) la définition francophone de ce concept, (ii) l'identification de l'expertise francophone sur le sujet, (iii) l'intégration des aspects clefs comme la sécurité et les enjeux géostratégiques des ressources maritimes dans une planification stratégique, (iv) l'élaboration d'un état de lieux de l'économie bleue dans l'espace francophone et, (v) l'élaboration et la diffusion d'un CLOM (MOOC) de sensibilisation sur ce concept et ses enjeux dans l'espace francophone.

Trois initiatives ont été mises en œuvre dans le secteur énergétique. Il s'agit de (i) **l'Initiative de la Francophonie pour des villes durables (IFVD)**, avec le déploiement de son portail sur la mise à jour de bonnes pratiques ainsi que la participation

au sommet Africités à la suite de laquelle une **vingtaine de collectivités locales** se sont inscrites comme nouvelles utilisatrices de la plateforme en ligne de l'IFVD, (ii) l'**Initiative d'exemplarité énergétique du secteur privé (IEEP)** pour sept (7) organisations du secteur privé avec le soutien à l'identification, au développement et la réalisation d'actions à impact rapide pour produire, pour les entités partenaires, des bénéfices énergétiques, économiques, financiers et environnementaux, l'organisation de séminaires en ligne de formation et, (iii) l'**Initiative pour la promotion du marché des chauffe-eau solaires en Afrique subsaharienne (IPMACES)**. Elle se structure autour de la concertation avec les acteurs béninois pour la préparation d'une étude restreinte des besoins de différentes catégories d'acteurs (hôpitaux, prisons civiles, hôtels, etc.) et le lancement d'un projet pilote d'installation de 20 à 30 chauffe-eau solaires pour tester le mécanisme prévu par l'IPMACES avec les différentes parties prenantes concernées ainsi que la mobilisation de partenaires institutionnels, notamment des banques de développement.

Le **7e Forum mondial des régulateurs de l'énergie**, de Cancun (Mexique) en mars 2018, a été mis à profit pour organiser une concertation francophone en partenariat avec le Réseau des régulateurs francophones de l'énergie (RegulaE.fr). En matière d'utilisation durable de l'énergie, divers événements internationaux comme le 8^e Sommet Africités, le Salon du Bâtiment (Bâtimat), la 23^{ième} et la 24^e Conférence des Parties sur le Climat ont permis des partages d'expériences sur les bâtiments et quartiers éco énergétiques, la diffusion des fiches Prismes et autres publications de l'institut ou l'édition de Film sur l'expérience de la ville de Bassam en matière de développement durable : <https://www.youtube.com/watch?v=EeJmbWQhp4o>.

En outre, l'IFDD a soutenu trois initiatives internationales : (i) le **Symposium régional sur l'écologisation des systèmes judiciaires en Afrique**, organisé par ONU Environnement à Maputo (Mozambique), du 1er au 3 août 2018. La rencontre a réuni **plus d'une centaine de participants issus de 41 pays**, parmi lesquels les Présidents de Cours Suprêmes d'une trentaine de pays, des Hauts responsables des institutions de formation judiciaire, d'autres acteurs de la chaîne judiciaire et plusieurs organisations telles qu'ONU Environnement, l'OIF/IFDD et l'Institut judiciaire mondial sur l'environnement. L'IFDD a procédé au lancement du **Manuel judiciaire de droit de l'environnement en Afrique**. Pour plus d'informations: <https://bit.ly/2Bi4nR6>, (ii) La **13e Session du Groupe de travail africain sur la Réduction des risques de catastrophe (GTARRC)** qui s'est tenue du 4 au 5 septembre à Yaoundé (Cameroun). Réunissant plus d'une **cinquantaine de participants provenant des Communautés économiques régionales, des États membres ainsi que des partenaires au développement**, cette 13^e Session a porté sur l'examen des progrès et des défis régionaux dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, de son plan d'action et des propositions concrètes de suivi pour accélérer sa mise en œuvre. Plus d'informations: <https://bit.ly/2MwWnxE> et, (iii) le **21^e Colloque international du Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFÉE)** qui s'est tenu du 3 au 5 septembre 2018 à Paris (France). Réunissant **plus d'une centaine de participants**, cette 21^e édition de l'évènement a porté sur le rôle de l'évaluation environnementale dans la gestion des controverses environnementales.



ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

1. **La Rencontre annuelle des points focaux DD a été instaurée** depuis Lomé en juin 2017 et est structurante en ce sens qu'elle crée une dynamique francophone de partage de bonnes pratiques et de renforcement mutuel des capacités sur les grands enjeux de la mise en œuvre des ODD et de l'Agenda 2030. Elle a débouché sur le lancement du processus d'élaboration du Rapport DD de la Secrétaire Générale de la Francophonie dont la première édition sera lancée lors du Sommet d'Erevan d'octobre 2018. Cette activité a également permis l'institutionnalisation et la validation des fiches de gouvernance du développement durable qui donnent non seulement un aperçu de la question dans l'espace francophone mais permettent surtout de mobiliser les pays dans la mise en place de mécanismes institutionnels adaptés à l'appropriation des ODD et à la mise en œuvre de l'Agenda 2030.
2. Dans le cadre de ses activités régionales de suivi de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 le système des Nations Unis (UNDESA, PNUD, UNECA et UNITAR) a accepté de co-organiser avec l'OIF, à travers l'IFDD et la RPUA, le **Symposium Afrique sur « la gouvernance pour la mise en œuvre des engagements en matière de développement durable en Afrique »** qui s'est tenu à Addis-Abeba en décembre 2017. Ce Symposium a réuni les 54 pays africains avec la présence effective de 30 pays membres de la Francophonie grâce à l'implication de l'IFDD. Il a permis une meilleure visibilité de l'expertise francophone et a positionné l'OIF comme un partenaire stratégique du système des Nations Unies dans la mise en œuvre des ODD et de l'Agenda 2030.
3. A la demande de sa Présidence, **une formation sur les outils ASD et l'économie verte** a été dispensée à une cinquantaine de cadres de la Banque de Développement des États d'Afrique Centrale (BDEAC) à Brazzaville en octobre 2017, dont le succès a permis la signature d'une Entente de Coopération entre le Président de la Banque et l'Administrateur de l'OIF en marge de la 23^{ième} Conférence des Parties sur le Climat. Grâce à cette formation, l'IFDD est reconnu comme partenaire stratégique par cette institution financière, pivot des actions de développement en Afrique Centrale.

4. **L'initiative d'enseignement du développement durable dans les ENA francophones** a abouti à une formation de 15 de ces écoles à Abidjan en février 2018 avec l'implication effective de la CNUCED et d'UNDESA. Reconnue comme initiative innovante, elle est adoptée par les Nations Unies et l'Association Africaine de l'Administration Publique et de Management. Ces organisations ont également manifesté leur intérêt à coopérer avec l'IFDD pour une transformation structurelle de la Fonction publique en vue de la mise en œuvre des ODD et de l'Agenda 2030.
5. Le **premier Rapport Développement Durable de la Secrétaire générale de la Francophonie** intitulé « **Francophonie et développement durable : Innovations et bonnes pratiques** » a été élaboré, validé et diffusé. Il a mis l'accent sur une trentaine de bonnes pratiques et innovations de 34 pays.
6. **Les ateliers nationaux de lancement officiel des activités nationales du Programme SIE-UEMOA** marquent un tournant décisifs dans la mise en œuvre de ce dernier par son appropriation par les équipes nationales mises en place et formées aux outils développés. Cela est de nature à consolider le partenariat stratégique entre l'IFDD et l'UEMOA.
7. **Le développement des supports du cours en ligne sur la Réglementation économique et financière de l'industrie électrique** crée les conditions de lancement de cette formation ; ce qui permettra de toucher une clientèle plus large et de répondre ainsi aux nombreuses demandes enregistrées. Ceci est également de nature à avoir une masse critique d'expertise francophone sur ces thématiques grâce à l'utilisation des opportunités offertes par les nouvelles technologies de l'information. Plus généralement, cette activité ouvre de nouvelles perspectives de l'université virtuelle en développement au sein de l'institut.
8. **La Francophonie a été à l'honneur au dernier Salon Mondial du Bâtiment à Paris de 2017**. Cette visibilité a permis de faire connaître son expertise en matière d'efficacité énergétique dans les bâtiments ainsi que son initiative sur les villes durables. Elle a aussi permis de conforter son partenariat stratégique avec UN-Habitat ainsi que d'autres organismes internationaux spécialisés sur la question. Ce fut une excellente opportunité de valorisation de l'expertise francophone.
9. Des activités majeures ont marqué **l'initiative sur les villes durables** à savoir (i) l'éclairage du pont de la Victoire avec 8 lampadaires autonomes à Grand Bassam dont l'inauguration par l'Administrateur en marge des jeux de la Francophonie a vu la participation de plus de 300 personnes dont plusieurs dignitaires ivoiriens et (ii) le lancement de son portail. Ces activités permettent de franchir un nouveau palier de l'initiative pour une meilleure mobilisation des partenaires par le partage des expériences capitalisées.
10. Tout en posant les jalons d'une **formation judiciaire en droit de l'environnement**, l'IFDD a soutenu une meilleure reconnaissance de l'apport du droit de l'environnement dans les progrès ou les reculs de la biodiversité et des sources de pollution, à travers la création innovante et la diffusion d'indicateurs juridiques simples et lisibles par tous qui donneront une plus-value majeure aux nombreux rapports nationaux et internationaux sur « l'état de l'environnement ». Ces rapports permettront dès lors aux décideurs politiques d'orienter leurs décisions, tout en donnant au droit une visibilité qui ne pourrait que renforcer son effectivité.
11. Dans le cadre du **Programme d'efficacité énergétique UEMOA-OIF/EE**: (i) **une directive régionale et une norme régionale sur l'étiquetage énergétique des lampes et des appareils électroménagers neufs** sont formellement validées par les acteurs régionaux de l'efficacité énergétique de l'espace UEMOA, (ii) **une directive régionale et un code régional modèle de l'efficacité énergétique des bâtiments neufs** sont formellement validés par les acteurs régionaux de l'espace UEMOA et, (iii) **cinq (5) laboratoires de l'espace UEMOA** sont présélectionnés pour bénéficier d'un protocole de dons d'équipements d'essai des performances énergétiques d'une valeur totale de 1 152 525 euros.
12. La **cartographie analytique de l'évaluation environnementale dans l'espace francophone** a permis la réalisation d'un diagnostic global de l'évaluation environnementale et sociale (EES), avec l'implication de **25 États et gouvernements** membres volontaires, pour mettre en perspective les dispositifs institutionnels, le cadre juridique, le contenu technique, les pratiques et les avancées, mais aussi, et surtout, les défis majeurs pour renouveler et rendre encore plus performante l'EES. Ce travail a permis d'établir une cartographie participative, originale et très instructive capable d'alimenter les législations, politiques, démarches et pratiques de préservation de l'environnement, tout en relevant concomitamment la qualité de vie de toutes et tous.

Les principaux chiffres du programme sont :

1. **17 initiatives développées et mises en œuvre** en matière de tourisme durable, d'efficacité énergétique, d'investissement dans les collectivités, de projets d'énergie renouvelables et d'environnement pour le développement durable ;
2. **16 de ces initiatives ont été partagées** dans des foras internationaux, lors d'ateliers régionaux ou sur les médias et les réseaux de l'institut ;
3. **2 ouvrages édités et 13 outils développés et diffusés**, dont des directives régionales et une norme sur l'efficacité énergétique pour 8 pays de l'UEMOA ;
4. **6 202 personnes ont bénéficié d'actions** de formation, de concertations ou de sensibilisation sur les ODD, l'Agenda 2030 des Nations Unies, les Accords multilatéraux et les outils de gestion de l'environnement ainsi que la transition énergétique ;
5. **500 000 euros** de nouveaux financements externes mobilisés auprès de Monaco, Andorre et la Fondation MAVA ;
6. **1 268 209 euros** d'investissement de terrain réalisés (Efficacité énergétique et solaire) ;
7. **10 séminaires en ligne sur l'énergie qui ont touché 5 400 apprenants** ;
8. **67 innovateurs de 21 pays** ont fait des propositions et **10 innovations sur la prévention et la gestion des catastrophes** sélectionnées.

INDICATEURS							
Résultat intermédiaire du P711	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Les capacités des pays ciblés à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies régionales, nationales et locales de développement durable, inclusives, participatives et axées sur les résultats, sont accrues aux niveaux régional, national et local	proportion de pays/collectivités locales ciblés qui se sont engagés dans la mise en œuvre de politiques, stratégies ou plans intégrant le développement durable	%	0	8	275	113 ¹¹	100
Résultat immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
711.1 Les outils de planification à l'échelle locale, nationale et régionale des pays ciblés sont adaptés aux nouvelles exigences de programmation, de suivi et d'évaluation par les résultats, des stratégies, des programmes et des projets de développement de DD, au titre des ODD	nombre d'outils adaptés aux nouvelles exigences de programmation, suivi et évaluation, dans la perspective de l'atteinte des ODD	nombre	0	16	0	44 ¹²	10
711.2 Les connaissances des acteurs et les capacités institutionnelles des pays ciblés, d'appropriation des ODD et de suivi de leur mise en œuvre sont renforcées aux niveaux régional, national et local	nombre de personnes ayant bénéficié d'un appui du programme pour l'appropriation des outils de suivi et de mise en œuvre des stratégies d'atteinte des ODD	nombre	0	861	1169	9714 ¹³	1000
711.3 Un accompagnement des acteurs dans la mise en pratique des outils et connaissances acquises est assuré	nombre d'initiatives opérationnelles de développement durable mises en œuvre dans le cadre du programme	nombre	0	16	0	17 ¹⁴	18

¹¹ Au terme de la programmation quadriennale, 100% des pays/collectivités locales ciblés (4 pays : Côte d'Ivoire, Comores, Mali, Togo, et 5 collectivités du Togo et du Burkina-faso) se sont engagés dans la mise en œuvre de politiques, stratégies ou plans intégrant le développement durable.

¹² Au terme de la programmation quadriennale, 44 outils ont été adaptés aux nouvelles exigences de programmation, suivi et évaluation, dans la perspective de l'atteinte des ODD.

¹³ Au terme de la programmation quadriennale, 9714 personnes ont bénéficié d'un appui du programme pour l'appropriation des outils de suivi et de mise en œuvre des stratégies d'atteinte des ODD.


¹⁴ Au terme de la programmation quadriennale, 17 initiatives « différentes » ont été mises en œuvre.

711.4 L'expérience et les spécificités francophones dans la mise en œuvre des ODD sont valorisées et mutualisées dans l'espace francophone et dans le cadre international du Programme de développement des Nations Unies pour l'après 2015	nombre d'initiatives francophones partagées, valorisées ou mutualisées dans le cadre du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015	nombre	0	24	3	16 ¹⁵	10
---	--	--------	---	----	---	------------------	----

711		CREDITS			
		initial	modifié	ordonné	Taux d'exécution
2015	31 déc.	2 410 000 €	3 799 963 €	2 714 705 €	71%
2016	31 déc.	2 385 000 €	4 830 629 €	3 060 523 €	63%
2017	31 déc.	2 140 000€	4 808 053 €	3 038 703 €	63%
2018	31 déc.	1 720 000 €	4 234 962 €	2 815 214 €	67%

¹⁵ Au terme de la programmation quadriennale, 16 initiatives ont été mises en œuvre.



Objectif stratégique : OS7	<i>Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015 et des Objectifs de développement durable</i>						
Résultat final	<i>Les pays ciblés intègrent davantage les enjeux et Objectifs de développement durable (ODD) dans les politiques nationales et locales</i>						
Résultat intermédiaire attendu	<i>Les capacités des acteurs francophones sont renforcées en vue d'une participation active aux négociations et décisions internationales sur l'économie, l'environnement et le développement durable, ainsi que leur mise en œuvre.</i>						
Intitulé du programme	7.1.2. - Négociations internationales sur l'économie, l'environnement et le développement durable						
ODD associés	<i>Tous les ODD mais particulièrement les ODD 12, 13, 14, 15, 16 et 17</i>						
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues						



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du Programme « 7.1.2. Négociations internationales sur l'économie, l'environnement et le développement durable » visant à renforcer l'influence des pays francophones dans la prise de décisions internationales s'est poursuivie en 2018. Les enjeux ont essentiellement porté sur l'opérationnalisation de l'Accord de Paris sur le Climat et la préparation de la suite des objectifs sur la biodiversité.

En outre, l'institut a renforcé son soutien à l'opérationnalisation des Accords Multilatéraux sur l'Environnement en multipliant des initiatives, le développement de manuels et de guides de référence ainsi que des publications majeures sur l'environnement et divers outils.

Le développement des outils numériques s'est accéléré avec des séminaires en lignes, des appuis à des projets et des formations. Tenant compte de l'évolution rapide des technologies numériques, une refonte totale de certains outils de communication de l'institut a été engagée. Le niveau des publications reste également élevé avec de plus en plus de partenariats.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (31 DECEMBRE 2018)

Afin de renforcer les capacités des acteurs francophones pour une participation active aux négociations et décisions internationales sur l'économie, l'environnement et le développement durable, ainsi que leur mise en œuvre, l'IFDD a obtenu les résultats suivants :

Résultat immédiat 1 : Les connaissances des acteurs pour participer aux négociations et discussions internationales sur l'économie, l'environnement et le développement durable sont renforcées

305 acteurs francophones ayant participé aux sept concertations francophones ont renforcé leurs capacités sur les négociations internationales et la mise en œuvre des engagements nationaux sur le climat et la désertification.

420 jeunes francophones issus du Canada, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Bénin et du Maroc ont renforcé leurs connaissances sur la gestion des déchets, les technologies climatiques, le charbon vert ou l'agroécologie lors des **sept ateliers** organisés dans le cadre de l'initiative jeunesse de lutte contre les changements climatiques.

Plus de 50 acteurs ont participé à la table ronde sur les stratégies novatrices d'implication et d'appropriation par les populations du Programme de développement durable, organisée le 19 juillet 2017 en marge du Forum politique de haut niveau sur le développement durable des Nations Unies.

Lors de la CdP23 :

- ✓ **1300 participants** ont pris part à **35 événements parallèles** organisés au pavillon de la Francophonie sur le climat dans le but de sensibiliser et de renforcer les capacités de la communauté francophone
- ✓ **Plus de 60 participants, dont douze ministres**, ont pris part à la **concertation ministérielle sur le climat à Bonn (Allemagne)** et ont renforcé leurs capacités et partagé leurs points de vue sur la mobilisation du financement pour la mise en œuvre des engagements nationaux

Lors de la CdP24 :

- ✓ **300 participants** ont pris part à l'évènement parallèle sur la mise en œuvre des CDN, en partenariat avec l'UEMOA et la CEDEAO
- ✓ **60 participants** ont pris part à l'évènement parallèle à l'évènement parallèle sur la finance climat, en partenariat avec le Fonds d'adaptation
- ✓ **Une concertation des ministres francophones** sur le climat a été organisée
- ✓ Les États et gouvernements ont organisé **40 événements au pavillon de la Francophonie mis à disposition par l'IFDD**, décembre 2018
- ✓ **En outre 135 négociateurs (110) et négociatrices (25)** d'Afrique francophone avaient été formés en préparation de la CdP24 sur le climat, Dakar (Sénégal) - octobre 2018, dans le cadre des négociations de la CdP14 sur la biodiversité Charm El Cheikh (Égypte) - novembre 2018 et en préparation de la société civile en préparation de la CdP24 sur le climat, Katowice (Pologne) – décembre 2018)

En partenariat avec la GIZ, 24 négociateurs francophones ont vu leurs capacités renforcées en matière de coordination et d'élaboration de positions communes africaines lors des négociations sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages résultant de leur utilisation, Addis Abeba - octobre 2018.

145 négociateurs francophones et 80 chefs de délégations se sont concertés en marge (i) des négociations intermédiaires sur la biodiversité, Montréal (Canada) - juillet 2018, (ii) des négociations concernant les lignes directrices pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris, Bonn (Allemagne) - juin 2018 et, (iii) des négociations de la session des négociations de Bangkok (Thaïlande) - septembre 2018.

Enfin, un **partenariat entre Madagascar et Haïti dans le domaine du développement et de la gestion des aires protégées** a été facilité, Charm El Cheikh, Égypte, novembre 2018

Résultat immédiat 2 : Des outils pour la mise en œuvre et le suivi des engagements en matière économique, environnementale et de développement durable sont disponibles

Plusieurs outils d'aide à la négociation et d'appui à la mise en œuvre des engagements des pays ont été produits et diffusés notamment lors des Conférences des Parties et mis à la disposition des acteurs francophones:

- ✓ **2 guides des Négociations (biodiversité et climat)**
- ✓ **2 résumés à l'intention des décideurs (biodiversité et climat)**. De même, la version française du Bulletin des négociations de la terre (BNT) a été mise à disposition lors des négociations sur le climat, la biodiversité et la désertification en 2018 ;
- ✓ **La version française du GEO-6,**
- ✓ **Le bulletin des Négociations de la Terre.**
- ✓ **3 notes techniques «Éclairage sur les enjeux prioritaires»** mettant à la disposition des acteurs francophones (négociateurs, décideurs...) des informations pertinentes sur les enjeux des négociations internationales sur le climat et la mise en œuvre de l'Accord de Paris ont été produites et diffusées. Elles traitent respectivement (i) de la Finance climat, (ii) du Dialogue de Talanoa et, (iii) de la Situation des négociations sur l'élaboration des lignes directrices.

À partir de la plateforme www.objectif2030.org, **260 projets locaux ont été soumis à la recherche de partenariats et quatre en faveur de 5 800 bénéficiaires** ont été appuyés par l'IFDD :

- i. Projet « *Production de poulets de chair grâce à l'assainissement écologique* » (République centrafricaine) par l'association Jeunesse En Marche Centrafrique,
- ii. Projet « *Énergie photovoltaïque pour la réduction de la pauvreté* » (Burundi) par l'organisation Maison Parma dans le cadre du programme Utilisation durable de l'énergie (UDE),
- iii. Projet « *Autonomisation des femmes fumeuses de poisson sur le littoral* » (Bénin) par l'organisation Jeunes Volontaires pour l'Environnement-Bénin et, (iv) le projet « *Accompagnement technique de la commune rurale de Djirnda dans les îles Saloum au Sénégal, pour la mise en œuvre expérimentale d'une filière durable de pêche artisanale* » mis en œuvre par Enda Énergie au Sénégal. Pour plus d'informations: <https://bit.ly/2ti9eNl>.

Par ailleurs, par une série de **cinq web reportages** produits par Mediaprod, les projets du Bénin, du Burundi, de Guinée, de Madagascar et du Tchad ont pu être capitalisés et les expériences diffusées auprès de milliers de francophones. Pour plus d'informations: <https://bit.ly/2FwW1Vb>.

Une application numérique du Guide des négociations a été produite pour aider les négociateurs francophones à négocier efficacement lors des sessions.

La plateforme www.Objectif2030.org a poursuivi ses formations en ligne du 12 février au 31 mars 2018 au profit de **4 600 apprenants**, ce qui dénote sa popularité et sa montée en puissance. Dédiée aux acteurs non étatiques, elle répond à leur besoin d'information, soutient des actions de proximité qui allient progrès socioéconomique et protection de la planète et facilite leur réplique. Les participants sont originaires de **118 pays**, bien au-delà de l'espace francophone, ce qui en fait aussi **un excellent outil de diffusion de la langue française**.

Résultat immédiat 3 : Les capacités des pays à mobiliser des financements pour le développement et pour la mise en œuvre des décisions des négociations internationales en matière d'économie, d'environnement et de développement durable sont renforcées

Renforcement des capacités et appui des processus nationaux de **trois pays** (Madagascar, Sénégal et Maroc) sur l'accès et le partage des avantages des ressources de la biodiversité.

Entre juillet 2017 et mai 2018, le réseau des ministres et experts des finances s'est concentré sur la problématique des partenariats public-privé, un instrument de financement capable de mobiliser des financements complémentaires du secteur privé pour le financement de certaines infrastructures mais souvent plus coûteux et qui présente des risques élevés pour les gouvernements. S'appuyant sur une étude technique et les conclusions des échanges d'expérience des experts des ministres des finances, la concertation et le plaidoyer des ministres auprès des institutions internationales se sont focalisés sur la manière dont ces risques et coûts pourraient être maîtrisés et le renforcement de capacités dont les pays auraient besoin pour réussir les projets de PPP. Le résultat des travaux du réseau ont également été partagés avec le caucus africain en août 2017, la présidence du G20 et les agences des Nations Unies en avril 2017.

Le plaidoyer s'est par ailleurs poursuivi sur la fiscalité pour la mobilisation des ressources intérieures au cours de diverses interventions auprès des institutions internationales. Le comité des experts sur la coopération internationale en matière fiscale a notamment été l'occasion de relayer la position des pays francophones à faible revenu en faveur de l'élimination des exonérations fiscales sur l'aide publique au développement, qui complexifie le travail des administrations fiscales et entraîne des pertes de recettes, et d'appuyer la mise en place d'un sous-groupe de travail sur ce sujet.

En marge du réseau, l'OIF continue de suivre la mise en œuvre de la norme ITIE dans les pays francophones et a participé aux réunions de son Conseil d'Administration en octobre 2017 et février 2018.

Avec l'appui de la **Région Bruxelles Capitale**, **3 projets renforçant la résilience climatique dans les domaines de la pêche, de l'agriculture durable et de la promotion des énergies renouvelables** au Sénégal, au Bénin et au Togo ont été soutenus au profit de **5 000 bénéficiaires directs ou indirects**.

Avec l'appui du **Québec**, **une centaine de jeunes ont bénéficié de l'appui de l'Initiative jeunesse de lutte contre les changements climatiques** pour prendre part à des réunions internationales ou régionales, renforcer leurs capacités sur l'agroécologie et le charbon vert, et réaliser des projets à impact local.

Une centaine de représentants de 17 pays, dont 12 francophones se sont réunis pour impulser une dynamique d'actions en vue d'un changement d'échelle dans la mise en œuvre des bonnes pratiques en matière de gestion durable des terres et de promotion d'une économie verte, Conférence internationale de Niamey, Niger, juillet 2018.

Divers appuis aux cadres institutionnels, des diagnostics des dispositifs juridiques et l'accompagnement pour soutenir la mise en œuvre des processus **APA** ont été faits dans **3 pays d'Afrique francophone** à savoir : Bénin, Madagascar et Cameroun.

Résultat immédiat 4 : Les pays ciblés et les catégories d'acteurs francophones accèdent à de l'information de qualité, en français et à jour sur l'environnement, le développement durable et l'évolution de l'espace économique francophone

L'évaluation externe des programmes et outils d'information en français pour le développement durable (Médiaterre et Objectif Terre) fait apparaître un besoin croissant de partage d'informations « pratiques » pour les professionnels du développement durable. Plus de 95 % des répondants souhaitent accéder à des outils méthodologiques, guides pratiques, ouvrages de référence, bonnes pratiques, retours d'expériences, expérimentations, initiatives locales, témoignages opérationnels et exemples réussis. Plus de 80 % des répondants souhaitent disposer d'e-formations. En outre, un besoin notamment de « faire remonter l'information de terrain » (logique ascendante) a été relevé. En 2017-2018, la plateforme d'information Médiaterre (www.mediaterre.org) a permis de diffuser **7 305 dépêches**. Environ **47,5 millions de pages ont été consultées** sur les portails de Médiaterre en 2017-2018. Ci-dessous, quelques indicateurs complémentaires de Médiaterre (en date du 31 mai 2018) :

- 11 657 membres inscrits
- 10 448 visiteurs par jour
- 890 téléchargements de l'application mobile Médiaterre

Par ailleurs, à la suite de l'évaluation externe des programmes et outils d'information en français pour le développement durable (**Médiaterre** et **Objectif Terre**), il a été décidé d'interrompre la publication du bulletin **Objectif Terre** (ayant une diffusion trop confidentielle et, malgré une utilité confirmée, répondant davantage aux besoins des universités qu'à ceux des négociateurs) et d'engager une refonte de **Médiaterre**.

La refonte du site web de l'IFDD a été initiée. Elle s'effectue d'avril à novembre 2018. Un mini-site annonçant le 30^{ème} anniversaire de l'IFDD sera mis en ligne à la fin juin.

En présence de la Secrétaire générale et de l'Administrateur, l'OIF a participé à de nombreux événements à la conférence de Montréal 2017. Elle a d'une part organisé trois événements sur/

- ✓ la transition énergétique,
- ✓ les partenariats public-privé pour le financement des infrastructures et
- ✓ les normes de qualité pour le développement des entreprises.

Elle a également été associée au lancement officiel de l'Observatoire de la Francophonie économique, créé par l'Université de Montréal avec l'appui du gouvernement du Québec, de l'AUF et de l'OIF, et à l'événement organisé par l'AUF sur l'avenir des universités. Enfin, la séance de clôture de la Conférence de Montréal a réuni les secrétaires générales de la Francophonie, du Commonwealth, du Secrétariat Ibéro-américain et la secrétaire exécutive de la Communauté des pays de langue portugaise autour d'un appel conjoint à un « nouvel humanisme universel ».

Dans la continuité de ces événements, l'OIF a contribué à la première édition de la Conférence de Paris en décembre 2017. Après une session sur l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes et une session de haut niveau réunissant autour de la Secrétaire générale plusieurs chefs d'Etats et ministres sur le financement des infrastructures, la Secrétaire générale a précisé dans le cadre d'une session plénière, en compagnie de la Secrétaire exécutive de la CPLP, comment les organisations des 4 espaces linguistiques se proposent de mettre en œuvre l'appel lancé à Montréal.

En dehors des outils, des fiches techniques et des guides déjà mentionnés, plusieurs autres publications ont été éditées au cours de l'année dans le cadre des activités d'information des acteurs sur la transition énergétique, l'environnement et le développement durable. C'est ainsi qu'on peut noter :

La publication du **Rapport de la Francophonie sur les bonnes pratiques et innovations majeures en matière de développement durable** en septembre 2018. Il a été diffusé à Erevan en marge du Sommet des Chefs d'Etats et de gouvernements. **Pour le lire** : <http://bit.ly/2MvYInq>

Deux (numéros de la revue Liaison Énergie Francophonie (LEF)) ont été publiés sur/

- i. les « Catastrophes naturelles : résilience à l'ère des changements climatiques » : <https://bit.ly/2F6Orol>,
- ii. la « Gestion des mouvements migratoires - Enjeux et défis pour l'environnement et les sociétés » : <https://bit.ly/2E4Nsm6>. La Revue LEF est diffusée à près de 6 000 abonnés (4 000 abonnés à la version électronique et 2 000 abonnés à la version papier).

Une plateforme en ligne du volet MOGED a été conçue. Cette plateforme abrite les profils pays produits par l'IFDD. Son lancement est prévu en 2019. Un dossier spécial d'actualités a été élaboré sur Médiaterre pour soutenir la diffusion des outils méthodologiques, guides pratiques, ouvrages de référence, bonnes pratiques, retours d'expériences, expérimentations, initiatives locales, témoignages opérationnels et exemples réussis sur la gestion durable de l'environnement. **48 blogueurs issus de 14 pays** sont actuellement inscrits sur cette plateforme d'échanges. Ils ont publié plus de **130 dépêches sur la gestion de l'environnement** qui ont été lues par **plus de 23 000 personnes** depuis le 13 juin 2018. Pour plus d'informations : <https://bit.ly/2RExDdE>.

Enfin, d'autres actions de communication de l'IFDD au 2^{ème} semestre de 2018 sont à relever : (i) 6 événements organisés ou coorganisés par l'IFDD ou l'OIF, (ii) la participation ou le partenariat dans 12 autres événements organisés par d'autres institutions ou entreprises, (iii) une quarantaine de nouvelles ou communiqués diffusés sur le site de l'IFDD, et, (iv) une quarantaine de publications ou vidéos produites.

L'utilisation des **réseaux sociaux** s'est traduite par (i) **Facebook** : une centaine de brèves diffusées ; 5 900 abonnés à la page de l'IFDD ; 5 566 « J'aime » de la page ; 2 108 personnes touchées par publication ; 131 personnes / publication « engagées » rejointes, (ii) **Twitter** : une centaine de brèves diffusées ; 1 624 abonnés ; 2 100 personnes réagissent aux publications, (iii) **LinkedIn** : une cinquantaine de brèves ; 720 abonnés, (iv) **Youtube** : 65 vidéos en ligne depuis l'ouverture de la chaîne (2017) ; 150 abonnés ; 5 000 vues de la chaîne.

Par ailleurs l'infolettre Séminaires en ligne (SEL) a été diffusée X fois au 2^{ème} semestre de 2018 ; 3 800 abonnés ; 1 979 personnes ouvrent l'infolettre. De même l'infolettre LEF a été diffusée deux fois au 2^{ème} semestre de 2018 avec 3 800 abonnés ; 1200 personnes ouvrent l'infolettre. Celle sur les Nouvelles de l'IFDD a paru 1 fois en 2018 ; 3 400 abonnés. Enfin des publicités et articles sur l'IFDD ont été publiés dans plusieurs journaux ou magazines.



ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

Les États et gouvernements ont organisé **40 événements au pavillon de la Francophonie mis à disposition par l'IFDD** à la CdP24 climat, décembre 2018.

La plateforme www.Objectif2030.org a touché **4 600 apprenants de 118 pays** bien au-delà de l'espace francophone; ce qui en fait **un excellent outil de diffusion de la langue française**.

L'utilisation des **réseaux sociaux** c'est : (i) **Facebook** : une centaine de brèves diffusées ; 5 900 abonnés à la page de l'IFDD ; 5 566 « J'aime » de la page ; 2 108 personnes touchées par publication ; 131 personnes / publication « engagées » rejointes, (ii) **Twitter** : une centaine de brèves diffusées ; 1 624 abonnés ; 2 100 personnes réagissent aux publications, (iii) **LinkedIn** : une cinquantaine de brèves ; 720 abonnés, (iv) **Youtube** : 65 vidéos en ligne depuis l'ouverture de la chaîne (2017) ; 150 abonnés ; 5 000 vues de la chaîne.



REALISATIONS EN CHIFFRES

Le programme s'est décliné selon les résultats chiffrés suivants :

- **52 ateliers, formations et concertations** ont été organisés
- **7 outils** d'aide à la négociation, d'information ou de formation ont été mis à la disposition des pays francophones
- **2 guides et 3 notes techniques** ont été produits et diffusés ;
- **5 464 francophones** ont été formés sur l'environnement, le développement durable et le climat ;
- **3 pays** ont été accompagnés dans le cadre des processus sur l'accès et le partage des avantages des ressources de la biodiversité
- **12 projets** citoyens de développement durable ont été mis en œuvre en faveur de plus de **20 000 bénéficiaires**
- **260 projets locaux** ont été soumis à la recherche de partenariats et quatre en faveur de **5 800 bénéficiaires** ont été appuyés par l'IFDD ;
- avec l'appui de la **Région Bruxelles Capitale**, **3 projets renforçant la résilience climatique dans les domaines de la pêche, de l'agriculture durable et de la promotion des énergies renouvelables** au Sénégal, au Bénin et au Togo ont été soutenus au profit de **5 000 bénéficiaires directs ou indirects** ;
- **2 numéros de LEF** édités et diffusés auprès de **6 000 abonnés** ;
- **2 520 dépêches** publiées sur Médiaterre en 2018 pour environ **18,5 millions** de pages consultées, **12 000** membres, **8 000** visiteurs par jour et **1 900** téléchargements de l'application mobile ;

- **Une plateforme MOGED** conçue avec **48** blogueurs, de **14** pays, **23 000** personnes qui la suivent avec plus de **130** dépêches ;
- **Séminaires en ligne (SEL)** **10** séminaires/an ; **3 800** abonnés ; **1 979** personnes ouvrent l'infolettre ;
- **Infolettre LEF** diffusée 2 fois avec **3 800** abonnés ; **1 200** personnes ouvrent l'infolettre ;
- **Infolettre Nouvelles de l'IFDD** a paru 1 fois en 2018 ; **3 400** abonnés.
- **6 ateliers et rencontres** d'experts et ministérielles ont mobilisé plus de 250 personnes, 35 pays et institutions internationales et régionales et 23 ministres et hauts dirigeants de ces institutions
- **Impact du dialogue avec la communauté internationale** en matière de financement du développement : l'assistance technique apportée aux pays d'Afrique et du Moyen orient a augmenté de 33% durant les 5 dernières années, +6 pays francophones du réseau vont bénéficier d'un diagnostic de l'impact des impôts sur les acteurs économiques, des outils et documents ont été traduits en français, la fiscalité de l'APD est inscrite à l'ordre du jours des discussions du groupe d'experts des nation Unies sur la coopération internationale en matière fiscale.

712		CREDITS			
		initial	modifié	ordonné	Taux d'exécution
2015	31 déc.	985 000 €	1 642 781 €	1 216 614 €	74%
2016	31 déc.	985 000 €	1 661 654 €	1 426 184 €	86%
2017	31 déc.	865 000 €	1 415 664 €	1 274 695 €	90%
2018	31 déc.	IFDD 490 000 €	IFDD 869 245 €	736 659 €	85%
		DFEN 375 000€	DFEN 628 166 €	535 479€	85%

INDICATEURS							
Résultat intermédiaire du P712	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Les capacités des acteurs francophones sont renforcées en vue d'une participation active aux négociations et décisions internationales sur l'économie, l'environnement et le développement durable, ainsi que leur mise en œuvre	proportion de processus de négociations et décisions internationales visés dans lesquels des pays francophones ciblés affichent des positions individuelles ou collectives	%	0	40	100	100	100
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
712.1 Les connaissances des acteurs pour participer aux négociations et discussions internationales sur l'économie, l'environnement et le développement durable sont renforcées	nombre de personnes ayant renforcé leur maîtrise des connaissances et des outils en matière de négociations et décisions internationales sur l'économie, l'environnement et le développement durable	nombre	0	1414	1881	11 829 ¹⁶	1000
712.2 Des outils pour la mise en œuvre et le suivi des engagements en matière économique, environnementale et de développement durable sont disponibles	nombre d'outils développés ou adaptés mis à la disposition des acteurs francophones (pour la mise en œuvre et le suivi des engagements en matière d'économie, d'environnement et de développement durable)	nombre	0	16	8	35 ¹⁷	25
712.3 Les capacités des pays à mobiliser des financements du développement et pour la mise en œuvre des décisions des négociations internationales en matière d'économie, d'environnement et de développement durable sont renforcées	nombre d'activités de partage et d'échange de connaissances et d'accompagnement à la formulation de propositions francophones	nombre	0	19	27	151 ¹⁸	40
712.4 Les pays ciblés et les catégories d'acteurs francophones accèdent à de l'information de qualité, en français et à jour sur l'environnement, le développement durable et l'évolution de l'espace économique francophone	nombre d'outils d'information, de sensibilisation et de communication mis à disposition des acteurs francophones (ventilé par type et catégorie d'acteurs)	nombre	0	10	10	38 ¹⁹	200

¹⁶ A l'issue du quadriennium, 11 829 personnes ont renforcé leur maîtrise des connaissances et des outils en matière de négociations et décisions internationales sur l'économie, l'environnement et le développement durable.

¹⁷ A l'issue du quadriennium, 35 outils développés ou adaptés ont été mis à la disposition des acteurs francophones (pour la mise en œuvre et le suivi des engagements en matière d'économie, d'environnement et de développement durable).

¹⁸ A l'issue du quadriennium, 151 activités de partage et d'échange de connaissances et d'accompagnement à la formulation de propositions francophones ont été conduites.

¹⁹ A l'issue du quadriennium, 38 outils d'information, de sensibilisation et de communication ont été mis à disposition des acteurs francophones.



8.1.1 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	OS8 - Soutenir une croissance durable et inclusive qui favorise le bien-être des populations et la création d'emplois en particulier pour les femmes et les jeunes				
Résultat final	RF8 - Les conditions d'une croissance durable et équitable dans les pays ciblés sont consolidées				
Résultat intermédiaire attendu	RINT 811 - L'entrepreneuriat innovant et productif chez les femmes et les jeunes est renforcé				
Intitulé du programme	Programme 811 - Promotion de l'emploi par l'entrepreneuriat pour les femmes et les jeunes en Afrique subsaharienne francophone				
ODD associés					
Régions de la francophonie concernées	Afrique Centrale, en particulier : Cameroun, Gabon, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo	Afrique de l'Ouest, en particulier : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.	Océan Indien, en particulier : Madagascar, Comores, Djibouti, Maurice, Seychelles et La Réunion	Et aussi... France, Pays-Bas et Suisse	



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Face aux défis de la faible employabilité des jeunes et de la féminisation de la pauvreté, l'OIF a adopté dans le cadre du quadriennium 2015-2018, le Programme de « *Promotion de l'emploi par l'entrepreneuriat chez les jeunes et les femmes en Afrique subsaharienne francophone* ».

Ce programme s'inscrit en conformité avec la Stratégie Économique pour la Francophonie qui considère les jeunes comme un moteur de l'entrepreneuriat dans tous les secteurs d'activités, en mesure de contribuer à une croissance économique inclusive et durable, et en phase avec les Objectifs de Développement Durable (ODD).

A la demande des Etats membres de la Francophonie, il intervient auprès de treize pays membres: **Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Niger, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sénégal et Togo.**

Le Programme vise à renforcer les capacités pays partenaires à identifier et maîtriser les opportunités de création d'emploi et de revenus, par l'entrepreneuriat, en particulier pour les jeunes et les femmes, dans les filières stratégiques pour la Francophonie : l'économie numérique, l'économie verte, l'agriculture durable, l'économie sociale et solidaire, l'économie de la culture notamment.

Entre 2015 et 2018, les actions de promotion de l'emploi par l'entrepreneuriat chez les jeunes et les femmes en Afrique subsaharienne francophone se sont articulées autour de trois volets complémentaires devant permettre de renforcer les écosystèmes locaux, nationaux et régionaux, dans un souci de développement inclusif et raisonné :

1. Accompagner des jeunes et des femmes porteurs de projets et entrepreneurs par la pérennisation d'incubateurs d'entreprises dans les pays ciblés ;
2. Renforcer l'environnement entrepreneurial (institutionnel, réglementaire, normatif, stratégique et financier) afin de faciliter la création d'entreprises formelles par les jeunes et les femmes, et d'aider ces entreprises à saisir les opportunités de croissance et de développement qui s'offrent à elles ;
3. Offrir des opportunités d'échange d'expériences et de bonnes pratiques sur l'emploi et l'entrepreneuriat, et appuyer les réseaux de femmes et de jeunes entrepreneurs francophones.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS

Résultat immédiat 1 : Les femmes et les jeunes francophones porteurs de projets ont renforcé leurs capacités entrepreneuriales

1. Appui aux incubateurs

- **Le programme a permis de renforcer les capacités entrepreneuriales des femmes et des jeunes, à travers un appui technique et matériel apporté aux structures francophones d'appui à l'entrepreneuriat innovant.** Au 31 décembre 2018, ce sont une quarantaine de Structures d'Accompagnement à l'Entrepreneuriat Innovant (SAEI) (publiques, privées, ou PPP) qui ont été appuyées dans les 13 pays partenaires du Programme (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Niger, RDC, Sénégal et Togo) : rénovation ou extension de locaux, renforcement de capacités pour les ressources humaines des incubateurs, organisation d'événements de sensibilisation et de formation à l'entrepreneuriat pour les étudiants et porteurs de projets, organisation de sessions de formation pour les entrepreneurs. **Cela représente plus de 15 000 jeunes et femmes porteurs de projets et entrepreneurs, accompagnés et/ou sensibilisés à l'entrepreneuriat sur la période.**
- A fin 2018, le programme a également pu conforter les actions liées à l'Entente de partenariat que la DFEN/OIF a signé avec l'Association Bondy Innovation le 15 février 2017 pour **intégrer le consortium du Programme Afrique Innovation (PAI)** ; consortium composé de l'Agence Française de Développement (AFD), l'Institut de recherche pour le Développement (IRD), Orange, la Fondation Africa-France, et incubateurs francophones : Bond'innov (France), le CTIC Dakar (Sénégal), le CIPMEN (Niger), ETRILABS (Bénin), La Fabrique (Burkina Faso) et Saboutech (Guinée). Financé par l'AFD, le Programme Afrique Innovation (PAI) - ou Afric'innov - est un programme multi-pays d'appui à la structuration d'incubateurs de projets innovants, visant le renforcement des capacités d'action des incubateurs de jeunes pousses innovantes agissant en Afrique ou avec l'Afrique.

Renforcement techniquement et financièrement le Programme Afrique Innovation – Afric'innov – sur plusieurs points, dont notamment :

- Le développement de curricula de formation et le renforcement de capacités pour les équipes des incubateurs partenaires : A fin décembre 2018, quatre parcours de formation dédiés aux professionnels de l'accompagnement, contenant 18 modules de formation déclinés en 52 chapitres, avaient été élaborés. Ces formations sont disponibles sur la plateforme Africinnov.com (<https://www.africinnov.com/fr/formations>) sous forme de parcours certifiant et en accès libre sur YouTube. Plusieurs sessions en présentielles ont été organisées entre 2017 et 2018, notamment une session en juin 2018 à Ouagadougou (Burkina Faso) à l'occasion des « Journées de l'Entrepreneuriat Social » organisées par La Fabrique, et une dernière en novembre 2018 à Marseille (France) en marge de la 2e Edition de EMERGING Valley.

- Un référentiel de labellisation a été rédigé en vue du lancement du label Afric'innov en 2020 (<https://www.africinnov.com/fr/label-ai>). Ce référentiel a été diffusé sur les réseaux sociaux et distribué lors de manifestations comme EMERGING Valley à Marseille (France) en novembre 2018.
- Un Guide « Enjeux et opportunités des incubateurs en Afrique de l'Ouest » a été publié en octobre 2018, co-production du collectif Afric'innov (<https://www.africinnov.com/fr/news/guideai>). L'objectif de l'ouvrage est de faire comprendre le travail mené par ces structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat innovant, qui construisent, brique par brique, les fondements des écosystèmes entrepreneuriaux ouest-africains dont elles sont la clé de voûte.
- A noter également qu'à fin 2018, dix-huit SAEI soutenues par l'OIF avaient rejoint la communauté Afric'innov.

2. *Entrepreneuriat numérique*

- **Le Programme a appuyé plusieurs événements de sensibilisation**, formation et réseautage pour les SAEI et entrepreneur(e)s africains, notamment la 3e édition de l'Africa Startup Tour (Bénin, juillet 2018), et la 1ère édition de « Environnement Startups » (Côte d'Ivoire, Octobre 2018).
- **Soutien à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes dans le secteur du numérique notamment dans le domaine du numérique et du digital.** L'appui apporté par le programme a notamment permis les réalisations ci-dessous:
 - L'OIF/DFEN a soutenu la participation de jeunes entrepreneurs numériques à la 2e Conférence internationale des jeunes francophones qui s'est tenue à Genève, du 17 au 19 septembre 2018 sur le thème de l'inclusion économique et financière des jeunes, en lien avec la thématique du Sommet de la Francophonie de Erevan « Vivre ensemble dans la solidarité, le partage des valeurs humanistes et le respect de la diversité : source de paix et de prospérité pour l'espace francophone ».
 - Dans le cadre du Parcours numérique francophone, d'une délégation de jeunes professionnels et entrepreneur(e)s TIC a été invitée à participer à la 8e édition du KIKK Festival (Namur, novembre 2018), festival international consacré à la créativité dans les cultures numériques.

Résultat immédiat 2 : Un environnement institutionnel, juridique et financier favorable à la création et/ou au développement d'entreprises est consolidé dans les pays cibles.

Le programme a facilité le développement d'entreprises formelles et le renforcement de l'environnement entrepreneurial par i) le **développement d'outils innovants** en faveur du développement de l'entrepreneuriat (le Guide en ligne de l'entrepreneur, la plateforme de commerce en ligne « Fabriqué au Sénégal », la plateforme entreprendre Cameroun, etc.); ii) l'**appui aux structures et dispositifs nationaux de soutien à l'entrepreneuriat** œuvrant pour la formalisation des activités économiques la facilitation de l'accès aux marchés et aux financements (Agences nationales de promotion des PME, Guichets uniques de formalités des entreprises, Centres de gestion agréés, Agences nationales de promotion des exportations, Organismes nationaux de normalisations, institutions bancaires et financières etc.); iii) et le **renforcement des capacités des décideurs publics** des pays partenaires du programme dans l'élaboration et la mise en place de stratégies et politiques en faveur de l'entrepreneuriat. A ce jour, **50 décideurs publics et représentants de structures nationales de soutien à l'entrepreneuriat ont été formés, et une quarantaine de structures nationales de soutien au développement de l'entrepreneuriat ont bénéficié d'un appui technique.**

1. *Formalisation des activités économiques*

- **Appui à l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), dans ses efforts de promotion du « Statut de l'Entrepreneur »** auprès de ses Etats membres en soutenant l'opérationnalisation de ce dispositif juridique visant à faciliter la création d'entreprise et à encourager la formalisation des activités économiques.

- ✓ Le 31 juillet 2018 a eu lieu le lancement de la phase pilote du statut de l'entrepreneur à Ouagadougou (**Burkina Faso**) avec plus de 300 acteurs des micros et petites entreprises enregistrés. En fin 2018, le Burkina Faso a finalisé cette phase pilote de la mise en œuvre du statut de l'entrepreneur. 300 entrepreneurs dont 59 femmes, ont été formalisés et formés sur la gestion d'entreprise, et 150 d'entre eux ont reçu un accompagnement personnalisé par le Centre de gestion agréé (CGA) de Ouagadougou.
- ✓ En **Côte d'Ivoire**, ce sont 180 femmes qui ont été formées dans le cadre du statut de l'entrepreneur, sur l'entrepreneuriat et la gestion commerciale.
- **Renforcement de capacités des Centres Gestion Agréés (CGA) et à leur développement en région** dans les pays partenaires (**Burkina Faso, Niger et Sénégal**). Ces structures apportent une assistance technique en gestion aux entrepreneurs notamment dans les domaines de la comptabilité et la fiscalité, et contribuant à la formalisation du secteur informel.
 - ✓ En 2018, le Programme a contribué à la professionnalisation des dirigeants des CGA de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) sur le nouveau référentiel comptable de l'OHADA et la tenue des dossiers de travail. Cette formation a touché 20 cadres des CGA du **Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo**. Cette formation a été restituée à 311 cadres techniques des CGA et a permis d'améliorer le service fourni à 24 242 adhérents.
- **Dans le cadre de l'amélioration de l'environnement juridique, l'OIF appuie l'adaptation de la législation nationale au développement de l'économie digitale et de l'entrepreneuriat dans le numérique.**
 - ✓ **A Madagascar**, une consultation nationale tenue en août 2018 a permis d'identifier les principaux freins à l'entrepreneuriat des jeunes, et d'élaborer un document de plaidoyer pour faciliter le parcours du jeune entrepreneur.
 - ✓ **Au Cameroun**, un atelier de restitution et validation de l'étude sur le cadre juridique de l'économie numérique a également été organisé en août 2018.

2. *Facilitation de l'accès aux marchés*

- Au Mali, un **Forum sur l'innovation, la certification, et la normalisation des produits agroalimentaires d'Afrique subsaharienne** organisé en juillet 2018 a contribué à sensibiliser et renforcer les capacités de près de 104 participants venant de 7 pays d'Afrique de l'Ouest (**Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Mali**) et d'Europe (**France, Pays-Bas et Suisse**), sur l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement par la traçabilité, les emballages de qualité pour le marché local et pour les exportations, ainsi que la certification, et la labellisation des entreprises agro-alimentaires en Afrique de l'Ouest.
- Le Programme avait appuyé en 2017 le lancement d'une **plateforme de commerce en ligne « Made in Sénégal/Fabriqué au Sénégal »** en partenariat avec le Centre du Commerce International (CCI) et le Ministère du Commerce, du Secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME du **Sénégal**. Cette plateforme vise à faciliter l'accès à 200 PME sénégalaises aux marchés internationaux. En 2018, un plan de communication a été mis en place afin de sensibiliser davantage les entreprises sur les offres de la plateforme. Il a permis l'enregistrement sur la plateforme, la formation et l'accompagnement de 10 nouvelles entreprises du secteur agroalimentaire.
- **Appui au développement de la plateforme de commerce en ligne « Made in Togo/Fabriqué au Togo »** : Made in Togo/Fabriqué au **Togo** vise à améliorer la visibilité et l'accessibilité des biens et services développés par les entrepreneurs sur le territoire togolais. Il dispose d'un portail internet, d'une application mobile et d'un magazine, qui contribuent au référencement et à la promotion des biens et services développés par les Togolais ou donnant une valeur ajoutée aux ressources locales. Le soutien du Programme a permis de développer la plateforme de vente en ligne qui a répertorié en 2018, 187 produits portés par 70% des femmes et reçoit près de 100 visiteurs/jours.
- **Mise à disposition d'une expertise francophone** (un expert en accès au marché africain et un expert juridique en sécurisation des affaires en Afrique) dans le cadre du 11e Forum des Iles de l'Océan Indien sur le thème « *La*

coopération océan Indien - Afrique continentale », tenu à Madagascar du 26 au 28 septembre 2018. Le forum a vu la participation de plus de 140 entrepreneurs dont plus de 50% venaient des autres îles de l'Océan Indien (**Comores, Maurice, Seychelles et La Réunion**).

- **Contribution à la participation de Madagascar** en tant que pays invité d'honneur du **Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou** (26 octobre au 04 novembre 2018, Burkina Faso), par la mobilisation de 7 artisans, dont 6 femmes.
- 3. Renforcement de l'inclusion financière des femmes et des jeunes entrepreneurs**
 - **Accompagnement à l'inclusion financière** des jeunes et femmes porteurs de projets viables, individuels ou collectifs et financement d'entreprises dans le cadre du partenariat avec la Confédération des Institutions Financières - Afrique de l'Ouest (CIF-AO) pour la mise en place d'un dispositif complet de financement destiné aux femmes et aux jeunes entrepreneurs : En 2018, le projet a contribué à sensibiliser 599 personnes dont 276 femmes sur l'accès au micro-financement et financé à hauteur de 90 555 € des projets portés par 187 personnes dont 47 femmes.

Résultat immédiat 3 : Les acteurs francophones en charge des questions liées à l'emploi ont davantage accès à des espaces d'échanges multi-acteurs

- 1. *Entreprendre* en *Francophonie***
(https://www.facebook.com/EntreprendreEnFrancophonie/?epa=SEARCH_BOX)

- **Forum « Entreprendre en Francophonie, Océan Indien »**

Tenu les 4 et 5 décembre 2018 à Antananarivo (**Madagascar**) en partenariat avec le Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé, le forum a réuni plus de 180 participants de l'écosystème entrepreneurial de la sous-région Océan Indien (**Comores, Djibouti, Maurice, Mayotte/La Réunion, Seychelles** ainsi que les six provinces de Madagascar) dont les institutions publiques, les structures d'appui, le patronat et les institutions de financement, ainsi que des entrepreneurs. Ce forum a permis des échanges d'expériences et de bonnes pratiques sur les principaux freins à l'entrepreneuriat dans la sous-région, ainsi que le renforcement du réseautage. Il a contribué également à renforcer le partenariat avec le réseau des jeunes entrepreneurs de la sous-région (Synergie Jeunes) et des femmes entrepreneurs (Entreprendre au Féminin – Océan Indien). Enfin, le forum a bénéficié de la participation de champions de l'Afrique continentale - connexion très demandée par les îles de l'Océan indien - venant du **Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Sénégal, du Rwanda, du Togo et du Tchad**.

- 2. *Participation au XVIIe Sommet de la Francophonie, Erevan, Octobre 2018***

Dans le cadre des activités qui se sont déroulées en marge du XVIIe Sommet de la Francophonie à Erevan, Arménie, la Direction de la Francophonie économique et numérique (DFEN) a organisé, le 11 octobre 2018, des rencontres sur le développement de l'entrepreneuriat dans l'espace francophone, notamment dans le secteur du numérique.

A l'occasion de ces rencontres, l'OIF a invité une quarantaine d'acteurs des écosystèmes entrepreneuriaux francophones – entrepreneurs, SAEI et décideurs publics – afin qu'ils partagent leurs expériences et qu'ils échangent sur les bonnes pratiques en matière de développement de l'économie. Leurs échanges ont permis de présenter des réalisations dans différents écosystèmes et d'identifier les besoins pour consolider la dynamique entrepreneuriale de l'espace francophone. Les activités suivantes ont été animées:

- Une table ronde sur les opportunités de croissance pour les entreprises numériques innovantes portées par les femmes et les jeunes ;
- La présentation de parcours d'entrepreneurs et retour d'expériences sur les initiatives en faveur de l'entrepreneuriat menées dans les treize pays partenaires du Programme (incubateurs et acteurs publics) ;

- La présentation du Réseau francophone pour l'entrepreneuriat féminin (RéFEF, <https://refef.org/>) inauguré en novembre 2017 à Bucarest.

3. **Observatoire de la Francophonie Economique en partenariat avec l'Université de Montréal**

S'est tenue le 29 novembre 2018 au Siège de l'Organisation internationale de la Francophonie, la présentation du premier rapport de l'Observatoire de la Francophonie économique (OFE) sur la « *Situation économique en Afrique francophone : enjeux et perspectives* » (<https://ofe.umontreal.ca/fileadmin/ofe/documents/Rapports/Rapport-OFE-FE1.pdf>).

Dans le cadre d'un partenariat avec le Gouvernement du Québec, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), l'OFE a consacré son premier rapport à l'analyse de la situation économique en Afrique francophone, une région du monde qui, avec sa population d'un demi-milliard d'habitants, est très importante pour l'avenir de la Francophonie.

Ce premier rapport de l'OFE porte sur plusieurs pays et régions, et traite de sujets importants pour le présent et le futur de l'Afrique francophone comme la croissance, l'industrialisation, l'éducation, l'emploi et l'entrepreneuriat. À la fois descriptives et analytiques, les six études présentées dans ce rapport brossent un portrait de la situation économique en Afrique francophone et traitent de ses enjeux et de ses perspectives. Toutes les études présentées utilisent des données pertinentes et récentes issues de sources nationales, d'organismes internationaux, d'études et de rapports reconnus. Elles permettent d'avoir une vision juste et actuelle de l'économie africaine francophone, de ses défis et de ses enjeux, assortie d'une liste des politiques publiques à instaurer pour les relever.



ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

- Le développement de curricula de formation et le renforcement de capacités pour les équipes des incubateurs partenaires : A fin décembre 2018, quatre parcours de formation dédiés aux professionnels de l'accompagnement, contenant 18 modules de formation déclinés en 52 chapitres, avaient été élaborés. Ces formations sont disponibles sur la plateforme Africinnov.com (<https://www.africinnov.com/fr/formations>) sous forme de parcours certifiant et en accès libre sur YouTube. Plusieurs sessions en présentielles ont été organisées entre 2017 et 2018, notamment une session en juin 2018 à Ouagadougou (Burkina Faso) à l'occasion des « Journées de l'Entrepreneuriat Social » organisées par La Fabrique, et une dernière en novembre 2018 à Marseille (France) en marge de la 2e Edition de EMERGING Valley. Une vingtaine de SAEI soutenues par l'OIF d'ailleurs déjà rejoint la communauté Afric'innov pour en bénéficier des formations.
- Le référentiel de labellisation rédigé en vue du lancement du label Afric'innov en 2020 (<https://www.africinnov.com/fr/label-ai>). Ce référentiel a été diffusé sur les réseaux sociaux et distribué lors de manifestations comme EMERGING Valley à Marseille (France) en novembre 2018.
- La publication en octobre 2018 du Guide « Enjeux et opportunités des incubateurs en Afrique de l'Ouest », une co-production du collectif Afric'innov (<https://www.africinnov.com/fr/news/guideai>). L'objectif de l'ouvrage est de faire comprendre le travail mené par ces structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat innovant, qui construisent, brique par brique, les fondements des écosystèmes entrepreneuriaux ouest-africains dont elles sont la clé de voûte.
- Le lancement et la finalisation de la phase pilote du statut de l'entreprenant à Ouagadougou (Burkina Faso) avec plus de 300 acteurs des micros et petites entreprises enregistrés et dont la mise en œuvre du statut de l'entreprenant a permis à 300 entreprenants dont 59 femmes de se formaliser et de se former sur la gestion d'entreprise, et 150 d'entre eux ont reçu un accompagnement personnalisé par le Centre de gestion agréé (CGA) de Ouagadougou.
- L'accompagnement à l'inclusion financière des jeunes et femmes porteurs de projets viables, individuels ou collectifs et financement d'entreprises dans le cadre du partenariat avec la Confédération des Institutions Financières - Afrique de l'Ouest (CIF-AO) pour la mise en place d'un dispositif complet de financement destiné aux femmes et aux jeunes entrepreneurs : En 2018, le projet a contribué à sensibiliser 599 personnes dont 276

femmes sur l'accès au micro-financement et financé à hauteur de 90 555 € des projets portés par 187 personnes dont 47 femmes.

- L'accompagnement à l'inclusion financière des jeunes et femmes porteurs de projets viables à travers un appui apporté au programme Lady's First de RAWBANK S.A en République Démocratique du Congo (RDC) qui encourage l'entrepreneuriat féminin dans le but d'améliorer l'accès des femmes entrepreneures aux services financiers, leurs capacités managériales au travers des formations et de faciliter leur accès au marché et à l'information. L'activité a permis de sensibiliser et de former 138 jeunes femmes entrepreneures et d'inciter la banque à adopter des orientations et à proposer des produits spécifiques pour ces jeunes entrepreneures favorisant ainsi une amélioration de l'accès aux services financiers pour ces cibles.
- L'appui apporté à la réforme de création d'entreprise et au processus de décentralisation du Guichet Unique de Création d'Entreprises (GUCE) en RDC qui a permis de déployer et opérationnaliser 1 antenne du GUCE à Kisangani dans la province de la Tshopo. Il a en outre permis de réduire les formalités, les délais et les coûts de création d'entreprises passant à 3 jours maximum pour un coût global réduit de 80 dollars US pour une société (personne morale) et de 30 dollars US pour une entreprise individuelle (personne physique). On note également une nette progression de près de 1500 entreprises créées en 2018 par rapport aux statistiques de l'année 2017 et de plus de 7200 entreprises créées par rapport à 2013 (<https://www.facebook.com/BureauOIFAfriquecentrale/videos/guichet-unique-de-cr%C3%A9ation-dentreprises-guce/245013903013192/>).
- La tenue les 4 et 5 décembre 2018 à Antananarivo (Madagascar) en partenariat avec le Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé, le forum a réuni plus de 180 participants de l'écosystème entrepreneurial de la sous-région Océan Indien (Comores, Djibouti, Maurice, Mayotte/La Réunion, Seychelles ainsi que les six provinces de Madagascar) dont les institutions publiques, les structures d'appui, le patronat et les institutions de financement, ainsi que des entrepreneurs. Ce forum a permis des échanges d'expériences et de bonnes pratiques sur les principaux freins à l'entrepreneuriat dans la sous-région, ainsi que le renforcement du réseautage. Le forum a permis des échanges d'expériences et de bonnes pratiques sur les principaux freins à l'entrepreneuriat dans la sous-région, ainsi que le renforcement du réseautage. Il a contribué également à renforcer le partenariat avec le réseau des jeunes entrepreneurs de la sous-région (Synergie Jeunes) et des femmes entrepreneures (Entreprendre au Féminin – Océan Indien).
- La publication du premier rapport de l'Observatoire de la Francophonie économique (OFE) sur la « Situation économique en Afrique francophone : enjeux et perspectives » suivi de sa présentation le 29 novembre 2018 au Siège de l'OIF (<https://ofe.umontreal.ca/fileadmin/ofe/documents/Rapports/Rapport-OFE-FE1.pdf>).



REALISATIONS EN CHIFFRES

Au total :

***93 structures de soutien à l'entrepreneuriat appuyées dans 13 pays (incubateurs, structures nationales)
+ 27 000 jeunes et femmes porteurs de projets et entrepreneurs, accompagnés, formés et/ou sensibilisés à l'entrepreneuriat***

Résultat immédiat 1 : Les femmes et les jeunes francophones porteurs de projets ont renforcé leurs capacités entrepreneuriales

- **40 Structures d'Accompagnement à l'Entrepreneuriat Innovant (SAEI)** ou incubateurs d'entreprises appuyés dans 13 pays d'Afrique sub-saharienne francophone.
- **+15 000 jeunes et femmes porteurs de projets et entrepreneurs, accompagnés et/ou sensibilisés** à l'entrepreneuriat par les SAEI / incubateurs.
- **18 modules / 52 chapitres de formation développés** pour le renforcement de capacités des équipes managériales et opérationnelles des incubateurs dans le cadre du partenariat avec le Programme Afrique Innovation (PAI) - Afric'innov.

- **3 éditions de rencontres de l'entrepreneuriat innovant Nord et Sud co-organisées**, ayant réuni lors de la dernière édition (octobre 2017) près d'une cinquantaine de SAEI/Incubateurs francophones (formations, échanges d'expérience, réseautage).

Résultat immédiat 2 : Un environnement institutionnel, juridique et financier favorable à la création et/ou au développement d'entreprises est consolidé dans les pays cibles.

- **13 ministères en charge de l'entrepreneuriat renforcés** dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, stratégies et dispositifs en faveur du développement des Petites et Moyennes Entreprises.
- **50 décideurs publics et représentants de structures nationales de soutien à l'entrepreneuriat ont été formés** à l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et politiques en faveur de l'entrepreneuriat dans le cadre d'ateliers régionaux organisés par l'OIF.
- **40 structures nationales de soutien au développement de l'entrepreneuriat appuyées** dans la mise en place de dispositifs et d'outils innovants dans les domaines de la formalisation des entreprises, de l'accès aux marchés et aux financements, bénéficiant à plus de **10 000 jeunes et de femmes entrepreneurs**.
- **30 banques formées** dans la mise en place de produits spécifiques consacrés aux entreprises portées par les femmes et les jeunes.
- **Près de 4 000 femmes et des jeunes entrepreneurs sensibilisés et formés** à appliquer les normes et les systèmes de contrôle de la qualité pour un meilleur accès aux marchés.
- **30 hauts cadres bancaires d'Afrique francophone formés et renforcés à l'élaboration et à la mise en œuvre de produits spécifiques ciblant les PME**, en collaboration avec la Société financière internationale (IFC – membre du Groupe Banque mondiale).

Résultat immédiat 3 : Les acteurs francophones en charge des questions liées à l'emploi ont davantage accès à des espaces d'échanges multi-acteurs

- **Près de 2 000 femmes et jeunes entrepreneurs invités** à participer aux événements internationaux.
- **1 réseau francophone pour l'entrepreneuriat féminin (RéFEF) créé** afin d'accroître les opportunités d'affaires (<https://refef.org/>).
- **1 base de données pour la prise de décision et le partage de bonnes pratiques** rendue disponible grâce au partenariat conclu avec l'Observatoire de la Francophonie économique.
- **1 rapport sur la « Situation économique en Afrique francophone : enjeux et perspectives »** disponible (<https://ofe.umontreal.ca/fileadmin/ofe/documents/Rapports/Rapport-OFE-FE1.pdf>).

811		CREDITS			
		initial	modifié	ordonnancé	Taux d'exécution
2015	31 déc.	475 000 €	3 457 060 €	216 596 €	6%
2016	31 déc.	475 000 €	3 705 689 €	1 275 260 €	34%
2017	31 déc.	420 000 €	4 619 908 €	3 187 496 €	48%
2018	31 déc.	420 000 €	4 149 254 €	3 062 827 €	74%

INDICATEURS								
Résultat intermédiaire du P811	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	valeur atteinte en 2018	2018	cible à atteindre fin 2018
L'écosystème entrepreneurial pour les filières innovantes est amélioré en faveur des femmes et des jeunes dans les pays ciblés	proportion d'acteurs ciblés dans les pays concernés qui ont une appréciation positive quant à la qualité du dispositif d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes mis en place	%	0	-	49 ²⁰	NC		65
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	valeur atteinte en 2018	2018	cible à atteindre fin 2018
Les femmes et les jeunes francophones porteurs de projets ont renforcé leurs capacités entrepreneuriales	proportion des femmes et jeunes incubés ayant acquis et/ou amélioré leurs capacités dans la création ou la gestion d'entreprise	%	0	-	50 ²¹	62		65
Un environnement institutionnel, juridique et financier favorable à la création et/ou au développement d'entreprise est consolidé dans les pays cibles	proportion d'acteurs ciblés dans les pays concernés qui ont une appréciation positive quant à la qualité du dispositif d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes mis en place	%	0	-	50 ²²	60		65

²⁰ Le taux d'appréciation a été calculé sur la base du nombre d'acteurs ciblés déjà appuyés et satisfaits de la qualité du dispositif d'appui apporté par le programme depuis fin 2016 sur le nombre total de bénéficiaires ciblés par les 7 premiers plans d'actions pays déjà validés par l'Administrateur de la Francophonie

²¹ Ce pourcentage a été calculé sur la base des incubateurs déjà appuyés par le programme depuis fin 2016 sur l'ensemble des incubateurs identifiés pour un soutien de l'OIF dans les 7 premiers plans d'actions pays déjà validés par l'Administrateur de la Francophonie. (Volet #1 du Programme)

²² Ce pourcentage a été calculé sur la base des acteurs déjà appuyés par le programme depuis fin 2016 sur l'ensemble des structures identifiées pour un soutien de l'OIF dans les 7 premiers plans d'actions pays déjà validés par l'Administrateur de la Francophonie. (Volet #2 du Programme)



8.1.2 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	OS8 - Soutenir une croissance durable et inclusive qui favorise le bien-être des populations, la prospérité et la création d'emplois en particulier pour les femmes et les jeunes				
Résultat final	RF 8 - Les conditions d'une croissance durable et équitable dans les pays ciblés sont consolidées				
Résultat intermédiaire attendu	RINT 812 - Les organisations, pays et institutions ciblés sont davantage en mesure de développer des stratégies et échanges inter-régionaux et des projets de coopération tripartite.				
Intitulé du programme	Programme 812 - Développement des échanges économiques				
ODD associés					
Régions de la francophonie concernées	1. Afrique	2. Océan indien	3. Asie	4. Amérique du Nord	Toutes régions confondues



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

La multiplication et la complexité des accords commerciaux (négociation, respect des engagements pris, mise en œuvre), l'apparition de tendances protectionnistes et l'ancrage des enjeux nouveaux à prendre en considération, notamment les ODD conduisent à une augmentation, mieux un changement des besoins de renforcement des capacités des organisations, pays et institutions cibles.

La transformation accélérée de l'économie mondiale, tirée en partie par le commerce et l'investissement, et l'insertion approfondie des pays francophones dans le commerce international et régional créent davantage d'opportunités d'échange et de coopération entre pays et régions francophones. Mais, elles accroissent en même temps le décalage entre les besoins et les capacités humaines et techniques disponibles dans les pays en développement pour mieux en tirer profit.

D'où l'importance et la pertinence de continuer de développer et de renforcer l'action de l'OIF pour accompagner à relever ces enjeux et défis et ainsi, bien se positionner dans la nouvelle architecture du commerce international qui se met en place.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS

Résultat immédiat 1. Les régions francophones ont accru leur capacité à développer des stratégies inter-régionales d'aide pour le commerce

- Lancement depuis le mois de mai 2017 d'une phase de consolidation du Programme Hub & Spokes d'un montant de 3 millions d'euros et d'une durée de 21 mois avec le maintien des Conseillers nationaux et régionaux jusqu'au mois d'Août 2018 ;

- Mobilisation des acteurs francophones avant et pendant la 11^{ème} conférence ministérielle de l'OMC tenue en décembre 2017 à Buenos Aires par l'organisation de 3 concertations régionales à Antananarivo, Siem Reap et Genève, avant la ministérielle et de 3 rencontres durant la conférence dont celle du Réseau des Ministres francophones du commerce ainsi que l'élaboration d'un document technique de travail « En marche vers Buenos Aires » pour les délégués francophones.
- Mobilisation des ressources financières auprès des bailleurs de fonds (BAD, UE..) au profit des Etats de l'Afrique centrale et de l'Ouest dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC **sur la facilitation des échanges** ; ainsi qu'auprès de l'OMC pour l'accompagnement technique des pays francophones dans le cadre de la préparation de l'OMC11.
- Mobilisation des acteurs francophones pour le 6^{ème} Forum global d'aide pour le Commerce en juillet 2017 à Genève.
- Le programme de travail sur les Chaines de valeur dans les filières porteuses (coton, gomme arabique, anacarde, cuirs et peaux) a abouti au programme de DEDICOT (Densification et diversification de l'industrie du coton textile et habillement dans l'espace francophone), résultat significatif de la synergie entre Hub & Spokes et la coopération tripartite.
- 20 experts spécialisés en politiques commerciales ont été déployés auprès des pays et Organisations internationales régionales (OIR) : 16 conseillers nationaux et 4 conseillers régionaux.

Résultat immédiat 2. Les acteurs ciblés sont mieux à même de promouvoir et développer des projets de coopération tripartite et autres outils innovants de coopération

- Une démarche structurante s'est poursuivie dans le cadre de la « Promotion de la coopération tripartite », associant la mobilisation des pays francophones à l'occasion de l'Exposition mondiale sur la coopération tripartite en novembre 2017 à Antalya, (Turquie) ; l'organisation de la consultation régionale pour l'Afrique et l'océan Indien en juillet 2017 à Dakar dans la perspective de la création en juillet 2018 à Rabat, (Maroc) du « Réseau des acteurs francophones pour la coopération Sud-Sud » et tripartite; l'engagement des discussions avec le Bureau des Nations unies pour la coopération Sud-Sud (UNOSSC) en vue d'actions conjointes en faveur de pays francophones.
- Le Réseau des acteurs francophones pour la coopération Sud-Sud et tripartite (RAFSUD) a été officiellement lancé lors de son Assemblée constitutive organisée du 18 au 20 juillet 2018 à Rabat, en collaboration avec le Royaume du Maroc. Le réseau a élu un bureau provisoire présidé par le Maroc et composé pour l'instant des représentants de l'Afrique de l'Ouest (FEWACCI), de l'Afrique centrale (Gabon) et de l'océan Indien (Madagascar). A l'échelle internationale, le réseau a été présenté lors de l'édition 2018 de l'Exposition mondiale sur la coopération Sud-Sud de l'ONU tenue du 28 au 30 novembre 2018 à New York.
- Le 25 septembre 2018, l'OIF a signé un mémorandum d'entente avec l'UNOSSC à l'occasion de l'assemblée générale de l'ONU à New York, fixant un cadre de collaboration entre les deux organisations en matière de plaidoyer, d'information et de sensibilisation, de mise en place de projets conjoints ou de mobilisation conjointe de partenariats techniques et financiers dans le domaine de la coopération Sud-Sud et tripartite.
- Dans le cadre de la « facilitation des échanges commerciaux entre pays et régions francophones », plus de 600 acteurs économiques d'Afrique, de Maghreb, d'Asie et d'Europe se sont rencontrés et ont discuté des projets d'alliance technologique et industrielle dans des secteurs : agriculture, agro-alimentaire, agro-business, anacarde, riz, café, bois et dérivés, etc. lors d'événements internationaux tel qu'Africallia à Ouagadougou ou du Salon international de l'industrie au Mali à Bamako, organisés en avril 2018 avec l'appui de l'OIF ou de missions commerciales organisées en Afrique de l'Ouest, Afrique centrale ou Asie du Sud-Est.
- Dans le cadre de la « structuration des filières », sur la base des acquis obtenus en matière de promotion du commerce intra et interrégional entre l'UEMOA, la CEMAC et le Mékong francophone, l'Initiative de densification et de diversification de l'industrie du coton-textile-habillement dans l'espace francophone (DEDICOT), a été lancée à l'occasion de la Journée du 20 Mars 2018. Cette initiative vise à faciliter la création de ponts entre la Francophonie du coton en Afrique subsaharienne et celle du coton-textile au Maghreb et en Asie.

- L'OIF a participé avec les professionnels francophones à la 1^{ère} édition du Salon international du coton et du textile (SICOT) tenue du 27 au 29 septembre 2018 à Kougoudou (Burkina Faso) en y présentant le DEDICOT et ses contributions à la transformation du coton africain qui doit et peut être génératrice de richesses et d'emplois en Afrique.
- Dans le cadre de l'appui aux réseaux économiques et professionnels francophones, l'OIF a poursuivi son soutien au Forum francophone des affaires (FFA) afin de sensibiliser et mobiliser les entreprises francophones sur les grands enjeux économiques, ainsi que valoriser les talents francophones (prix de la Francophonie économique, prix du livre économique francophone) ;
- Un Mémoire d'entente de coopération a été signé en février 2018 entre l'OIF et la Conférence permanente des Chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) pour renforcer la collaboration et développer les échanges commerciaux des pays membres respectifs. Cette coopération vise à accroître les synergies entre les programmes des deux institutions par la création de trois mécanismes : un portail francophone des affaires, une plateforme internationale de règlement des litiges commerciaux dans la zone francophone et une plateforme d'échanges entre femmes entrepreneurs francophones.
- Dans le cadre de la « Promotion de la Francophonie économique », la réflexion prospective de l'OIF sur les grands enjeux économiques et numérique dans l'espace francophone a été poursuivie avec l'organisation de la 2^{ème} édition des Journées de la Francophonie économique numérique (JFEN) le 14 septembre 2017 au siège de l'OIF à Paris autour du thème « *Les couleurs de l'économie au sein de l'espace francophone : les défis de la transformation structurelle* ».

ACTIVITES SIGNIFICATIVES

Le programme renforce le rôle et la place de l'OIF sur la scène internationale comme un acteur de la coopération internationale au développement en faveur de l'équité dans les échanges commerciaux ainsi que la responsabilité sociale et environnementale des acteurs économiques. **En amont et lors de la 11^{ème} Conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce** qui s'est tenue en décembre 2017 à Buenos Aires, les actions organisées par la Francophonie (ateliers techniques, concertations, publications), en partenariat avec l'OMC, ont permis de mobiliser des pays francophones sur des enjeux d'importance pour leur insertion dans le commerce international en bouleversement, de faciliter le rapprochement des pays et régions sur des positions concertées, densifier les activités du Réseau des Ministres francophones du commerce et maintenir une offre d'activités et d'assistance en français dans cette enceinte de régulation du commerce international.

Le lancement de l'**Initiative de densification et de diversification de l'industrie du coton-textile-habillement dans l'espace francophone (DEDICOT)** à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la Francophonie du 20 Mars 2018, est une illustration de la Francophonie des solutions. **DEDICOT concrétise les efforts déployés par la Francophonie en faveur** de la structuration des filières dans les secteurs à fort potentiel économique. Ainsi, en s'appuyant sur la valeur ajoutée de la Francophonie en matière de plaidoyer, de mobilisation et de mise en relation, la démarche vise à faciliter les discussions sur l'établissement d'un partenariat gagnant-gagnant entre les producteurs du coton africains et les industriels du textile-habillement en Afrique du Nord et en Asie, notamment en vue d'une transformation locale du coton en Afrique.

REALISATIONS EN CHIFFRES




812		CREDITS			
		initial	modifié	ordonné	Taux d'exécution
2015	31 déc.	890 000 €	3 175 518 €	2 368 105 €	75%
2016	31 déc.	875 000 €	2 877 627 €	2 398 991 €	83%
2017	31 déc.	790 000 €	1 142 233 €	934 197 €	82%
2018	31 déc.	770 000€	2 227 974 €	1 813 922 €	81%

INDICATEURS								
Résultat intermédiaire du P812	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	valeur atteinte en 2018	2018	cible à atteindre fin 2018
Résultat visé à l'horizon 2018: Les organisations, pays et institutions ciblés sont davantage en mesure de développer des stratégies et échanges inter-régionaux et des projets de coopération tripartite	proportion d'organisations, de pays et d'institutions bénéficiaires ayant renforcé leur implication dans le développement de la coopération et des échanges économiques interrégionaux	%	0	-	72,5	82,5 ²³		50
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	valeur atteinte en 2018	2018	cible à atteindre fin 2018
Les régions francophones ont accru leur capacité à développer des stratégies inter-régionales d'aide pour le commerce	proportion des régions ciblées ayant participé au développement de stratégies francophones inter-régionales	%	0	-	70	80		100
Les acteurs ciblés sont mieux à même de promouvoir et développer des projets de coopération tripartite et autres outils innovants de coopération	proportion des acteurs ciblés (ventilés par sexe) ayant acquis et/ou renforcé des compétences en matière de coopération tripartite	%	0	-	75	85		65

²³ En 2018, 82,5% d'organisations, de pays et d'institutions bénéficiaires ont renforcé leur implication dans le développement de la coopération et des échanges économiques inter-régionaux



9.1.1 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	Contribuer au renforcement de la gouvernance démocratique, des droits de l'Homme, de l'État de droit et du rôle de la société civile			
Résultat final	La programmation est mise en œuvre de manière efficace selon les principes de la gestion axée sur les résultats (GAR) et intègre de manière pertinente les thématiques transversales.			
Résultat intermédiaire attendu	RINT 911 - Le rôle et la place de la société civile francophone et notamment des jeunes et des femmes sont renforcés en Francophonie et sur la scène internationale			
Intitulé du programme	Programme 911 - Société civile francophone			
ODD associés				
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues			



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

L'espace francophone est confronté à de nombreux défis qui appellent la collaboration d'un nombre de plus en plus important d'acteurs non-étatiques pour l'identification et la mise en œuvre de solutions appropriées. Face à l'ampleur des phénomènes migratoires, à la multiplication des actes terroristes et à la propagation de la radicalisation violente, la société civile se présente comme l'un des acteurs majeurs sur lequel les politiques préventives doivent s'appuyer. C'est ainsi que les Etats et gouvernements mais également les acteurs de la société civile tendent à repenser et à diversifier leurs modalités d'intervention afin de s'adapter à ce nouveau contexte.

Ainsi, sur la base des évolutions constatées et des différentes discussions engagées avec la société civile, un certain nombre de thèmes de réflexion et de travail ont été identifiés comme prioritaires et on fait l'objet d'échanges, notamment lors de la dernière Conférence des OING (Antananarivo – novembre 2016). Il s'agit plus particulièrement : du rôle et de la place de la société civile francophone dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de la radicalisation et en particulier celui des femmes et des jeunes ; de la Société civile francophone face au défi de la crise migratoire ; de la participation citoyenne dans l'espace francophone : émergence de nouveaux acteurs et mouvements citoyens et sociaux ; de l'économie solidaire et responsable. Ces inflexions ont également été traitées dans le cadre des réflexions et des concertations menées sur l'approfondissement et le renouvellement du cadre collaboratif de la Francophonie avec les OSC, enjeu majeur du programme.

Car il est apparu important de prendre en considération certaines préoccupations exprimées par les OING et de tenir compte de l'actualité internationale, en vue de laisser davantage de place à la société civile au plan stratégique et conforter leur rôle au plan opérationnel, eut égard notamment au rôle crucial joué par la société civile dans la mise en œuvre des ODD, L'apport de la société civile comme relais, proche des populations, et comme un ressort essentiel pour l'Organisation sont indéniables.

Aussi, le programme s'est-il consacré la rénovation des directives en vigueur afin d'examiner les voies et moyens d'améliorer la représentativité des OING et ONG, notamment ces dernières qui ne figurent pas dans la charte de la Francophonie. Un

des objectifs de la révision était de permettre à ce maillon essentiel de la Francophonie d'avoir un rôle plus visible dans le cadre de la Conférence des OING, tout comme les réseaux EFH ou jeunesse. La question de la rotation dans la gouvernance a également été traitée dans ce cadre, pour organiser les différentes missions thématiques qui la composent, y compris, outre les quatre missions connues, la mission transversale « enjeux globaux » comprenant, notamment, le terrorisme et la lutte contre la radicalisation. Enfin, un aspect important de la rénovation a été la prise en compte des résolutions EFH et jeunesse, pouvant jouer un rôle dans le cadre de la gouvernance.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (31 MAI 2018)

Sur la période susmentionnée, le groupe de travail sur les relations entre l'OIF et la société civile créée à l'issue de la conférence des OING de la Francophonie de Dakar de 2014 s'est réuni plusieurs fois. Les réflexions et recommandations qui ont émanées de cette enceinte de dialogue ont permis l'adoption, par le CPF, le 6 avril 2018, des nouvelles Directives régissant les relations de la Francophonie avec les organisations internationale non gouvernementales (OING) et les organisations non gouvernementales (ONG).

A l'issue de ce processus, un appel à accréditations (395 OING et ONG candidates) a été initiée et a permis l'accréditation de 127 OING et ONG.

La 11^{ème} Conférence des OING et ONG (COING) de la Francophonie s'est réunie, en septembre 2018, en marge du Sommet d'Erevan afin de traiter de la thématique du Sommet « vivre ensemble dans la solidarité, le partage des valeurs humanistes et le respect de la diversité », d'adopter une nouvelle gouvernance de la COING et de préparer la Déclaration finale remise à Mme la Secrétaire générale pour transmission aux chefs d'Etats et de gouvernements

Résultat immédiat 1: La Conférence des OING et OSC relaie davantage la voix de la société civile francophone auprès des instances de la Francophonie et sur la scène internationale.

La Conférence des OING s'est réunie, du 12 au 14 septembre 2019, à Erevan en présence de 80 ONG (sur les 127 accréditées) et a notamment préparé, à cette occasion, une Déclaration finale de la société civile francophone. Ce texte transmis à Mme la Secrétaire générale a été remis aux Chefs d'Etats et de gouvernements à l'occasion du Sommet d'Erevan qui s'est réuni en octobre et présente les principales ambitions et attentes de la société civile francophone.

A compter de cette date, le Comité de suivi de la Conférence des OING a participé à toutes les instances au sein desquels il est habilité, en vertu des Directives, à siéger. Il a, à cet égard, présenté l'action de la Conférence des OING et son ambition notamment au sein de la CCP sur invitation de son Président.

Afin d'assurer une plus grande visibilité de l'activité de la COING de la Francophonie, le Comité de suivi a travaillé à l'élaboration, en lien étroit avec les Directions de programmes de l'OIF, d'un plan d'action définissant sur deux ans les actions qu'il entend mener dans l'espace francophone notamment au sein des instances de la Francophonie et dans divers foras internationaux.

Résultat immédiat 2: L'Organisation est mieux outillée pour assurer le suivi de la participation de la société civile francophone à la mise en œuvre de ses programmes.

La refondation du cadre de partenariat entre la Francophonie et les OING et les ONG a véritablement permis d'esquisser de nouvelles perspectives quant à la qualité, l'efficacité et la pérennité du dialogue avec la société civile francophone. Le dispositif mis en place permet véritablement la structuration d'une relation partenariale mutuellement bénéfique favorisant à la fois les remontées d'informations de terrain, la définition d'actions opérationnelles innovantes au profit des populations et la mise en réseau de ces organisations mais également une structuration et un renforcement des compétences et capacités d'action des organisations de la société civile de l'espace francophone.

La mise en place, en octobre 2018, d'une plateforme numérique d'échanges et de rencontres entre les organisations accréditées et l'animation quotidienne d'un tel espace favorise les partenariats entre les organisations, la mise en place de projets communs et la définition d'actions communes et *in fine* accroît l'influence de la société civile francophone à l'international notamment au sein des foras internationaux. La publication, en novembre 2018, d'une cartographie en ligne des organisations accréditées ainsi que de présentations précises de leurs activités a véritablement permis de tisser des liens entre les acteurs accrédités mais également avec d'autres entités intervenant dans des champs proches des activités portées par la Francophonie.

Le Comité de suivi de la Conférence des OING, par la voix de sa Présidente a veillé, dans les derniers mois de l'année 2018, à faire connaître son action, son mandat et ses objectifs auprès d'autres parties prenantes (Etats et gouvernements

membres, bailleurs de fonds, etc.) afin de s'insérer dans un écosystème plus large, faire bénéficier ses membres d'un réseau d'acteurs, de contacts et de relais et mobiliser éventuellement des financements dans le cadre de ses activités.

ACTIVITES SIGNIFICATIVES

- L'adoption des nouvelles directives régissant les relations de la Francophonie avec les OING et ONG afin d'assurer :
 - ✓ une meilleure représentativité de la société civile au sein de la Conférence des OING,
 - ✓ une meilleure représentation au sein des Instances de la Francophonie,
 - ✓ une gouvernance renouvelée de la Conférence des OING/OSC.
- L'accréditation de 84 OING bénéficiant du statut consultatif auprès de la francophonie et 43 ONG bénéficiant du statut de partenaire auprès de la Francophonie qui permet d'élargir le bassin d'expertise et de représentativité dans le cadre des mécanismes de collaboration et d'information mis en place ainsi que dans l'appui des initiatives soutenues
- L'organisation de la 11^{ème} Conférence des OING (COING) qui s'est tenue du 12 au 14 septembre 2018 à Erevan en présence de 82 OING et ONG, l'élection d'un nouveau Comité de suivi de cette COING et l'adoption d'une Déclaration finale à l'attention des Etats et gouvernements membres ;
- La participation régulière du Comité de suivi de la COING aux différentes instances de la Francophonie ;
- L'élaboration d'un plan d'actions de la COING construit en lien étroit avec les Directions de programmes de l'OIF ;
- La mise en place d'une plateforme numérique d'échanges entre les organisations accréditées et la publication, en ligne, d'une cartographie des organisations accréditées auprès de la Francophonie ;

REALISATIONS EN CHIFFRES

- 90 personnes issues de la société civile, des acteurs institutionnels ont part au processus d'élaboration des nouvelles directives régissant les relations de la Francophonie avec les OING et ONG ;
- Plus de 80 organisations représentées à la Conférence des OING à Erevan en amont du Sommet de la Francophonie ;
- Plus de 80 organisations s'inscrivent et participent activement sur la plateforme numérique en ligne ouverte aux organisations accréditées auprès de la Conférence des OING ;
- 40 organisations accréditées ont été reçues ou rencontrées, depuis septembre 2018, et développent leurs relations avec la Francophonie.

911		CREDITS			
		initial	modifié	ordonnancé	Taux d'exécution
2015	31 déc.	300 000 €	300 000 €	220 648 €	74%
2016	31 déc.	300 000 €	546 050 €	429 237 €	79%
2017	31 déc.	300 000 €	114 036 €	84 574 €	74%
2018	31 déc.	300 000 €	260 000 €	226 357 €	87%

INDICATEURS

Résultat intermédiaire du P911	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	valeur atteinte en 2018	2018	cible à atteindre fin 2018
Le rôle et la place de la société civile francophone et notamment des jeunes et des femmes sont renforcés en Francophonie et sur la scène internationale	pourcentage d'États et de gouvernements ayant une bonne connaissance de l'action de la société civile francophone en Francophonie et sur la scène internationale	%	36	36	40	40	60	60

Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	valeur atteinte en 2018	2018	cible à atteindre fin 2018
La société civile de l'espace francophone est en meilleure capacité de relayer ses préoccupations auprès des Instances de la Francophonie et sur la scène internationale	pourcentage d'OSC appuyées ayant amélioré leur capacité à relayer leurs préoccupations auprès des Instances de la Francophonie et sur la scène internationale	%	0	20	20	20	50	50
La coordination et la concertation au sein de l'Organisation sont améliorées sur les questions relatives à la société civile	pourcentage d'agents de l'OIF ayant une compréhension/connaissance satisfaisante du rôle et de la place de la société civile en Francophonie et sur la scène internationale	%	18	18	18	18	40	40



9.1.2 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	Intégration de la transversalité
Résultat final	La programmation intègre de manière pertinente les thématiques transversales de la société civile, de l'égalité femme-homme et du numérique
Résultat intermédiaire attendu	RINT 912 - Les institutions et les ONG dans les pays de l'espace francophone se mobilisent davantage pour la mise en œuvre des engagements en faveur de l'égalité femme-homme, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles
Intitulé du programme	Programme 912 - Egalité femme-homme
ODD associés	
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Après une décennie de progrès, la situation de l'égalité femmes-hommes dans le monde a connu un coup d'arrêt en 2017 (*Rapport mondial sur la parité entre hommes et femmes*)²⁴. Cette situation reste très différenciée au sein de l'espace francophone. On retrouve des champions francophones au top 20 du classement de l'Indice mondial de l'écart entre les sexes (Rwanda, 4^e au rang mondial ; Slovénie, 7^e ; France, 11^e et Canada, 16^e) alors que beaucoup de pays Francophones, notamment d'Afrique subsaharienne peinent à endiguer le problème (Tchad, 139^e au rang mondial ; Mali, 137^e ; Maroc, 134^e ; l'Égypte, 132^e ...).

La situation des violences faites aux femmes et aux filles reste également très préoccupante. Selon ONU femmes²⁵, 35% des femmes ont été victimes de violences sexuelles ou physiques, 120 millions de filles ont été victimes de rapport sexuels non consentis et autres actes sexuels, environ 180 millions de femmes et de filles ont été mariés avant leurs 18 ans.

Fort de ces constats alarmants et de son expérience, l'OIF a déployé trois axes d'intervention complémentaires : la lutte contre toutes les formes de discriminations faites aux femmes et aux filles, la prévention et la lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, ainsi que la promotion du leadership et de la participation des femmes dans les processus décisionnels de la sphère politique, économique et publique. En effet, au-delà du constat que les femmes et les filles sont victimes de discriminations et de violences qui doivent être combattues d'une part, elles doivent d'autre part devenir des actrices à part entière de la société et investir la sphère politique et citoyenne.

²⁴ Forum économique mondiale (FEM) : Rapport mondial 2017 sur la parité entre hommes et femmes

²⁵ <http://evaw-global-database.unwomen.org/en/about>

C'est ainsi qu'en 2017 et 2018, ce programme s'est investi sur l'accompagnement des femmes et filles victimes de **violences faites aux femmes et aux filles**, l'**autonomisation notamment économique des femmes**, et la **valorisation de leur expertise et du leadership inclusif**. Ces problématiques stratégiques correspondent pleinement aux objectifs du développement durable, agenda international commun. La question des **droits des femmes** est fondamentale dans le plaidoyer que porte l'OIF sur la scène internationale et auprès de ses partenaires nationaux, afin d'appuyer les initiatives de la société civile, notamment des organisations de femmes, en faveur d'une **égalité entre les femmes et les hommes dans les textes et dans les faits**. En ce sens, le programme a également soutenu le dialogue politique sur ces questions dans le cadre des concertations francophones organisées en marge de la Commission de la condition de la femme de l'ONU, organe de suivi des engagements internationaux en la matière.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS (31 MAI 2018)

Sur la période susmentionnée, le programme Egalité femme-homme (EFH) a soutenu des initiatives portant sur l'autonomisation économique des femmes, la lutte contre la violence faites aux femmes et aux filles, l'appui au leadership et à la participation politique des femmes.

Résultat immédiat 1: Le leadership des femmes, leur pleine participation et leur accès en toute égalité aux processus décisionnels sont renforcés dans la vie politique, publique et économique

- L'autonomisation économique des femmes a été appuyée par le biais d'actions stratégiques et un plaidoyer de haut niveau qui ont débouché sur l'« Appel de Bucarest » et le plan d'action francophone sur l'autonomisation économique des femmes.
- Avec l'adoption d'une Stratégie économique de la Francophonie, le programme EFH a mobilisé ses Etats et gouvernements, ainsi que ses réseaux, sur la question de l'autonomisation économique des femmes. L'OIF et la Roumanie ont mené à bien l'organisation de la **Conférence des femmes de la Francophonie** le 1er et 2 novembre 2017. **Plus de 750 participants** ont pris part à l'événement : experts, représentants institutionnels et associatifs, représentants et spécialistes d'organisations internationales et francophones, ainsi que de nombreux médias. L'objectif consistait à rassembler les parties prenantes en faveur de l'égalité femme-homme et de mobiliser l'action des États et des gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour éliminer les défis persistants dans la mise en œuvre des engagements internationaux au sujet des droits et de l'autonomisation économique des femmes, tout en mettant en exergue l'importante contribution des femmes au développement économique et leur valeur ajoutée à différents secteurs d'activités.
- L'« **Appel de Bucarest** » a été adopté et regroupe des recommandations stratégiques sur les thèmes et enjeux de la Conférence tels que l'autonomisation économique des femmes, l'entrepreneuriat et la création, ainsi que le leadership des femmes dans la gouvernance économique. Un **Réseau francophone de femmes entrepreneures** a été mis en place et lancé à l'occasion de la Conférence, avec un groupe de femmes entrepreneures de tout l'espace francophone, identifiées parmi les participantes de la Conférence. Une plateforme numérique dédiée au Réseau a été présentée pour assurer le lien et les échanges entre les membres.
- Fort de cette mobilisation d'importance, la **participation de la Francophonie à la 62^e session de la Commission de la condition de la femme (ONU)** a permis aux Etats et gouvernements membres, à la société civile francophone – via le Réseau francophone pour l'égalité femme-homme – ainsi qu'aux femmes parlementaires francophones de se concerter dans le cadre de 8 événements parallèles dont une Concertation ministérielle. Cette dernière a permis l'adoption d'un **Plan d'action francophone sur l'autonomisation économique des femmes** pour soutenir la mise en œuvre des engagements en la matière et pour donner corps à l'Appel de Bucarest issu de la 2^e Conférence des femmes de la Francophonie.

Résultat immédiat 2: Les institutions et les ONG dans les pays de l'espace francophone sont renforcées dans la prévention et la lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, en particulier les mariages forcés et précoces.

- **Sur la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, ainsi que l'accompagnement de femmes en situation de vulnérabilité**, le programme EFH a soutenu par ailleurs la tenue d'un **séminaire régional « Les Violences faites aux femmes dans les PECO. Tolérance zéro »**, le 21 octobre 2017. Organisé par le Ministère des Affaires Etrangères de Roumanie et l'OIF, avec la participation active des ONG Centre FILIA et Association ANAIS, ce séminaire a permis de réunir les représentants des Etats membres des PECO et 16 représentantes d'ONG, afin de dresser un état des lieux, d'identifier et d'échanger des bonnes pratiques contre les violences faites aux femmes au sein des PECO, de

proposer des stratégies d'intervention pertinentes contre les violences et en faveur de l'EFH et réfléchir aux sanctions possibles en cas de non-respect des lois dédiées.

- Par ailleurs, **trois projets d'appui global et d'accompagnement des femmes et filles victimes de violences** ont été soutenus : appui à un **refuge de femmes victimes de violences au Liban**, en faveur de la reconstruction de survivantes et de leurs enfants (appui à 12 femmes et enfants) ; le soutien à une **campagne de sensibilisation** des leaders communautaires et d'opinion, des institutions et des ONG, des responsables de structures de base et des médias pour lutter contre toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles en **Guinée**, en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (8 ateliers de renforcement de capacités et spot sur 23 radios rurales et TV nationale) ; et enfin, un projet de **lutte contre le mariage précoce et les mutilations génitales féminines au Tchad** (renforcement de capacités de 50 responsables communautaires, religieux, institutionnels, médiatiques, ONG de femmes et jeunes).

Résultat immédiat 3 : Les institutions et les ONG dans les pays de l'espace francophone sont accompagnées et renforcées dans leurs capacités à prévenir les disparités de genre et à lutter contre toutes les formes de discriminations faites aux femmes et aux filles

- Sur la question du leadership et de la participation des femmes, le programme a soutenu l'organisation d'un concours d'écriture numérique « Au cœur des mots, femmes en lumière » : **des lycéens de 26 pays ont été sensibilisés à l'égalité femme-homme en classe et ont réalisé des portraits de femmes leaders dans leur pays/communauté**. Une classe du Togo a gagné le premier prix (2^e prix Burundi, 3^e prix Bénin, 4^e prix Liban).
- La région « Afrique du Nord et Moyen-Orient » a également bénéficié de l'appui du programme. Un projet d'appui au Fonds des femmes pour la Méditerranée a permis la **formation de 90 femmes et jeunes filles du Maroc, de la Tunisie au leadership, à la défense des droits des femmes et à la lutte contre les violences** qui leur sont faites. Enfin, le programme a soutenu un projet de formation au leadership et à la participation politique de **75 candidates aux élections municipales de mai 2018 en Tunisie**.

 **ACTIVITES SIGNIFICATIVES**

- La **2^e Conférence des femmes de la Francophonie** sur « Création, innovation, entrepreneuriat, croissance et développement : les femmes s'imposent ! », en novembre 2017 à Bucarest, a été le point d'orgue de la programmation en matière d'égalité femme-homme avec une **mobilisation** importante des femmes francophones sur plusieurs continents ;
- L'adoption d'un « **Plan d'action francophone sur l'autonomisation économique des femmes** » a permis d'entériner un positionnement clair et commun au sein de l'espace francophone, pour **intensifier les efforts** en faveur d'une autonomie pleine et effective des femmes dans le domaine du travail et de l'économie.

 **REALISATIONS EN CHIFFRES**

Depuis le Sommet de Dakar, le programme « Egalité femme-homme » a développé des **actions de plaidoyer et de sensibilisation** en faveur de l'égalité femme-homme, la lutte contre les discriminations et les violences faites aux femmes et aux filles **au sein de l'espace francophone et au-delà**. Il a accompagné et appuyé directement **700 femmes issues de plus de 60 pays membres** dans le cadre de ses projets dédiés, et touché **plus de 11 000 personnes** dans le cadre de son plaidoyer en faveur de l'égalité femme-homme depuis le début de la programmation 2015-2018.

912		CREDITS			
		initial	modifié	ordonné	Taux d'exécution
2015	31 déc.	380 000 €	352 916 €	256 873 €	73%
2016	31 déc.	380 000 €	290 750 €	222 665 €	77%
2017	31 déc.	360 000 €	614 080 €	503 763 €	82%




2018	31 déc.	360 000 €	511 791 €	434 623 €	85%
------	---------	-----------	-----------	-----------	-----

INDICATEURS								
Résultat intermédiaire du P912	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	valeur atteinte en 2018	2018	cible à atteindre fin 2018
Les institutions et les ONG dans les pays de l'espace francophone se mobilisent davantage pour la mise en œuvre des engagements en faveur de l'égalité femme-homme, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles	nombre de femmes bénéficiant d'un appui direct de l'OIF dans la lutte contre les discriminations, les violences (accueil des femmes victimes) et l'accès aux responsabilités dans la vie publique et économique (formation au leadership)	nombre	0		50	175	50	50

Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	valeur atteinte en 2018	2018	cible à atteindre fin 2018
Les institutions et les ONG dans les pays de l'espace francophone sont accompagnées et renforcées dans leurs capacités à prévenir les disparités de genre et à lutter contre toutes les formes de discriminations faites aux femmes et aux filles	proportion d'institutions/ONG appuyées qui ont renforcé leurs capacités de mobilisation et de plaidoyer	%	0	25	50	60	70	100
Les institutions et les ONG dans les pays de l'espace francophone sont appuyées dans la prévention et la lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, en particulier les mariages forcés et précoces								
Le leadership des femmes, leur pleine participation et leur accès en toute égalité aux processus décisionnels sont renforcés dans la vie politique, publique et économique								



9.1.3 COMPTE RENDU D'EXECUTION 2017-2018

Objectif stratégique	Intégration de la transversalité			
Résultat final	La programmation intègre de manière pertinente les thématiques transversales de la société civile, de l'égalité femme-homme et du numérique			
Résultat intermédiaire attendu	RINT 913 - Le numérique et ses enjeux sont mieux pris en compte à travers et au service de toute la programmation			
Intitulé du programme	Programme 913 - Intégration du numérique			
ODD associés				
Régions de la francophonie concernée	Toutes régions confondues en particulier Bénin, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, Guinée, Haïti, France, Madagascar Mali,, Maroc, Maurice, RDC, Rwanda, Sénégal, Togo, Vanuatu, Vietnam, Wallonie-Bruxelles			



PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Le numérique agit aujourd'hui dans la plupart des secteurs d'activité comme un catalyseur de l'innovation et de la créativité. De nombreux outils innovants permettent d'accroître la productivité des entreprises et des organismes. Les politiques et les stratégies nationales, les mécanismes de gestion et de fonctionnement des différents secteurs cherchent à tirer le meilleur parti de ce phénomène et à en gérer aussi les conséquences.

Dans un monde profondément transformé par les technologies de l'information et de la communication, les industries de l'informatique et du numérique, la mutation des télécommunications et le développement fulgurant de la mobilité, l'OIF se propose d'intégrer le numérique de manière transversale dans l'élaboration de sa programmation à travers la prise en compte des enjeux prioritaires de la société de l'information et de l'économie numérique dans l'espace francophone.



BILAN DES RESULTATS IMMEDIATS ATTEINTS

Résultat immédiat 1. Le Fonds Francophone pour l'innovation numérique (FFI) a accru les capacités de production de contenus et d'applications numériques innovants francophones, en faveur notamment des jeunes et des femmes des pays en développement ciblés

- Organisation de 4 marathons d'innovation numérique en conception d'objets connectés pour le développement durable, au **Rwanda, Maroc, Guinée et Égypte**. 180 jeunes développeurs informatiques et électroniciens, dont 60 filles ont

contribué à la création des 40 projets créés en collaboration avec les Ministères du numérique et des questions liées au développement durable des pays ciblés et l'appui des incubateurs locaux.

- À l'occasion de ces quatre événements, plusieurs projets ont été distingués parmi lesquels on compte le projet de « système connecté de recyclage et de redistribution des eaux usées publiques » au Rwanda, la couveuse d'œufs connectée « Adieyabà » permettant aux éleveurs la possibilité d'augmenter leur production de poussins et mieux synchroniser le rythme d'éclosion des œufs au Togo, ou encore le projet « Ojadev », un système d'alarme destiné à protéger les plantations contre certains animaux dévastateurs de cultures, les oiseaux, les chenilles permettant ainsi aux enfants en âge d'aller à l'école de ne plus avoir à surveiller les champs et d'être scolarisés.
- Ces initiatives primées sont également accompagnées par l'OIF et des structures locales de mentorat pour leur finalisation, via des programmes de formations pour l'appui technique au prototypage, la structuration entrepreneuriale et la sensibilisation aux spécificités juridiques de l'innovation numérique. Les jeunes lauréats bénéficient également à de mise en réseau dans le cadre du « Parcours numérique francophone » en partenariat avec les organismes de mobilité jeunesse francophone (OFQJ, BIJ) et les organisateurs des festivals numériques.

Résultat immédiat 2. L'intégration des technologies de l'information et de la communication au service des priorités de la Francophonie est améliorée

- La plateforme d'accompagnement des jeunes porteurs de projets médias «Le Media labo», (lemedialabo.francophonie.org) officiellement lancée par Mme la Secrétaire générale de la Francophonie le 20 mars 2017, a atteint une audience de 619 abonnés qui reçoivent hebdomadairement l'infolettre en plus de ses visites organiques. Cette audience se combine avec les 8943 abonnés sur Facebook, 497 abonnés sur Twitter et à la centaine d'amis sur son réseau LinkedIn.
- 45 000 visiteurs sur le portail du Réseau francophone de l'innovation (www.francophonieinnovation.org) pour la période concernée et 600 acteurs de numérique identifiés, répertoriés et valorisés en Afrique francophone et dans l'océan Indien au sein du dispositif de cartographie des acteurs de l'innovation CartelInnov.
- Via la plateforme Finance Ensemble (www.finance-ensemble.org), 21 levées de fonds réussies ayant permis de financer des projets entrepreneuriaux dans une quinzaine de pays francophones (**Bénin, Cameroun, Haïti, Madagascar, Rwanda, Vietnam...**). Plus de 100 000 euros de fonds collectés au service de projets communautaires dans le domaine notamment de l'accès à l'éducation (construction d'une école dans la région du Marahoué en **Côte d'Ivoire**, formations de bibliothécaires en **Guinée**..), de la promotion de la diversité culturelle (création du premier festival du livre jeunesse de l'île **Maurice**, appui au centre culturel de l'île de Nosy à **Madagascar**...); de l'appui à l'entrepreneuriat innovant (création d'un espace d'innovation technologique au **Cameroun**, financement d'une jeune pousse togolaise dans la production de produits à base de graines du néré...).
- 60 jeunes professionnels et entrepreneurs marocains formés et sensibilisés sur les outils, enjeux et pratiques du financement participatif comme levier de financement de l'innovation.
- Les 45 équipes de jeunes de la **RDC, du Congo** et de **Haïti** ont proposé 128 applications mobiles innovantes lors de trois « **Médiathons** », concours d'innovation dans les médias numériques organisés à Brazzaville (du 13 au 15 avril 2018), à Kinshasa ville (29 septembre au 1er octobre 2017) et à Port-au-Prince (29 septembre au 1er octobre 2018). Les jeunes porteurs de projets ont bénéficié d'une formation sur les modèles d'affaires et les aspects juridiques de la création d'une entreprise. Les lauréats des neuf applications primées au total sont accompagnés par deux incubateurs locaux pour les aider à porter à maturation leurs solutions numériques à l'instar de « Tanga_tu », un kiosque en ligne mettant à disposition les journaux et magazines des différentes provinces du Congo à travers un paiement mobile, ou encore « Elanga » une application vocalisée mobile qui fournit de l'information sur les techniques de cultures agricoles et de présenter les fruits en trois dimensions ainsi que leur prix sur le marché en RDC).
- Une cinquantaine de porteurs de projets francophones (**Bénin, Cameroun, France, Madagascar, Maroc, Vanuatu et Wallonie-Bruxelles**) accompagnés dans le cadre du concours d'innovation numérique et pédagogique « **Créathon** », organisé en partenariat avec l'OIF.
- Une délégation de jeunes entrepreneurs francophones mobilisés dans le cadre de rencontres francophones et internationales dédiées au numérique à la suite du lancement du Parcours numérique francophone (ateliers de travail, rencontres entre entreprises (B2B), activités de réseautage...).
- 16 ateliers de renforcement des capacités et de création de données en cartographie numérique dans le domaine de l'innovation organisés à destination de près de 400 bénéficiaires d'Afrique de l'Ouest et de l'Océan Indien.

- 18 éditeurs du **Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Madagascar, Mali, Rwanda, Sénégal et Togo** ont bénéficié d'ateliers de renforcement de capacités organisés par l'Association des éditeurs francophones au Sud du Sahara (Afrilivres), sur les enjeux et opportunités offertes par le numérique pour l'édition indépendante africaine (Lomé, 7-10 août 2017).
- Avec l'appui de l'OIF, lancement à l'initiative du **Bénin** du Réseau francophone des ministres chargés de l'économie numérique lors du Forum numérique organisé le 10 octobre 2018 à Erevan dans le cadre du XVII^e Sommet de la Francophonie.



ACTIVITES REUSSIES A METTRE EN LUMIERE

- En partenariat avec Wallonie Bruxelles Internationale, le Bureau International Jeunesse de la Fédération Wallonie Bruxelles et l'incubateur d'idées **Idcampus**, 20 lauréats du Fonds francophone pour l'innovation numérique ont bénéficié de **l'Idsprint**, un **programme d'idéation de projet consistant à travailler à l'élaboration de solutions numériques utiles à l'opérationnalisation d'une boîte à outils dédiée au programme « Libres Ensemble »**. À l'issue des ateliers, les cinq équipes de lauréats ont su apporter des réponses créatives, innovantes et concrètes aux problématiques posées en matière d'intolérance et de violence sur Internet.
- Mobilisation de 24 jeunes développeuses informatiques africaines (Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Maroc, Rwanda, Sénégal, Tunisie) pour la participation au concours de développement numérique féminin **« Code Afrique »** organisé par le Ministère de la jeunesse égyptien, le PNUD et Microsoft. Cadre de rencontre, d'échange d'expériences entre les développeuses égyptiennes sélectionnées au concours et les internationales francophones, été formées sur les enjeux des objectifs du développement durable, le design numérique centré sur l'utilisateur, l'idéation de projet et les technologies innovantes de conception d'application.
- Le concours d'innovation dans les médias numériques « Médiathon » organisé à Kinshasa (RDC) du 29 septembre au 1^{er} octobre 2017 a été l'occasion d'un partenariat élargi réussi. Les prix décernés par l'OIF aux trois équipes lauréates ont été renforcés par des dotations du Bureau national du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), de la société de téléphonie mobile "Africell" et de la Société Congolaise des Postes et Télécommunications (SCPT). Les lauréats sont accompagnés par l'incubateur congolais CONGOLEA, qui les aide à porter à maturation leurs projets. Cette action est également soutenue par l'Ambassade du Canada en RDC qui a offert aux gagnants des sessions de formation sur l'entrepreneuriat et les a mis en contact avec la Chambre de Commerce du Canada.
- Facilitation de l'accès à des financements innovants au bénéfice de plus d'une vingtaine de porteurs de projets et entrepreneurs francophones ayant collecté des fonds sur la plateforme de financement participatif de l'OIF Finance Ensemble (100 000 euros collectés).
- Valorisation des initiatives et des bonnes pratiques dans l'espace francophone dans le domaine de l'innovation et du numérique au sein du portail en ligne du Réseau francophone de l'innovation (85 000 visiteurs depuis 2016).
- Lancement du Parcours numérique francophone, fruit d'un partenariat entre l'OIF, l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ), le Bureau international Jeunesse (BIJ), Québec numérique, le Web2Day de Nantes, le Kikk Festival et l'Africa Web Festival, afin d'accroître la mobilité des jeunes professionnels et entrepreneurs et consolider les réseaux de coopération francophones dans les champs du numérique.
- Publication en octobre 2018 avec le soutien de l'OIF de la 3^e édition bisannuelle du Rapport sur la Francophonie numérique visant à dresser l'état de la situation en 2018 du numérique dans l'espace francophone en regroupant en un seul document des statistiques et avis qualitatifs récents et en valorisant les bonnes pratiques.



- **Plus de 330 jeunes porteurs de projets** du Sud formés, valorisés et accompagnés dans le cadre des dispositifs d'appui à l'innovation numérique (concours, rencontres, plateformes de financement) dans les domaines du développement durable, médias...

913		CREDITS			
		initial	modifié	ordonnancé	Taux d'exécution
2015	31 déc.	1 240 000 €	2 575 569 €	1 048 936 €	41%
2016	31 déc.	1 330 000 €	2 648 975 €	2 187 066 €	83%
2017	31 déc.	1 350 000 €	1 918 644 €	1 285 771 €	67%
2018	31 déc.	1 350 000 €	1 896 587 €	1 207 797 €	64%

Résultat intermédiaire du P913	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Le numérique et ses enjeux sont mieux pris en compte à travers et au service de toute la programmation	proportion de bénéficiaires ciblés s'appropriant davantage le numérique	%	0	-	49	60	60
Résultats immédiats	Indicateur de résultat	Unité	2015	2016	2017	2018	cible à atteindre fin 2018
Le Fonds Francophone pour l'innovation numérique (FFI) a accru les capacités de production de contenus et d'applications numériques innovants francophones, en faveur notamment des jeunes et des femmes des pays en développement ciblés	proportion de bénéficiaires du FFIN ayant accru leurs capacités à produire des contenus et applications numériques innovantes et pertinentes	%	0	100	80	70	70
L'intégration des technologies de l'information et de la communication au service des priorités de la Francophonie est améliorée	proportion des bénéficiaires ciblés ayant accru leurs capacités à intégrer le numérique au service des priorités de la Francophonie	%	0	100	65	87	50